

Groupe CGI Inc.

Rapport annuel 2017

Le rapport annuel 2017 de CGI comprend  
deux volumes :

Volume 1 : *Revue annuelle 2017*

et

Volume 2 : *Résultats de l'exercice 2017*

**Le Volume 1 du rapport annuel  
commence à la page suivante.**

(cette page ne fait pas partie du rapport annuel)

REVUE  
ANNUELLE  
2017

Savoir-faire local.  
Perspectives mondiales.

**CGI**  
La force de l'engagement<sup>MD</sup>



## Bienvenue à la Revue annuelle **2017**

Depuis notre fondation en 1976, les professionnels de CGI collaborent étroitement avec leurs clients afin de les aider à tirer pleinement profit des technologies qui transforment leur entreprise. Peu importe la dynamique de marché et les conditions économiques, nous avons mis en œuvre des innovations, une prestation de services de grande qualité et de saines pratiques de gestion afin d'aider nos clients à être des chefs de file. Nous sommes déterminés à contribuer au succès de nos clients et cet engagement a fait de CGI **l'une des plus importantes entreprises de services-conseils en TI et en management au monde.**

Dans cette édition 2017 de notre Revue annuelle, nous sommes heureux de présenter nos partenariats avec nos clients, la détermination de nos membres, notre performance pour nos actionnaires ainsi que notre engagement au sein des communautés.



# CGI en chiffres

Construire sur plus de quatre décennies de croissance soutenue

CGI est l'une des rares entreprises possédant l'envergure, la portée et les capacités pour répondre aux besoins des clients en matière de transformation numérique. Nous offrons des services-conseils novateurs et complets en TI et en management à partir de centaines d'emplacements situés à proximité de nos clients ainsi que de centres mondiaux et régionaux de prestation de services partout dans le monde.

71 000  
professionnels

Secteurs  
d'activité  
représentant  
la majorité  
des dépenses  
mondiales  
en TI

Présence  
mondiale

dans des marchés  
qui constituent  
81 % des dépenses  
mondiales en TI

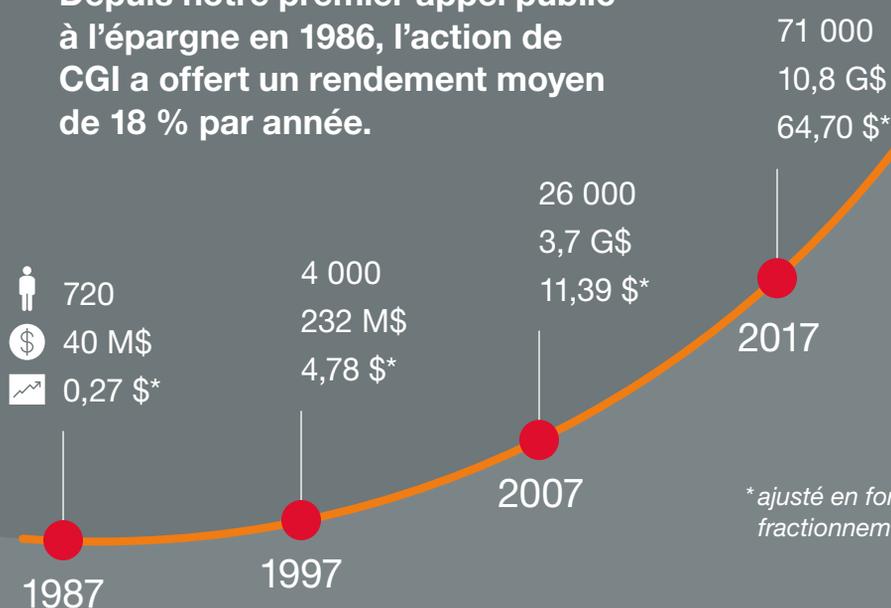
Plus de  
150 solutions  
de propriété  
intellectuelle

## Faits saillants des résultats financiers 2017

La solidité financière est l'une de nos valeurs fondamentales. Elle nous permet de respecter nos promesses envers nos groupes de partenaires : continuer à agir à titre d'expert et de partenaire de choix pour nos clients, offrir à nos professionnels un environnement où ils peuvent bâtir une carrière et constituer un investissement de choix pour nos actionnaires.

Revenus	Nouveaux contrats signés	Bénéfice net	Bénéfice par action (après dilution)	Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles
10,8 G\$	11,3 G\$	1,0 G\$	3,41 \$	1,4 G\$

Depuis notre premier appel public à l'épargne en 1986, l'action de CGI a offert un rendement moyen de 18 % par année.



\*ajusté en fonction des fractionnements d'actions



### **5 000 clients**

clients utilisant notre gamme complète de services à l'échelle mondiale

**Prestation mondiale de services au pays, sur le continent et à l'international**

**Une des plus importantes entreprises de services-conseils en TI et en management au monde**

## **Des investissements au profit de tous nos partenaires**

CGI met l'accent sur des investissements ciblés afin de renforcer sa position de leader mondial de services-conseils complets en TI et en management et de **soutenir la croissance requise pour satisfaire les attentes de chacun de ses trois groupes de partenaires.**

## **315 M\$ investis dans les opérations**

- Évolution du portefeuille de propriété intellectuelle (PI) de CGI vers un modèle de logiciel service (SaaS)
- Consolidation et retrait d'actifs et mise à profit des technologies en nuage (cloud)
- Fonds d'innovation pour des investissements dans de nouveaux contrats

## **307 M\$ investis en acquisitions au sein de marchés métropolitains**

- Collaborative Consulting, Boston
- CTS, Birmingham
- ECS Team, Denver
- Summa Technologies, Pittsburgh

## **Rachat d'actions**

Réinvestir de l'argent dans l'entreprise pour maximiser le rendement du capital investi par les investisseurs

- Nombre total d'actions classe A rachetées : **19 929 268**
- Cours moyen de l'action : **62,55 \$**
- Investissement total : **1,2 G\$**

*Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.*

---

## CONTENU

- 2** **Inspirée par un rêve. Bâtie pour croître et durer.**  
*Serge Godin, fondateur et président exécutif du conseil*  
*George D. Schindler, président et chef de la direction*  
*Julie Godin, vice-présidente du conseil et vice-présidente*  
*exécutive, Administration et planification globale*

- 6** **Constitution et Assises de gestion de CGI**

### Notre engagement

- 10** **Nous sommes à l'écoute.**
- 16** **Nous innovons. Nous sommes des leaders.**
- 34** **Nous produisons des résultats.**

### À propos de CGI

- 40** **L'équipe de direction**
- 42** **Présence mondiale**
- 44** **Nos communautés**





**Serge Godin**  
Fondateur et président  
exécutif du conseil



**George D. Schindler**  
Président et chef  
de la direction



**Julie Godin**  
Vice-présidente du  
conseil et vice-présidente  
exécutive, Administration  
et planification globale

## Inspirée par un rêve. Bâtie pour croître et durer.

Chaque jour, partout dans le monde, nous collaborons avec nos clients afin qu'ils puissent s'ajuster aux changements rapides et en tirer des occasions d'affaires tangibles. Grâce à notre modèle d'affaires axé sur la proximité avec les clients, nous travaillons de concert avec eux et mettons à profit nos capacités mondiales pour définir, élaborer, mettre en œuvre et exécuter les stratégies et solutions novatrices requises pour satisfaire aux attentes de leurs consommateurs et des citoyens.

**Nous sommes déterminés à suivre nos principes fondamentaux : être un partenaire, un expert, un employeur et un investissement de choix.**

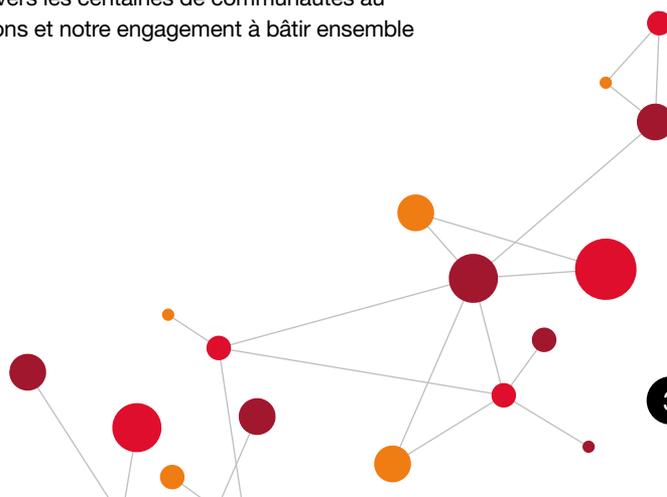
Le rêve de CGI inspire chacun de nos 71 000 professionnels :

***Créer un environnement où nous avons du plaisir à travailler ensemble et où, en tant que propriétaires, nous participons au développement d'une entreprise dont nous sommes fiers.***

Le rêve, de pair avec notre vision, notre mission et nos valeurs, composent la constitution de CGI, laquelle se traduit par une culture partagée et un alignement solide de nos équipes nous permettant d'être un leader de classe mondiale de services-conseils complets en TI et en management qui contribue au succès de ses clients. La constitution de CGI guide la façon dont nous créons de la valeur pour nos trois groupes de partenaires — nos clients, nos actionnaires et nos professionnels, que nous appelons membres, puisque la majorité d'entre eux sont également des actionnaires de CGI.

« La constitution est le fondement de notre entreprise alors que notre plan stratégique énonce les objectifs, les priorités et les mesures nécessaires afin de continuellement surpasser les attentes de nos clients, d'offrir à nos membres tous les moyens de bâtir des carrières stimulantes, et de générer une croissance rentable pour nos actionnaires. »

Chaque année, nous menons un processus de planification stratégique par lequel nous recueillons des renseignements précieux en étant à l'écoute de nos trois groupes de partenaires, ce qui nous permet d'affiner notre plan en fonction de leurs attentes. Dans le cadre de ce processus, nous établissons nos objectifs et nos priorités pour l'année à venir. Nous avons officialisé cette année un objectif supplémentaire : **être reconnu par nos communautés comme une entreprise responsable**. Dans la continuité de notre modèle de proximité client, nous reconnaissons notre responsabilité envers les centaines de communautés au sein desquelles nous vivons et travaillons et notre engagement à bâtir ensemble notre avenir.



## Une croissance rentable soutenue crée une valeur durable.

Chez CGI, la croissance est générée à la fois à l'interne et par des acquisitions. En termes de croissance interne, l'exercice financier 2017 a été une année marquée par plusieurs initiatives stratégiques qui se sont traduites avec succès par une croissance interne rentable de 2,8 %. En termes d'acquisitions, nous avons fusionné avec des entreprises établies dans des marchés métropolitains à forte demande, en conformité avec notre modèle de proximité client, et avons accueilli 1 000 nouveaux conseillers au sein de l'équipe de CGI, tout en augmentant nos revenus annualisés de plus de 200 millions \$.

« Les clients de chacun de nos secteurs d'activité cibles prévoient d'accroître ou de maintenir leurs dépenses en TI. Ils rééquilibrent leur budget afin d'investir davantage dans de nouvelles applications et de réduire leurs coûts d'exploitation. Nous constatons également une augmentation de la demande pour des solutions provenant de firmes mondiales d'envergure. »

Cette année, dans le cadre de notre processus de planification, les leaders de CGI ont réalisé plus de 1 300 entretiens en personne avec des dirigeants des fonctions d'affaires (métiers) et informatiques (TI) issus de 10 secteurs d'activité privés et publics dans 17 pays. Comme nous l'avons observé, une tendance s'est dessinée au cours des dernières années. Il s'agit du besoin clair et pressant pour les organisations d'évoluer afin de répondre aux attentes des consommateurs et des citoyens en matière de numérique. Parallèlement à cette tendance que l'on pressent durable, nous constatons également une importance croissante accordée aux stratégies numériques établies à l'échelle de l'entreprise. Le taux de dirigeants d'entreprises clientes qui affirment avoir mis de l'avant de telles initiatives stratégiques est passé de 12 % en 2016 à 40 % en 2017.

Une fois de plus cette année, nous avons réalisé de nombreux investissements pour positionner CGI afin de répondre à cette demande croissante et nous avons affiché une solide performance dans l'ensemble de nos activités à l'échelle mondiale. Voici les résultats obtenus.

- Nos opérations en Amérique du Nord ont affiché une croissance généralisée au sein de tous les secteurs d'activité. Au Canada, notre équipe a enregistré une croissance interne de 5 %. Aux États-Unis, les revenus ont augmenté de 6 % en devises constantes et nous avons accueilli plusieurs professionnels dans notre équipe grâce à des fusions ciblées dans des marchés métropolitains. Grâce à ces intégrations, nous tirons profit de compétences de nouveaux leaders et de relations locales supplémentaires. Nos clients, actuels et potentiels, bénéficient ainsi de l'envergure étendue et des capacités complètes de CGI.
- En Europe, nous avons généré une croissance de près de 3 % en devises constantes, la France figurant au premier plan avec une croissance de 10 %.
- En Asie-Pacifique, notre combinaison unique d'expertise sectorielle et technologique au sein de nos centres d'excellence en prestation de services a continué de produire des résultats. En effet, nos opérations en Inde ont affiché une croissance de 16 %.

Nous avons également continué à mettre l'accent sur notre modèle reconnu de proximité client, offrant aux clients des innovations tangibles et des résultats mesurables. Nous avons investi dans le développement et l'expansion de centres d'excellence sectoriels et de pratiques dédiées aux technologies émergentes afin de faciliter le partage de connaissances, de renforcer le développement des talents et d'approfondir nos compétences de bout en bout.

### **Aider nos clients à aborder le virage numérique**

Notre engagement à surpasser les attentes de nos clients et de nos membres se traduit par l'amélioration, année après année, de toutes nos mesures de satisfaction. Pour les 7 544 évaluations en personne réalisées à l'exercice 2017 et signées par nos clients, nous avons obtenu une note globale de satisfaction de 9 sur 10.

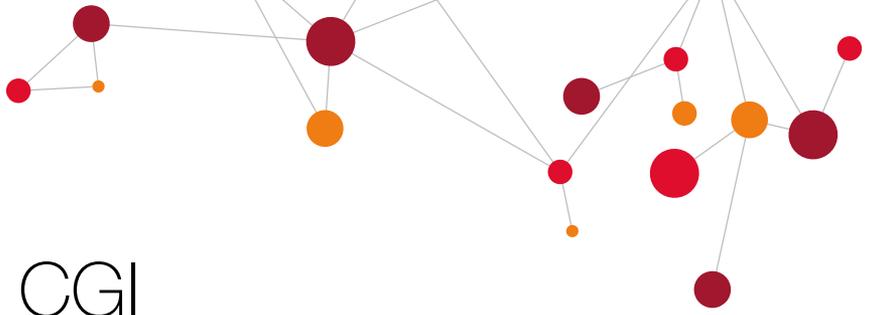
Ce niveau de satisfaction élevé est particulièrement important pour nous alors que nos clients doivent composer avec l'urgence de faire évoluer leur entreprise pour répondre aux attentes numériques des consommateurs et des citoyens. Cette urgence de se transformer ne cessera de s'accélérer, compte tenu de l'évolution rapide de la technologie, aujourd'hui et dans les années à venir.

### **Bâtie pour croître et durer**

Dans l'optique d'être une entreprise bâtie pour croître et durer, cette année, lors de notre conférence des leaders de CGI, nous nous sommes projetés en 2050 et avons également envisagé l'avenir de nos clients. Pour l'ensemble de nos secteurs d'activité cibles, nous avons alors examiné la situation actuelle, les facteurs de changement, la situation future et les attributs requis pour être un chef de file. Pour tous les scénarios, la technologie n'est plus seulement un facilitateur; elle est le moteur du changement. Il y aura des investissements massifs dans les technologies au cours des prochaines décennies, notamment une accélération de l'impartition pour libérer les fonds nécessaires en vue de réaliser ces investissements. Afin d'aider nos clients à accélérer la transformation de leurs activités, nous continuerons à effectuer les investissements requis pour les aider à innover et à générer une valeur durable.

« La croissance que nous avons connue au cours des dernières décennies est le fruit de notre culture solide, de notre discipline opérationnelle, de nos innovations et de nos capacités complètes. Tous ces attributs servent de bases pour agir à titre de partenaire et d'expert de choix pour nos clients dans la foulée de la transformation en cours, stimulée par la technologie. CGI est l'une des rares entreprises possédant l'envergure, la portée et les capacités complètes requises pour contribuer au succès de ses clients. »

À nos investisseurs, merci pour votre confiance renouvelée. Nous sommes déterminés à continuer à vous offrir une valeur ajoutée. À nos 71 000 professionnels, merci de vous inspirer de la culture de CGI et d'en faire un endroit stimulant où travailler. À nos clients, merci pour votre loyauté. C'est un honneur de vous servir tous les jours. L'avenir n'a jamais semblé si prometteur.



# Constitution de CGI

Alors que la plupart des entreprises ont une vision et une mission, CGI va plus loin en s'inspirant d'un rêve. Ce rêve met l'accent sur les notions de plaisir et de propriété qui sont essentielles à notre succès. Le rêve de CGI, ainsi que notre vision, notre mission et nos valeurs, forment la constitution de CGI. Grâce aux cadres de gestion et aux programmes fondés sur cette constitution, CGI affiche une croissance constante dont bénéficient nos clients, nos membres et nos actionnaires.

## Notre rêve

Créer un environnement où nous avons du plaisir à travailler ensemble et où, en tant que propriétaires, nous participons au développement d'une entreprise dont nous sommes fiers.

## Notre vision

Être un leader de classe mondiale qui offre une gamme complète de services-conseils en technologie de l'information (TI) et en management et qui contribue au succès de ses clients.

## Notre mission

Contribuer au succès de nos clients grâce à des services-conseils de la plus grande qualité, compétence et objectivité; exercer un leadership éclairé qui les aidera à atteindre pleinement leurs objectifs en technologie de l'information, en processus d'affaires et en gestion.

Dans tout ce que nous faisons, nous sommes guidés par notre rêve et vivons selon nos valeurs pour bâtir des relations de confiance et honorer nos engagements actuels et futurs.

## Nos valeurs

### Partenariat et qualité

Pour nous, le partenariat et la qualité constituent une philosophie et une façon d'être. Nous approfondissons sans cesse notre compréhension des activités de nos clients. Nous développons les meilleures pratiques de gestion, nous y adhérons et nous les intégrons à nos cadres de gestion de la relation client et de prestation des services afin d'établir des partenariats solides et durables. Nous sommes à l'écoute de nos clients et nous avons à cœur leur pleine satisfaction.

### Objectivité et intégrité

Nous faisons preuve de la plus grande indépendance dans le choix des produits, services et solutions que nous recommandons à nos clients. Nous adhérons aux meilleurs standards de qualité, d'objectivité et d'intégrité. Nous n'acceptons aucune rémunération de la part de fournisseurs. Nous agissons toujours de façon honnête et éthique. Nous ne cherchons jamais à tirer d'avantages indus et évitons les conflits d'intérêts, qu'ils soient réels ou perçus.

### Intrapreneurship et partage

Notre succès collectif repose sur notre compétence, notre engagement et notre enthousiasme. Nous favorisons une culture d'innovation et d'autonomie de façon à rendre chacun d'entre nous imputable de la satisfaction de nos clients, assurant ainsi notre croissance rentable. Par le travail d'équipe et le partage de notre savoir-faire et de nos connaissances dans toutes nos activités à l'échelle mondiale, nous offrons à nos clients ce que CGI a de meilleur. En tant que membres de CGI, nous prenons part activement au succès de notre entreprise, et bénéficions de la valeur ainsi créée en participant aux profits et en ayant accès à l'actionariat.

### Respect

Dans toutes nos actions, nous sommes respectueux envers nos membres, clients, partenaires d'affaires et concurrents. En tant qu'entreprise mondiale, nous reconnaissons la grande richesse que la diversité nous apporte. Nous célébrons cette diversité tout en adhérant à la culture d'entreprise de CGI.

### Solidité financière

Tous nos efforts visent une performance financière qui se distingue par sa constance et sa solidité afin de soutenir notre croissance à long terme au bénéfice de nos membres et de nos actionnaires. Notre solidité financière nous permet d'investir continuellement dans le perfectionnement professionnel de nos membres, dans nos services et dans nos solutions d'affaires au profit de nos clients. Dans ce but, nous gérons nos affaires de manière à réaliser un rendement supérieur aux normes de l'industrie.

### Responsabilité sociale

Notre modèle d'affaires, qui en est un de proximité, a été conçu afin de développer des liens étroits avec nos clients et avec nos communautés. En tant que membres, nous prenons à cœur notre responsabilité de contribuer au mieux-être économique, social et environnemental des communautés dans lesquelles nous vivons et travaillons.

# Assises de gestion de CGI

CGI est déterminée à être la meilleure entreprise du secteur des TI. Pour ce faire, nous devons gérer notre entreprise en faisant preuve d'excellence. À cet égard, les Assises de gestion de CGI regroupent les composantes majeures qui définissent notre entreprise et orientent sa gestion, y compris la constitution de CGI et un ensemble commun de politiques, de cadres de gestion, de processus, de principes opérationnels et de mesures. Les Assises de gestion rassemblent les meilleures pratiques nous permettant d'être constants et de produire des résultats de qualité supérieure pour nos clients, peu importe le pays dans le monde où CGI exerce ses activités.

OPÉRATIONS CERTIFIÉES ISO 9001	<b>La constitution de CGI</b>				<b>Politiques et processus d'entreprise</b>					
	Rêve	Vision	Mission	Valeurs	Code d'éthique	Organisation, gouvernance et ajustements	Ressources humaines	Finance et investissement	Sécurité et protection des données personnelles	Système qualité
	Orientations stratégiques et planification opérationnelle		Gamme de services		Gérer l'excellence opérationnelle	Marketing, relation client et développement des affaires	Gestion des risques liés aux mandats	Innovation et propriété intellectuelle	Fusions et acquisitions	Cadres de gestion
	Cadre de gestion du partenariat client						Cadre de gestion du partenariat membre		Cadre de gestion du partenariat actionnaire	
	Proposition	Contrat	Meilleures pratiques en gestion des TI Gouvernance des ententes			Livraison	Clôture	Institut de leadership		Gestion des relations avec les investisseurs
	Méthodes et outils									
	Services-conseils, intégration et développement de systèmes		Gestion des applications	Gestion des technologies et des opérations		Gestion des processus d'affaires (faisant appel à notre propriété intellectuelle)		Affectation Performance et planification de carrière Recrutement Orientation et intégration Rencontres d'équipe		Règles de divulgation  Communications avec les investisseurs
Programme d'évaluation de la satisfaction client						Programme d'évaluation de la satisfaction membre		Programme d'évaluation de la satisfaction actionnaire		

© 2017 Groupe CGI inc.

---

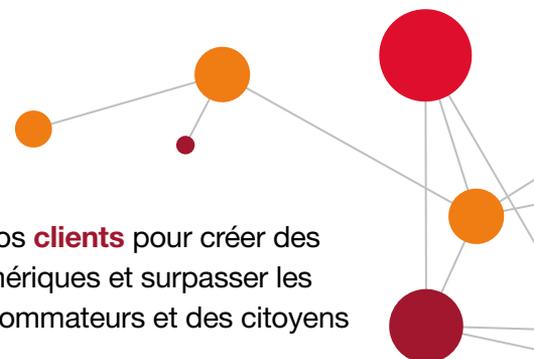
# Savoir-faire LOCAL. Perspectives MONDIALES.

Nous vivons un moment historique en termes de relations que nos clients souhaitent entretenir avec les consommateurs et les citoyens. Nous avons vu le monde autour de nous devenir de plus en plus connecté, et transcender les cultures, les langues et les frontières. Aujourd'hui, **nous collaborons avec nos clients** pour soutenir leurs initiatives les plus stratégiques et visibles, pour les aider **à faire évoluer, à développer, à améliorer et à sécuriser la technologie** au cœur de cette transformation. Pour nos partenaires et nos communautés, nous jouons un rôle déterminant en vue de **concrétiser les retombées positives du numérique.**

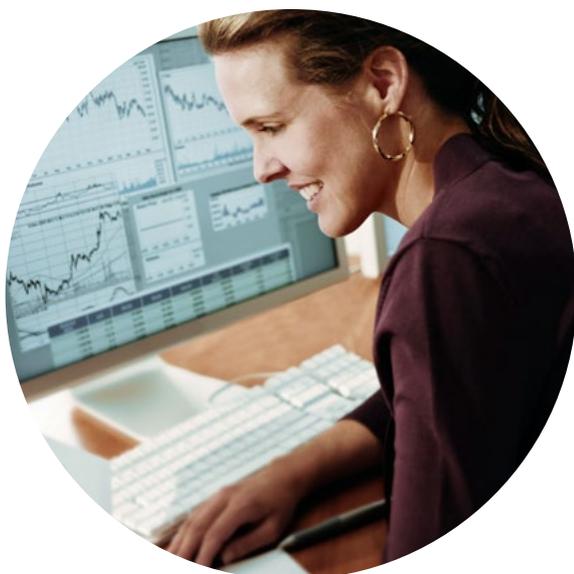
**La transformation numérique repose avant tout sur les PERSONNES.**



Collaborer avec nos **clients** pour créer des organisations numériques et surpasser les attentes des consommateurs et des citoyens



Outiller nos **professionnels** afin qu'ils agissent à titre de partenaires fiables et novateurs pour aider nos clients à aborder le virage numérique



Offrir à nos **actionnaires** un solide rendement du capital investi alors que nous exploitons les nombreuses possibilités de croissance qui s'offrent à nous

Bâtir des **communautés** prospères grâce à nos compétences numériques et à notre présence locale dans le monde entier



# Nous sommes à l'écoute.

Comprendre nos clients, nos membres  
et nos actionnaires afin d'affiner  
constamment la stratégie de CGI

À titre de partenaire, d'expert, d'employeur et d'investissement de choix, nous faisons preuve d'une grande écoute pour d'abord comprendre les besoins de nos groupes de partenaires. Ces connaissances, combinées à nos perspectives mondiales, aident nos **clients** à surpasser les attentes des consommateurs et des citoyens, soutiennent nos **membres** dans la progression de leur carrière et offrent à nos **actionnaires** un rendement du capital investi.



# Nos clients

## Actualiser notre stratégie grâce aux perspectives des clients

Une écoute proactive constitue la première étape du développement de solutions flexibles et personnalisées en vue d'innover et d'amener nos clients à produire les résultats escomptés.

Grâce au **Programme d'évaluation de la satisfaction des clients (CSAP)**, nous rencontrons régulièrement des clients pour évaluer notre performance et déterminer ensemble ce que nous pouvons améliorer. Le CSAP procure une « fiche de rendement » globale de la performance de CGI. En 2017, à l'échelle mondiale, les notes de CGI reflètent un haut niveau de confiance de la part de nos clients.

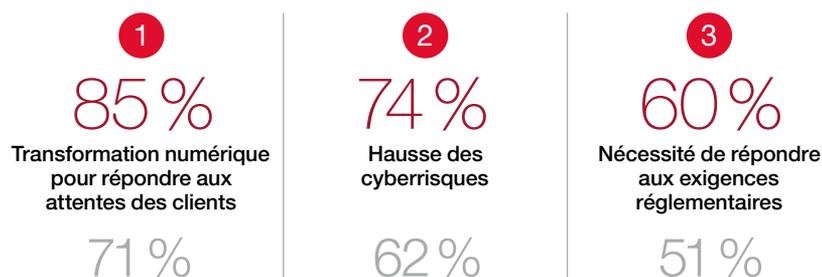
Grâce au programme **La voix de nos clients**, nos leaders rencontrent chaque année leurs clients afin de comprendre les défis et les opportunités qui se présentent à eux, ainsi que leurs priorités d'entreprise et informatiques, leur budget et leurs plans d'investissement. En 2017, plus de **1 300 entretiens en personne** ont été réalisés — dont 20 % auprès de clients potentiels — dans **10 secteurs d'activité publics et privés** dans **17 pays**. Parmi les répondants, **40 % étaient des dirigeants des fonctions d'affaires (métiers)** et **60 % des dirigeants des fonctions informatiques (TI)**.

Les conclusions dégagées sont décrites dans les présentations et rapports du **BAROMÈTRE MONDIAL CGI – La voix de nos clients**, qui guident les initiatives de planification stratégique de CGI et des clients. Elles permettent d'instaurer un dialogue sur la façon dont nous pouvons travailler ensemble pour répondre aux principaux impératifs opérationnels et technologiques.

Les trois principales tendances de 2017 concordent avec celles de 2016, mais chacune d'elles s'accroît. **Dans tous les secteurs d'activité, les dirigeants interrogés sont conscients que les besoins numériques des consommateurs et des citoyens engendrent une transformation des organisations partout dans le monde.**

Nous constatons par ailleurs des différences notables entre les organisations commerciales et gouvernementales en ce qui a trait aux tendances qui figurent au quatrième et au cinquième rangs. Les clients commerciaux interviewés explorent les technologies numériques et exploitent les possibilités de collaboration et d'interopérabilité. Les clients gouvernementaux continuent de gérer les pressions sur les coûts et d'accroître leur utilisation de l'informatique en nuage (cloud).

## Principales tendances à l'échelle mondiale pour 2017 comparativement à 2016



### Faits saillants du CSAP de 2017

Nombre d'évaluations — **7 544**  
 Satisfaction globale — **9,0/10**  
 Fidélité des clients — **9,2/10**  
 Connaissances sectorielles — **8,9/10**  
 Expertise technologique — **8,9/10**  
 Innovation — **8,5/10**

### ... Principales tendances propres au secteur privé

- 4** Utilisation croissante des technologies numériques
- 5** Collaboration et interopérabilité accrues

### ... Principales tendances propres au secteur public

- 4** Pressions sur les coûts ralentissant le rythme du changement
- 5** Utilisation croissante de l'informatique en nuage public et privé

Bien qu'il y ait un certain nombre de similitudes dans l'ensemble des secteurs d'activité, nous reconnaissons que les dirigeants abordent la transformation en fonction de leur secteur, de leur marché géographique et de leur culture organisationnelle. Nous offrons également des rapports sectoriels (visitez [cgi.com/barometre-mondial](http://cgi.com/barometre-mondial)). Nos équipes communiquent ces conclusions personnalisées aux clients de tous les marchés géographiques au sein desquels nous exerçons nos activités.

# Nos membres

## Une équipe de leaders du numérique, habilitée grâce à l'apprentissage et au perfectionnement

Dans le Baromètre mondial CGI, nos clients indiquent que les étapes vers la transformation numérique comportent leur lot de défis, avec en premier lieu la culture et les compétences. Nos professionnels disposent de l'expertise numérique requise pour satisfaire les besoins les plus pressants des clients. Ils répondent à leurs besoins grâce à une compréhension approfondie de leurs activités, découlant du modèle de proximité client de CGI.

Les professionnels de CGI sont appelés membres afin de souligner le fait que la grande majorité d'entre eux sont actionnaires de CGI. Les membres sont animés d'un puissant sentiment d'appartenance qui les incite à offrir des solutions novatrices et à prendre des décisions dans le meilleur intérêt de leurs clients.

C'est dans cet esprit que, chaque année, nos professionnels participent donc à l'orientation stratégique de leur entreprise. **En 2017, plus de 51 000 membres ont soumis des commentaires** sur l'évolution des objectifs et des priorités stratégiques de CGI grâce à la consultation des membres. La consultation se fait sous forme de questionnaire et donne l'occasion aux membres d'évaluer notre situation et de suggérer ce que nous pourrions faire de plus pour atteindre nos objectifs au profit de nos trois groupes de partenaires. Par l'entremise de cet exercice, plus de **53 000 suggestions et observations** ont été soumises.

Les conclusions qui en découlent, tout comme les commentaires de nos clients et de nos actionnaires, contribuent à la mise à jour du plan stratégique de CGI et permettent de définir les principales mesures à intégrer au plan d'affaires de 2018 de chaque unité d'affaires.

En plus de la consultation des membres, chaque membre participe au **Programme d'évaluation de la satisfaction des membres (MSAP)**, qui comprend une rencontre individuelle du membre avec son gestionnaire afin de favoriser le dialogue, de soutenir des plans d'action

### Faits saillants du MSAP de 2017

Nombre d'évaluations MSAP réalisées — **47 674**

Vivre les valeurs de l'entreprise — **8,4/10**

Engagement envers l'entreprise — **8,5/10**

Satisfaction professionnelle issue de la satisfaction client — **8,6/10**

Fierté de faire partie de l'entreprise — **8,0/10**

## Favoriser l'engagement de notre équipe

Chaque année, CGI actualise sa stratégie grâce aux perspectives recueillies lors d'entretiens avec ses clients, ses membres et ses actionnaires.

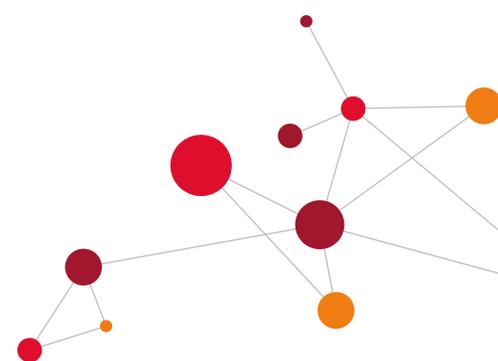
Chaque année, en juin, nos dirigeants se réunissent lors de notre **conférence des leaders** en vue d'échanger sur les orientations et priorités stratégiques de l'entreprise. La conférence examine les perspectives de nos partenaires et comprend des présentations et des discussions en groupe de travail sur nos priorités stratégiques. Cet événement marque également le lancement du processus annuel de planification opérationnelle.



ponctuels et de renforcer le sentiment d'appartenance collectif à la satisfaction des membres. À la suite de cette discussion, les membres remplissent un sondage sur leur satisfaction. En 2017, les notes du MSAP ont affiché une amélioration par rapport à l'an dernier, dans toutes les catégories.

Les membres participent également au développement du bassin de talents de l'entreprise. Par l'entremise du **programme de référence** prévu pour le **recrutement**, les membres repèrent des candidats de qualité. Et grâce au modèle de recrutement de CGI, les gestionnaires en charge des relations client et de la prestation de services sont responsables de recruter les professionnels les plus talentueux, possédant les compétences répondant aux besoins des clients.

Nous offrons également des **programmes d'apprentissage et de perfectionnement** pour appuyer les membres dans leur carrière et proposer des idées et des solutions novatrices aux clients. En 2017, ces programmes visaient à approfondir les compétences des membres dans des domaines tels que les méthodologies agiles, les technologies émergentes et le leadership. De plus, pour favoriser le perfectionnement des équipes de nos clients et de CGI, nous avons des centres d'excellence et des pratiques dédiées aux technologies émergentes établis dans le monde entier (voir page 36), qui contribuent à bâtir la relève en TI grâce à divers programmes de formation (voir page 46).



Après la conférence des leaders, les unités d'affaires préparent leur plan d'affaires pour l'année à venir en se fondant sur les priorités stratégiques afin d'assurer notre alignement à l'échelle mondiale. Le processus prévoit également une évaluation des perspectives recueillies auprès de nos partenaires et la définition des mesures à prendre quant aux aspects à améliorer. Les orientations, priorités et plans opérationnels sont communiqués à l'ensemble des membres lors de la **tournée annuelle**, qui a lieu en octobre.

La tournée annuelle propose des présentations virtuelles et en personne mettant en lumière des membres de la haute direction issus des niveaux opérationnels et des services corporatifs. En 2017, **186 événements** se sont déroulés sur une période de quatre jours afin de favoriser un solide alignement et la participation des membres à l'exécution des priorités mondiales et des plans d'affaires locaux.



Montréal, Canada

Bangalore, Inde



Rotterdam, Pays-Bas

# Nos actionnaires

## Offrir un rendement du capital investi grâce à notre stratégie de croissance interne et par acquisition

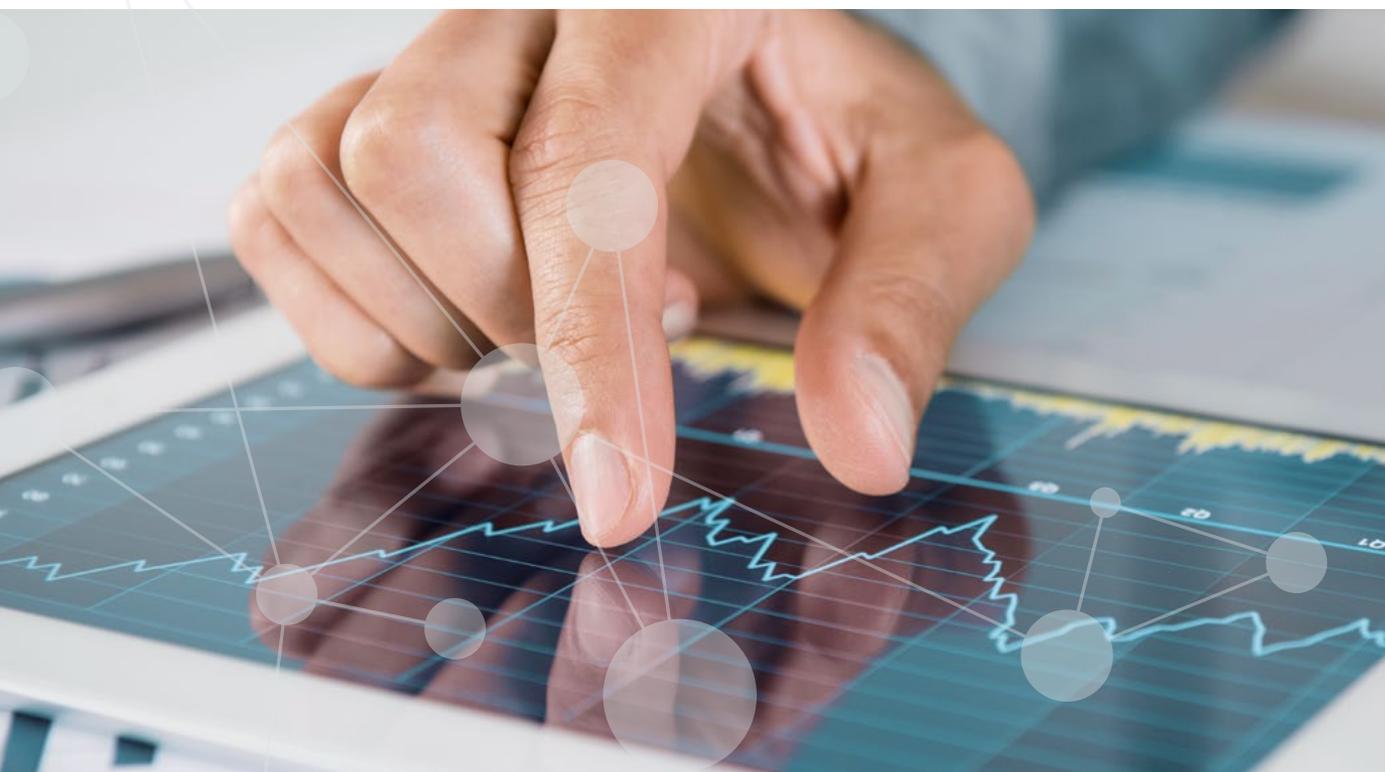
Chaque année, nous tenons plus de **200 rencontres en personne** avec des investisseurs dans le but de présenter l'histoire de CGI et de consolider nos relations à long terme. De plus, nous réalisons le **Programme d'évaluation de la satisfaction des actionnaires (SSAP)**, qui prévoit des discussions stratégiques avec les investisseurs institutionnels les plus importants et compétents. En 2017, les participants — 72 % issus du volet investisseurs (buy-side) et 28 % de firmes de courtage (sell-side) — ont fourni des perspectives structurées sur la stratégie et la culture de CGI, et sur leurs attentes en vue de stimuler la valorisation financière de l'entreprise.

Les perspectives de cette année indiquent un haut niveau de satisfaction quant à la **stratégie de croissance rentable de CGI, à la fois interne et par acquisition**, et à la crédibilité de la haute direction.

### Performance de gestion Résultats du SSAP

Moyenne globale

CGI E2017	↑	8,7/10
CGI E2016		8,6/10
CGI E2015		8,3/10



Au fil des ans, CGI a connu une forte croissance grâce à l'exécution rigoureuse de cette **stratégie** — croissance qui s'est avérée essentielle pour aider ses clients à surpasser les attentes des consommateurs et des citoyens, à faire avancer la carrière de ses membres et à offrir à ses actionnaires un rendement du capital investi.

- Sur le plan de la **croissance interne**, nous investissons dans nos capacités complètes, y compris des services-conseils stratégiques en TI et en management, des services d'intégration de systèmes et d'impartition, et des solutions de propriété intellectuelle (PI), la PI représentant 22 % des revenus de CGI. Au cours de l'exercice 2017, nous avons conclu de nouveaux contrats pour une valeur de 11,3 milliards \$, et le ratio nouveaux contrats/facturation a atteint 104,1 % des revenus; 58 % des contrats correspondaient à des prolongations et à des renouvellements alors que 42 % étaient de nouvelles ententes.
- Sur le plan des **acquisitions**, nous mettons l'accent sur des acquisitions transformatives d'envergure afin d'accroître notre présence géographique et notre masse critique ainsi que sur l'acquisition d'entreprises de niche, de plus petite taille, qui favorisent des relations étroites avec les clients au sein de nos marchés métropolitains et renforcent les solides capacités numériques de CGI. Au cours de l'exercice financier 2017, nous avons réalisé quatre acquisitions d'entreprises servant des créneaux particuliers, repérées grâce au programme La voix de nos clients.

Les activités menées cette année ont permis à CGI de poursuivre son objectif stratégique qui consiste à doubler la taille de l'entreprise grâce à une combinaison équilibrée d'acquisitions et de croissance interne.



## Présentation de la performance et des priorités de CGI à l'Assemblée générale annuelle des actionnaires

Chaque année, nous tenons une réunion à Montréal pour élire les administrateurs, nommer les vérificateurs, évaluer les propositions des actionnaires et examiner toute autre question pouvant être soumise à l'assemblée. Cette réunion propose également des observations sur la performance, la stratégie et les priorités de CGI ainsi qu'une période de questions afin de recueillir les commentaires.

En 2017, la réunion a été diffusée par vidéo en direct afin de permettre aux actionnaires partout dans le monde de participer à l'assemblée générale annuelle de leur entreprise. Pour visionner l'enregistrement, visitez [cgi.com/investisseurs](http://cgi.com/investisseurs).



# Nous innovons. Nous sommes des leaders.

Aider nos clients à saisir  
les opportunités découlant  
du changement

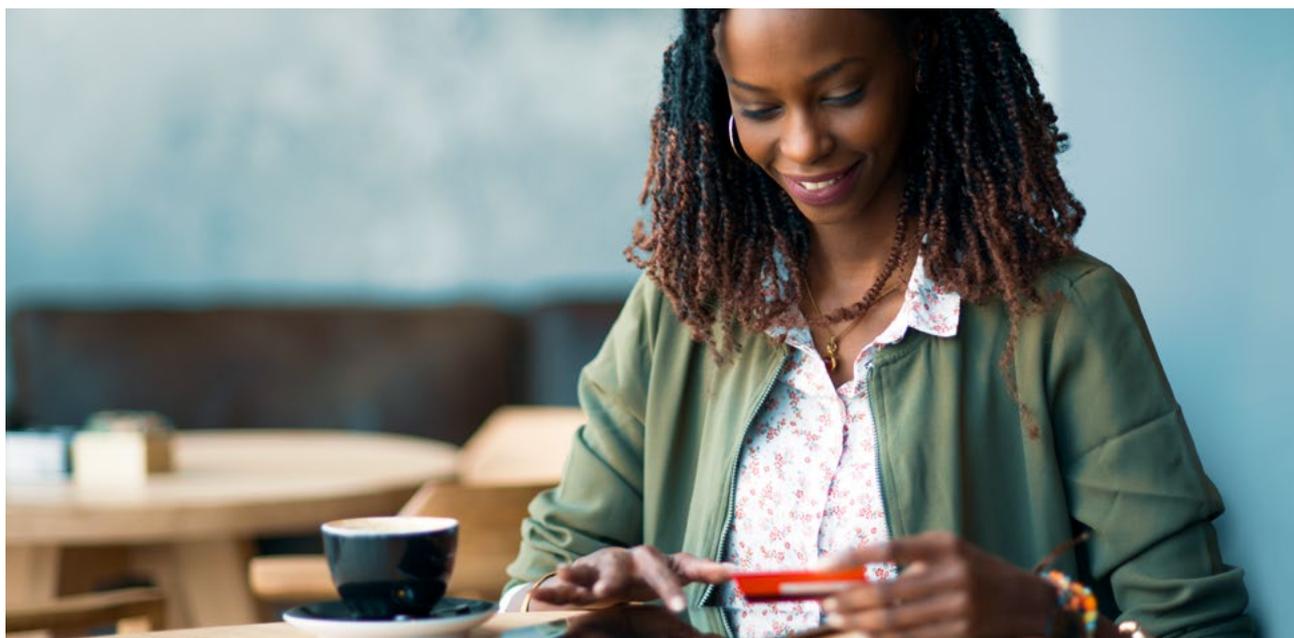
Les besoins numériques des consommateurs et des citoyens stimulent la transformation des organisations partout dans le monde. En cette époque marquée par des changements rapides, CGI agit à titre de guide pour ses clients et leur offre des innovations pratiques pour obtenir des résultats probants.

# Être le leader TI au service de l'activité de nos clients

Forts de plus de quatre décennies de croissance soutenue, nous sommes un partenaire de confiance qui offre des conseils constructifs et réalisables afin d'aider les clients à accélérer la transformation de leur organisation. Voici quelques exemples de l'engagement de CGI à proposer des services et solutions qui répondent aux principales priorités de nos clients.

## Secteur bancaire

Nous collaborons avec **15 des 20 principales banques à l'échelle mondiale** et aidons nos 10 plus importants clients bancaires depuis 26 ans en moyenne. Nous offrons des services à des clients issus des banques de détail, des services aux entreprises et transactions bancaires ainsi que des marchés des capitaux pour mettre en œuvre de nouvelles compétences numériques et des programmes générateurs de revenus et centrés sur le client.



### L'essentiel selon nos clients

#### Accélérer la mise en œuvre de programmes centrés sur le client

### Exemples de nos services et solutions

- CGI offre des services-conseils et des services d'intégration de systèmes pour aider le **Crédit Agricole** à adopter une plateforme omnicanale offrant une vision à 360° des consommateurs, des capacités de ventes croisées, une automatisation des campagnes, une gestion des événements en temps réel ainsi qu'une solide gestion des données pour le Règlement général sur la protection des données (RGPD) et l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) ainsi que pour la mise en place de lacs de données.
- **ANZ** assure la satisfaction de sa clientèle grâce à la solution d'automatisation des paiements All Payments de CGI. Celle-ci permet à la banque de soutenir un plus grand nombre de types de paiements et améliore le traitement direct ainsi que le volume de paiements traités.
- CGI aide les banques à élaborer des stratégies et des feuilles de route numériques afin de devenir des **banques numériques de l'avenir** et de répondre aux demandes croissantes des consommateurs.
- La solution **CGI Collections360, mise en œuvre à plus de 370 reprises à l'échelle mondiale**, permet aux banques d'effectuer une transition harmonieuse vers une gestion des défauts de paiement axée sur le client.

#### Protéger la banque et les clients des risques croissants

- Notre **solution de paiements sécurisés en temps réel** procure un cadre de gestion global pour lutter contre le crime financier et tirer parti des solutions numériques en vue d'assurer le suivi, la détection et l'atténuation des risques liés aux transactions en temps réel.
- CGI participe à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie et d'une architecture avancées de détection des menaces, y compris pour son partenaire de longue date qu'est la **Banque Nationale du Canada**.
- CGI a signé en 2017 une prolongation de contrat de cinq ans pour la gestion et l'expansion de la **base de données de Cifas pour l'enquête sur la fraude** jusqu'en 2027. Conçue par CGI en 2002, la base de données est utilisée par les membres de Cifas pour repérer et partager les cas confirmés de fraude, permettant aux entreprises et aux particuliers de lutter contre les crimes financiers.

## L'essentiel selon nos clients

### Moderniser les modèles d'affaires, les opérations et les services

## Exemples de nos services et solutions

- **SEB**, un groupe de services financiers de premier plan des pays nordiques européens, a mis en place **CGI Trade360** pour améliorer la chaîne de valeur du financement commercial pour SEB et ses clients.
- Chef de file depuis plus de 40 ans de l'évolution des infrastructures de paiement, CGI demeure à la fine pointe de la **modernisation des paiements**, aidant les banques à adopter les paiements en temps réel et le secteur bancaire ouvert (open banking).
- CGI offre une expertise approfondie des mécanismes de réglementation, tels que l'espace unique de paiement en euros (SEPA), et propose une solution pour aider les banques à mettre en place des **virements de crédit instantanés SEPA**.



### CGI collabore avec les banques afin d'établir une interopérabilité sans précédent entre les plateformes de financement commercial et les technologies de chaîne de blocs (blockchain)

CGI a collaboré avec la Banque de Montréal (BMO), la Banque Royale du Canada et le Mitsubishi UFJ Financial Group, Inc. (MUFG) pour réaliser avec succès en 2017 la toute première démonstration de faisabilité permettant aux banques de financement commercial d'intégrer les puissantes capacités de la chaîne de blocs (blockchain) aux plateformes existantes de financement commercial. La démonstration de faisabilité a permis d'établir une interopérabilité transparente entre CGI Trade360, notre plateforme de financement commercial utilisée dans plus de 90 pays, et Brackets de Skuchain — une plateforme B2B (commerce électronique interentreprises) fondée sur le « blockchain » pour les contrats intelligents.

« La chaîne de blocs (blockchain) et les contrats intelligents (smart contracts) ont un potentiel de réinvention du commerce international. Ils permettent d'accélérer les processus, de réduire les coûts, d'améliorer la productivité et de supprimer les transactions papier du commerce. CGI est un important partenaire de technologies de financement commercial de BMO depuis plusieurs années. Cette collaboration dans le cadre de la démonstration de faisabilité Brackets/Skuchain est un autre exemple de l'engagement de BMO de demeurer à la pointe du secteur du financement du commerce et de la chaîne d'approvisionnement. »

**Jeff Shell**, responsable du commerce mondial et des services bancaires, BMO Marchés des capitaux, Toronto, Canada

# Secteur manufacturier

Nos quelque **7 000 professionnels du secteur manufacturier** aident les clients à accélérer leur transformation vers l'Industrie 4.0, et à rationaliser et à optimiser leurs processus et systèmes pour favoriser l'agilité et la transformation de leurs modèles d'affaires en matière d'ingénierie, d'approvisionnement, de fabrication, de logistique, de marketing, de vente et de service, et plus encore. Nous offrons des services à **plus de 700 clients du secteur manufacturier** dans divers segments, dont les industries automobile et aérospatiale, les technologies de pointe, les industries minière et métallurgique, les pâtes et papiers, et les produits chimiques.

## L'essentiel selon nos clients

### Devenir une organisation numérique pour répondre aux attentes des clients

## Exemples de nos services et solutions

- Notre **centre mondial d'excellence** pour accélérer la numérisation des chaînes d'approvisionnement aide les entreprises manufacturières à optimiser leur chaîne d'approvisionnement de bout en bout et à accélérer leur adoption d'une chaîne de valeur numérique et intégrée.
- L'approche de CGI en matière de transformation numérique pour les centres de fabrication qui souhaitent adopter l'**Industrie 4.0** est de travailler avec des clients tels que **Rio Tinto** pour mettre à profit les technologies émergentes et créer un continuum numérique dans l'ensemble de la chaîne de valeur.
- Nous collaborons avec **Valmet**, entreprise de technologie industrielle, et lui offrons des services d'infrastructure TI en nuage hybride ainsi que des services numériques aux utilisateurs fondés sur l'automatisation pour assurer le soutien des TI et des utilisateurs.
- CGI offre aux entreprises manufacturières **des services-conseils complets en matière de modernisation** : évaluations en vue de la modernisation, rationalisation du portefeuille et élaboration d'une feuille de route d'architecture d'entreprise.

### Optimiser les opérations en mettant l'accent sur la collaboration et l'expérience client

- La vaste **expertise** de CGI en **solutions d'exécution de la fabrication** (« **Manufacturing Execution Systems** » ou « **MES** ») aide les fabricants à optimiser tous les aspects de la production et leur permet d'atteindre l'excellence opérationnelle.
- Notre **Atlas des manufacturiers** a permis à des **centaines de clients** d'optimiser et de transformer leurs activités manufacturières en favorisant l'excellence opérationnelle et une personnalisation accrue.
- Nous examinons les dernières tendances en matière de **solutions d'exécution de la fabrication (MES)** et offrons des évaluations et des perspectives grâce à notre **enquête sur les produits MES**, réalisée tous les ans, qui s'avère un point de référence inestimable pour les entreprises souhaitant choisir la solution MES la mieux adaptée.

### Protéger l'entreprise

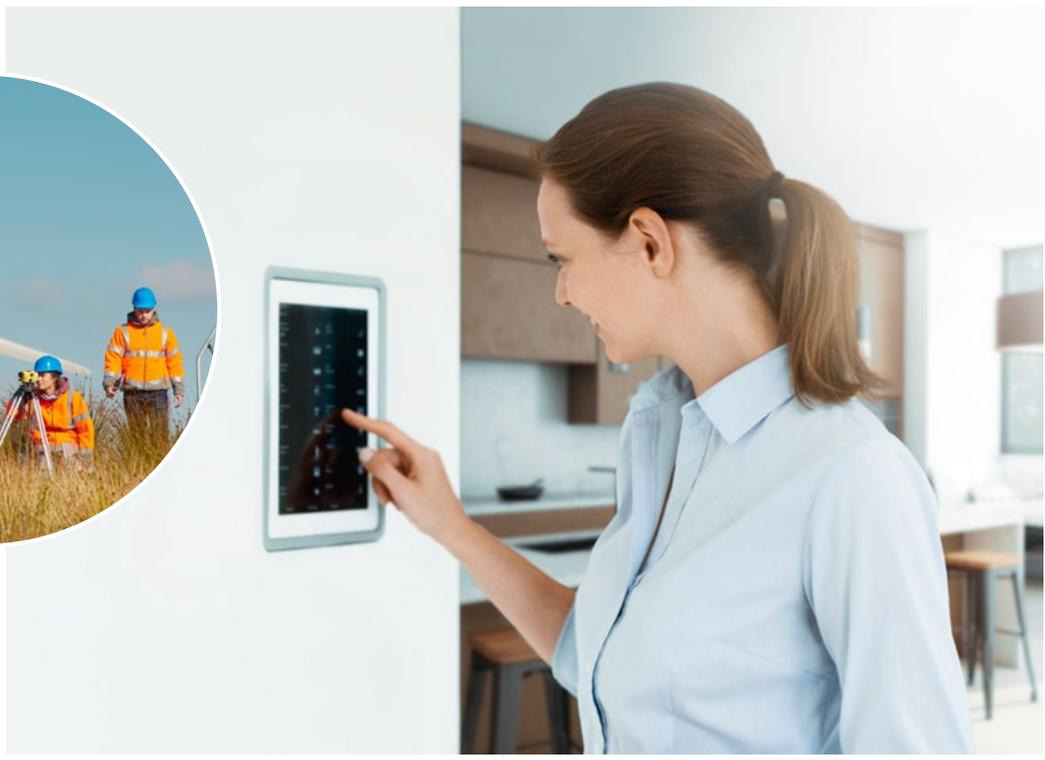
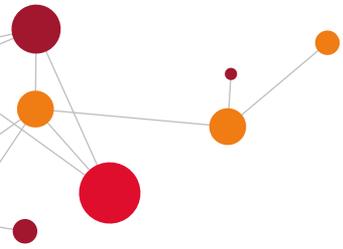
- Nos **services complets de cybersécurité** procurent des niveaux avancés de protection. Offerts sur une plateforme extensible, ils permettent aux clients de s'adapter rapidement aux exigences liées au contexte commercial et aux risques.
- L'approche **Protection des SCI** de CGI pour les systèmes de contrôle industriels permet d'assurer la protection des environnements d'automatisation industrielle, des systèmes de contrôle et des infrastructures essentielles.



# Services publics

(électricité, gaz, eau et gestion des déchets)

Notre expertise aide les sociétés de services publics à répondre aux demandes croissantes de l'écosystème de l'énergie fondé sur le numérique. CGI est partenaire de **plus de 450 clients des secteurs de l'électricité, de l'eau et du gaz dans le monde**, et de **8 des 10 plus importantes sociétés de services publics** en Europe et en Amérique du Nord. Nous proposons des technologies et des services novateurs pour gérer les ressources énergétiques distribuées et diversifier les sources de revenus afin d'améliorer à la fois la fidélisation de la clientèle et les résultats.



## L'essentiel selon nos clients

**Devenir une organisation numérique pour stimuler la différenciation commerciale, l'engagement des clients et l'excellence opérationnelle**

## Exemples de nos services et solutions

- L'approche **numérique d'optimisation des réseaux des services publics** de CGI aide les clients à tirer profit de modèles d'affaires novateurs et à opérer la transition vers un nouveau système énergétique.
- Nous soutenons le déploiement de **53 millions de compteurs de gaz et d'électricité intelligents**, à titre de fournisseur de services de données du marché du Royaume-Uni.
- Nos systèmes d'information client — dont **Kolibri** (Finlande), **BFUS** (Suède), **IS Suite** (Norvège) et le logiciel service (SaaS) **U@cloud** (péninsule Ibérique) — orientent les stratégies numériques de nos clients et leur permettent d'offrir de nouveaux services et de nouvelles possibilités.

**Assurer la conformité réglementaire**

- CGI met en œuvre et exploite les systèmes TI et les processus d'affaires essentiels aux **marchés centralisés de l'énergie partout dans le monde** et aide les sociétés de services publics à respecter les réglementations sectorielles, à se conformer aux divers processus de marché et à assurer une sécurité efficace.
- Nous aidons à mettre en œuvre le **système d'exploitation de marché central du Royaume-Uni** sur lequel repose le plus important marché concurrentiel de l'eau au monde.

**Optimiser les investissements et les activités opérationnelles**

- Notre gamme complète de services et de systèmes de gestion des actifs, des ressources et de la main-d'œuvre **soutient 60 des 100 plus importantes sociétés de services publics en Amérique du Nord** et améliore la performance opérationnelle et la rentabilité, tout en minimisant les interruptions de service et en prolongeant la vie des actifs.
- Le **système de gestion des énergies renouvelables (RMS)** de CGI offre une plateforme opérationnelle pour gérer et contrôler le portefeuille complet des énergies renouvelables, y compris le démarrage et l'arrêt à distance des éoliennes ainsi que les indicateurs clés de performance liés à la disponibilité, aux défaillances et à l'efficacité.

# Assurance

Nous aidons des **centaines d'assureurs, de courtiers et d'agents partout dans le monde**, y compris 7 des 10 principales compagnies d'assurance mondiales et collaborons avec chacun de nos 30 principaux clients du secteur depuis en moyenne 17 ans. Nous aidons les compagnies d'assurance de dommages et d'assurance vie à mettre en œuvre des solutions numériques novatrices dans l'ensemble de la chaîne de valeur afin qu'elles puissent se différencier de la concurrence, tout en stimulant l'efficacité opérationnelle et les économies de coûts.

## L'essentiel selon nos clients

## Exemples de nos services et solutions

### Favoriser une expérience client uniforme et différenciée

- Dans le cadre de son partenariat avec la **LocalTapiola Mutual Life Insurance Company**, CGI offre des services numériques qui permettent à l'entreprise d'améliorer l'engagement des clients en offrant des solutions et des services novateurs d'investissement à l'ensemble de sa clientèle.
- L'offre d'impartition (externalisation) transformationnelle que nous proposons à **OP, un groupe financier finlandais de premier plan**, comprend des services-conseils stratégiques afin d'améliorer l'expérience client grâce à l'automatisation robotique des processus dans l'ensemble des canaux numériques.

### Tirer de la valeur des données pour améliorer la souscription et l'évaluation des clients

- Mise en œuvre par **plus de 100 assureurs à l'échelle mondiale**, la **solution Ratabase de CGI** est le plus grand moteur de règles de tarification du secteur et gère une logique complexe pour améliorer la rapidité, l'exactitude et la rentabilité de la tarification, du calcul des primes et des souscriptions.
- Les solutions d'information pour les assureurs de CGI permettent à ceux-ci d'accéder à des données précieuses sur les entreprises et les clients pour une prise de décision éclairée et procurent **chaque année plus de 16 millions de rapports sur les renseignements relatifs au risque** aux assureurs, aux courtiers et aux agents.
- **CGI Evolut1on Hub** est une robuste plateforme en nuage qui propose des fonctionnalités de gestion des risques hautement configurables, assurant ainsi un contrôle accru de la tarification, de la validation des données et de la détection de la fraude grâce à l'apprentissage automatique et à d'autres technologies évoluées d'analyse de données.

### Se protéger des risques liés à la cybersécurité et à la réglementation

- CGI offre des **services complets de cyberassurance** pour soutenir les assureurs offrant une telle couverture : services-conseils et évaluation des risques, gestion déléguée des services de sécurité et intervention en cas d'incidents et services d'enquête.
- Nous proposons **une expertise et des solutions liées à la conformité réglementaire** pour aider les assureurs à respecter les normes réglementaires, actuelles et nouvelles, telles que le Règlement général sur la protection des données (RGPD).

« CGI est très au fait de nos besoins et de nos défis, ce qui signifie qu'elle peut être très proactive dans notre travail quotidien. Nous étions en quête d'un partenaire capable de réaliser et de soutenir la transformation de notre environnement TI. Grâce à ses services modernisés d'infrastructure et à sa connaissance de nos besoins, c'est avec confiance que nous choisissons CGI en tant que partenaire pour notre développement futur. »

**Ulf Larsson**, chef de la direction informatique, Alecta, Stockholm, Suède



# Gouvernements

Nous avons aidé **plus de 2 000 clients gouvernementaux dans 15 pays** à améliorer les services offerts aux citoyens et l'efficacité opérationnelle grâce à la modernisation des TI et à un meilleur accès à des renseignements et à des services numériques. Nos solutions aident nos clients à accroître leurs revenus, leur efficacité et la qualité des services aux citoyens ainsi qu'à mettre en œuvre avec succès des programmes complexes et de grande envergure, tant pour les opérations d'arrière-guichet que de première ligne.

## L'essentiel selon nos clients

## Exemples de nos services et solutions

### Devenir une organisation numérique pour répondre aux besoins des citoyens et des partenaires

- Nous mettons en œuvre **les technologies infonuagiques (cloud), numériques, mobiles et d'automatisation** pour optimiser la gestion des finances et des ressources humaines des organismes de tous les paliers gouvernementaux au Canada, en Europe et aux États-Unis.
- Les collectivités mettent en place des services intelligents et durables grâce aux **feuilles de route** et aux **solutions numériques pour les villes de l'avenir de CGI**, qu'il s'agisse de la gestion des actifs publics, de l'efficacité du transport ou de la participation citoyenne.

### Accroître la collaboration

- Les programmes de **services partagés** de gestion financière améliorent l'efficacité et la prestation de services. Par exemple, le **département américain de l'Agriculture** utilise la solution Momentum de CGI en tant que service partagé pour 40 organismes fédéraux.
- CGI participe activement à des **partenariats public-privé** comme le **Forum Virium Helsinki**, qui développe de nouveaux services numériques pour les villes et leurs résidents, et le **Lafayette Engagement and Research Network (LEaRN)**, qui se penche sur la façon de tirer profit des efforts déployés au sein des communautés intelligentes.
- La **gestion déléguée** aide les organismes gouvernementaux à rationaliser les processus, à optimiser les applications essentielles et à améliorer l'expérience des employés et des citoyens. CGI a reçu le prix « Meilleur projet d'impartition (externalisation) du secteur public de l'année » décerné par l'Association mondiale de l'approvisionnement (Global Sourcing Association) pour le soutien offert au **ministère britannique de la Justice et à ses organismes de direction**.

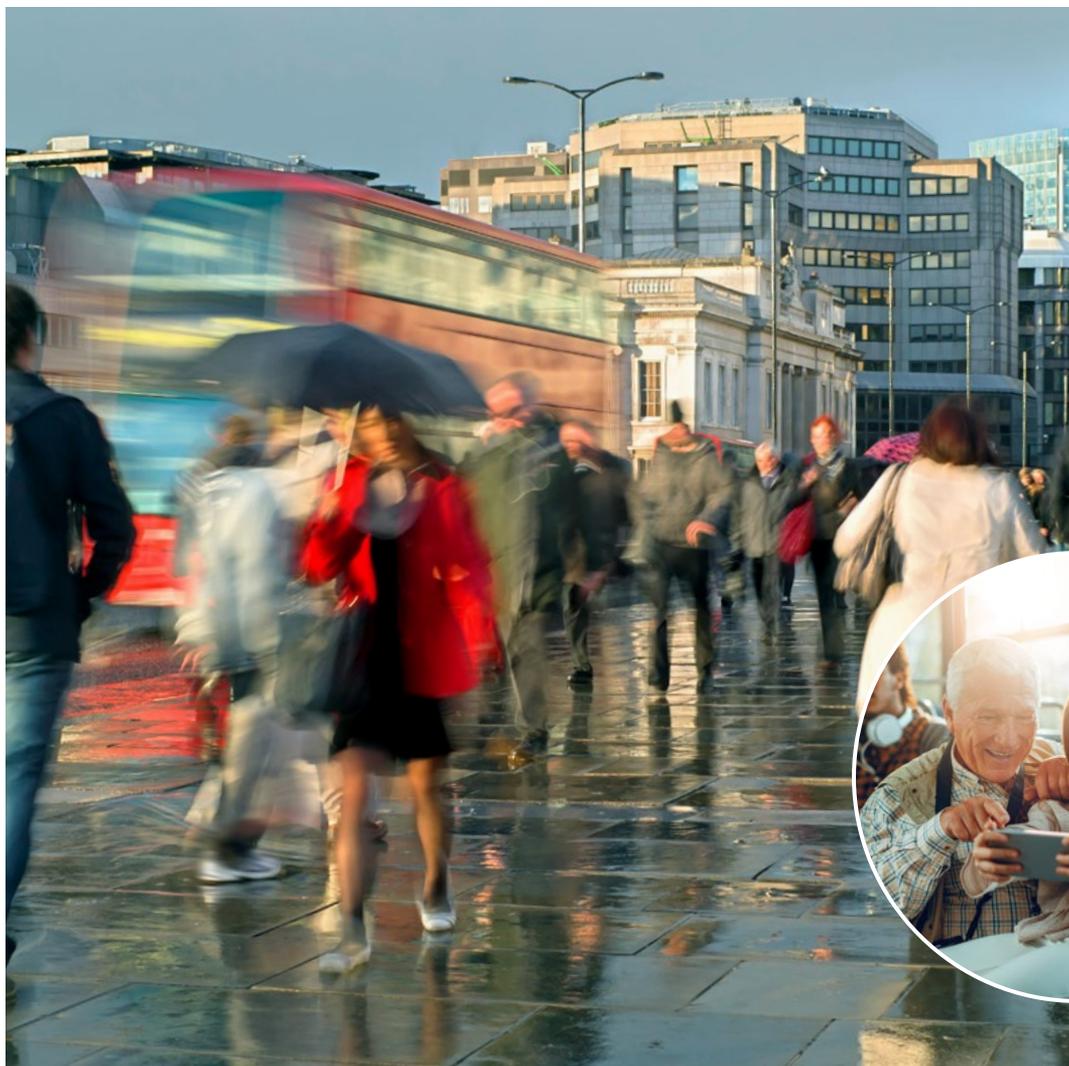
### Exploiter les données et l'approche analytique pour améliorer la prise de décision et les services

- Une utilisation novatrice des **données géographiques**, de la **technologie de cartographie** et de l'**approche analytique avancée** permet au **Centre estonien des registres et de l'information agricoles** d'assurer sa conformité réglementaire de façon plus efficace.
- La **plateforme de réalité mixte de CGI** — comprenant la technologie HoloLens de Microsoft, des systèmes d'information géographique (SIG) et des systèmes de localisation (GPS) — permet de visualiser et de planifier la délocalisation de la ville de **Kiruna (Suède)** de son emplacement actuel. Elle est en effet érigée près de l'une des plus importantes mines de fer au monde. Le concept « Hidden City » dresse une carte numérique de l'infrastructure souterraine et peut également être utilisé à d'autres fins de planification.

### Protéger les données et l'infrastructure des cybermenaces

- Les **solutions de gestion des justificatifs d'identité** fournies au nom du **département de la Sécurité intérieure des États-Unis** permettent aux organismes fédéraux de renforcer leur posture de cybersécurité.





### L'essentiel selon nos clients

### Exemples de nos services et solutions

#### Moderniser les TI pour réduire les coûts et accroître l'agilité

- La **modernisation des TI** favorise la mise en œuvre de nouveaux services centrés sur les citoyens et la transformation numérique pour la **ville de San Diego** ainsi que pour d'autres municipalités comme **Sundsvalls (Suède)**.
- Le transfert des centres de traitement de données vers des **solutions en nuage hybride** réduit les coûts de maintenance d'organismes tels que **l'Agence américaine pour le développement international**.
- La surveillance de **l'assurance et du contrôle de la qualité des TI** permet à la **Direction générale de la fiscalité et de l'union douanière de la Commission européenne** de réduire les risques et d'assurer l'excellence opérationnelle.

#### Améliorer l'agilité et les renseignements pour réaliser les missions des organismes de la défense, du renseignement et de l'industrie spatiale

- Les services de **soutien à un programme fondé sur les connaissances** pour des organisations du C4ISR permettent au **U.S. Army Communications-Electronics Command** de répondre aux exigences d'approvisionnement stratégique. Le **nouveau système de rédaction de contrats de l'armée américaine**, fondé sur la solution Momentum de CGI, fournira des capacités aux troupes plus rapidement.
- CGI soutient les logiciels complexes et essentiels à l'industrie spatiale pour les systèmes terrestres de **communications satellites militaires**, les agences spatiales civiles et les entreprises aérospatiales.



## CGI établit un partenariat avec la ville de Los Angeles pour la migration vers le nuage et des services applicatifs numériques

Mettant à profit une relation de trois décennies avec CGI, la ville de Los Angeles opte pour l'hébergement en nuage (cloud) et la gestion déléguée de services applicatifs numériques de CGI afin de soutenir ses systèmes de comptabilité, d'établissement de budget et de production de rapports financiers. Le système de gestion intégré CGI Advantage ERP, solution de pointe conçue spécialement pour les gouvernements d'États et locaux, améliore l'extensibilité, réduit les coûts opérationnels et assure l'accès aux futures mises à niveau ainsi qu'à des professionnels hautement spécialisés en TI.

« Nous avons besoin d'un partenaire qui connaît nos activités et nous propose des solutions efficaces et novatrices. CGI s'est avérée un partenaire de confiance et nous continuons d'avoir recours à la technologie pour améliorer la vie des résidents, des entreprises et des visiteurs de la ville de Los Angeles. »

**Ted Ross**, chef de la direction informatique,  
ville de Los Angeles, États-Unis

# Commerce de détail et services aux consommateurs

Dans le secteur du commerce de détail et des services aux consommateurs, nos **4 300 experts** et notre portefeuille exhaustif de services et de solutions aident les entreprises à réaliser leur transformation numérique afin de proposer une expérience client personnalisée, de générer de nouvelles sources de revenus, d'outiller les employés et de protéger l'entreprise des cyberattaques. Nous offrons des services à **plus de 800 clients dans le monde**, dans les domaines du commerce de détail, de la vente en gros, des biens de consommation courante et des services aux consommateurs.

## L'essentiel selon nos clients

## Exemples de nos services et solutions

### Devenir une organisation numérique pour répondre aux attentes des clients

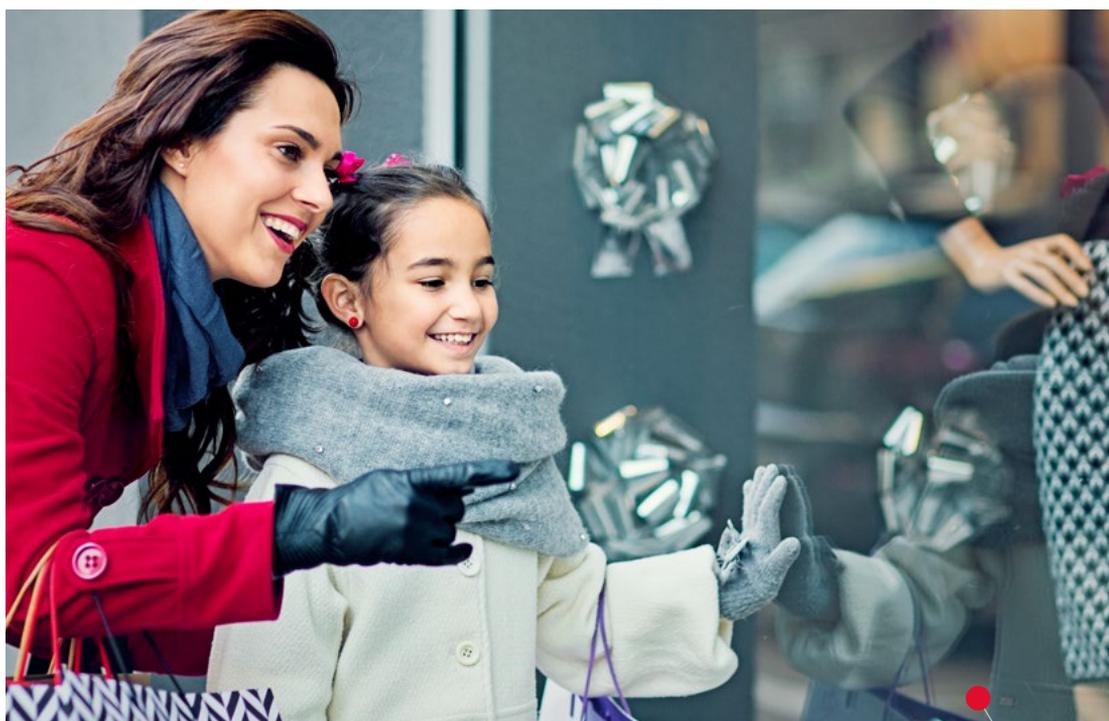
- **Le centre d'excellence mondial de CGI pour le commerce de détail et les services aux consommateurs** aide ses clients à réinventer chaque étape de l'expérience client, et permet aux entreprises du secteur de comprendre et de planifier l'expérience différenciée qu'ils souhaitent offrir aux consommateurs.
- Pour des clients tels que **Clarins**, nous transformons leurs chaînes d'approvisionnement et processus afin d'améliorer l'efficacité opérationnelle et de mieux répondre aux attentes de leurs clients.
- CGI a collaboré avec **Liseberg**, un parc d'attractions situé à Gothenburg (Suède), au développement de stratégies et de solutions numériques qui procurent de l'information en temps réel afin d'améliorer l'expérience client et permettent à l'entreprise de se distinguer de la concurrence.

### Mettre à profit les données massives et l'analyse prédictive

- Nous offrons une suite de **capacités puissantes d'analyse** en vue de créer des offres et services personnalisés, de mieux comprendre les comportements des clients et d'améliorer leurs interactions avec eux-ci.
- CGI a collaboré avec **5 des plus grandes marques de produits de luxe au monde** pour améliorer la personnalisation de l'offre au client grâce à une meilleure utilisation des données et de l'approche analytique.

### Offrir une expérience omnicanale, en tout temps et sur tout type d'appareil

- Nous avons aidé **6 des plus grandes chaînes d'épicerie en Europe** à mettre en œuvre des environnements omnicanaux afin d'améliorer et d'optimiser l'expérience client.
- CGI discute avec des entreprises du secteur partout dans le monde afin d'élaborer des stratégies pour **concevoir une chaîne de valeur numérique connectée** qui répond aux attentes croissantes des consommateurs souhaitant effectuer leurs achats partout, en tout temps et sur tout type d'appareil.
- **Les solutions et les services omnicanaux** — y compris la nouvelle **plateforme CGI Retail Xp360** — offrent une expérience client personnalisée, uniforme et axée sur l'expérience, tout en minimisant les coûts.





## Santé et sciences de la vie

Nous aidons nos clients du secteur de la santé et des sciences de la vie à satisfaire les attentes numériques croissantes de la population de manière sécuritaire, rentable et conforme. Partout dans le monde, nos solutions soutiennent plus de **1 000 établissements de santé, 195 millions de prestataires de régimes d'assurance, 3 millions de fournisseurs, quelque 500 pharmacies et plus de 50 entreprises pharmaceutiques et organisations de sciences de la vie, dont des biobanques.**

### L'essentiel selon nos clients

### Exemples de nos services et solutions

#### Améliorer l'expérience des citoyens et des consommateurs

- Les **services numériques** améliorent l'expérience utilisateur de **55 millions de prestataires de Medicare** aux États-Unis.
- La **gestion des médicaments d'ordonnance** à source ouverte améliore la sécurité des patients du **Plymouth Hospitals NHS Trust** et leur offre des soins davantage personnalisés.
- Les efforts de **transformation numérique** permettent au **Defence Medical Information Capability Programme** du Royaume-Uni de mieux soutenir le personnel de service, les personnes à charge et les vétérans.
- La **gestion des soins axés sur le patient** fondée sur **CGI CommunityCare360** accroît le temps accordé aux patients à domicile.

#### Utiliser les données et l'approche analytique pour obtenir des renseignements exploitables

- L'**analyse prescriptive** repère les améliorations en matière de prestation de services et de coûts pour des organisations telles que **FD CARES**, un partenariat regroupant des services d'incendie, des fournisseurs de soins et des régimes d'assurance de l'**État de Washington**.
- L'**intelligence d'affaires en tant que service** améliore l'analyse et le soutien à la prise de décision du **Swedish Health and Social Care Inspectorate (IVO)**.
- L'**approche analytique, l'informatique en nuage (cloud) et l'apprentissage automatique** sont combinés afin de mieux repérer les réclamations de soins de santé erronées pour des clients tels que le **Veterans Health Administration's Office of Community Care**, leur permettant ainsi de récupérer des fonds pour répondre aux besoins des vétérans.

#### Moderniser les TI pour réduire les coûts et soutenir de nouveaux modèles de prestation de services

- L'**impartition (externalisation) complète des TI** génère des économies à long terme, et modernise et transforme les environnements TI d'organisations comme **Handicare**, un fournisseur de premier plan de dispositifs d'aide au levage et d'autres appareils médicaux dans 30 pays.
- La **modernisation des TI à guichet unique** favorise des soins à domicile plus efficaces. Une plateforme en nuage (cloud) accessible sur tablette achemine l'information au personnel de firmes comme **TSN Home Care aux Pays-Bas**.

#### Améliorer le lancement de produits

- Fondée sur des années d'expérience acquise dans le cadre d'**initiatives de lancement commercial** pour le secteur des sciences de la vie, la **solution Biolgnition de CGI** propose une approche et des outils éprouvés pour la planification et l'exécution réussies de programmes de lancement.
- Le **cadre de gestion intégré du portefeuille clinique** permettra à **Incyte Corporation** de commercialiser ses produits plus rapidement et efficacement.

## Services transfusionnels de la Croix-Rouge finlandaise — Numériser la logistique pour transformer la chaîne de distribution des produits sanguins

Le projet « de veine à veine » des services transfusionnels en Finlande, en collaboration avec CGI, utilise de nouveaux systèmes de gestion intégrés et de relation client pour soutenir la numérisation. Le système a pour objectif d'optimiser la chaîne de distribution en améliorant la surveillance du sang et des produits sanguins, la transparence des activités et les capacités de prévision des besoins en sang.

Le processus de don en ligne permet d'accéder à l'information en temps réel, dès que le donneur s'installe dans son siège. Les outils numériques assurent une meilleure sécurité opérationnelle et rendent possible l'intégration des systèmes entre le service transfusionnel et les hôpitaux.

« L'élaboration du système en entier requiert une contribution des hôpitaux ainsi qu'une expertise en TI. Le service transfusionnel a donc choisi CGI comme partenaire stratégique de transformation numérique. »

**Martti Syrjälä**, directeur général des services transfusionnels, Helsinki, Finlande





## Transport et logistique

Nous collaborons avec des **dirigeants des secteurs du transport aérien, ferroviaire, maritime, routier et du transit régional, et de la logistique à l'échelle mondiale**. Nous offrons des compétences en demande, dont une expertise et des solutions qui optimisent les activités, améliorent l'expérience passager et assurent une sécurité accrue.

En nous appuyant sur notre expérience, nous aidons nos clients à innover, à collaborer au-delà des frontières de l'entreprise et à générer de nouvelles opportunités de croissance. CGI soutient le programme national **Beter Benutten (amélioration de l'utilisation)** afin d'accroître l'**accessibilité** et la **durabilité de l'infrastructure de transport des Pays-Bas**. CGI travaille avec plusieurs régions à la mise en œuvre de notre **solution SmartTravel**, qui conjugue des technologies numériques telles que la mobilité, des applications ludiques, l'analyse de données massives et la détection du moyen de transport, afin d'influencer et de récompenser les comportements des automobilistes. CGI a également collaboré avec **VR Group**, une compagnie ferroviaire finlandaise, pour concevoir et intégrer un nouveau système d'information sur la circulation qui améliore la communication et l'intervention en cas d'incidents, et optimise considérablement l'expérience des passagers, des employés et des partenaires.

« Le modèle opérationnel agile a été très important pour nous parce que nous avons mis en place une nouvelle infrastructure en parallèle avec le projet. Il est épatant de constater la façon dont les experts incroyablement déterminés de CGI et nos gens ici chez VR ont travaillé de concert dès le début du projet, qui a progressé selon l'échéancier. »

**Ari Vanhanen**, vice-président du centre des opérations chez VR Group Ltd., Helsinki, Finlande



## Pétrole et gaz

Nous aidons **toutes les entreprises pétrolières et gazières de premier plan** à relever les défis posés par le marché en les transformant en organisations numériques. Nous proposons des améliorations innovantes pour la productivité des réserves, l'utilisation des actifs, les partenariats, la conformité et la génération de profits dans toute la chaîne d'approvisionnement, de l'exploration à la production et à la vente au détail.

Pour des clients tels que **Shell**, CGI offre des services essentiels pour les plateformes en ligne de surveillance des actifs à distance qui transforment les données en renseignements exploitables, pour des opérations plus fiables et sécuritaires. De plus, CGI gère **chaque année 100 milliards \$ de paiements par carte essence** et nos **services en nuage (cloud) soutiennent 30 opérateurs en amont, assurant la gestion de 700 coentreprises**.

## Communications

Nous travaillons en étroite collaboration avec les fournisseurs de services de communication pour définir et mettre en œuvre des stratégies et des feuilles de route numériques afin de les aider à conquérir de nouveaux clients dans un marché hautement concurrentiel et réglementé.

Nous collaborons notamment avec **6 des plus importants fournisseurs de services de communication au monde**. Nos solutions permettent à nos clients de répondre aux attentes croissantes des consommateurs pour de nouveaux produits et services ainsi que pour une prestation de services omnicanale, personnalisée et en temps réel. Par exemple, nous avons aidé **mobilcom-debitel** à devenir un « fournisseur de mode de vie numérique » grâce au commerce de détail omnicanal.

« CGI possède non seulement de l'expérience liée au commerce omnicanal, mais connaît également bien notre secteur d'activité. Le calendrier et le lancement du projet furent impeccables. CGI a été à l'écoute de nos besoins, qui sont essentiellement ceux de nos clients, et les a pris en compte. Sa capacité à créer un consensus au sein des équipes informatiques et opérationnelles nous a été particulièrement utile. Elle a réussi à les convaincre de l'importance du projet et à obtenir leur appui. »

**Florian Wolf**, chef des systèmes TI client et de commerce, mobilcom-debitel, Berlin, Allemagne

## Stimuler le rythme et l'ampleur dans un marché dynamique

La transformation numérique ne se limite pas à la technologie. Cette approche suppose un changement fondamental de l'ADN d'une organisation, notamment de la façon dont elle est à l'écoute de ses clients, innove, collabore avec des partenaires, et offre de nouveaux produits et services. Il est important de procéder à des changements dans toute l'entreprise — des canaux d'interaction avec les clients aux processus d'arrière-guichet et aux chaînes d'approvisionnement.

Ce type de changement, vaste et fondamental, n'a pas un début et une fin déterminés. Il se produit en continu, en réponse aux exigences du marché et aux attentes des clients en constante évolution. CGI collabore avec des leaders du numérique de tous les secteurs d'activité qui visent à devenir, selon la portée et le rythme appropriés, des organisations agiles qui répondent aux besoins des consommateurs et des citoyens.

**Générer des innovations** — Nous aidons nos clients à adopter l'**approche analytique avancée** et l'**intelligence artificielle** pour mettre en place de nouveaux modèles d'affaires, services et produits et des expériences client innovantes afin de demeurer concurrentiels au-delà des frontières traditionnelles, de repenser les points de contact avec les clients, d'innover pour se différencier et de faire partie de l'écosystème élargi.

**Opérer la transition vers une entreprise de l'avenir** — Nous concevons des infrastructures qui favorisent la transition des activités, de la technologie, des services et des produits existants vers une entreprise de l'avenir. Nous aidons également nos clients à adopter l'**informatique en nuage (cloud)** et les **TI hybrides** pour simplifier leurs opérations, réduire les coûts, accélérer la mise sur le marché, accroître l'agilité et obtenir des résultats plus rapidement.

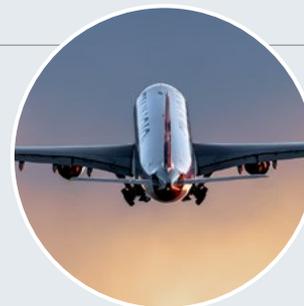
**Maintenir et sécuriser les activités existantes** — Nous aidons nos clients à stimuler l'efficacité opérationnelle et les économies de coûts grâce à des technologies telles que l'**automatisation intelligente**. Nous offrons également des capacités avancées de **cybersécurité** et de **conformité réglementaire** qui répondent avec efficacité aux menaces et aux exigences réglementaires croissantes.

## CGI met en œuvre une plateforme API moderne chez Finnair pour soutenir la vente de services auxiliaires

Partenaire de longue date de Finnair, CGI a été désignée par la compagnie aérienne en 2016 pour l'aider à exécuter son programme de transformation numérique. L'un des aspects du programme visait à aider Finnair à tirer avantage de l'une des grandes tendances au sein du transport aérien : la vente de produits auxiliaires, tels que le surclassement en classe affaires, les bagages supplémentaires et des repas de qualité supérieure.

Les experts de CGI ont conçu une plateforme moderne d'interface de programmation d'applications (API) qui simplifie les ventes auxiliaires et gère l'ensemble de la logistique lorsqu'un passager utilise une carte de fidélité, une carte de crédit et des numéros de vol. L'API prend en charge de multiples canaux de vente et sa conception s'appuie sur un modèle DevOps, qui comprend une boîte à outils en nuage pour gérer le fonctionnement continu de la plateforme.

Grâce à la plateforme API, les revenus de Finnair provenant des ventes auxiliaires ont considérablement augmenté et plus de 500 000 personnes ont téléchargé l'application mobile de Finnair, ce qui en fait l'une des applis les plus téléchargées en Finlande, comptant 20 000 utilisateurs uniques par jour.



« L'équipe expérimentée et dédiée de CGI s'est avérée essentielle pour atteindre nos objectifs pour l'adoption des processus de développement et exploitation (DevOps) et de l'informatique en nuage dans le cadre du programme de transformation numérique de Finnair. »

**Petteri Skaffari**, responsable des technologies de l'information, Finnair, Vantaa, Finlande

## Favoriser la transformation continue des leaders du numérique

Les clients adoptent des stratégies, des technologies et des modèles opérationnels numériques pour devenir des organisations axées sur le client. Apprenez-en davantage sur les collaborations de CGI avec ses clients : [cgi.com/transformation-numerique](http://cgi.com/transformation-numerique).



## Transformer les idées en résultats

L'innovation prend naissance « sur le terrain ». Pour CGI, ce sont les projets réalisés avec nos clients qui sont notre source d'innovation. Notre programme Innovation, Créativité et Expérimentation (ICE) transforme les idées de nos experts en nouvelles solutions d'affaires.

**73** appels  
à l'action

**3 494** idées  
soumises



### Faits saillants Innovations 2017

**Projet Leap** — Plateforme unique pour héberger et analyser toutes les données requises pour détecter les menaces à la sécurité et fournir une visibilité sur les enquêtes et les mesures correctives

**Plateforme numérique de partenariat** — Plateforme SAP infonuagique (cloud) d'automatisation robotique des processus dotée de capacités cognitives et prédictives

**Découverte et analyse de l'infrastructure** — Solution offrant des rapports et des analyses sur les infrastructures TI pour perfectionner la résolution de problèmes, proposer des améliorations et optimiser l'exécution des revues diligentes

**Bibliothèque interactive de modèles de conception** — Bibliothèque interactive de modèles de conception qui favorise l'évolution de la conception centrée sur le client, conformément aux normes établies par celui-ci

**Cadre de regroupement des données** — Cadre de gestion automatisé et axé sur les métadonnées pour extraire, transformer, et télécharger des données chiffrées pour la migration de données ou la création d'un entrepôt de données

**Observation de la Terre** — Plateforme qui utilise les technologies de capteurs à distance pour recueillir et gérer des

données en vue de répondre aux besoins les plus divers des clients, tels que l'évaluation des risques relatifs aux infrastructures en cas d'événements météorologiques et de catastrophes naturelles

**Req2TC** — Solution pour automatiser la phase de conception des tests du cycle de vie des mises à l'essai, réduisant le temps et les efforts requis

**Transactions mobiles pour les camions** — Solution pour le secteur Pétrole et gaz qui facilite la transmission des documents papier du terrain vers l'arrière-guichet pour exécuter les transactions

**Service de mesure de la qualité des soins** — Solution automatisée pour mesurer la qualité de soins de santé, en remplacement des processus manuels

**DocGenBot** — Outil automatisé pour produire de la documentation sur les exigences dans le cadre de projets de modernisation des systèmes existants et d'impartition (externalisation)

**Salesforce Flashdeploy** (ou déploiement éclair de la force de vente) — Solution qui renforce les outils d'intégration de base afin de réduire la durée et les coûts liés aux déploiements

## Propriété intellectuelle de CGI

### Portefeuille de plus de 150 solutions d'affaires et d'outils numériques qui accélèrent la transformation numérique des activités des clients

Notre suite complète des quelque 150 solutions de propriété intellectuelle (PI) aide les clients à devenir des entreprises numériques qui évoluent en fonction des demandes changeantes des consommateurs et des citoyens. Qu'il s'agisse d'automatiser les processus, d'exploiter des renseignements numériques ou d'améliorer l'expérience client, nos solutions offrent un avantage concurrentiel soutenu et génèrent une croissance rentable. En voici quelques exemples.

**Système de gestion intégré (ERP) conçu pour les gouvernements** — Mise en œuvre de centaines de systèmes gouvernementaux aux États-Unis, dont plus de 400 pour des États, villes, comtés et établissements scolaires avec **CGI Advantage**, et plus de 150 pour les pouvoirs judiciaire, exécutif et législatif du gouvernement fédéral avec **Momentum**

**CGI Collections360** — Solution complète de gestion déléguée en matière de recouvrement et de gestion des créances, qui comprend des logiciels, des processus d'affaires et des services en TI pour gérer et améliorer le cycle de vie du recouvrement des organisations commerciales et gouvernementales

**ProperPay de CGI** — Prédiction, prévention et recouvrement en matière de fraude, gaspillage et abus, aidant les assureurs de soins de santé privés et publics à recouvrer plus de 2,8 milliards \$

**CGI Trade360** — Soutien des échanges commerciaux pour plus de 33 000 utilisateurs dans 90 pays grâce à des technologies de pointe, dont la chaîne de blocs (blockchain)

**CGI Wealth360** — Solution complète de gestion de patrimoine qui favorise l'efficacité des activités de guichet et d'arrière-guichet et propose un conseiller numérique combinant des services-conseils robotisés et humains pour offrir une expérience client numérique

**CGI Unify360** — Suite intégrée de logiciels, de services et d'outils qui procure une gestion unifiée des environnements technologiques hybrides des clients et améliore la qualité des services et l'efficacité opérationnelle

**Paiements sécurisés en temps réel** — Combinaison de solutions de CGI, telles que SEPA Real Time, le filtrage des listes de surveillance HotScan et une plateforme unique de gestion des risques, à des services pour aider les institutions financières à adopter rapidement les paiements en temps réel de façon moins coûteuse et risquée

**Solutions pour les services publics** — Dont **Sm@rtering** pour la gestion des données des compteurs, la cueillette de données, la supervision et autres fonctionnalités de réseau intelligent; et le **système de gestion des énergies renouvelables (RMS)** pour la supervision, le contrôle et l'analyse des centrales d'énergies renouvelables

Découvrez davantage de solutions d'affaires de CGI : [cgi.com/fr/solutions](http://cgi.com/fr/solutions).



CGI a présenté ses outils de transformation numérique lors du Salon European Utility Week 2017 (voir page suivante).

## Partager les meilleures pratiques

Les professionnels de CGI sont des acteurs de premier plan du secteur des TI en matière de tendances et d'innovation. Ils partagent leurs connaissances et perspectives lors d'événements et dans divers contenus en tant que leaders d'opinion. Voici un aperçu de nos initiatives de 2017.



Ratkaisu17

### Conférences

**Conférence sur la gestion du crédit de CGI** — Cet événement annuel, qui a attiré plus de 100 participants en 2017, informe les clients, actuels et potentiels, des derniers développements de la suite novatrice de gestion du crédit de CGI.

**Forum de CGI** — Tenu pour une 39<sup>e</sup> année, le Forum de CGI a rassemblé en 2017 plus de 350 clients de la solution CGI Advantage afin de partager des connaissances et des idées pour maximiser les avantages de cette solution de pointe conçue pour les gouvernements.

**Table ronde sur le numérique** — La table ronde sur le numérique de CGI à Sydney, en Australie, a réuni des dirigeants en vue de discuter des tendances et des défis engendrés par la transformation numérique.

**Envision 2017** — Plus de 500 personnes, dont des experts sectoriels, des dirigeants des fonctions d'affaires et des partenaires de CGI ont assisté à cette toute première conférence Envision à Bangalore, en Inde, pour explorer l'infrastructure hyperconvergée, l'informatique en nuage (cloud), l'automatisation et les technologies numériques émergentes.

**Salon European Utility Week** — Cet événement rassemble la communauté des services publics intelligents, dont des leaders des secteurs du gaz, de l'électricité, de l'eau et de la gestion des déchets du monde entier. Lors du Salon EUW2017, CGI a présenté son approche de transformation numérique à l'échelle de l'entreprise.

**HIMSS** — CGI participe chaque année à HIMSS, les plus grandes conférence et exposition annuelles du secteur de la santé présentant les dernières innovations en TI. En 2017, CGI a offert des conseils sur un vaste éventail de solutions numériques de soins de santé : analyse de prochaine génération, cybersécurité et confidentialité, gestion des soins, et plus encore.

**Ratkaisu** — Chaque année, l'unité d'affaires de CGI en Finlande organise l'événement Ratkaisi (qui signifie en français « solution ») qui réunit des clients, actuels et potentiels, afin de discuter des plus récentes tendances et innovations telles que la numérisation, l'expérience client et la cybersécurité. Ratkaisi17 a attiré plus de 1 000 clients actuels et potentiels, partenaires et experts de CGI.

**Sibos** — Chaque année, les experts en finances de CGI animent des séances de formation et de réseautage dans le cadre de Sibos, l'une des plus importantes conférences sectorielles au monde pour les professionnels des services financiers. En 2017, nos experts ont abordé de nombreux sujets : méthodologie agile et DevOps, paiements en temps réel, chaîne de blocs (blockchain) et automatisation intelligente.

## Perspectives et études



**Guide pratique pour des collectivités intelligentes** — Guide pratique qui propose des conseils pratiques, des listes de vérification et des témoignages de leaders gouvernementaux qui se tournent vers des stratégies et des technologies intelligentes pour réaliser la transformation numérique de leurs communautés (offert en anglais)



**BAROMÈTRE MONDIAL CGI — La voix de nos clients** — Aperçus sectoriels des perspectives des clients et de CGI issues d'entrevues en personne réalisées en 2017 par les leaders de CGI auprès de 1 300 dirigeants des fonctions d'affaires (équipes métiers) et informatiques (TI) de 10 secteurs d'activité dans 17 pays



**Sondage mondial 2017 de CGI sur les paiements** — Principales conclusions d'un sondage réalisé en 2017 par CGI en collaboration avec le Financial Services Club, un réseau européen de premier plan regroupant de hauts dirigeants du secteur des services financiers, sur les tendances et défis en matière de paiements selon le point de vue des clients — aussi bien des consommateurs que des entreprises — banques et spécialistes



**Cybersécurité et valeur de l'entreprise** — Conclusions et recommandations tirées d'une étude réalisée par Oxford Economics, à la demande des responsables de la cybersécurité de CGI au Royaume-Uni, pour élaborer un modèle économétrique rigoureux illustrant les dommages causés au cours de l'action d'une entreprise par une cyberattaque (offert en anglais)



**Les consommateurs de services bancaires d'aujourd'hui : prêts à faire des affaires** — Sommaire des principaux résultats et points à retenir tirés du Sondage mondial 2017 de CGI auprès des consommateurs de services bancaires, qui a sollicité 2 250 clients dans 9 pays afin de connaître leurs préférences en matière de services bancaires

# Nous produisons des résultats.

Évoluer aux côtés de nos clients pour offrir des services locaux à l'échelle mondiale

Chez CGI, nous sommes fidèles à une tradition de plus de 40 ans qui vise à investir au sein des communautés où nos clients vivent et travaillent, et à ainsi avoir une incidence positive et durable là où nous sommes présents. Nos 71 000 professionnels offrent des services-conseils en TI et en management de grande qualité et les mieux adaptés aux besoins des clients, à partir de centaines de marchés métropolitains et de centres mondiaux de prestation de services partout dans le monde.



# Proximité avec nos clients

## Solidement ancrés au sein des entreprises et des communautés de nos clients

CGI organise ses activités au sein des marchés métropolitains où ses clients sont largement concentrés. Notre modèle unique de proximité client permet à nos équipes locales de bâtir des relations solides, de confiance et en personne avec nos clients, et d'assumer la responsabilité des résultats produits pour contribuer à leur succès.

Grâce à cette proximité, CGI est en mesure d'acquérir une connaissance approfondie des entreprises et des secteurs d'activité de ses clients et de demeurer au fait des exigences commerciales et culturelles. Cette approche nous permet également de mettre en œuvre des solutions pertinentes, agiles et novatrices, rapidement et de façon proactive, et d'ainsi évoluer aux côtés de nos clients.

Grâce au programme de CGI La voix de nos clients, nous discutons avec nos clients de leurs préférences en matière de fournisseurs de services et de leurs suggestions sur la façon d'accroître notre présence au sein des marchés métropolitains, ainsi que nos compétences sectorielles et numériques. Au cours des derniers mois, nous avons annoncé les acquisitions suivantes en vue de générer une valeur supplémentaire pour nos clients et de meilleures perspectives de carrière pour nos professionnels.

- **Affecto**, un fournisseur de premier plan d'analyse de données du nord de l'Europe doté de solides capacités dans des domaines tels que l'analyse avancée, l'apprentissage automatique et l'intelligence artificielle, permet à CGI de renforcer sa position de fournisseur à grande échelle de services axés sur les données (entente conclue en octobre 2017)
- **Collaborative Consulting**, entreprise établie à Boston dotée de compétences, d'expérience et de solides relations dans le domaine des technologies numériques à forte croissance et en demande (entente conclue en novembre 2016)
- **CTS** (Computer Technology Solutions), dont le siège social est situé à Birmingham (Alabama), détient des bureaux dans les marchés métropolitains clés du sud des États-Unis et une expertise dans des domaines tels que l'analyse de données, les services applicatifs et l'assurance qualité (entente conclue en avril 2017)
- **ECS** (eCommerce Systems) Team dont le siège social est situé à Denver, dotée d'une expertise dans des domaines tels que le développement en nuage, la collaboration et la mobilité d'entreprise (entente conclue en mai 2017)
- **SummaTechnologies**, entreprise établie à Pittsburgh, forte d'une expertise dans l'expérience numérique et le développement de logiciels agiles, et lauréat à sept reprises du prix Inc. 5000 dans la catégorie « Fastest-Growing Private Companies in America » (entente conclue en août 2017)

Ces firmes partagent notre culture de solide engagement envers les clients et ajoutent des centaines de professionnels talentueux à notre expertise mondiale. CGI tirera parti de compétences en leadership et de relations locales supplémentaires. Nos clients, actuels et potentiels, bénéficieront de l'envergure renouvelée des capacités complètes et de la portée mondiale de CGI.



## Reconnue comme le meilleur environnement de travail

Le modèle de proximité client de CGI agit non seulement comme le moteur de notre capacité à offrir des résultats novateurs; il nous procure également les bases sur lesquelles créer le meilleur environnement de travail pour notre équipe de professionnels talentueux.

En 2017, nous avons reçu la **certification Top Employer 2017** dans 9 pays : Allemagne, Belgique, Canada, Finlande, France, Inde, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède. Cette certification est délivrée à la suite d'une étude et d'une analyse rigoureuses au cours desquelles le Top Employers Institute évalue les conditions de travail offertes aux employés selon diverses catégories. CGI a décroché ses résultats les plus élevés dans les domaines de la stratégie de gestion des talents et de la culture, les opérations de CGI au Royaume-Uni se classant au premier rang parmi l'ensemble des entreprises accréditées Top Employer dans ce pays.

Aux États-Unis, nous avons reçu des prix dans l'ensemble de nos marchés métropolitains, y compris la reconnaissance convoitée **Washington Post Top Workplaces**. En avril, **Glassdoor** — l'un des sites d'emplois les plus importants et connaissant l'essor le plus rapide — a classé CGI parmi les 10 entreprises les plus « cool » pour l'embauche de nouveaux employés.

Lisez également des exemples sur la façon dont nous assurons la formation de la main-d'œuvre numérique de l'avenir dans la section Nos communautés en page 46.

# Prestation de services et expertise mondiales

## Bâtir le meilleur réseau de compétences mondiales

Chez CGI, notre modèle mondial de prestation de services le mieux adapté comprend des **centres de services au pays, sur le continent et à l'international**, qui appuient des équipes de proximité client en vue d'accélérer la transformation de leurs activités. Grâce à des ressources qualifiées appliquant un modèle de gouvernance commun, nos centres sont stratégiquement localisés au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie-Pacifique pour offrir la combinaison optimale de services, configurés selon les besoins et les préférences de nos clients.

Nos centres de services sont en mesure d'offrir notre gamme complète de services, selon la combinaison la mieux adaptée : services-conseils en TI et en management, intégration de systèmes, infrastructure, développement et gestion d'applications, et services en gestion des processus d'affaires.

De plus, nous exploitons des **centres sectoriels d'excellence et des pratiques dédiées aux technologies émergentes** pour faciliter le partage de connaissances, renforcer le développement des talents et approfondir nos compétences de bout en bout. Nos centres se concentrent sur les secteurs d'activité dont la transformation numérique évolue à un rythme rapide, tels que les services bancaires et l'assurance aux particuliers, les paiements, les services publics, le commerce de détail et les services aux consommateurs, et le secteur manufacturier. Nos pratiques se concentrent sur des domaines à forte demande : cybersécurité, intelligence artificielle, robotique, DevOps, analyse et expérience client numérique.



## Reconnaisances

Pour une cinquième année consécutive, le centre d'assistance de CGI au Royaume-Uni s'est vu décerner l'**accréditation 5 étoiles du SDI**. CGI est la seule organisation au monde à avoir réussi cet exploit cinq années de suite.

De plus, CGI a reçu le prix **Agile Project of the Year 2017** lors des India Agile Awards, en reconnaissance de sa collaboration au **programme SmartConnect de Shell**.



Le centre de gestion de la sécurité d'Helsinki (Finlande)



L'ouverture du centre d'excellence en chaînes d'approvisionnement à Lyon (France)



Le Spark Lab à Lafayette (États-Unis)

Tous nos centres sectoriels et nos pratiques technologiques tirent profit de notre modèle de proximité et proposent à nos clients des innovations tangibles, des responsabilités claires et des résultats mesurables. Voici quelques centres et pratiques dédiés aux technologies émergentes qui se sont ajoutés à notre réseau mondial en 2017.

Les **nouveaux centres de gestion de la sécurité** en France et en Allemagne s'inscrivent dans un réseau de 8 centres mondiaux dédiés à la sécurité, dont ceux au Canada, en Finlande, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et aux États-Unis (2). Nous sommes également l'une des rares entreprises dotées de trois laboratoires accrédités d'évaluation de la sécurité et siégeons au conseil consultatif du laboratoire de cybersécurité de la ville de Los Angeles.

Le **centre d'excellence en chaînes d'approvisionnement** à Lyon (France) développe de nouvelles solutions numériques dans ce domaine. La salle d'exposition du centre propose des solutions axées sur l'expérience, pour concevoir une plateforme de collaboration, offrir une expérience client numérique, assurer le soutien à la prise de décision de la tour de contrôle, améliorer la visibilité et la planification de la logistique, et optimiser la performance de la chaîne de production.

Nos pratiques de technologies émergentes...

- Le **Next Unit** en Finlande fait progresser les connaissances dans les domaines suivants : réalité augmentée et virtuelle, Internet des objets, intelligence artificielle, robotique et apprentissage automatique, applications mobiles, et conception de services pour des interactions client multicanales.
- Le **Spark Lab** à Lafayette (Louisiane), situé à l'Université de la Louisiane au Research Park de Lafayette, héberge également l'institut de recherche de l'université : le National Science Foundation Center for Visual Decision and Informatics.
- Le **Digital Lab** à Stuttgart (Allemagne) et les nouveaux laboratoires inaugurés à Hambourg et à Munich aident nos clients à numériser leurs processus de développement de logiciels et à mettre sur le marché des applications novatrices et de grande qualité plus rapidement.

# Gamme complète de services

## Aider nos clients à transformer leurs activités afin de devenir des organisations numériques de bout en bout

Nous offrons des services-conseils stratégiques en TI et en management ainsi que des services d'intégration de systèmes et d'impartition. Ceux-ci sont conjugués à nos solutions de propriété intellectuelle afin d'aider nos clients à réaliser leur transformation numérique dans son intégralité.

- **Services-conseils stratégiques en TI et en management et services d'intégration de systèmes** — Grâce à notre expertise sectorielle, nos solides relations client et notre savoir-faire numérique, nous collaborons avec nos clients afin de leur offrir des conseils éclairés pour définir leurs stratégie et feuille de route numériques, en adoptant une approche agile et itérative qui leur permet de moderniser, de relier et de rationaliser les systèmes existants, et d'effectuer un changement à l'échelle de l'entreprise.
- **Impartition** — En assumant la responsabilité, complète ou partielle, des fonctions TI et d'affaires (métiers) de nos clients, nous proposons des innovations, améliorons l'efficacité et réduisons les coûts de façon importante afin de leur permettre d'optimiser l'exploitation et la transformation de leur entreprise.
- **Propriété intellectuelle (PI)** — CGI propose plus de 150 solutions d'affaires numériques qui soutiennent les fonctions d'entreprise essentielles de ses clients et accélèrent leur transformation numérique. Ces solutions sectorielles et multisectorielles comprennent des applications logicielles numériques, des cadres de gestion réutilisables et des méthodologies d'exécution novatrices comme le logiciel service.

## ★ Reconnaissance

CGI figure dans la liste **Global Outsourcing 100® d'IAOP® pour 2017** à titre de **leader** et a obtenu la **mention d'« excellence soutenue »** puisqu'elle figure dans ce palmarès depuis plus de cinq années consécutives. CGI a également été classée parmi les meilleures entreprises dans les catégories suivantes :

- Programmes d'innovation
- Recommandations des clients
- Programmes de responsabilité sociale
- Prix et certifications

## Communiqués importants de 2017

### Partenaire à long terme de services complets

CGI met à profit une relation de trois décennies et établit un partenariat avec la **ville de Los Angeles** pour la migration vers le nuage et des services applicatifs numériques (voir page 24)

CGI et **Valmet** signent une entente d'impartition complète des TI

CGI et le **département d'État des États-Unis** renouvellent un contrat pour la production de passeports

CGI est sélectionnée par **Bisnode**, un fournisseur européen de services de données, à titre de fournisseur unique de services de gestion des TI en Suède

CGI aidera **Handicare** à réaliser sa transformation numérique grâce à une entente d'impartition transformationnelle



### Favoriser la modernisation des TI

CGI signe un contrat pour la modernisation des TI d'**Aerojet Rocketdyne** (voir page 38)

**Alectra Utilities** fait appel à CGI pour transformer sa plateforme informatique fusionnée

CGI sélectionnée pour diriger la modernisation du **système de protection de l'enfance du Colorado**

La **Commission européenne** choisit CGI pour superviser l'assurance et le contrôle de la qualité des systèmes fiscaux et douaniers de l'ensemble de l'Europe

CGI est sélectionnée par le **Los Angeles County Office of Education** pour un projet de modernisation des TI d'une valeur de 68,7 millions \$

### Propriété intellectuelle et technologies émergentes

CGI annonce le lancement d'une **nouvelle solution de virement instantané au sein de l'espace unique de paiement en euros (SEPA)**

CGI est sélectionnée par la **police nationale des Pays-Bas** pour l'évolution d'une solution numérique de police communautaire à l'efficacité éprouvée

CGI met en œuvre le **système d'exploitation de marché central** se trouvant au cœur du marché concurrentiel de l'eau

CGI et ses partenaires bancaires établissent une **interopérabilité sans précédent entre CGI Trade360 et la plateforme de chaîne de blocs de Skuchain**

CGI et **Rio Tinto** étendent leur partenariat d'impartition pour intégrer des initiatives de transformation numérique de l'**Industrie 4.0**



## Aerojet Rocketdyne choisit CGI à titre de fournisseur stratégique pour la modernisation des TI de l'entreprise

Aerojet Rocketdyne, un fournisseur mondial de pointe de solutions de propulsion et énergétiques pour les secteurs de l'industrie aérospatiale et de la défense, a choisi CGI en 2017 pour assurer la transition globale de ses systèmes TI traditionnels vers un environnement informatique hybride moderne doté des dispositifs de sécurité requis. Dans le cadre de la transition, CGI centralise les technologies disparates, simplifie les plateformes mobiles et élabore des stratégies afin d'aligner les TI aux objectifs d'affaires.

Pour appuyer cette transformation, CGI offre la technologie, les services-conseils, les cadres de gestion et les pratiques requises pour protéger et gérer le portefeuille TI complet de l'entreprise. La solution CGI Unify360 est au cœur du projet et permettra d'opérer une transition numérique et une réduction des coûts, tout en améliorant la sécurité et la conformité. Grâce à CGI Unify360, l'entreprise pourra également bénéficier d'une souplesse et d'une agilité accrues afin de répondre aux exigences d'affaires qui évoluent rapidement.

« L'engagement d'Aerojet Rocketdyne envers le succès des missions de ses clients au cours des 70 dernières années exige un degré d'innovation unique reflétant l'esprit d'exploration propre aux secteurs des TI et de l'aérospatiale. CGI sera un fournisseur stratégique au cours des décennies à venir en matière d'exploration, d'innovation et de développement technologique et nous aidera à soutenir nos clients des secteurs de l'aérospatiale et de la sécurité nationale. »

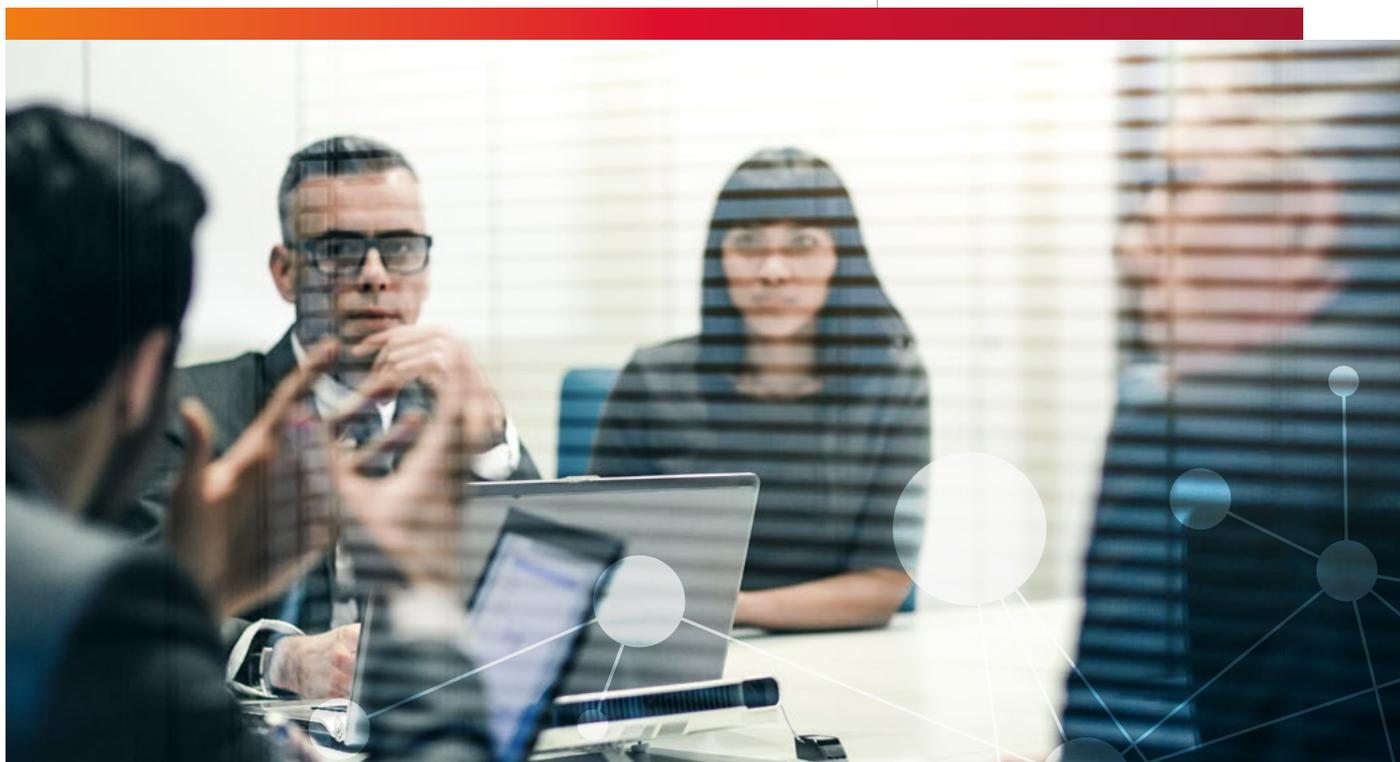
**Mark Angelo**, vice-président des technologies de l'information, Aerojet Rocketdyne, El Segundo, Californie, États-Unis

# Excellence opérationnelle

Les clients de CGI s'attendent de notre part à une prestation de services cohérente et uniforme, quel que soit le lieu ou le moment. Nous possédons un bilan exceptionnel de projets réalisés dans le respect des échéances et des budgets, en raison de notre engagement envers l'excellence et de notre adhésion aux **Assises de gestion de CGI** (voir page 7).

Regroupant la constitution de CGI et un ensemble commun de politiques, de cadres de gestion, de processus, de principes et de mesures, les Assises de gestion régissent nos relations avec tous nos groupes de partenaires et favorisent l'alignement de notre organisation à l'échelle mondiale ainsi que l'excellence opérationnelle et l'amélioration continue dans tout ce que nous faisons.

Grâce aux Assises de gestion, CGI affiche un bilan éloquent quant à la production de la valeur et des résultats attendus de nos clients. Nous les aidons à accélérer leur transformation numérique et à générer une croissance rentable soutenue.



« CGI est notre partenaire depuis 20 ans en raison de la qualité de ses services et de son modèle d'affaires axé sur la proximité avec le client. CGI est un partenaire de choix qui s'investit pleinement dans la réussite des différents projets d'iA Groupe financier. La prolongation et l'élargissement de ce partenariat à long terme nous permettront d'allouer davantage de ressources à la réalisation de nos projets et d'accélérer notre transformation numérique, ce qui demeure une priorité pour la croissance de notre entreprise. CGI possède une connaissance approfondie du secteur de l'assurance et une vaste expertise professionnelle qui pourront être mises à profit pour accroître nos avantages concurrentiels et atteindre nos objectifs stratégiques. »

**Guy Daneau**, vice-président principal, Services informatiques, iA Groupe financier, Québec, Canada



# L'équipe de direction

**Serge Godin**  
Fondateur et  
président exécutif  
du conseil

**George D. Schindler**  
Président et  
chef de la direction

## Services corporatifs

**Julie Godin**  
Vice-présidente du conseil et vice-présidente exécutive,  
Administration et planification globale

**Bernard Labelle**  
Vice-président  
principal, Ressources  
humaines mondiales

**Stanley L. Sims**  
Vice-président,  
chef de la sécurité

**Guy Vigeant**  
Vice-président  
principal, Fusions  
et acquisitions

## Opérations mondiales

### CANADA

**Mark Boyajian**  
Président

**Chantal Buteau**  
Ville de Québec

**Lisa Carroll**  
Région de la capitale nationale

**Rick Davidson**  
Région du Grand Toronto —  
Services bancaires et gestion  
de patrimoine

**Shawn R. Derby**  
Ouest canadien

**Michael Godin**  
Grand Montréal — Services  
commerciaux et publics

**Benoit Godmaire**  
Grand Montréal — Services  
financiers

**Marie T. MacDonald**  
Opérations technologiques  
mondiales (GTO)

**Jay MacIassac**  
Région du Grand Toronto —  
Services commerciaux et publics

**Paul Mackley**  
Provinces de l'Atlantique

**Ramana Rayavarapu**  
Services à Bell

### CGI FEDERAL

**Tim Hurlbaus**  
Président

**Candice Ling**  
Organismes de réglementation

**Stephanie Mango**  
Sécurité, services administratifs,  
judiciaires et correctionnels

**Keith Quigley**  
Programmes de défense

**Dave Ralston**  
Government Secure Solutions,  
CGI Inc.

**George Strader**  
Programmes de conformité  
en santé

**Kenyon Wells**  
Diplomatie, assistance  
et commerce

### ÉTATS-UNIS — ENTREPRISES COMMERCIALES ET GOUVERNEMENTS D'ÉTATS

**David L. Henderson**  
Président

**Richard Bissonette**  
Solutions sectorielles

**Lynne Bushey**  
Mid-Atlantic

**Dave Delgado**  
Ouest des États-Unis

**Audrey Dunning**  
Grands Lacs

**Christopher James**  
Sud-ouest des États-Unis

**Bill Robichaud**  
Nouvelle-Angleterre

**Vijay Srinivasan**  
Sud des États-Unis

**Steven Starace**  
Est des États-Unis

### ROYAUME-UNI

**Steve Thorn**  
Président

**David Fitzpatrick**  
Opérations technologiques  
mondiales (GTO)

**Michael Herron**  
Sud

**Tara McGeehan**  
Nord et Énergie, services publics  
et télécommunications

**Neil Sadler**  
Région du Grand Londres  
et Services financiers

**Steve Thorn**  
Gouvernement central

**Neil Timms**  
Industrie spatiale, défense  
et renseignement



**François Boulanger**

Vice-président exécutif, chef de la direction financière

**Stuart A. Forman**

Vice-président principal, chef de la direction informatique globale

**Steve Perron**

Vice-président principal, Finances et trésorerie

**Kevin Linder**

Vice-président principal, contrôleur corporatif

**Jacques Roy**

Vice-président principal, Audit interne

**Claude Marcoux**

Vice-président principal, Services d'évaluation des ententes

**Benoit Dubé**

Vice-président exécutif, avocat en chef et secrétaire de l'entreprise

**Arnaud David**

Vice-président, chef de la protection des données

**Lorne Gorber**

Vice-président exécutif, Communications et relations avec les investisseurs

**Mike Keating**

Vice-président principal, Marketing mondial et stratégie de propriété intellectuelle (PI)

**Daniel Rocheleau**

Vice-président exécutif, chef de l'ingénierie d'affaires

## EUROPE DU NORD

**Heikki Nikku**  
Président**Pär Fors**  
Suède**Tom Hauge**  
Norvège**Michael Hermansen**  
Danemark**Leena-Mari Lähteenmaa**  
Opérations technologiques mondiales (GTO)**Bartłomiej Nieścierowicz**  
Pologne, Lituanie et Lettonie**Martti Reilander**  
Solutions d'analyse avancée**Tapio Volanen**  
Finlande et EstonieFRANCE,  
LUXEMBOURG  
ET MAROC**Jean-Michel Baticle**  
Président**Clément Bernard**  
Centre d'excellence en innovation**Philippe Bouron**  
Services-conseils en management**Fabien Debû**  
Grand Est**Laurent Gerin**  
Sud**Stéphane Jaubert**  
Commerce de détail et services aux consommateurs et secteur manufacturier**David Kirchhoffer**  
Services financiers et Luxembourg**Daniel Lecerf**  
Nord**Gilles Le Franc**  
Grand Ouest**Michel Malhomme**  
Centre mondial de prestation de services — France et Maroc**Pierre-Dominique Martin**  
Transport, secteur public et ressources humaines**Sassan Mohseni**  
Énergie, services publics et télécommunicationsEST, CENTRE ET  
SUD DE L'EUROPE**Doug McCuaig**  
Président**Dirk de Groot**  
Pays-Bas**Pavel Malinek**  
République tchèque, Slovaquie et est de l'Europe**Olivier Spreafico**  
Sud de l'Europe et Brésil**Torsten Straß**  
Allemagne**Frank van Nistelrooij**  
Services à Shell**Ben Vicca**  
BelgiqueASIE-PACIFIQUE — CENTRES  
D'EXCELLENCE EN PRESTATION  
MONDIALE DE SERVICES**George Mattackal**  
Président**Rakesh Aerath**  
Centre de prestation de services — Finances**Mark Aston**  
Asie du Sud-Est**Gopal Chhetri**  
Centre de prestation de services — Multisectoriels et gouvernements**Jennifer Mecherippady**  
Centre de prestation de services — Solutions**Suprio Sengupta**  
Opérations technologiques mondiales (GTO)**Sudhir Subbaraman**  
Centre de prestation de services — Communications, médias et services publics

## AUSTRALIE

**Robert Dewar**  
Brisbane  
Hobart  
Melbourne  
Sydney

# Présence mondiale



1

2

## 1 AMÉRIQUE DU NORD

### CANADA

#### Alberta

Calgary  
Edmonton

#### Colombie-Britannique

Burnaby  
Victoria

#### Île-du-Prince-Édouard

Stratford

#### Nouveau-Brunswick

Fredericton  
Moncton

#### Nouvelle-Écosse

Halifax

#### Ontario

Markham  
Mississauga  
Ottawa  
Toronto

#### Québec

Gatineau  
Montréal  
Québec  
Saguenay  
Shawinigan  
Sherbrooke

#### Saskatchewan

Regina  
Saskatoon

### ÉTATS-UNIS

#### Alabama

Birmingham  
Huntsville  
Mobile  
Troy

#### Alaska

Juneau

#### Arizona

Phoenix  
Sierra Vista  
Tempe  
Tucson

#### Californie

Los Angeles  
Oakland  
Sacramento  
San Diego  
San Francisco  
West Sacramento

#### Caroline du Nord

Charlotte  
Fayetteville

#### Caroline du Sud

Columbia  
North Charleston

#### Colorado

Denver

#### Connecticut

Gales Ferry  
Hartford

#### District de Columbia

Floride  
Jacksonville  
Tampa

#### Géorgie

Albany  
Atlanta

#### Illinois

Fairview Heights

#### Kentucky

Frankfort

#### Louisiane

Lafayette

#### Maine

Waterville

#### Maryland

Annapolis Junction  
Baltimore  
Lexington Park

#### Massachusetts

Burlington

#### Michigan

Lansing

#### Minnesota

Minneapolis

#### New Jersey

Cranford  
Hamilton Township

#### New York

Albany  
Buffalo  
New York

#### Nevada

Las Vegas

#### Ohio

Athens  
Cleveland  
Columbus

#### Oklahoma

Edmond  
Lawton

#### Pennsylvanie

Philadelphie  
Pittsburgh  
Plymouth Meeting

#### Tennessee

Chattanooga  
Franklin

#### Texas

Austin  
Belton  
Dallas  
Fort Worth  
Houston  
San Angelo  
San Antonio

#### Virginie

Arlington  
Fairfax  
Lebanon  
Manassas  
Norfolk  
Richmond  
Sterling

#### Washington

Seattle

#### Wisconsin

Wausau

## 2 AMÉRIQUE DU SUD

### BRÉSIL

Mogi Das Cruzes  
São Paulo

## 3 EUROPE

### ALLEMAGNE

Berlin  
Brême  
Cologne  
Darmstadt  
Düsseldorf  
Erfurt  
Hambourg  
Karlsruhe  
Leinfelden-Echterdingen  
Mannheim  
Munich  
Sulzbach (Taurus)  
Wolfsburg

Une solide présence locale  
dans 400 unités d'affaires  
et bureaux de projets de  
proximité client

3

4

5

6

**ANGLETERRE**

Birmingham  
Bristol  
Chelmsford  
Gloucester  
Leatherhead  
Londres  
Manchester  
Milton Keynes  
Reading

**BELGIQUE**

Bruxelles

**DANEMARK**

Aalborg  
Aarhus  
Ballerup  
Kolding

**ÉCOSSE**

Aberdeen  
Édimbourg  
Glasgow  
Newtown St Boswells

**ESPAGNE**

Madrid  
Málaga

**ESTONIE**

Tallinn  
Tartu

**FINLANDE**

Espoo  
Hämeenlinna  
Helsinki  
Jöensuu  
Jyväskylä  
Kouvola

Kuopio  
Lahti  
Lappeenranta  
Mikkeli  
Oulu  
Pori  
Riihimäki  
Tampere  
Tornio  
Turku  
Vaasa

**FRANCE**

Aix-En-Provence  
Amiens  
Bordeaux  
Brest  
Clermont-Ferrand  
Grenoble  
Le Mans  
Lille  
Limoges  
Lyon  
Montpellier  
Nantes  
Nice  
Niort  
Orléans  
Paris  
Pau  
Rennes  
Saint-Denis  
Strasbourg  
Toulouse

**ITALIE**

Frascati

**LETTONIE**

Riga

**LITUANIE**

Vilnius

**LUXEMBOURG**

Bertrange

**NORVÈGE**

Bergen  
Grålum  
Haugesund  
Oslo  
Stavanger  
Tonsberg

**PAYS-BAS**

Arnhem  
Eindhoven  
Groningen  
Hoofddorp  
Maastricht  
Rotterdam

**PAYS DE GALLES**

Bridgend  
St Asaph

**POLOGNE**

Cracovie  
Poznan  
Varsovie  
Wroclaw

**PORTUGAL**

Lisbonne  
Odivelas  
Porto  
Sacavém  
Sintra

**LITUANIE**

Vilnius

**LUXEMBOURG**

Bertrange

**NORVÈGE**

Bergen  
Grålum  
Haugesund  
Oslo  
Stavanger  
Tonsberg

**PAYS-BAS**

Arnhem  
Eindhoven  
Groningen  
Hoofddorp  
Maastricht  
Rotterdam

**PAYS DE GALLES**

Bridgend  
St Asaph

**POLOGNE**

Cracovie  
Poznan  
Varsovie  
Wroclaw

**PORTUGAL**

Lisbonne  
Odivelas  
Porto  
Sacavém  
Sintra

**RÉPUBLIQUE  
TCHÈQUE**

Brno  
Ostrava  
Prague

**SLOVAQUIE**

Bratislava

**SUÈDE**

Borlänge  
Bromölla  
Eskilstuna  
Gällivare  
Gävle  
Göteborg  
Härnösand  
Jönköping  
Kalmar  
Karlskrona  
Karlstad  
Kiruna  
Linköping  
Luleå  
Malmö  
Norrköping  
Örebro  
Örnsköldsvik  
Oskarshamn  
Östersund  
Skara  
Skellefteå  
Stockholm  
Sundsvall  
Umeå  
Västerås

4

**AFRIQUE****MAROC**

Casablanca  
Fès  
Rabat

5

**ASIE****INDE**

Bangalore  
Chennai  
Hyderabad  
Mumbai

**MALAISIE**

Kuala Lumpur

**PHILIPPINES**

Manille

6

**AUSTRALIE**

Brisbane  
Hobart  
Melbourne  
Sydney



## Nos communautés

Des membres de CGI font du bénévolat pour Habitat pour l'humanité à Toronto.

### Travailler ensemble pour bâtir des communautés durables

CGI souhaite être reconnue par ses communautés comme une entreprise responsable. C'est l'un des principaux objectifs stratégiques de l'entreprise et la responsabilité sociale constitue l'une de ses six valeurs.

Qu'il s'agisse d'offrir des services et solutions durables ou de faire don de leur temps et de leur talent, les professionnels de CGI travaillent sans relâche pour renforcer les communautés au sein desquelles nous — et nos clients — vivons.

### Créer des services et des solutions au profit de nos clients et de leurs proches

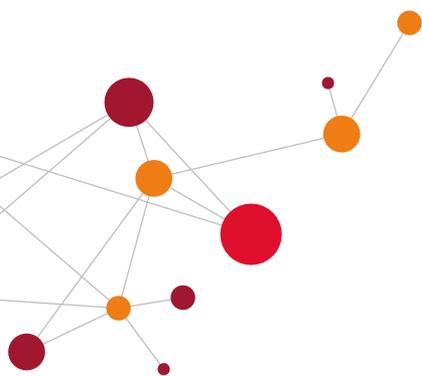
Dans tous les secteurs d'activité, nous collaborons avec les clients pour leur offrir des services et solutions qui favorisent la durabilité environnementale et sociale, rendent les villes plus intelligentes et améliorent la vie des citoyens.

Voici quelques exemples de 2017 qui illustrent comment CGI conjugue des solutions numériques novatrices et son engagement communautaire au profit des organisations ainsi que des personnes auprès desquelles elles interviennent.

#### ● Eversight assure l'interaction entre les intervenants durant le processus crucial de don et de greffe

Eversight est un organisme sans but lucratif dont la mission est de rendre la vue aux gens et de prévenir la cécité grâce au pouvoir thérapeutique des dons, des greffes et de la recherche. Eversight utilise CGI Notify, un outil numérique qui envoie des alertes et en assure le suivi, comme canal de communication afin de s'assurer que le personnel et les intervenants connaissent bien tous les aspects entourant le prélèvement, le transport et les processus de transplantation des tissus oculaires dans un contexte où le facteur déterminant est le temps.

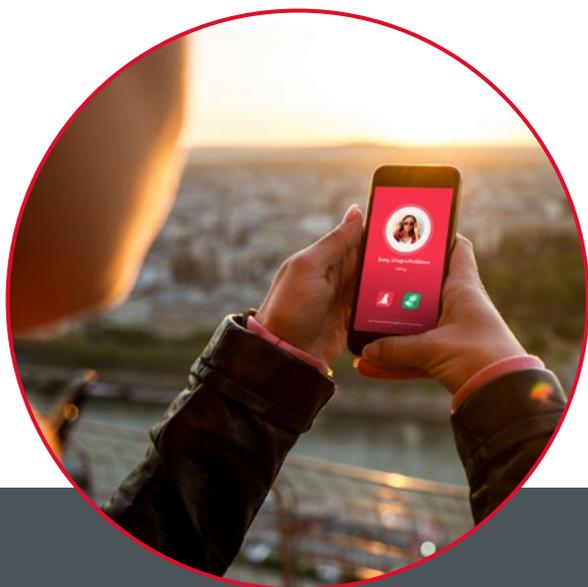
Eversight a choisi CGI Notify pour interagir avec son réseau national de professionnels qui coordonnent le prélèvement, le transport et l'entreposage des tissus oculaires reçus en dons. L'outil communique des renseignements importants, en confirme la réception et les transmet automatiquement à d'autres intervenants lorsqu'une équipe ne répond pas.



## ● Le service mobile Chabla permet à la population malentendante de discuter au téléphone avec quiconque et en tout temps

En collaboration avec Chabla, CGI a conçu un service mobile qui met en relation les personnes sourdes et malentendantes avec des interprètes à l'échelle mondiale, leur permettant ainsi de décrocher le téléphone et d'échanger avec qui que ce soit rapidement et facilement. Pour une personne sourde, la communication au téléphone avec les amis et la famille n'était pas possible avant l'application de Chabla.

Cette solution unique en son genre offre un accès mondial à des services d'interprétation en ligne dans de nombreuses langues, et ce, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Les personnes sourdes disposent également de leur propre numéro de téléphone dans l'application, permettant aux autres de les appeler.



« Sans l'application Chabla, il est littéralement impossible pour une personne qui ne connaît pas le langage des signes d'appeler une personne sourde. J'en ai personnellement fait l'expérience à plusieurs reprises. Grâce à notre partenariat avec CGI, nous avons développé une solution numérique dotée d'une application qui permet non seulement de communiquer, mais également d'améliorer considérablement l'autonomie de la communauté sourde. »

**Signmark (Marko Vuoriheimo),**  
fondateur, Chabla,  
Helsinki, Finlande

## ● Transformer la gestion et la distribution alimentaires

Les fournisseurs de services alimentaires doivent non seulement répondre à la demande pour des aliments frais, savoureux, polyvalents, sains et économiques, mais doivent aussi fournir aux consommateurs et aux organismes de réglementation de l'information à propos de leurs produits.

La solution Aromi de CGI propose aux fournisseurs de services alimentaires de puissants outils de planification afin qu'ils puissent se concentrer sur leurs produits plutôt que sur la logistique. Aromi aide les clients à gérer les menus, les données sur les produits, les fournisseurs et les recettes, tout en ayant accès à de précieux renseignements en temps réel portant notamment sur les coûts, la durabilité et la nutrition. La solution offre également des fonctionnalités pour réduire les pertes liées au processus de production.



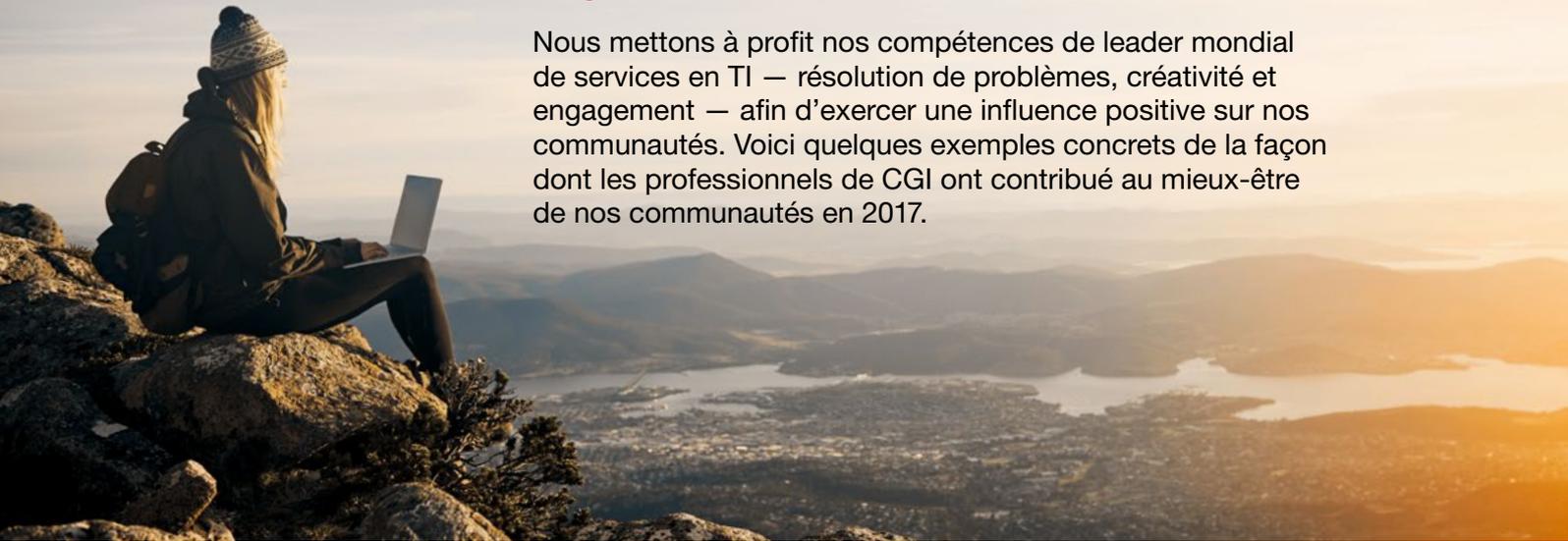
## ● Burgernet : de nouvelles technologies numériques amènent les citoyens à collaborer davantage au travail policier

La police des Pays-Bas a fait appel à CGI pour le développement et la maintenance d'une solution numérique de police communautaire de prochaine génération : Burgernet 2.0. La solution procure aux citoyens, aux municipalités et à la police une plateforme de collaboration numérique afin de combattre le crime et d'améliorer la sécurité des collectivités. Burgernet est un réseau virtuel de citoyens qui permet au poste de contrôle de la police d'envoyer des alertes mobiles aux citoyens participants à propos d'activités suspectes ou criminelles, telles que la disparition d'une personne, un cambriolage ou une voiture volée. Ces alertes fournissent aux participants les détails d'un incident afin qu'ils demeurent vigilants et communiquent des renseignements qui pourraient contribuer à l'enquête.

Grâce à ce système numérique, la police nationale peut étendre son réseau et améliorer ses communications, notamment par l'ajout de nouvelles capacités en matière de réseaux sociaux pour favoriser l'échange de photos et de vidéos en temps réel, et par l'intégration des panneaux routiers numériques situés le long des routes principales.

## Mettre en œuvre l'esprit d'innovation de CGI au profit de nos communautés

Nous mettons à profit nos compétences de leader mondial de services en TI — résolution de problèmes, créativité et engagement — afin d'exercer une influence positive sur nos communautés. Voici quelques exemples concrets de la façon dont les professionnels de CGI ont contribué au mieux-être de nos communautés en 2017.



## Créer des emplois de qualité et bâtir la main-d'œuvre numérique de l'avenir

**Écoles des développeurs** — En France et en République tchèque, CGI offre des programmes intensifs de perfectionnement pour aider les nouveaux diplômés ainsi que des personnes possédant une bonne connaissance des TI à perfectionner les compétences pour contribuer à leur succès. En France, CGI vise à recruter cette année 180 membres par l'entremise de U'DEV (université de développeurs), lancée en septembre 2017. En République tchèque, CGI a mis en place des programmes de formation intensifs en TI d'une durée de cinq mois, à la suite desquels CGI offre aux diplômés des emplois à temps plein.

**Programme Future Talent** — En Finlande, le programme Future Talent offre chaque année des centaines de stages d'une durée de 4 à 5 mois. Un mentor expérimenté est affecté à chacun des stagiaires afin de le soutenir et de le guider pendant le programme. En plus d'affectations de travail des plus diverses, le programme propose des formations offertes par des experts, un aperçu des activités de CGI, des possibilités de carrière et des rencontres avec des clients.



Les diplômés de 2017 du programme d'apprentissage de CGI au R.-U qui, échelonné sur 3 ans, combine un stage de travail chez CGI et des études à l'University of Winchester.

**Programme d'apprentissage commandité** — CGI offre au Royaume-Uni des apprentissages qui permettent à des étudiants talentueux d'obtenir leur diplôme sans s'endetter tout en amorçant leur parcours professionnel. Le programme offre aux étudiants une combinaison de cours universitaires et de stages en milieu de travail où ils participent et contribuent de façon importante à des projets au sein des opérations de CGI au R.-U.

**Programmes de collaboration** — Aux États-Unis, les sept centres de prestation de services de CGI favorisent les partenariats entre les secteurs d'activité, les gouvernements et les établissements d'enseignement. Ces centres ont développé une expertise dans la formation de partenariats avec les universités locales, les instituts de technologie et les organismes de développement de la main-d'œuvre pour former une main-d'œuvre hautement qualifiée en TI.

**Les femmes de CGI : Les EssenTielles** — Le réseau de professionnelles dans l'ensemble des opérations de CGI favorise le réseautage des femmes au sein de l'entreprise ainsi que la progression de leur carrière. Organisés en divisions locales autonomes, les groupes mettent sur pied des événements sociaux, des tables rondes, des activités de service communautaire et des séminaires de développement de carrière. Par l'entremise de ces groupes, les membres de CGI agissent à titre d'ambassadrices auprès des femmes de CGI et de leur communauté.

## Marcher ensemble pour promouvoir la santé

La Marche autour du monde est un événement annuel qui encourage les membres, un jour donné, à marcher ensemble comme signe de notre engagement commun à l'égard de la santé et du mieux-être. Forts de plus de 300 millions de pas effectués ensemble, cette année marque le 10<sup>e</sup> anniversaire de cet événement. Pour souligner ce jalon, CGI a invité des clients et des représentants d'organismes communautaires à se joindre à nous. Ensemble, nous avons fait montre de l'esprit de CGI et de notre engagement envers la santé au sein de nos communautés partout dans le monde.



Montréal, Canada



Québec, Canada



Bordeaux, France



Hyderabad, Inde

CGI figure parmi les principaux indices regroupant les entreprises axées sur la durabilité à l'échelle mondiale.

- RobecoSAM et l'indice de durabilité S&P Dow Jones
- MSCI
- Série d'indices FTSE4Good

De plus, CGI continue d'améliorer sa position dans la cadre du **Carbon Disclosure Project**, qui reconnaît les sociétés prenant de nouvelles mesures pour réduire de façon efficace les émissions de gaz à effet de serre, et faisant ainsi preuve d'une gestion environnementale plus poussée.

# Branchés sur vos rêves

## Jouer un rôle déterminant au sein de nos communautés à l'échelle mondiale

Le programme « Branchés sur vos rêves » de CGI renforce notre engagement envers nos communautés. Pour cette première édition, à l'issue du vote des membres de toute l'entreprise, sept projets ont été retenus. Ceux-ci ont bénéficié du soutien de CGI, qui peut prendre la forme d'un accès aux technologies et aux installations, de financement ainsi que de la contribution de membres bénévoles.

Voici un aperçu des projets qui ont été réalisés en 2017 — notamment grâce au bénévolat de **500 membres** qui ont donné plus de **5 200 heures** de leur temps.



### Canada

Développer une solution complète de gestion de la relation client pour Habitat pour l'humanité et participer à la construction de maisons.

« Le travail que nous effectuons aura une incidence positive sur toutes les parties prenantes et nous permettra d'aider davantage de familles dans le besoin au sein de notre collectivité. Nous sommes très reconnaissants de l'engagement et du professionnalisme démontré par CGI au cours de ce processus. »

**Rob Lee**, vice-président des magasins ReStore d'Habitat pour l'humanité à Toronto

### États-Unis

Tenir neuf camps STIM (science, technologie, ingénierie et mathématiques) dans six communautés pour 450 étudiants.

### Finlande

Développer une application pour aider l'Association finlandaise pour la santé mentale à jumeler des bénévoles à des personnes dans le besoin.

### France

Formation et encadrement de CGI pour aider les jeunes à se préparer au marché de l'emploi en partenariat avec de l'organisation Rézo City.

« Rézo City m'a aidé à définir mes objectifs de carrière et à visualiser la façon de les atteindre. Les accompagnateurs nous ont réellement écoutés et étaient très accueillants. »

**Tanrhor Smael**, un jeune stagiaire du programme (plus de la moitié des candidats ont trouvé un emploi)

### Inde

Améliorer l'accès à l'éducation grâce aux dons, au bénévolat et à la mise à jour des installations de l'école primaire de Gowdihalli.



### Portugal

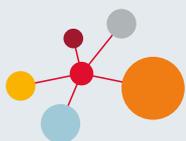
Développer une base de données et effectuer des travaux de rénovation des installations pour la maison Mimar, qui accueille de jeunes enfants issus d'environnements à risque.

« La nouvelle voiture offerte par CGI pour conduire les enfants et la rénovation de nos installations et de notre terrain de jeu afin de les rendre sécuritaires sont d'une importance capitale pour aider les enfants à découvrir que le monde est beaucoup plus grand qu'ils ne l'avaient imaginé et à se sentir en sécurité. De nous tous, merci à CGI et à tous ses membres de nous avoir fait découvrir le monde extérieur et sortir de notre isolement. »

**Sofia Pombo e Costa**, présidente de l'Association Mimar

### Royaume-Uni

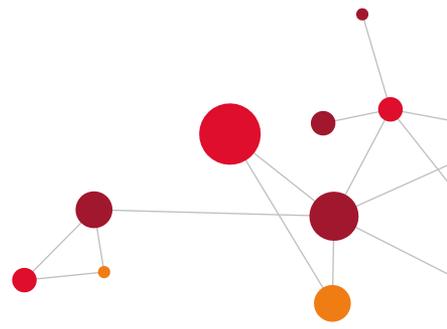
Former les enfants sur la façon d'utiliser Internet de façon sécuritaire.



Branchés sur vos rêves

CGI dans nos collectivités

Apprenez-en davantage : [cgi.com/fr/responsabilite-sociale/branches-sur-vos-reves](http://cgi.com/fr/responsabilite-sociale/branches-sur-vos-reves).



# BAROMÈTRE MONDIAL CGI

## La voix de nos clients

### Transformer les perspectives en investissements qui stimulent l'innovation pour nos clients

Le Baromètre mondial CGI 2017 – La voix de nos clients révèle une urgence plus pressante encore pour les dirigeants des fonctions d'affaires (métiers) et informatiques (TI) de transformer leurs activités pour satisfaire aux attentes des consommateurs et des citoyens en matière de numérique. Les conclusions révèlent également que les organisations sont à un moment décisif de leur transformation numérique alors que les dirigeants passent de la planification à l'exécution de leur stratégie numérique.

Les conclusions sont issues de discussions en personne avec 1 300 dirigeants des fonctions d'affaires et des TI au sein de 10 secteurs d'activité dans 17 pays pour déterminer les tendances qui ont une incidence sur leur organisation et en comprendre l'influence sur leur entreprise. Elles sont présentées dans une série de rapports sectoriels afin d'offrir des perspectives précieuses et des conseils pratiques en vue d'orienter les stratégies et les investissements futurs de nos clients.

Demandez votre exemplaire : [cgi.com/fr/barometre-mondial](http://cgi.com/fr/barometre-mondial).

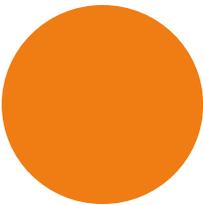




Fondée en 1976, CGI est l'une des plus importantes entreprises de services-conseils en technologie de l'information (TI) et en management au monde. Offrant des services à partir de centaines d'emplacements à l'échelle mondiale, les professionnels de CGI aident les entreprises et gouvernements à atteindre leurs objectifs, notamment à devenir des organisations numériques axées sur le client. Nous offrons un portefeuille complet de capacités, comprenant des services-conseils stratégiques en TI et en management, des services d'intégration de systèmes et d'impartition ainsi que des solutions de propriété intellectuelle qui aident nos clients à accélérer l'obtention de résultats.

CGI travaille avec des clients dans le monde entier et met à profit une approche unique de proximité client, conjuguée à un réseau mondial de centres d'excellence en prestation de services, afin d'aider ses clients à produire des résultats plus rapidement, à transformer leur organisation et à générer un avantage concurrentiel.

[cgi.com](http://cgi.com)



# CGI

La force de l'engagement<sup>MD</sup>

© 2017 Groupe CGI inc.

Aromi, Biolgnition, CGI, CGI Advantage, CGI Collections360, CGI CommunityCare360, CGI Notify, CGI ProperPay, CGI RetailXp360, CGI Trade360, CGI Unify360, CGI Wealth360, HotScan, La force de l'engagement, Momentum, Ratabase et Sm@rtering sont des marques de commerce ou des marques déposées de Groupe CGI inc. ou de ses sociétés affiliées. IAOP et The Global Outsourcing 100 sont des marques déposées de IAOP. Microsoft et HoloLens sont des marques de commerce ou des marques déposées de Microsoft Corporation aux États-Unis et/ou dans d'autres pays.

Groupe CGI Inc.

Rapport annuel 2017

Le rapport annuel 2017 de CGI comprend  
deux volumes :

Volume 1 : *Revue annuelle 2017*

et

Volume 2 : *Résultats de l'exercice 2017*

**Le Volume 2 du rapport annuel  
commence à la page suivante.**

(cette page ne fait pas partie du rapport annuel)

RÉSULTATS  
DE L'EXERCICE  
2017

Savoir-faire local.  
Perspectives mondiales.

**CGI**  
La force de l'engagement<sup>MD</sup>



# CONTENU

- 1** Rapport de gestion
- 67** Rapport de la direction et des auditeurs
- 71** États financiers consolidés
- 137** Renseignements à l'intention des actionnaires



# Rapport de gestion

Le 8 novembre 2017

## Mode de présentation

Le présent rapport de gestion est la responsabilité de la direction, et il a été examiné et approuvé par le conseil d'administration. Le présent rapport de gestion a été établi conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Il incombe au conseil d'administration d'examiner et d'approuver le rapport de gestion. Le conseil d'administration s'acquiesce de ses devoirs principalement par l'intermédiaire de son Comité d'audit et de gestion des risques, dont les membres nommés par le conseil d'administration sont tous indépendants et connaissent bien la finance.

Dans le présent document, nous utilisons les termes « CGI », « nous », « notre », « nos » ou « Société » pour désigner le Groupe CGI inc. Le présent rapport de gestion fournit des informations que la direction juge pertinentes aux fins de l'appréciation et de la compréhension des résultats opérationnels consolidés et de la situation financière de la Société. Il doit être lu avec les états financiers consolidés audités de la Société et les notes pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016. Les méthodes comptables de CGI sont conformes aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles qu'elles ont été publiées par l'*International Accounting Standards Board* (« IASB »). À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

## Importance des informations fournies

Le présent rapport de gestion contient des informations que nous jugeons importantes pour les investisseurs. Nous considérons qu'un élément est important s'il provoque, ou s'il est raisonnablement susceptible de provoquer, une variation importante du cours ou de la valeur de nos actions, ou s'il est probable qu'un investisseur raisonnable juge l'information importante pour prendre une décision d'investissement.

## Déclarations prospectives

Toutes les déclarations contenues dans le présent rapport de gestion qui ne concernent pas directement et exclusivement des faits historiques constituent des « déclarations prospectives » au sens de l'article 27A de la loi américaine *Securities Act of 1933* et de l'article 21E de la loi américaine *Securities Exchange Act of 1934*, dans sa version modifiée, et constituent de « l'information prospective » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières. Ces déclarations et cette information expriment les intentions, projets, attentes et opinions de CGI, sous réserve de la matérialisation de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs sur lesquels la Société n'a, dans bon nombre de cas, aucune emprise. Compte tenu de ces facteurs, les résultats réels pourraient différer considérablement des déclarations prospectives et de l'information prospective. Ces facteurs comprennent notamment, sans s'y limiter, l'échéancier et l'envergure des nouveaux contrats, les acquisitions et autres initiatives d'expansion de la Société; la capacité d'attirer et de fidéliser du personnel compétent; la concurrence au sein de l'industrie des technologies de l'information en constante évolution; la conjoncture économique et commerciale; le risque de change et d'autres risques et hypothèses énoncés ou intégrés par renvoi dans le présent rapport de gestion et d'autres documents d'information continue déposés auprès des autorités réglementaires canadiennes en valeurs mobilières (disponible sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com)) et de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (disponible sur EDGAR à l'adresse [www.sec.gov](http://www.sec.gov)). L'emploi aux présentes des termes « penser », « estimer », « s'attendre à ce que », « avoir l'intention », « anticiper », « prévoir », « planifier », ainsi que de tout autre terme de nature semblable et de toute autre forme conjuguée de ces termes, ne sert qu'à des fins de déclarations prospectives ou d'information prospective et ces termes ne sont pertinents qu'en date de leur emploi, notamment en ce qui concerne les énoncés relatifs à la performance future. À moins que les lois qui s'appliquent ne l'exigent, CGI décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser les déclarations prospectives ou l'information prospective consécutivement à l'obtention de nouveaux renseignements ou à l'arrivée d'événements nouveaux, ou pour tout autre motif. Le lecteur est mis en garde contre le risque d'accorder une crédibilité excessive à ces déclarations prospectives ou à l'information prospective. Vous trouverez à la rubrique 10, « Environnement du risque », de plus amples renseignements sur les risques pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon notable des résultats actuellement prévus.

## Mesures financières non conformes aux PCGR et principales mesures du rendement

Le lecteur est prié de noter que la Société présente ses résultats financiers selon les IFRS. Toutefois, nous utilisons un éventail de mesures financières, de ratios et de mesures non conformes aux PCGR pour évaluer notre rendement. Les mesures financières non conformes aux PCGR utilisées dans le présent rapport de gestion n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et sont donc difficilement comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Elles doivent être considérées comme des données supplémentaires ne remplaçant pas les renseignements financiers préparés selon les IFRS.

Le tableau ci-dessous résume nos mesures non conformes aux PCGR et nos principales mesures du rendement :

<p>Rentabilité</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• BAIL ajusté (mesure non conforme aux PCGR) – Mesure du bénéfice excluant les frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration, les coûts de restructuration, les charges financières nettes et la charge d'impôt sur les bénéfices, car ces éléments ne sont pas directement liés au coût des activités. La direction est d'avis que cette mesure est utile aux investisseurs étant donné qu'elle reflète mieux la rentabilité de nos activités. De plus, cette mesure permet de mieux comparer les résultats d'une période à l'autre et d'analyser les tendances de nos activités. On trouvera un rapprochement du BAIL ajusté et de sa mesure la plus proche selon les IFRS à la section 3.7 du présent document.</li> <li>• Bénéfice net – Mesure du bénéfice généré pour les actionnaires.</li> <li>• Bénéfice par action après dilution – Mesure du bénéfice généré pour les actionnaires par action, qui suppose l'exercice de tous les éléments dilutifs.</li> <li>• Bénéfice net excluant les éléments spécifiques (mesure non conforme aux PCGR) – Mesure du bénéfice net excluant certains éléments qui ne sont pas considérés par la direction comme faisant partie de nos activités courantes. L'exclusion de ces éléments permet une meilleure évaluation de la rentabilité de nos activités en utilisant les mêmes mesures que la direction. La direction est d'avis que cette mesure est utile aux investisseurs, car elle permet d'obtenir une compréhension accrue de la rentabilité purement opérationnelle de la Société. De plus, cette mesure permet de mieux comparer les résultats d'une période à l'autre. On trouvera un rapprochement du bénéfice net excluant les éléments spécifiques et de sa mesure la plus proche selon les IFRS à la section 3.8.3 du présent document.</li> <li>• Bénéfice de base par action et bénéfice par action après dilution excluant les éléments spécifiques (mesure non conforme aux PCGR) – Mesure du bénéfice net excluant les éléments spécifiques (mesure non conforme aux PCGR) présenté par action. La direction est d'avis que cette mesure est utile aux investisseurs étant donné qu'elle reflète mieux la rentabilité de nos activités présentée par action. De plus, cette mesure permet de mieux comparer les résultats d'une période à l'autre. Le bénéfice de base par action et le bénéfice par action après dilution conforme aux IFRS figurent à la section 3.8 du présent document, tandis que le bénéfice de base par action et le bénéfice par action après dilution excluant les éléments spécifiques figurent à la section 3.8.3 du présent document.</li> </ul>
<p>Situation de trésorerie</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles – Mesure des rentrées de fonds générées dans le cadre de la gestion de nos activités commerciales courantes. Nous croyons que nos flux de trésorerie opérationnels robustes témoignent de la souplesse financière qui nous permet d'exécuter la stratégie de la Société.</li> <li>• Délai moyen de recouvrement des créances (mesure non conforme aux PCGR) – Nombre moyen de jours nécessaires pour convertir nos créances clients et nos travaux en cours en rentrées de fonds. On calcule le délai moyen de recouvrement des créances en soustrayant les revenus différés de la somme des créances clients et des travaux en cours, puis en divisant le résultat de cette opération par les revenus comptabilisés pour le trimestre, sur une période de 90 jours. Les revenus différés excluent les réévaluations à la juste valeur des contrats générateurs de revenus conclus au moment d'un regroupement d'entreprises. La direction surveille cet indicateur de près pour assurer le recouvrement des sommes dues en temps opportun et le maintien d'un niveau suffisant de liquidités, et elle s'engage à un délai moyen de recouvrement des créances cible d'au plus 45 jours. Nous sommes d'avis que cet indicateur est utile pour les investisseurs, car il montre la capacité de la Société à convertir en temps opportun ses créances clients et ses travaux en cours en rentrées de fonds.</li> </ul>

Croissance	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Croissance en devises constantes (mesure non conforme aux PCGR) – Mesure de la croissance des revenus avant l'effet de la variation des taux de change. Pour ce faire, les montants des résultats de la période considérée sont convertis en devises locales au moyen des taux de change de la période correspondante de l'exercice précédent. La direction estime qu'il est utile d'ajuster les revenus de manière à exclure l'incidence des fluctuations des devises afin de faciliter les comparaisons de la performance de l'entreprise d'une période à l'autre. Nous sommes d'avis que cette mesure est utile aux investisseurs pour la même raison.</li> <li>• Carnet de commandes (mesure non conforme aux PCGR) – Le carnet de commandes tient compte de l'obtention de nouveaux contrats, des prolongations et des renouvellements de contrats (« nouveaux contrats » (mesure non conforme aux PCGR)), contrebalancés en partie par les travaux achevés au cours de la période chez les clients ainsi que des modifications de volumes, des annulations et de l'incidence des taux de change sur nos contrats en vigueur. Le carnet de commandes repose sur des estimations de la direction qui peuvent changer. La direction surveille cet indicateur de près étant donné qu'il s'agit d'un indicateur clé des meilleures estimations par la direction des revenus qui seront réalisés dans l'avenir et est d'avis qu'elle est utile aux investisseurs pour les mêmes raisons.</li> <li>• Ratio nouveaux contrats/facturation (mesure non conforme aux PCGR) – Mesure de la valeur des nouveaux contrats obtenus en proportion des revenus de la période. Cet indicateur permet à la direction de surveiller les initiatives de développement des affaires de la Société pour assurer la croissance de notre carnet de commandes et de nos activités au fil du temps. La direction est d'avis qu'elle est utile aux investisseurs pour les mêmes raisons. La direction demeure engagée à maintenir un ratio cible supérieur à 100 % sur une période de douze mois. La direction estime qu'une période plus longue constitue une mesure plus représentative étant donné que le type de contrat, le type de service, l'envergure et l'échéancier des nouveaux contrats pourraient faire varier la mesure considérablement sur une période de trois mois seulement.</li> </ul>
Structure du capital	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dette nette (mesure non conforme aux PCGR) – Mesure établie en soustrayant de la dette la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements courants, les placements non courants et la juste valeur des instruments dérivés de devises liés à la dette. La direction utilise l'indicateur de la dette nette pour surveiller le levier financier de la Société. Nous estimons que cet indicateur est utile aux investisseurs, car il donne un aperçu de notre santé financière. On trouvera un rapprochement de la dette nette et sa mesure la plus proche selon les IFRS à la section 4.5 du présent document.</li> <li>• Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette (mesure non conforme aux PCGR) – Mesure de notre levier financier qui est obtenue en divisant la dette nette par la somme des capitaux propres et de la dette. La direction utilise le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette pour surveiller la proportion de la dette par rapport aux capitaux utilisés pour financer nos activités et pour évaluer notre santé financière. Nous estimons que cet indicateur est utile aux investisseurs pour les mêmes raisons.</li> <li>• Rendement des capitaux propres (RCP) (mesure non conforme aux PCGR) – Mesure du taux de rendement de la participation de nos actionnaires qui correspond au bénéfice net pour les douze derniers mois divisé par les capitaux propres moyens des quatre derniers trimestres. La direction fait appel au RCP pour mesurer l'efficacité avec laquelle elle génère des bénéfices nets pour les actionnaires de la Société et dans quelle mesure la Société a du succès en utilisant les fonds investis pour faire croître les bénéfices nets. Nous sommes d'avis que cette mesure est utile aux investisseurs pour les mêmes raisons.</li> <li>• Rendement du capital investi (RCI) (mesure non conforme aux PCGR) – Mesure de l'efficacité avec laquelle la Société répartit les capitaux dont elle a le contrôle dans des placements rentables qui correspond au bénéfice net excluant les charges financières nettes après impôt pour les douze derniers mois, divisé par le capital investi moyen des quatre derniers trimestres, soit la somme des capitaux propres et de la dette nette. La direction examine ce ratio pour déterminer dans quelle mesure elle utilise bien ses fonds pour dégager des rendements. Nous sommes d'avis que cette mesure est utile aux investisseurs pour la même raison.</li> </ul>

## Secteurs opérationnels

La gestion des activités de la Société se fait au moyen des sept secteurs opérationnels suivants, soit nos unités d'affaires stratégiques : États-Unis (É.-U.); pays nordiques européens; Canada; France (y compris le Luxembourg et le Maroc) (France); Royaume-Uni (R.-U.); est, centre et sud de l'Europe (principalement les Pays-Bas et l'Allemagne) (ECS) et Asie-Pacifique (y compris l'Australie, l'Inde et les Philippines) (Asie-Pacifique). Veuillez vous reporter aux sections 3.4, 3.6, 5.3 et 5.4 du présent rapport de gestion ainsi qu'à la note 28 des états financiers consolidés audités pour de plus amples renseignements sur nos secteurs.

## Objectifs et contenu du rapport de gestion

Dans le présent document, nous allons :

- Donner une explication narrative des états financiers consolidés audités du point de vue de la direction.
- Présenter le contexte dans lequel les états financiers consolidés audités doivent être analysés en étoffant les informations fournies au sujet de la dynamique et des tendances qui se dégagent des activités de la Société.
- Fournir des informations permettant au lecteur d'évaluer la probabilité que le rendement passé soit représentatif du rendement futur.

En vue d'atteindre ces objectifs, le rapport de gestion comprend les principales rubriques suivantes :

Section	Contenu	Page
1. Profil de l'entreprise	Description de nos activités, de la façon dont nous générons des revenus, ainsi que des marchés dans lesquels nous exerçons nos activités.	
	1.1. À propos de CGI	7
	1.2. Vision et stratégie	8
	1.3. Environnement concurrentiel	9
2. Points saillants et principales mesures du rendement	Sommaire des principaux points saillants de l'exercice considéré, principales mesures du rendement des trois derniers exercices et rendement de l'action de CGI.	
	2.1. Points saillants de l'exercice 2017 par rapport à l'exercice précédent	11
	2.2. Principales informations annuelles et mesures du rendement	12
	2.3. Rendement de l'action	13
	2.4. Investissements dans des filiales	14
	2.5. Événement postérieur	15
3. Résultats financiers	Analyse des variations sur douze mois des résultats financiers pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016, description des facteurs influant sur les revenus et le BAII ajusté sur une base consolidée et par secteur à présenter, et description des facteurs ayant une incidence sur la variation des principales catégories de charges. Cette rubrique comprend aussi une analyse des nouveaux contrats, ventilés par type de contrat, par type de service, par secteur opérationnel et par secteur cible.	
	3.1. Nouveaux contrats et ratio nouveaux contrats/facturation	16
	3.2. Taux de change	17
	3.3. Répartition des revenus	18
	3.4. Revenus par secteur opérationnel	19
	3.5. Charges opérationnelles	22
	3.6. BAII ajusté par secteur opérationnel	23
	3.7. Bénéfice avant impôt sur les bénéfices	25
	3.8. Bénéfice net et bénéfice par action	26

Section	Contenu	Page
4. Situation de trésorerie	Analyse des variations des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, d'investissement et de financement. Cette rubrique comprend aussi une description des sources de financement à la disposition de la Société, des instruments financiers, et des garanties et instruments de financement hors bilan. Les indicateurs de la structure du capital (ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette, RCP et RCI) et de la situation de trésorerie (délai moyen de recouvrement des créances) sont analysés sur douze mois.	
	4.1. États consolidés des flux de trésorerie	28
	4.2. Sources de financement	32
	4.3. Obligations contractuelles	33
	4.4. Instruments financiers et transactions de couverture	33
	4.5. Indicateurs des sources de financement et de la situation de trésorerie	34
	4.6. Instruments de financement hors bilan et garanties	35
	4.7. Capacité de livrer les résultats	35
5. Résultats du quatrième trimestre	Analyse des variations sur douze mois des résultats opérationnels non audités de la période de trois mois close le 30 septembre 2017 par rapport à celle close à la même date en 2016, description des facteurs influant sur les revenus et le BAII ajusté sur une base consolidée et par secteur à présenter ainsi que la trésorerie provenant des activités opérationnelles, d'investissement et de financement.	
	5.1. Nouveaux contrats et ratio nouveaux contrats/facturation	37
	5.2. Taux de change	38
	5.3. Revenus par secteur opérationnel	39
	5.4. BAII ajusté par secteur opérationnel	42
	5.5. Bénéfice net et bénéfice par action	44
	5.6. États consolidés des flux de trésorerie	46
6. Sommaire des huit derniers trimestres	Sommaire des principales mesures du rendement des huit derniers trimestres et analyse des facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats financiers trimestriels.	49
7. Modifications de normes comptables	Sommaire des modifications de normes comptables futures.	51
8. Principales estimations comptables	Analyse des principales estimations comptables établies par la direction dans la préparation des états financiers consolidés audités.	53
9. Intégrité de la présentation des résultats	Analyse des systèmes d'information, des procédures et des mécanismes de contrôle appropriés pour garantir que les renseignements diffusés à l'intérieur et à l'extérieur de la Société sont complets et fiables.	56
10. Environnement du risque	Analyse des risques auxquels sont exposées nos activités commerciales et des conséquences que ces risques pourraient entraîner s'ils se matérialisaient.	
	10.1. Risques et incertitudes	57
	10.2. Poursuites judiciaires	67

## 1. Profil de l'entreprise

---

### 1.1. À PROPOS DE CGI

Fondée en 1976 et établie à Montréal, au Canada, CGI figure parmi les plus importantes entreprises indépendantes de services-conseils en technologie de l'information (TI) et en management au monde. CGI offre un portefeuille complet de services, notamment des services-conseils stratégiques en TI et en management ainsi que des services d'intégration de systèmes et d'impartition. Les solutions de propriété intellectuelle de CGI, combinées à une connaissance approfondie des secteurs d'activité, à une approche unique de proximité client et au réseau mondial de prestation de services le mieux adapté, permettent à CGI de collaborer avec ses clients dans le monde entier afin d'accélérer les résultats, transformer leurs organisations et leur offrir un avantage concurrentiel. CGI compte environ 71 000 employés à l'échelle mondiale.

#### Gamme complète de services et de solutions

CGI fournit une gamme complète de services couvrant l'ensemble du cycle d'exécution en technologies : de la stratégie et de l'architecture numérique à la conception, au développement, à l'intégration, à la mise en œuvre et à l'exploitation de solutions. Voici un aperçu de notre portefeuille de services :

- **Services-conseils stratégiques en TI et en management et services d'intégration de systèmes** – CGI aide ses clients à élaborer leur stratégie et leur feuille de route numériques au moyen d'une approche agile et itérative. Celle-ci approche leur permet d'innover, de relier et de rationaliser les systèmes existants afin de mener à bien le changement à l'échelle de l'entreprise.
- **Impartition** – Nos clients nous confient la responsabilité complète ou partielle de leurs environnements TI et de leurs fonctions d'affaires afin d'innover, d'accroître considérablement leur efficacité et de réaliser des économies de coûts. Les services fournis dans le cadre d'une entente d'impartition complète peuvent comprendre : le développement, l'intégration et la maintenance des applications, la gestion de l'infrastructure technologique ainsi que la gestion des processus d'affaires tels que le recouvrement et la gestion de la paie. Les contrats d'impartition sont généralement de longue durée, soit de cinq à dix ans, voire plus, ce qui permet à nos clients de réinvestir leurs économies ainsi réalisées dans leur transformation numérique.

#### Expertise sectorielle approfondie

CGI dispose de pratiques spécialisées de longue date dans tous ses secteurs cibles et représente pour ses clients un partenaire qui est non seulement un expert en TI, mais également un spécialiste de leur secteur d'activité. Grâce à cette combinaison de connaissances des affaires et d'expertise en technologies numériques, CGI est en mesure d'aider ses clients à s'adapter à l'évolution des attentes des consommateurs et des citoyens et à la dynamique du marché, contribuant ainsi à l'évolution des services et des solutions que nous fournissons dans ces secteurs.

Nos secteurs cibles sont les suivants : gouvernements, services financiers, santé, services publics, communications, pétrole et gaz, secteur manufacturier, commerce de détail et services aux consommateurs, transport, et services postaux et logistique. Bien que cette liste reflète notre approche sectorielle de mise en marché, ces secteurs cibles ont été regroupés comme suit aux fins de la présentation de l'information financière : gouvernements, services financiers, santé, communications et services publics, et secteur manufacturier, distribution et détail.

À mesure que le virage numérique continue de progresser dans l'ensemble des secteurs, CGI collabore avec ses clients afin de les aider à devenir des organisations numériques axées sur les clients.

#### Solutions numériques de propriété intellectuelle (PI)

Le vaste portefeuille de solutions de propriété intellectuelle de CGI soutient les fonctions d'affaires essentielles de ses clients et accélère la transformation numérique de leurs activités. Nous offrons plus de 150 solutions fondées sur la propriété intellectuelle dans nos secteurs cibles, ainsi que des solutions multisectorielles. Ces solutions comprennent des

applications logicielles numériques, des cadres de gestion réutilisables et des méthodes de prestation de services novatrices, telles que le logiciel-service (SaaS).

### **Innovation appliquée**

CGI est un partenaire de confiance possédant plus de 40 ans d'expérience dans la prestation de solutions et de services novateurs et axés sur les clients. Dans le cadre de la gestion quotidienne de ses projets ainsi que de ses programmes et investissements mondiaux, l'entreprise travaille de concert avec ses clients pour mettre au point des innovations concrètes reproductibles et adaptables et, ensemble, obtenir des résultats tangibles. Nous les aidons à développer, à innover et à protéger les technologies qui leur permettent d'atteindre rapidement leurs objectifs de transformation numérique, tout en réduisant les risques et en obtenant des résultats à long terme.

### **Processus qualité**

Peu importe l'endroit et le moment où ils font appel à nous, nos clients s'attendent à une prestation de services cohérente et uniforme. Grâce à notre engagement envers l'excellence et à notre solide modèle de gouvernance (les Assises de gestion de CGI), nous affichons un bilan enviable de projets réalisés dans le respect des échéances et des budgets prévus. Ces Assises instaurent un vocabulaire, des pratiques et des cadres de gestion communs pour gérer l'ensemble des activités de manière cohérente à l'échelle mondiale, tout en mettant l'accent sur l'amélioration continue. Nous investissons également dans la conformité à des normes rigoureuses de qualité et de prestation de services notamment les programmes de certification ISO et Capability Maturity Model Integration (CMMI), ainsi que dans notre Programme d'évaluation de la satisfaction des clients (CSAP), en obtenant des évaluations signées de nos clients, afin d'assurer de façon continue leur satisfaction.

## **1.2. VISION ET STRATÉGIE**

Alors que la plupart des entreprises ont une vision et une mission, CGI va plus loin et s'inspire également d'un rêve, soit de « *Créer un environnement où nous avons du plaisir à travailler ensemble et où, en tant que propriétaires, nous participons au développement d'une entreprise dont nous sommes fiers* ». Ce rêve nous motive depuis notre fondation en 1976 et guide notre vision : « *Être un leader de classe mondiale qui offre une gamme complète de services-conseils en technologie de l'information (TI) et en management et qui contribue au succès de ses clients* ».

Afin de réaliser ce rêve et cette vision, CGI a exécuté de manière très rigoureuse, tout au long de son histoire, une stratégie de croissance rentable, interne et par acquisition, fondée sur quatre piliers.

**Premier pilier** – Obtention de nouveaux contrats, renouvellements et prolongations

**Deuxième pilier** – Obtention de contrats d'impartition d'envergure à long terme

**Troisième pilier** – Acquisitions d'entreprises de plus petite taille ou servant des créneaux particuliers

**Quatrième pilier** – Acquisitions transformationnelles d'envergure

Les deux premiers piliers de notre stratégie reposent sur la croissance interne rentable grâce à l'obtention de contrats, de plus ou moins grande envergure, auprès de nouveaux clients ou de clients existants dans nos secteurs cibles.

Les deux derniers piliers reposent sur la croissance au moyen d'acquisitions d'entreprises. Le troisième pilier cible les acquisitions d'entreprises de plus petite taille, servant des créneaux particuliers, par l'entremise d'un programme de repérage stratégique cherchant systématiquement les cibles qui viendront renforcer notre présence locale au sein des marchés métropolitains, notre expertise sectorielle ainsi que nos services et solutions. Le quatrième pilier cible les acquisitions d'envergure pour nous permettre d'accroître notre présence géographique et notre masse critique afin de nous distinguer de nos concurrents et d'ainsi obtenir d'importants contrats d'impartition et de renforcer nos relations avec nos clients. CGI demeurera un consolidateur du secteur des services en TI.

## Exécution de notre stratégie

L'exécution de notre stratégie se fait au moyen d'un modèle d'affaires unique qui combine la proximité avec nos clients à un réseau mondial de prestation de services afin d'offrir les avantages suivants :

- **Des équipes locales responsables** – Nos membres vivent et travaillent à proximité de nos clients afin de pouvoir agir rapidement en réponse à leurs besoins, d'établir des partenariats et de stimuler l'innovation. Les professionnels des équipes locales de CGI parlent la langue de leurs clients, comprennent leur environnement d'affaires, collaborent pour réaliser leurs objectifs et contribuent au succès de leur entreprise.
- **Une portée mondiale** – Notre présence locale est conjuguée à un vaste réseau mondial de prestation de services qui assure à nos clients un accès aux capacités et aux ressources numériques les mieux adaptées à l'ensemble de leurs besoins en tout temps (24 heures sur 24, 7 jours sur 7). Nos clients bénéficient également de notre modèle mondial de prestation de services qui repose sur la combinaison unique de nos connaissances sectorielles et de notre expertise technologique approfondie.
- **Des experts engagés** – L'un de nos objectifs stratégiques clés est d'être reconnu par nos clients comme un expert de choix. Pour ce faire, nous investissons dans le recrutement et le perfectionnement de professionnels ayant une expertise approfondie des secteurs, des activités et de la technologie, particulièrement dans les domaines où la demande est forte comme les services de développement agile, le processus de développement et d'exploitation (DevOps), l'intelligence artificielle et la robotique, l'informatique en nuage, la cybersécurité, la chaîne de blocs (*blockchain*), l'analyse de données et l'Internet des objets (IoT). Plus de 80 % de nos professionnels sont également actionnaires de l'entreprise, ce qui renforce leur engagement à contribuer au succès de nos clients.
- **Des processus qualité complets** – Grâce à ses cadres de gestion de la qualité et à une évaluation rigoureuse de la satisfaction de ses clients, CGI affiche un solide bilan en matière de projets qui respectent les échéances et les budgets prévus.

### 1.3. ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

À l'heure du numérique, les organisations de tous les secteurs doivent entreprendre le virage numérique de manière durable en vue de demeurer concurrentielles. Des pressions s'exercent pour qu'elles modernisent les systèmes en place et à les relier à de nouveaux modèles d'affaires et opérationnels numériques. L'évolution du rôle de la technologie est au cœur de cette transformation majeure. Traditionnellement considérée comme un facilitateur, la technologie est maintenant devenue un moteur de transformation. La promesse du numérique crée d'importantes possibilités pour effectuer une transformation complète des organisations, et CGI est bien positionnée pour agir à titre de partenaire et d'expert numérique de choix. Nous travaillons de près avec des clients partout dans le monde pour mettre en œuvre des stratégies, des feuilles de route et des solutions numériques qui révolutionnent l'expérience client et citoyen, stimulent le lancement de nouveaux produits et services, et accroissent l'efficacité et les économies.

À mesure que la nécessité de numériser les activités s'accroît, la concurrence au sein du secteur mondial des TI s'intensifie. Notre concurrence regroupe un éventail diversifié d'acteurs, y compris des entreprises offrant des services et des logiciels spécialisés à un segment de marché particulier, des fournisseurs mondiaux de services complets en TI ainsi que d'importantes entreprises de conseil. Ces acteurs rivalisent pour offrir des services qui correspondent en tout ou en partie à ceux que CGI fournit à ses clients. De nombreux facteurs distinguent les leaders du secteur des services en TI :

- Connaissance approfondie et étendue des secteurs d'activité et des technologies
- Prestation de services uniforme selon les échéances et les budgets prévus partout où les clients exercent leurs activités
- Coût total des services et valeur générée

- Étendue des solutions numériques de propriété intellectuelle
- Capacité à innover pour obtenir des résultats mesurables
- Réseau de prestation de services au pays, sur le continent et à l'international
- Présence locale et qualité des relations avec les clients

CGI se distingue de ses concurrents par tous ces aspects. Nous offrons non seulement l'ensemble des capacités dont les clients ont besoin pour être concurrentiels dans le monde numérique, mais nous les aidons également à générer les résultats immédiats et la valeur à long terme auxquels ils s'attendent. Dans un contexte où la demande pour les solutions d'entreprise des firmes mondiales de services-conseils en TI et en management augmente, stimulée par la dynamique du marché et les tendances sectorielles, CGI est l'une des rares entreprises ayant l'envergure, la portée et les compétences pour répondre aux besoins des clients.

## 2. Points saillants et principales mesures du rendement

---

### 2.1. POINTS SAILLANTS DE L'EXERCICE 2017 PAR RAPPORT À L'EXERCICE PRÉCÉDENT

- Revenus de 10,8 milliards \$, en hausse de 1,5 % ou 4,3 % en devises constantes;
- BAII ajusté de 1 586,6 millions \$, en hausse de 26,3 millions \$;
- Marge du BAII ajusté de 14,6 %, stable;
- Bénéfice net de 1 035,2 millions \$, en baisse de 33,5 millions \$;
- Bénéfice net, excluant les éléments spécifiques<sup>1</sup>, de 1 107,0 millions \$, en hausse de 25,5 millions \$;
- Marge du bénéfice net de 9,5 %, en baisse de 50 points centésimaux;
- Marge du bénéfice net, excluant les éléments spécifiques<sup>1</sup>, de 10,2 %, en hausse de 10 points centésimaux;
- Bénéfice par action après dilution de 3,41 \$, en baisse de 0,3 %;
- Bénéfice par action après dilution, excluant les éléments spécifiques<sup>1</sup>, de 3,65 \$, en hausse de 5,5 %;
- Nouveaux contrats signés pour une valeur de 11,3 milliards \$, ou 104 % des revenus;
- Carnet de commandes de 20,8 milliards \$, en baisse de 80,5 millions \$;
- Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles de 1 358,6 millions \$, ou 12,5 % des revenus.

<sup>1</sup> Les éléments spécifiques comprennent les frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration ainsi que les coûts de restructuration, déduction faite des impôts, qui sont décrits respectivement aux sections 3.7.1 et 3.7.2 du présent document.

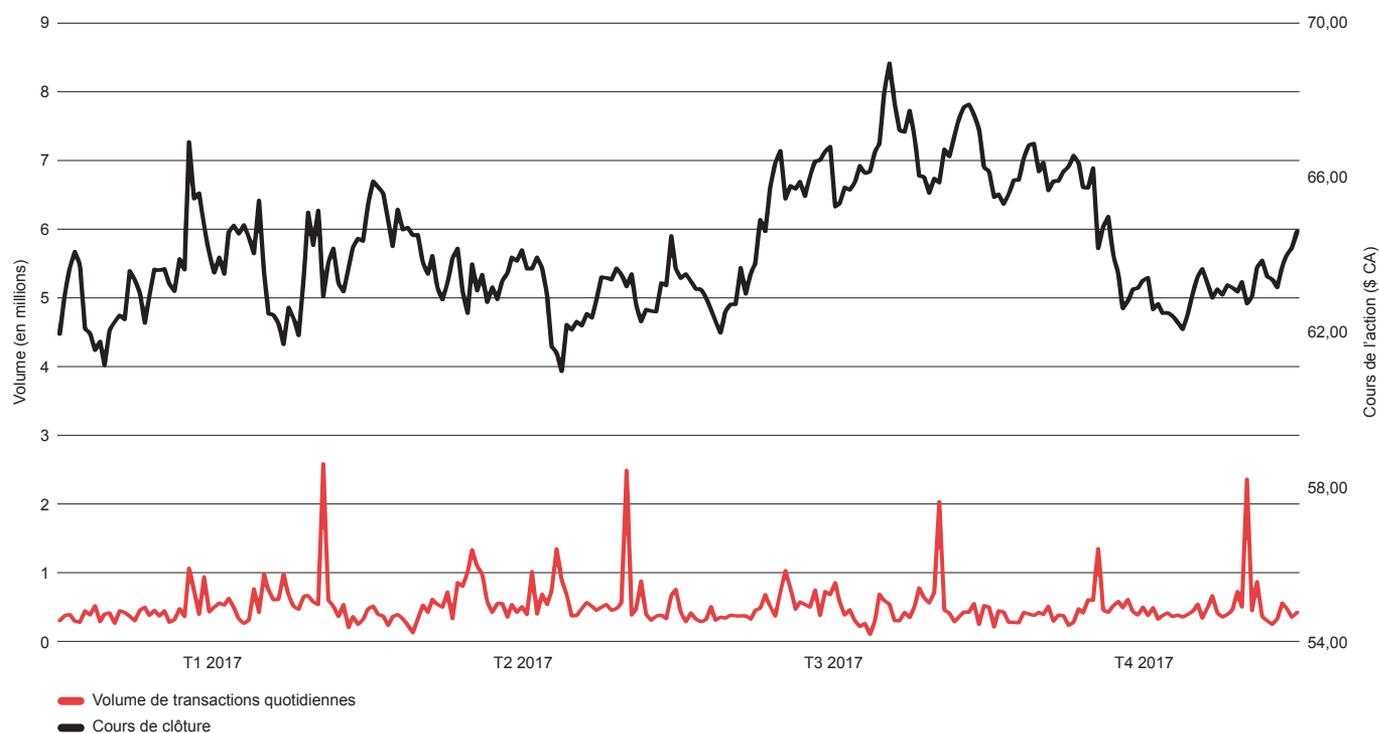
## 2.2. PRINCIPALES INFORMATIONS ANNUELLES ET MESURES DU RENDEMENT

Aux 30 septembre et pour les exercices clos à ces dates	2017	2016	2015	Variation 2017/2016	Variation 2016/2015
<i>En millions de dollars canadiens, sauf indication contraire</i>					
<b>Croissance</b>					
Revenus	10 845,1	10 683,3	10 287,1	161,8	396,2
Croissance des revenus sur douze mois	1,5 %	3,9 %	(2,0) %	(2,4) %	5,9 %
Croissance des revenus sur douze mois en devises constantes	4,3 %	0,2 %	(4,0) %	4,1 %	4,2 %
Carnet de commandes	20 813	20 893	20 711	(80)	182
Nouveaux contrats	11 284	11 731	11 640	(447)	91
Ratio nouveaux contrats/facturation	104,1 %	109,8 %	113,2 %	(5,7) %	(3,4) %
<b>Rentabilité</b>					
BAll ajusté	1 586,6	1 560,3	1 457,3	26,3	103,0
<i>Marge du BAll ajusté</i>	14,6 %	14,6 %	14,2 %	— %	0,4 %
Bénéfice net	1 035,2	1 068,7	977,6	(33,5)	91,1
<i>Marge du bénéfice net</i>	9,5 %	10,0 %	9,5 %	(0,5) %	0,5 %
Bénéfice par action après dilution (en dollars)	3,41	3,42	3,04	(0,01)	0,38
Bénéfice net excluant les éléments spécifiques	1 107,0	1 081,5	1 005,1	25,5	76,4
<i>Marge du bénéfice net excluant les éléments spécifiques</i>	10,2 %	10,1 %	9,8 %	0,1 %	0,3 %
Bénéfice par action après dilution excluant les éléments spécifiques (en dollars)	3,65	3,46	3,13	0,19	0,33
<b>Situation de trésorerie</b>					
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	1 358,6	1 333,1	1 289,3	25,5	43,8
<i>En pourcentage des revenus</i>	12,5 %	12,5 %	12,5 %	— %	— %
Délai moyen de recouvrement des créances (en jours)	47	44	44	3	—
<b>Structure du capital</b>					
Dette nette	1 749,4	1 333,3	1 779,6	416,1	(446,3)
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette	21,5 %	15,8 %	21,7 %	5,7 %	(5,9) %
Rendement des capitaux propres	16,1 %	17,2 %	17,7 %	(1,1) %	(0,5) %
Rendement du capital investi	13,7 %	14,2 %	14,1 %	(0,5) %	0,1 %
<b>Bilan</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements courants	165,9	596,5	305,3	(430,6)	291,2
Total de l'actif	11 396,2	11 693,3	11 787,3	(297,1)	(94,0)
Passifs financiers non courants <sup>1</sup>	1 821,9	1 765,4	1 896,4	56,5	(131,0)

<sup>1</sup> Les passifs financiers non courants comprennent la tranche non courante de la dette à long terme et les instruments financiers dérivés non courants.

## 2.3. RENDEMENT DE L'ACTION

Cours de l'action de CGI (TSX) pour l'exercice 2017



### 2.3.1. Données sur le titre au cours de l'exercice 2017

Les actions de CGI sont inscrites à la Bourse de Toronto (GIB.A) ainsi qu'à celle de New York (GIB). Elles figurent dans des indices clés comme l'indice S&P/TSX 60.

<b>Bourse de Toronto</b>	(\$ CA)	<b>Bourse de New York</b>	(\$ US)
Ouverture :	62,14	Ouverture :	47,28
Haut :	69,22	Haut :	53,65
Bas :	60,61	Bas :	45,73
Clôture :	64,70	Clôture :	51,87
Moyenne des transactions quotidiennes au Canada <sup>1</sup> :	928 613	Moyenne des transactions quotidiennes à la Bourse de New York :	176 297

<sup>1</sup> Compte tenu de la moyenne des transactions quotidiennes à la Bourse de Toronto et dans les systèmes de négociation parallèles.

### 2.3.2. Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 1<sup>er</sup> février 2017, le conseil d'administration de la Société a autorisé, avec l'approbation ultérieure de la Bourse de Toronto, le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de CGI permettant le rachat aux fins d'annulation d'un nombre maximal de 21 190 564 actions subalternes classe A avec droit de vote, soit 10 % des actions de la Société détenues dans le public à la fermeture des marchés le 25 janvier 2017. Les actions subalternes classe A avec droit de vote peuvent être rachetées aux fins d'annulation dans le cadre de l'actuelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités à compter du 6 février 2017 jusqu'au 5 février 2018, ou plus tôt si la Société procède au rachat de toutes les actions subalternes classe A avec droit de vote visées par l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités ou choisit d'y mettre fin.

Au cours de l'exercice 2017, la Société a racheté aux fins d'annulation 19 929 268 de ses actions subalternes classe A avec droit de vote aux termes de la précédente et de l'actuelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités en contrepartie d'environ 1 246,7 millions \$ à un prix moyen de 62,55 \$. Les actions rachetées comprenaient le rachat aux fins d'annulation de 4 854 368 de ses actions subalternes classe A avec droit de vote détenues par la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) pour une contrepartie en trésorerie de 300,0 millions \$. Conformément aux règlements de la Bourse de Toronto, ces actions rachetées sont prises en compte dans la limite globale annuelle que la Société peut racheter aux fins d'annulation dans le cadre de l'actuelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Au 30 septembre 2017, la totalité de ces actions subalternes classe A avec droit de vote ont été annulées et payées.

Au 30 septembre 2017, la Société pouvait racheter jusqu'à 7 358 996 actions subalternes classe A avec droit de vote aux fins d'annulation dans le cadre de l'actuelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

### 2.3.3. Actions en circulation et options sur actions en cours

Le tableau qui suit présente le sommaire des actions en circulation et options sur actions en cours au 3 novembre 2017.

Actions en circulation et options sur actions en cours	Au 3 novembre 2017
Actions subalternes classe A avec droit de vote	254 370 913
Actions classe B à vote multiple	32 852 748
Options sur actions subalternes classe A avec droit de vote	14 897 339

## 2.4. INVESTISSEMENTS DANS DES FILIALES

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2017, la Société a fait les acquisitions suivantes :

- Le 3 novembre 2016, la Société a acquis la totalité des unités de Collaborative Consulting, LLC, société de services-conseils stratégiques en TI, spécialisée dans les secteurs des services financiers, des sciences de la vie et des services publics, établie à Boston, au Massachusetts;
- Le 19 avril 2017, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de Computer Technology Solutions, Inc., société de services-conseils stratégiques en TI, orientée vers les marchés commerciaux, spécialisée dans l'informatique en nuage, l'analyse de données et la transformation numérique, établie à Birmingham, en Alabama;
- Le 12 mai 2017, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de eCommerce Systems, Inc., société de services-conseils stratégiques en TI, orientée vers les marchés commerciaux, spécialisée dans l'informatique en nuage, l'analyse de données et la transformation numérique, établie à Denver, au Colorado;
- Le 22 août 2017, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de Summa Technologies, Inc., société de services-conseils stratégiques en TI, dotée d'une expertise dans l'expérience numérique et le développement de logiciels agiles, établie à Pittsburgh, en Pennsylvanie.

Ces acquisitions viennent renforcer les effectifs de CGI d'environ 1 000 professionnels supplémentaires et, ensemble, génèrent des revenus annualisés totaux d'environ 182 millions \$ US. Ces sociétés ont été acquises pour un prix d'achat totalisant 307,1 millions \$ (230,2 millions \$ US).

Ces acquisitions sont alignées au modèle de proximité client de la Société et solidifieront davantage ses capacités à l'échelle mondiale dans plusieurs secteurs à forte demande pour la transformation numérique. Veuillez vous reporter à la note 26 des états financiers consolidés audités pour de plus amples renseignements sur nos investissements dans les filiales.

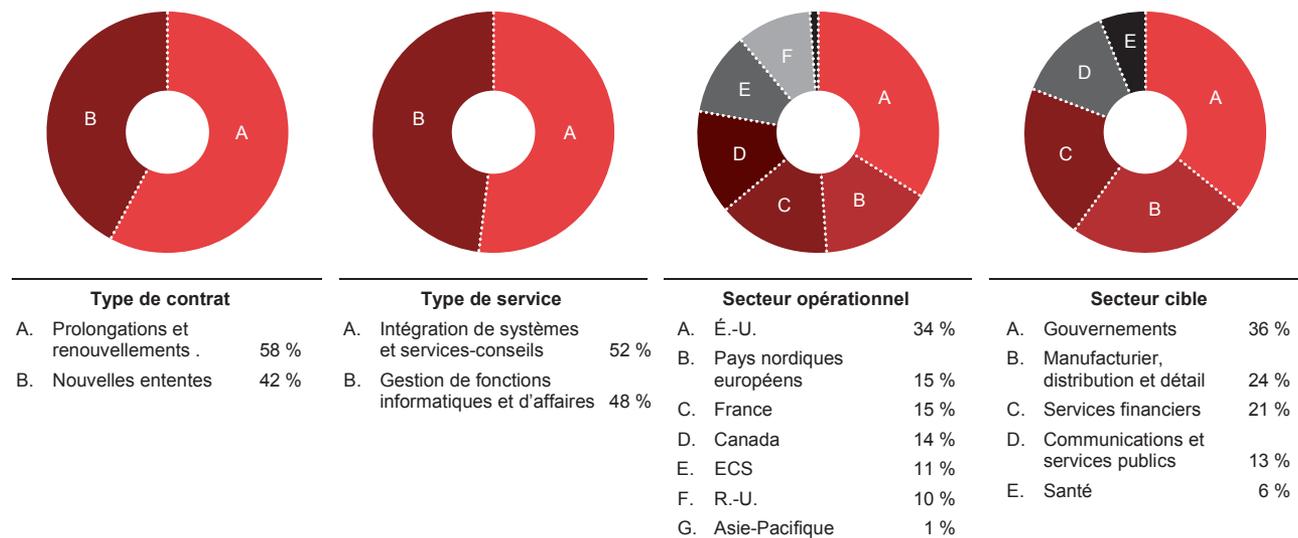
## **2.5. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR**

Le 6 octobre 2017, la Société a acquis 94,8 % des actions en circulation d'Affecto Plc (Affecto), un fournisseur de premier plan de services et de solutions d'intelligence d'affaires et de gestion de l'information d'entreprise établi à Helsinki, en Finlande, pour un prix d'achat totalisant 137,4 millions \$ (93,4 millions €). Plus de 1 000 professionnels se sont joints à la Société à la suite de cette acquisition, qui génère des revenus annualisés d'environ 110 millions €. Le 10 octobre 2017, la Société a déposé une demande pour entamer des procédures d'acquisition forcée en vertu des dispositions légales applicables pour acquérir les actions restantes d'Affecto.

### 3. Résultats financiers

#### 3.1. NOUVEAUX CONTRATS ET RATIO NOUVEAUX CONTRATS/FACTURATION

Les nouveaux contrats pour l'exercice clos le 30 septembre 2017 ont atteint 11,3 milliards \$, représentant un ratio nouveaux contrats/facturation de 104,1 %. La répartition des nouveaux contrats conclus au cours de l'exercice considéré s'établit comme suit :



L'information concernant nos nouveaux contrats est un indicateur clé de notre volume d'affaires au fil du temps. Cependant, compte tenu des délais de prise d'effet de nos contrats d'impartition et des périodes de transition précédant leur mise en œuvre, les revenus associés à ces nouveaux contrats peuvent fluctuer d'une période à l'autre. Les valeurs initialement comptabilisées peuvent changer avec le temps en raison de leur caractère variable, y compris l'utilisation découlant de la demande, les modifications de la portée des travaux à exécuter découlant de changements des demandes des clients ainsi que les dispositions de résiliation au gré des clients. Par conséquent, l'information concernant nos nouveaux contrats ne doit pas faire l'objet d'une comparaison avec l'analyse de nos revenus ni se substituer à une telle analyse. Il s'agit plutôt d'un indicateur clé de nos revenus futurs utilisé par la direction de la Société pour évaluer la croissance.

Le tableau qui suit présente un sommaire des nouveaux contrats et le ratio nouveaux contrats/facturation par secteur opérationnel :

<i>En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages</i>	Nouveaux contrats pour l'exercice clos le 30 septembre 2017	Ratio nouveaux contrats/facturation pour l'exercice clos le 30 septembre 2017
<b>Total – CGI</b>	<b>11 284 444</b>	<b>104,1 %</b>
É.-U.	3 862 364	123,8 %
Pays nordiques européens	1 723 831	103,4 %
Canada	1 627 079	92,9 %
France	1 668 325	104,6 %
R.-U.	1 131 449	79,9 %
ECS	1 175 816	100,7 %
Asie-Pacifique	95 580	74,1 %

### 3.2. TAUX DE CHANGE

La Société exerce ses activités à l'échelle mondiale et est exposée à la variation des taux de change. Par conséquent, selon les IFRS, nous évaluons les actifs, les passifs et les opérations en devises étrangères en fonction des divers taux de change. Nous présentons tous les montants en dollars canadiens.

#### *Taux de change de clôture*

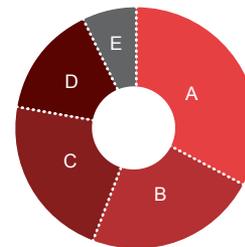
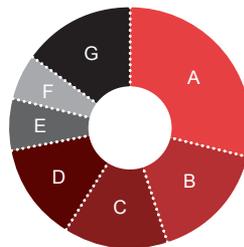
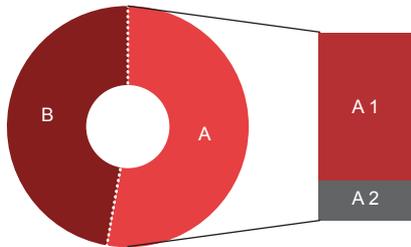
Aux 30 septembre	2017	2016	Variation
Dollar américain	1,2509	1,3121	(4,7) %
Euro	1,4782	1,4747	0,2 %
Roupie indienne	0,0192	0,0197	(2,5) %
Livre sterling	1,6770	1,7076	(1,8) %
Couronne suédoise	0,1534	0,1531	0,2 %
Dollar australien	0,9809	1,0061	(2,5) %

#### *Taux de change moyens*

Pour les exercices clos les 30 septembre	2017	2016	Variation
Dollar américain	1,3140	1,3255	(0,9) %
Euro	1,4511	1,4722	(1,4) %
Roupie indienne	0,0200	0,0198	1,0 %
Livre sterling	1,6650	1,8876	(11,8) %
Couronne suédoise	0,1507	0,1574	(4,3) %
Dollar australien	1,0013	0,9760	2,6 %

### 3.3. RÉPARTITION DES REVENUS

Les graphiques suivants fournissent des renseignements additionnels sur la répartition de nos revenus pour l'exercice :



Type de service		
A.	Gestion de fonctions informatiques et d'affaires	53 %
1.	Services en TI	43 %
2.	Services en gestion des processus d'affaires	10 %
B.	Intégration de systèmes et services-conseils	47 %

Répartition géographique		
A.	É.-U.	29 %
B.	Canada	16 %
C.	France	14 %
D.	R.-U.	13 %
E.	Suède	7 %
F.	Finlande	6 %
G.	Reste du monde	15 %

Secteur cible		
A.	Gouvernements	33 %
B.	Manufacturier, distribution et détail	23 %
C.	Services financiers	22 %
D.	Communications et services publics	15 %
E.	Santé	7 %

#### 3.3.1. Concentration de la clientèle

Les lignes directrices des IFRS sur les informations sectorielles définissent un seul client comme un groupe d'entités que l'entreprise publiante sait être sous contrôle commun. Ainsi, nos activités auprès du gouvernement fédéral américain et ses diverses agences ont représenté 14,0 % de nos revenus pour l'exercice 2017, contre 13,2 % pour l'exercice 2016.

### 3.4. REVENUS PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Les revenus des sept secteurs opérationnels sont présentés en fonction de l'endroit où sont exécutés les travaux selon notre modèle de prestation de services par emplacement géographique.

Le tableau qui suit présente la variation de nos revenus sur douze mois, dans l'ensemble et selon les secteurs opérationnels, en isolant l'incidence de la variation des taux de change entre l'exercice 2017 et celui de 2016. Les revenus par secteur opérationnel pour l'exercice 2016 ont été établis à l'aide des taux de change réels de cette période. L'incidence de la variation des taux de change correspond à la différence entre les résultats réels de la période considérée et les résultats de cette période convertis selon les taux de change de la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour les exercices clos les 30 septembre	2017	2016	Variation	
			\$	%
<i>En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages</i>				
<b>Total des revenus de CGI</b>	<b>10 845 066</b>	10 683 264	<b>161 802</b>	<b>1,5 %</b>
Variation, compte non tenu de l'incidence des taux de change	4,3 %			
Incidence des taux de change	(2,8) %			
<b>Variation par rapport à la période précédente</b>	<b>1,5 %</b>			
<b>É.-U.</b>				
Revenus, compte non tenu de l'incidence des taux de change	3 057 628	2 878 661	178 967	6,2 %
Incidence des taux de change	(29 273)			
<b>Revenus attribuables au secteur opérationnel É.-U.</b>	<b>3 028 355</b>	2 878 661	<b>149 694</b>	<b>5,2 %</b>
<b>Pays nordiques européens</b>				
Revenus, compte non tenu de l'incidence des taux de change	1 625 526	1 651 322	(25 796)	(1,6) %
Incidence des taux de change	(47 643)			
<b>Revenus attribuables au secteur opérationnel pays nordiques européens</b>	<b>1 577 883</b>	1 651 322	<b>(73 439)</b>	<b>(4,4) %</b>
<b>Canada</b>				
Revenus, compte non tenu de l'incidence des taux de change	1 606 252	1 536 331	69 921	4,6 %
Incidence des taux de change	(752)			
<b>Revenus attribuables au secteur opérationnel Canada</b>	<b>1 605 500</b>	1 536 331	<b>69 169</b>	<b>4,5 %</b>
<b>France</b>				
Revenus, compte non tenu de l'incidence des taux de change	1 585 155	1 444 966	140 189	9,7 %
Incidence des taux de change	(25 286)			
<b>Revenus attribuables au secteur opérationnel France</b>	<b>1 559 869</b>	1 444 966	<b>114 903</b>	<b>8,0 %</b>
<b>R.-U.</b>				
Revenus, compte non tenu de l'incidence des taux de change	1 464 181	1 431 739	32 442	2,3 %
Incidence des taux de change	(177 481)			
<b>Revenus attribuables au secteur opérationnel R.-U.</b>	<b>1 286 700</b>	1 431 739	<b>(145 039)</b>	<b>(10,1) %</b>
<b>ECS</b>				
Revenus, compte non tenu de l'incidence des taux de change	1 206 541	1 198 854	7 687	0,6 %
Incidence des taux de change	(12 132)			
<b>Revenus attribuables au secteur opérationnel ECS</b>	<b>1 194 409</b>	1 198 854	<b>(4 445)</b>	<b>(0,4) %</b>
<b>Asie-Pacifique</b>				
Revenus, compte non tenu de l'incidence des taux de change	593 131	541 391	51 740	9,6 %
Incidence des taux de change	(781)			
<b>Revenus attribuables au secteur opérationnel Asie-Pacifique</b>	<b>592 350</b>	541 391	<b>50 959</b>	<b>9,4 %</b>

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, les revenus ont atteint 10 845,1 millions \$, soit une hausse de 161,8 millions \$, ou 1,5 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent. En devises constantes, les revenus ont augmenté de 4,3 %. Les variations des taux de change ont eu une incidence défavorable sur nos revenus de 293,3 millions \$, ou 2,8 %. Cette croissance des revenus s'explique en grande partie par la progression de la demande pour nos services et nos solutions, se traduisant par une hausse du volume des services rendus et l'obtention de nouveaux contrats dans la plupart de nos secteurs opérationnels ainsi que par de récentes acquisitions d'entreprises.

### **3.4.1. É.-U.**

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, les revenus du secteur opérationnel É.-U. ont atteint 3 028,4 millions \$, soit une augmentation de 149,7 millions \$, ou 5,2 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent. En devises constantes, les revenus ont augmenté de 179,0 millions \$, ou 6,2 %. Cette augmentation s'explique par les revenus provenant des récentes acquisitions, de la croissance au sein du marché fédéral américain et de l'augmentation des revenus tirés des solutions et des services fondés sur la propriété intellectuelle. Le tout a été en partie contrebalancé par une baisse du volume des services rendus dans les marchés gouvernementaux d'État et locaux, en partie attribuable à l'achèvement réussi d'un important programme.

Selon l'emplacement géographique des clients, les deux secteurs cibles les plus importants du secteur opérationnel É.-U. ont été le secteur gouvernements et le secteur services financiers, lesquels ont généré des revenus d'environ 2 357 millions \$ pour l'exercice clos le 30 septembre 2017.

### **3.4.2. Pays nordiques européens**

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, les revenus du secteur opérationnel pays nordiques européens ont atteint 1 577,9 millions \$, soit une diminution de 73,4 millions \$, ou 4,4 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent. En devises constantes, les revenus ont diminué de 25,8 millions \$, ou 1,6 %. Cette variation des revenus est principalement imputable à l'expiration de certains contrats d'impartition en infrastructure et à la baisse du volume des services rendus au Danemark. Le tout a été en partie contrebalancé par de la croissance, particulièrement dans le secteur cible services financiers en Finlande.

Selon l'emplacement géographique des clients, les deux secteurs cibles les plus importants du secteur opérationnel pays nordiques européens ont été le secteur manufacturier, distribution et détail et le secteur gouvernements, lesquels ont généré des revenus d'environ 1 064 millions \$ pour l'exercice clos le 30 septembre 2017.

### **3.4.3. Canada**

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, les revenus du secteur opérationnel Canada ont atteint 1 605,5 millions \$, soit une augmentation de 69,2 millions \$, ou 4,5 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent. L'augmentation des revenus est attribuable principalement à une hausse du volume des services rendus et à l'obtention de nouveaux contrats surtout dans les secteurs cibles services financiers et gouvernements, ainsi qu'à la croissance progressive de contrats d'impartition obtenus dans le secteur cible manufacturier, distribution et détail. Le tout a été en partie contrebalancé par l'expiration de certains contrats d'impartition en infrastructure et l'utilisation accrue de nos centres mondiaux de prestation de services en Asie-Pacifique.

Selon l'emplacement géographique des clients, les deux secteurs cibles les plus importants du secteur opérationnel Canada ont été le secteur services financiers et le secteur communications et services publics, lesquels ont généré des revenus d'environ 1 073 millions \$ pour l'exercice clos le 30 septembre 2017.

#### 3.4.4. France

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, les revenus du secteur opérationnel France ont atteint 1 559,9 millions \$, soit une hausse de 114,9 millions \$, ou 8,0 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent. En devises constantes, les revenus ont augmenté de 140,2 millions \$, ou 9,7 %. Cette augmentation des revenus s'explique principalement par une hausse du volume des services rendus et à l'obtention de nouveaux contrats dans le secteur cible manufacturier, distribution et détail, à la hausse du volume des services rendus dans les secteurs cibles gouvernements et services financiers, et, dans une moindre mesure, à l'acquisition d'une entreprise réalisée durant l'exercice précédent.

Selon l'emplacement géographique des clients, les deux secteurs cibles les plus importants du secteur opérationnel France ont été le secteur manufacturier, distribution et détail et le secteur services financiers, lesquels ont généré des revenus d'environ 1 038 millions \$ pour l'exercice clos le 30 septembre 2017.

#### 3.4.5. R.-U.

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, les revenus du secteur opérationnel R.-U. ont atteint 1 286,7 millions \$, soit une diminution de 145,0 millions \$, ou 10,1 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent. En devises constantes, les revenus ont augmenté de 32,4 millions \$, ou 2,3 %. Cette augmentation des revenus découle principalement de la croissance dans les secteurs cibles gouvernements et communications et services publics et de la renégociation avantageuse d'un contrat déficitaire au premier trimestre de 2017. Le tout a été en partie contrebalancé par l'achèvement de projets au cours de l'exercice 2017 et par l'incidence favorable de la vente d'équipements supplémentaires au quatrième trimestre de 2016.

Selon l'emplacement géographique des clients, les deux secteurs cibles les plus importants du secteur opérationnel R.-U. ont été le secteur gouvernements et le secteur communications et services publics, lesquels ont généré des revenus d'environ 986 millions \$ pour l'exercice clos le 30 septembre 2017.

#### 3.4.6. ECS

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, les revenus du secteur opérationnel ECS ont atteint 1 194,4 millions \$, soit une diminution de 4,4 millions \$, ou 0,4 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent. En devises constantes, les revenus ont augmenté de 7,7 millions \$, ou 0,6 %. Cette augmentation des revenus est attribuable principalement à la hausse du volume des services rendus dans l'ensemble des régions géographiques, à l'exception des Pays-Bas, en partie contrebalancée par la réduction progressive de la plupart de nos activités en Amérique du Sud.

Selon l'emplacement géographique des clients, les deux secteurs cibles les plus importants du secteur opérationnel ECS ont été le secteur manufacturier, distribution et détail et le secteur communications et services publics, lesquels ont généré des revenus d'environ 746 millions \$ pour l'exercice clos le 30 septembre 2017.

#### 3.4.7. Asie-Pacifique

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, les revenus du secteur opérationnel Asie-Pacifique ont atteint 592,4 millions \$, soit une augmentation de 51,0 millions \$, ou 9,4 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent. En devises constantes, les revenus ont augmenté de 51,7 millions \$, ou 9,6 %. Cette hausse des revenus s'explique par une demande continue pour nos centres mondiaux de prestation de services.

Selon l'emplacement géographique des clients, les deux secteurs cibles les plus importants du secteur opérationnel Asie-Pacifique ont été le secteur communications et services publics et le secteur manufacturier, distribution et détail, lesquels ont généré des revenus d'environ 83 millions \$ pour l'exercice clos le 30 septembre 2017.

**3.5. CHARGES OPÉRATIONNELLES**

<b>Pour les exercices clos les 30 septembre</b>	<b>2017</b>	<b>% des revenus</b>	<b>2016</b>	<b>% des revenus</b>	<b>Variation</b>	
					<b>\$</b>	<b>%</b>
<i>En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages</i>						
Coûts des services et frais de vente et d'administration	<b>9 257 659</b>	<b>85,4 %</b>	9 120 929	85,4 %	<b>136 730</b>	<b>1,5 %</b>
Perte de change	<b>784</b>	<b>0,0 %</b>	2 024	0,0 %	<b>(1 240)</b>	<b>(61,3) %</b>

**3.5.1. Coûts des services et frais de vente et d'administration**

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, les coûts des services et frais de vente et d'administration ont atteint 9 257,7 millions \$, soit une hausse de 136,7 millions \$, comparativement à ceux de l'exercice précédent. En pourcentage des revenus, les coûts des services et les frais de vente et d'administration sont demeurés stables comparativement à ceux de l'exercice précédent.

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2017, la conversion des résultats opérationnels de nos établissements à l'étranger, de leur devise au dollar canadien, a eu une incidence positive de 270,3 millions \$ sur les coûts, ce qui a contrebalancé en grande partie l'incidence de change défavorable de 293,3 millions \$ découlant de la conversion des revenus.

**3.5.2. Perte de change**

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, CGI a subi une perte de change de 0,8 million \$ imputable principalement au calendrier des paiements ainsi qu'à la volatilité et à la variation des taux de change. La Société, en plus de ses couvertures naturelles, utilise des instruments dérivés comme stratégie visant, dans la mesure du possible, à gérer son exposition aux fluctuations des taux de change.

## 3.6. BAIL AJUSTÉ PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Pour les exercices clos les 30 septembre	2017	2016	Variation	
			\$	%
<i>En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages</i>				
<b>É.-U.</b>	<b>495 774</b>	486 295	<b>9 479</b>	<b>1,9 %</b>
<i>En pourcentage des revenus du secteur opérationnel É.-U.</i>	<b>16,4 %</b>	16,9 %		
<b>Pays nordiques européens</b>	<b>179 989</b>	186 742	<b>(6 753)</b>	<b>(3,6) %</b>
<i>En pourcentage des revenus du secteur opérationnel pays nordiques européens</i>	<b>11,4 %</b>	11,3 %		
<b>Canada</b>	<b>343 856</b>	345 483	<b>(1 627)</b>	<b>(0,5) %</b>
<i>En pourcentage des revenus du secteur opérationnel Canada</i>	<b>21,4 %</b>	22,5 %		
<b>France</b>	<b>193 075</b>	174 685	<b>18 390</b>	<b>10,5 %</b>
<i>En pourcentage des revenus du secteur opérationnel France</i>	<b>12,4 %</b>	12,1 %		
<b>R.-U.</b>	<b>152 185</b>	154 262	<b>(2 077)</b>	<b>(1,3) %</b>
<i>En pourcentage des revenus du secteur opérationnel R.-U.</i>	<b>11,8 %</b>	10,8 %		
<b>ECS</b>	<b>98 981</b>	114 256	<b>(15 275)</b>	<b>(13,4) %</b>
<i>En pourcentage des revenus du secteur opérationnel ECS</i>	<b>8,3 %</b>	9,5 %		
<b>Asie-Pacifique</b>	<b>122 763</b>	98 588	<b>24 175</b>	<b>24,5 %</b>
<i>En pourcentage des revenus du secteur opérationnel Asie-Pacifique</i>	<b>20,7 %</b>	18,2 %		
<b>BAIL ajusté</b>	<b>1 586 623</b>	1 560 311	<b>26 312</b>	<b>1,7 %</b>
<b>Marge du BAIL ajusté</b>	<b>14,6 %</b>	14,6 %		

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, la marge du BAIL ajusté est demeurée stable à 14,6 % par rapport à l'exercice précédent.

## 3.6.1. É.-U.

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, le BAIL ajusté du secteur opérationnel É.-U. a atteint 495,8 millions \$, soit une hausse de 9,5 millions \$ comparativement à l'exercice précédent. La marge du BAIL ajusté a diminué, passant de 16,9 % à 16,4 %. Cette variation de la marge du BAIL ajusté découle principalement de l'incidence positive des crédits d'impôt pour la recherche et le développement supplémentaires pour l'exercice 2016, en partie contrebalancée par une meilleure répartition des revenus tirés des services et des solutions fondés sur la propriété intellectuelle et par une hausse du taux d'utilisation.

## 3.6.2. Pays nordiques européens

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, le BAIL ajusté du secteur opérationnel pays nordiques européens a atteint 180,0 millions \$, soit une diminution de 6,8 millions \$ comparativement à l'exercice précédent. La marge du BAIL ajusté a augmenté, passant de 11,3 % à 11,4 %, en raison d'une diminution de l'amortissement des relations clients et de l'amélioration de la structure des coûts en Norvège, contrebalancées par des problèmes sur certains projets au Danemark et par le décalage de la réduction progressive des coûts fixes résiduels découlant de l'expiration de certains contrats d'impartition en infrastructure.

## 3.6.3. Canada

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, le BAIL ajusté du secteur opérationnel Canada a atteint 343,9 millions \$, soit une baisse de 1,6 million \$ comparativement à celui de l'exercice précédent. La marge du BAIL ajusté s'est établie à 21,4 % par rapport à 22,5 % pour l'exercice précédent. Cette diminution de la marge du BAIL ajusté s'explique surtout par

le décalage de la réduction progressive des coûts fixes résiduels découlant de l'expiration de certains contrats d'impartition en infrastructure ainsi que par les coûts liés à la croissance progressive des nouveaux contrats d'impartition.

#### **3.6.4. France**

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, le BAII ajusté du secteur opérationnel France a atteint 193,1 millions \$, soit une hausse de 18,4 millions \$ comparativement à l'exercice précédent. La marge du BAII ajusté a augmenté, passant de 12,1 % à 12,4 %, en raison surtout de la hausse globale du volume des services rendus et de l'obtention de nouveaux contrats ainsi que de l'amélioration du taux d'utilisation.

#### **3.6.5. R.-U.**

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, le BAII ajusté du secteur opérationnel R.-U. a atteint 152,2 millions \$, soit une diminution de 2,1 millions \$ comparativement à l'exercice précédent. La marge du BAII ajusté a augmenté, passant de 10,8 % à 11,8 %. Cette augmentation de la marge du BAII ajusté découle principalement de l'amélioration de la structure des coûts et de la provision enregistrée au quatrième trimestre de 2016 dans le cadre d'un contrat avec un client.

#### **3.6.6. ECS**

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, le BAII ajusté du secteur opérationnel ECS a atteint 99,0 millions \$, soit une diminution de 15,3 millions \$ comparativement à l'exercice précédent. La marge du BAII ajusté a diminué, passant de 9,5 % à 8,3 %. Cette baisse de la marge du BAII ajusté s'explique en grande partie par la diminution du volume des services rendus et par l'achèvement de projets aux Pays-Bas, ce qui a eu une incidence sur le taux d'utilisation.

#### **3.6.7. Asie-Pacifique**

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, le BAII ajusté du secteur opérationnel Asie-Pacifique a atteint 122,8 millions \$, en hausse de 24,2 millions \$ comparativement à l'exercice précédent. La marge du BAII ajusté, quant à elle, a augmenté, passant de 18,2 % à 20,7 %, en raison surtout de l'augmentation de la portée de nos centres mondiaux de prestation de services en Asie et de l'amélioration de leur productivité et de l'amélioration des taux d'utilisation en Australie.

### 3.7. BÉNÉFICE AVANT IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

Le tableau ci-dessous fournit un rapprochement de notre BAII ajusté et du bénéfice avant impôt sur les bénéfices, qui est présenté conformément aux IFRS.

Pour les exercices clos les 30 septembre	2017	% des revenus	2016	% des revenus	Variation	
					\$	%
<i>En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages</i>						
BAII ajusté	1 586 623	14,6 %	1 560 311	14,6 %	26 312	1,7 %
<i>Moins les éléments suivants :</i>						
Frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration	10 306	0,1 %	—	—	10 306	—
Coûts de restructuration	88 628	0,8 %	29 100	0,3 %	59 528	204,6 %
Charges financières nettes	69 792	0,6 %	78 426	0,7 %	(8 634)	(11,0) %
<b>Bénéfice avant impôt sur les bénéfices</b>	<b>1 417 897</b>	<b>13,1 %</b>	<b>1 452 785</b>	<b>13,6 %</b>	<b>(34 888)</b>	<b>(2,4) %</b>

#### 3.7.1. Frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, la Société a engagé un montant de 10,3 millions \$ au titre des frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration ayant trait à l'intégration des activités de nos plus récentes acquisitions au modèle opérationnel de CGI. Ces coûts sont principalement liés à la cessation d'emploi de certains employés ainsi qu'aux contrats de location de locaux libérés par la Société.

#### 3.7.2. Coûts de restructuration

Pour l'exercice 2016, nous avons achevé la mise en œuvre du programme de restructuration annoncé précédemment à l'égard des mesures d'amélioration de la productivité et nous avons engagé au titre des coûts de restructuration un montant de 29,1 millions \$, soit une charge totale de 65,0 millions \$ pour l'ensemble du programme.

Le 2 août 2017, la Société a annoncé qu'elle engagera des coûts de restructuration d'environ 165,0 millions \$ au cours de la prochaine année afin de réduire le délai pour mettre en œuvre certains éléments de sa stratégie de croissance rentable. L'initiative devrait générer des bénéfices tout au long de l'exercice 2018. Un montant total de 88,6 millions \$ a été passé en charges au cours du quatrième trimestre de 2017 et le montant résiduel devrait être passé en charges au cours de l'exercice 2018. Veuillez vous reporter à la note 24 des états financiers consolidés audités pour de plus amples renseignements sur nos coûts de restructuration.

#### 3.7.3. Charges financières nettes

Les charges financières nettes comprennent essentiellement les intérêts relatifs à notre dette à long terme. La baisse des charges financières nettes pour l'exercice clos le 30 septembre 2017 découle en grande partie des remboursements de dette.

### 3.8. BÉNÉFICE NET ET BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau ci-dessous présente les renseignements sous-jacents au calcul du bénéfice par action :

Pour les exercices clos les 30 septembre	2017	2016	Variation	
			\$	%
<i>En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les données par action</i>				
Bénéfice avant impôt sur les bénéfices	1 417 897	1 452 785	(34 888)	(2,4) %
Charge d'impôt sur les bénéfices	382 702	384 069	(1 367)	(0,4) %
Taux d'imposition effectif	27,0 %	26,4 %		
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 035 195</b>	<b>1 068 716</b>	<b>(33 521)</b>	<b>(3,1) %</b>
<b>Marge du bénéfice net</b>	<b>9,5 %</b>	<b>10,0 %</b>		
<b>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation</b>				
Actions subalternes classe A avec droit de vote et actions classe B à vote multiple (de base)	297 516 970	304 808 130		(2,4) %
Actions subalternes classe A avec droit de vote et actions classe B à vote multiple (après dilution)	303 293 485	312 773 156		(3,0) %
<b>Bénéfice par action (en dollars)</b>				
De base	3,48	3,51	(0,03)	(0,9) %
Après dilution	3,41	3,42	(0,01)	(0,3) %

#### 3.8.1. Charge d'impôt sur les bénéfices

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, la charge d'impôt sur les bénéfices s'est établie à 382,7 millions \$, comparativement à 384,1 millions \$ pour l'exercice précédent, alors que le taux d'imposition effectif a augmenté, passant de 26,4 % à 27,0 %. L'augmentation du taux d'imposition est principalement attribuable aux ajustements fiscaux d'un montant favorable net de 8,5 millions \$ pour l'exercice 2016 au R.-U. Compte non tenu de ces ajustements fiscaux et de l'incidence fiscale découlant des coûts de restructuration engagés, le taux d'imposition aurait été de 27,0 % pour l'exercice clos le 30 septembre 2016, comme il est présenté dans le tableau de la section 3.8.3.

Selon les taux en vigueur à la fin de l'exercice 2017 et la répartition actuelle de nos activités parmi nos secteurs, nous prévoyons que notre taux d'imposition effectif, avant tout ajustement important, se situera entre 27,0 % et 29,0 % pour les périodes ultérieures.

### 3.8.2. Nombre moyen pondéré d'actions

Pour l'exercice 2017, le nombre moyen pondéré de base et après dilution d'actions de CGI en circulation a diminué par rapport à celui de l'exercice précédent en raison de l'incidence du rachat aux fins d'annulation d'actions subalternes classe A avec droit de vote, en partie contrebalancée par l'incidence de l'attribution et de l'exercice d'options sur actions.

### 3.8.3. Bénéfice net et bénéfice par action excluant les éléments spécifiques

Le tableau ci-après présente la comparaison par rapport à l'exercice précédent excluant les éléments spécifiques, notamment les frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration, les coûts de restructuration, et les ajustements fiscaux :

Pour les exercices clos les 30 septembre	2017	2016	Variation	
			\$	%
<i>En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les données par action</i>				
Bénéfice avant impôt sur les bénéfices	1 417 897	1 452 785	(34 888)	(2,4) %
<i>Rajouter :</i>				
Frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration	10 306	—	10 306	—
Coûts de restructuration	88 628	29 100	59 528	204,6 %
<b>Bénéfice avant impôt sur les bénéfices avant les éléments spécifiques</b>	<b>1 516 831</b>	<b>1 481 885</b>	<b>34 946</b>	<b>2,4 %</b>
<b>Marge</b>	<b>14,0 %</b>	<b>13,9 %</b>		
Charge d'impôt sur les bénéfices	382 702	384 069	(1 367)	(0,4) %
<i>Rajouter :</i>				
Impôt déductible sur les frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration	3 849	—	3 849	—
Impôt déductible sur les coûts de restructuration	23 292	7 858	15 434	196,4 %
Ajustements fiscaux	—	8 500	(8 500)	(100,0) %
<b>Charge d'impôt sur les bénéfices excluant les éléments spécifiques</b>	<b>409 843</b>	<b>400 427</b>	<b>9 416</b>	<b>2,4 %</b>
<b>Taux d'imposition effectif excluant les éléments spécifiques</b>	<b>27,0 %</b>	<b>27,0 %</b>		
<b>Bénéfice net excluant les éléments spécifiques</b>	<b>1 106 988</b>	<b>1 081 458</b>	<b>25 530</b>	<b>2,4 %</b>
<b>Marge du bénéfice net excluant les éléments spécifiques</b>	<b>10,2 %</b>	<b>10,1 %</b>		
<b>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation</b>				
Actions subalternes classe A avec droit de vote et actions classe B à vote multiple (de base)	297 516 970	304 808 130		(2,4) %
Actions subalternes classe A avec droit de vote et actions classe B à vote multiple (après dilution)	303 293 485	312 773 156		(3,0) %
<b>Bénéfice par action excluant les éléments spécifiques (en dollars)</b>				
De base	3,72	3,55	0,17	4,8 %
Après dilution	3,65	3,46	0,19	5,5 %

## 4. Situation de trésorerie

### 4.1. ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

CGI finance sa croissance en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités opérationnelles, l'utilisation de ses facilités de crédit, l'émission de titres de créance à long terme et l'émission d'actions. L'une de nos priorités financières est de maintenir un niveau optimal de liquidités en gérant efficacement nos actifs, nos passifs et nos flux de trésorerie.

Au 30 septembre 2017, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 165,9 millions \$. Le tableau qui suit présente un sommaire de la provenance et de l'affectation des flux de trésorerie pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016.

Pour les exercices clos les 30 septembre	2017	2016	Variation
<i>En milliers de dollars canadiens</i>			
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	1 358 552	1 333 074	25 478
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(592 256)	(382 731)	(209 525)
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement	(1 182 986)	(666 304)	(516 682)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(13 967)	7 228	(21 195)
<b>(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(430 657)</b>	<b>291 267</b>	<b>(721 924)</b>

#### 4.1.1. Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles se sont élevés à 1 358,6 millions \$, ou 12,5 % des revenus, comparativement à 1 333,1 millions \$, ou 12,5 %, pour l'exercice précédent.

Le tableau qui suit présente un sommaire de la provenance et de l'affectation des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles.

Pour les exercices clos les 30 septembre	2017	2016	Variation
<i>En milliers de dollars canadiens</i>			
Bénéfice net	1 035 195	1 068 716	(33 521)
Amortissement	377 204	400 060	(22 856)
Autres ajustements <sup>1</sup>	<u>92 238</u>	<u>132 171</u>	<u>(39 933)</u>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant la variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement</b>	<b>1 504 637</b>	<b>1 600 947</b>	<b>(96 310)</b>
<i>Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement :</i>			
Créances clients, travaux en cours et revenus différés	(185 501)	(134 632)	(50 869)
Fournisseurs et autres créditeurs, rémunération à payer, provisions et passifs non courants	11 353	(115 853)	127 206
Autres <sup>2</sup>	<u>28 063</u>	<u>(17 388)</u>	<u>45 451</u>
<b>Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement</b>	<b>(146 085)</b>	<b>(267 873)</b>	<b>121 788</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>	<b>1 358 552</b>	<b>1 333 074</b>	<b>25 478</b>

<sup>1</sup> Les autres ajustements comprennent la charge d'impôt différé, le gain de change et la charge au titre des paiements fondés sur des actions.

<sup>2</sup> Comprennent les charges payées d'avance et autres actifs, les actifs financiers non courants, les obligations au titre des prestations de retraite, les instruments financiers dérivés et l'impôt sur les bénéfices.

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, les flux de trésorerie nets de 146,1 millions \$ affectés à des éléments hors trésorerie du fonds de roulement sont principalement attribuables à la hausse du délai moyen de recouvrement des créances, qui est passé de 44 jours en 2016 à 47 jours en 2017, à l'incidence de la croissance des revenus de la Société sur les créances clients et à l'augmentation des autres créances clients découlant en grande partie de l'augmentation nette des crédits d'impôt pour la recherche et le développement aux États-Unis, le tout en partie contrebalancé par une hausse du passif d'impôt sur les bénéfices. La Société maintient un délai moyen de recouvrement des créances cible de 45 jours.

Le moment des rentrées et des sorties du fonds de roulement aura toujours une incidence sur les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles.

#### 4.1.2. Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont élevés à 592,3 millions \$, comparativement à 382,7 millions \$ pour l'exercice précédent.

Le tableau qui suit présente un sommaire de la provenance et de l'affectation des flux de trésorerie des activités d'investissement.

Pour les exercices clos les 30 septembre	2017	2016	Variation
<i>En milliers de dollars canadiens</i>			
Acquisitions d'entreprises	(283 061)	(38 442)	(244 619)
Produit tiré de la vente d'immobilisations corporelles	3 317	10 254	(6 937)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(112 667)	(165 516)	52 849
Ajouts de coûts liés à des contrats	(95 676)	(103 156)	7 480
Ajouts d'immobilisations incorporelles	(106 267)	(100 963)	(5 304)
Produit net tiré de la vente de placements non courants	2 098	14 928	(12 830)
Paiements provenant des montants à recevoir à long terme	—	164	(164)
<b>Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement</b>	<b>(592 256)</b>	<b>(382 731)</b>	<b>(209 525)</b>

L'augmentation de 209,5 millions \$ au titre des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2017 est principalement attribuable aux acquisitions d'entreprises aux États-Unis. De plus, il y a eu une diminution d'acquisition d'immobilisations corporelles s'expliquant par un ralentissement des investissements faits à l'échelle de nos centres de traitement des données pour nos activités d'infrastructure par rapport à l'exercice précédent.

#### 4.1.3. Flux de trésorerie affectés aux activités de financement

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont élevés à 1 183,0 millions \$, comparativement à 666,3 millions \$ pour l'exercice précédent.

Le tableau qui suit présente un sommaire de la provenance et de l'affectation des flux de trésorerie des activités de financement.

Pour les exercices clos les 30 septembre	2017	2016	Variation
<i>En milliers de dollars canadiens</i>			
Variation nette de la facilité de crédit renouvelable non garantie	200 000	—	200 000
Variation nette de la dette à long terme	(180 920)	(182 651)	1 731
	19 080	(182 651)	201 731
Règlements d'instruments financiers dérivés	—	(24 057)	24 057
Remboursement de la dette prise en charge dans le cadre d'acquisitions d'entreprises	(9 119)	—	(9 119)
Achat d'actions subalternes classe A avec droit de vote détenues en fiducie	—	(21 795)	21 795
Revente d'actions subalternes classe A avec droit de vote détenues en fiducie	4 046	—	4 046
Rachat et annulation d'actions subalternes classe A avec droit de vote	(1 246 664)	(527 286)	(719 378)
Émission d'actions subalternes classe A avec droit de vote	49 671	89 485	(39 814)
<b>Flux de trésorerie affectés aux activités de financement</b>	<b>(1 182 986)</b>	<b>(666 304)</b>	<b>(516 682)</b>

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, un montant de 180,9 millions \$ a servi à réduire l'encours de notre dette à long terme découlant principalement du calendrier de remboursement d'une tranche de billets de premier rang non garantis en devise américaine totalisant 113,6 millions \$ (85,0 millions \$ US). Nous avons également prélevé 200,0 millions \$ sur notre facilité de crédit renouvelable non garantie en vue de racheter des actions aux fins d'annulation dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Un montant de 182,7 millions \$ avait servi à réduire l'encours de notre dette à long terme au cours de l'exercice précédent découlant principalement des remboursements sur notre facilité d'emprunt à terme. Parallèlement aux remboursements de 2016, la Société a affecté un montant de 24,1 millions \$ au règlement des swaps de devises connexes.

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, un montant de 1 246,7 millions \$ a servi au rachat aux fins d'annulation de 19 929 268 actions subalternes classe A avec droit de vote dans le cadre de la précédente et de l'actuelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Pour l'exercice clos le 30 septembre 2016, un montant de 527,3 millions \$ avait servi au rachat aux fins d'annulation de 9 519 875 actions subalternes classe A avec droit de vote.

Finalement, pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, nous avons reçu un produit de 49,7 millions \$ à la suite de l'exercice d'options sur actions, comparativement à un montant de 89,5 millions \$ pour l'exercice clos le 30 septembre 2016.

#### 4.1.4. Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, la variation des taux de change a eu une incidence défavorable de 14,0 millions \$ sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Ce montant n'a pas eu d'incidence sur le bénéfice net, car il a été comptabilisé dans les autres éléments du résultat global.

## 4.2. SOURCES DE FINANCEMENT

Au 30 septembre 2017	Montants disponibles
<i>En milliers de dollars canadiens</i>	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	165 872
Placements non courants	23 047
Facilité de crédit renouvelable non garantie de 1,5 milliard \$ <sup>1</sup>	1 290 369
<b>Total</b>	<b>1 479 288</b>

<sup>1</sup> Se compose d'un encours sur la facilité de crédit renouvelable non garantie de 200,0 millions \$ et de lettres de crédit pour un montant total de 9,6 millions \$ au 30 septembre 2017.

Notre situation de trésorerie et nos lignes de crédit bancaire suffisent au financement de notre stratégie de croissance. Au 30 septembre 2017, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les placements non courants s'établissaient à 188,9 millions \$.

Les équivalents de trésorerie comprennent les dépôts à terme, lesquels ont tous une échéance d'au plus 90 jours. Les placements non courants comprennent les obligations gouvernementales et de sociétés assorties d'échéances variant de un an à cinq ans ayant une note « A » ou supérieure.

Le montant de capital à la disposition de la Société s'élevait à 1 479,3 millions \$. Les ententes de crédit à long terme sont assorties de clauses restrictives qui exigent le maintien de certains ratios financiers. Au 30 septembre 2017, CGI respectait ces clauses restrictives.

Le total de la dette a diminué de 49,0 millions \$, pour s'établir à 1 862,0 millions \$ au 30 septembre 2017, comparativement à 1 911,0 millions \$ au 30 septembre 2016. L'écart s'explique en grande partie par un gain de change non réalisé de 69,5 millions \$ contrebalancé par un montant supplémentaire net de 19,1 millions \$ au titre de la dette à long terme.

Au 30 septembre 2017, CGI affichait un fonds de roulement positif<sup>2</sup> de 161,5 millions \$. La Société disposait également de 1 290,4 millions \$ aux termes de sa facilité de crédit renouvelable non garantie et elle dégage suffisamment de flux de trésorerie pour continuer de financer ses activités, tout en maintenant une bonne situation de trésorerie. Le 7 novembre 2017, la facilité de crédit renouvelable non garantie a été prolongée de un an jusqu'en décembre 2022 et pourra être prolongée de nouveau. Toutes les autres modalités, y compris les taux d'intérêt et les clauses restrictives bancaires, demeurent relativement inchangées.

Au 30 septembre 2017, la trésorerie les équivalents de trésorerie détenus par les filiales à l'étranger s'élevaient à 126,4 millions \$ (557,8 millions \$ au 30 septembre 2016). Ni le rapatriement de ceux-ci ni leurs répercussions fiscales n'auront d'incidence importante sur les liquidités de la Société.

<sup>2</sup> Le fonds de roulement correspond au total des actifs courants moins le total des passifs courants.

### 4.3. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Nous assumons des obligations contractuelles assorties de dates d'échéance variées. Ces obligations sont principalement liées à la location de locaux, au matériel informatique utilisé pour exécuter les contrats d'impartition et aux ententes de service à long terme. Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, la Société a diminué de 75,7 millions \$ ses engagements, en raison principalement de la réduction de la dette à long terme.

Type d'engagement	Total	Moins de un an	2 <sup>e</sup> année et 3 <sup>e</sup> année	4 <sup>e</sup> année et 5 <sup>e</sup> année	Après 5 ans
<i>En milliers de dollars canadiens</i>					
Dette à long terme	1 835 200	109 006	383 022	840 128	503 044
Intérêts estimatifs sur la dette à long terme	307 203	69 431	117 026	83 258	37 488
Obligation découlant de contrats de location-financement	29 794	13 408	12 701	3 685	—
Intérêts estimatifs sur l'obligation découlant de contrats de location-financement	1 315	678	556	81	—
Contrats de location simple					
Location de bureaux (compte non tenu des coûts de services et des taxes)	569 402	128 929	189 082	138 249	113 142
Matériel informatique	8 955	6 373	1 589	993	—
Véhicules	78 418	39 533	35 394	3 491	—
Ententes de service à long terme et autres ententes	238 931	109 495	104 296	25 140	—
<b>Total</b>	<b>3 069 218</b>	<b>476 853</b>	<b>843 666</b>	<b>1 095 025</b>	<b>653 674</b>

Le montant des cotisations requises au titre de nos régimes de retraite ne figure pas au tableau ci-dessus étant donné que ces montants sont établis à partir d'évaluations actuarielles effectuées périodiquement aux fins de capitalisation. Nos cotisations au titre des régimes à prestations définies sont estimées à 23,8 millions \$ pour l'exercice 2018, comme il est décrit à la note 16 des états financiers consolidés audités.

### 4.4. INSTRUMENTS FINANCIERS ET TRANSACTIONS DE COUVERTURE

Nous avons recours à divers instruments financiers pour gérer le risque lié à la fluctuation des taux de change et des taux d'intérêt. Veuillez vous reporter aux notes 3 et 31 des états financiers consolidés audités pour de plus amples renseignements sur les instruments financiers et les transactions de couverture.

## 4.5. INDICATEURS DES SOURCES DE FINANCEMENT ET DE LA SITUATION DE TRÉSORERIE

Aux 30 septembre	2017	2016
<i>En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages</i>		
<b>Rapprochement de la dette nette et de la dette à long terme, incluant la tranche courante :</b>		
Dette nette	1 749 374	1 333 323
<i>Rajouter :</i>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	165 872	596 529
Placements non courants	23 047	27 246
Juste valeur des instruments dérivés de devises liés à la dette	(76 290)	(46 123)
<b>Dette à long terme, incluant la tranche courante</b>	<b>1 862 003</b>	<b>1 910 975</b>
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette	21,5 %	15,8 %
Rendement des capitaux propres	16,1 %	17,2 %
Rendement du capital investi	13,7 %	14,2 %
Délai moyen de recouvrement des créances ( <i>en jours</i> )	47	44

Nous utilisons le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette comme indicateur de notre levier financier afin de poursuivre notre stratégie de croissance interne et par acquisition. Le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette a augmenté, passant de 15,8 % en 2016 à 21,5 % en 2017. La variation du ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette est imputable en grande partie à la diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, qui découle des investissements dans des acquisitions d'entreprises et du rachat aux fins d'annulation d'actions subalternes classe A avec droit de vote.

Le RCP est une mesure du rendement que nous produisons pour nos actionnaires. Le RCP a diminué, passant de 17,2 % pour l'exercice 2016 à 16,1 % pour l'exercice 2017. Cette diminution s'explique principalement par une baisse du bénéfice net, découlant principalement des coûts de restructuration engagés au cours du quatrième trimestre de 2017.

Le RCI est une mesure de l'efficacité de la Société à répartir les capitaux dont elle a le contrôle dans des placements rentables. Le RCI a diminué, passant de 14,2 % pour l'exercice 2016 à 13,7 % pour l'exercice 2017. Cette diminution s'explique en grande partie par les coûts de restructuration engagés au quatrième trimestre de 2017.

Le délai moyen de recouvrement des créances est passé de 44 jours pour l'exercice 2016 à 47 jours pour l'exercice 2017. On calcule le délai moyen de recouvrement des créances en soustrayant les revenus différés de la somme des créances clients et des travaux en cours; ainsi, les avances reçues de clients de services d'impartition en contrepartie de travaux à exécuter et les paiements effectués selon les jalons de projets atteints peuvent avoir une incidence sur cet indicateur. La Société maintient un délai moyen de recouvrement des créances cible de 45 jours.

#### 4.6. INSTRUMENTS DE FINANCEMENT HORS BILAN ET GARANTIES

CGI utilise des instruments de financement hors bilan dans le cours normal de ses activités pour diverses transactions comme les contrats de location simple visant les espaces de bureaux, le matériel informatique et les véhicules ainsi que l'affacturage des créances clients. De temps à autre, nous concluons des ententes en vertu desquelles nous fournissons à des tiers des garanties de performance opérationnelle ou financière dans le cadre de la vente d'actifs, de cessions d'entreprises et de garanties sur les contrats gouvernementaux et commerciaux.

Dans le cadre de la vente d'actifs et de cessions d'entreprises, la Société pourrait devoir dédommager des tiers par suite, entre autres, de violations de nos obligations contractuelles, de déclarations ou de garanties, d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle ou de poursuites intentées contre des tiers. Bien que certaines ententes précisent une limite de responsabilité globale d'environ 10,9 millions \$, d'autres ne stipulent aucun plafond ni durée limitée. Il n'est pas possible de faire une évaluation raisonnable du montant maximal qui pourrait devoir être versé en vertu de telles garanties. Le versement de ces montants dépend de la réalisation éventuelle d'événements dont la nature et la probabilité ne peuvent être déterminées à ce moment-ci. La Société estime que l'obligation qui pourrait être engagée relativement à ces garanties n'aurait pas un effet important sur ses états financiers consolidés audités.

Dans le cours normal de nos activités, nous pouvons fournir à certains clients, principalement à des entités gouvernementales, des cautionnements de soumission et des garanties de bonne exécution. En règle générale, nous ne serions responsables des montants des cautionnements de soumission que si nous refusions d'effectuer le travail une fois l'offre de soumission remportée. Nous serions également responsables des garanties de bonne exécution en cas de défaut de l'exécution de nos engagements. Au 30 septembre 2017, nous avons engagé un montant total de 30,3 millions \$ dans ces types de cautionnement. Au meilleur de notre connaissance, nous nous conformons à toutes ces garanties, et ce, pour tous les contrats de service pour lesquels il existe de telles garanties, et l'obligation totale, le cas échéant, qui pourrait être assumée relativement à ces garanties n'aurait pas un effet important sur nos résultats ni sur notre situation financière consolidés.

#### 4.7. CAPACITÉ DE LIVRER LES RÉSULTATS

Une situation de trésorerie et des sources de financement suffisantes sont nécessaires pour appuyer les activités continues et exécuter notre stratégie de croissance interne et par acquisition. La Société dispose de sources de financement adéquates grâce à ses flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, à ses facilités de crédit, à ses ententes de crédit à long terme et aux capitaux investis par ses actionnaires. Ces fonds ont été principalement affectés à l'obtention de nouveaux contrats importants d'impartition et de services de gestion déléguée, à des investissements dans nos solutions d'affaires, à la poursuite d'acquisitions génératrices de valeur, au rachat aux fins d'annulation d'actions subalternes classe A avec droit de vote et au remboursement de la dette. Sur le plan du financement, nous sommes bien placés pour poursuivre, au cours de l'exercice 2018, l'exécution de notre stratégie de croissance qui s'appuie sur quatre piliers.

La participation de dirigeants forts et expérimentés est essentielle pour mener à bien la stratégie de la Société. CGI est dotée d'une équipe de direction solide, formée de membres très compétents qui ont acquis une vaste expérience dans le secteur des TI grâce à des cheminements de carrière et à des rôles de leadership variés. CGI favorise le développement du leadership pour s'assurer que l'ensemble de l'organisation bénéficie d'un apport continu de savoir et de force. Dans le cadre de la planification de la relève aux postes clés, nous avons créé l'Institut de leadership, notre propre université d'entreprise, afin de développer le leadership, les compétences techniques et les aptitudes de gestion, inspiré par les origines et les traditions de CGI.

Comme le capital humain est le pilier de notre Société, nos professionnels et leur savoir sont essentiels pour offrir un service de qualité à nos clients. Notre programme de ressources humaines offre une rémunération et des avantages sociaux concurrentiels, un environnement de travail favorable ainsi que des programmes de formation et de perfectionnement professionnel afin d'attirer et de retenir les personnes les plus talentueuses. CGI s'informe régulièrement de la satisfaction des employés au moyen d'un sondage à l'échelle de la Société. Par ailleurs, 82 % de nos

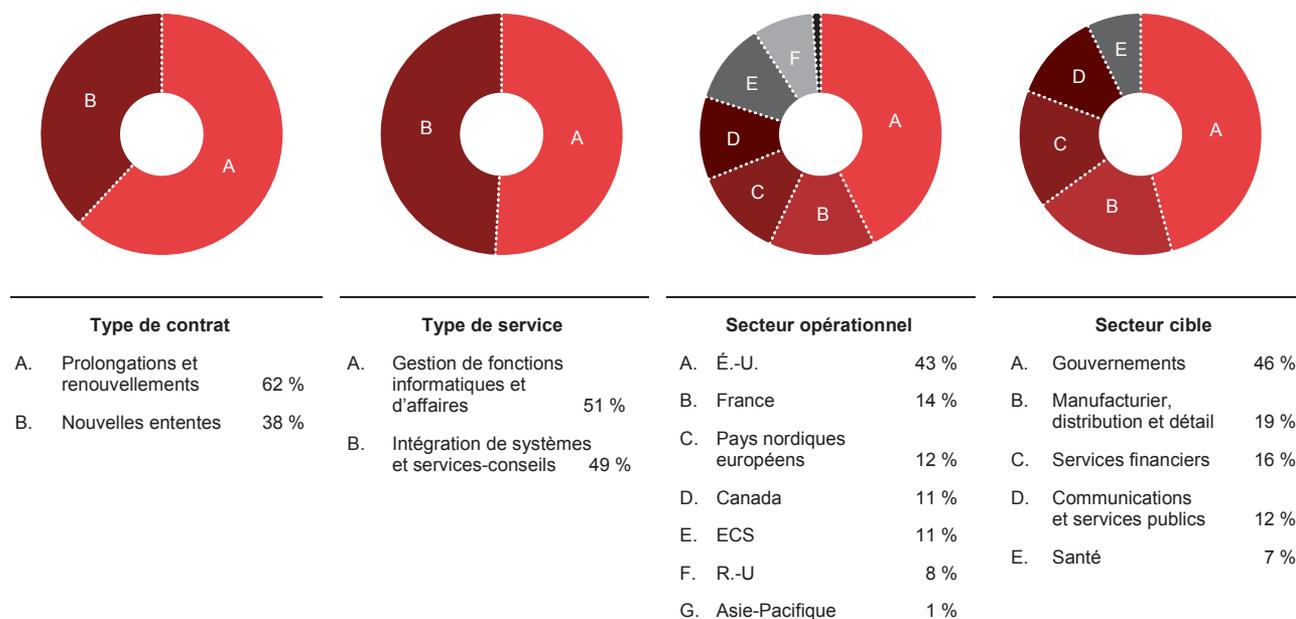
membres sont également propriétaires de CGI par le biais de notre régime d'achat d'actions. Ainsi, grâce au régime d'achat d'actions et au régime de participation aux profits, tous les membres prennent part au succès de la Société, ce qui permet d'harmoniser les objectifs des membres avec nos buts stratégiques.

Outre nos sources de financement et le talent de notre capital humain, CGI a établi des assises de gestion qui comprennent la régie d'entreprise, des cadres de gestion perfectionnés et un modèle organisationnel pour les processus de ses unités opérationnelles et d'entreprise. Ces assises, de même que les systèmes internes appropriés, permettent d'offrir à nos clients un service de qualité suivant des normes élevées et rigoureuses à l'échelle de toutes nos activités ainsi que davantage de valeur pour nos partenaires. Les activités de CGI maintiennent des certifications appropriées au regard des normes de service de programmes de certification, notamment l'ISO et le CMMI.

## 5. Résultats du quatrième trimestre (non audités)

### 5.1. NOUVEAUX CONTRATS ET RATIO NOUVEAUX CONTRATS/FACTURATION

Les nouveaux contrats pour le trimestre clos le 30 septembre 2017 ont atteint 2,9 milliards \$, représentant un ratio nouveaux contrats/facturation de 111,7 %. La répartition des nouveaux contrats conclus au cours du trimestre considéré s'établit comme suit :



L'information concernant nos nouveaux contrats est un indicateur clé de notre volume d'affaires au fil du temps. Cependant, compte tenu des délais de prise d'effet de nos contrats d'impartition et des périodes de transition précédant leur mise en œuvre, les revenus associés à ces nouveaux contrats peuvent fluctuer d'une période à l'autre. Les valeurs initialement comptabilisées peuvent changer avec le temps en raison de leur caractère variable, y compris l'utilisation découlant de la demande, les modifications de la portée des travaux à exécuter découlant de changements des demandes des clients ainsi que les dispositions de résiliation au gré des clients. Par conséquent, l'information concernant nos nouveaux contrats ne doit pas faire l'objet d'une comparaison avec l'analyse de nos revenus ni se substituer à une telle analyse. Il s'agit plutôt d'un indicateur clé de nos revenus futurs utilisé par la direction de la Société pour évaluer la croissance.

Le tableau qui suit présente un sommaire des nouveaux contrats et le ratio nouveaux contrats/facturation par secteur opérationnel :

<i>En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages</i>	Nouveaux contrats pour la période de trois mois close le 30 septembre 2017	Nouveaux contrats pour l'exercice clos le 30 septembre 2017	Ratio nouveaux contrats/facturation pour l'exercice clos le 30 septembre 2017
<b>Total – CGI</b>	<b>2 912 909</b>	<b>11 284 444</b>	<b>104,1 %</b>
É.-U.	1 260 623	3 862 364	123,8 %
Pays nordiques européens	330 994	1 723 831	103,4 %
Canada	327 391	1 627 079	92,9 %
France	418 337	1 668 325	104,6 %
R.-U.	228 882	1 131 449	79,9 %
ECS	325 562	1 175 816	100,7 %
Asie-Pacifique	21 120	95 580	74,1 %

**5.2. TAUX DE CHANGE**

La Société exerce ses activités à l'échelle mondiale et est exposée à la variation des taux de change. Par conséquent, selon les IFRS, nous évaluons les actifs, les passifs et les opérations en devises étrangères en fonction des divers taux de change. Nous présentons tous les montants en dollars canadiens.

*Taux de change moyens*

<b>Pour les périodes de trois mois closes les 30 septembre</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>	<b>Variation</b>
Dollar américain	<b>1,2531</b>	1,3054	<b>(4,0) %</b>
Euro	<b>1,4728</b>	1,4570	<b>1,1 %</b>
Roupie indienne	<b>0,0195</b>	0,0195	<b>— %</b>
Livre sterling	<b>1,6399</b>	1,7135	<b>(4,3) %</b>
Couronne suédoise	<b>0,1541</b>	0,1532	<b>0,6 %</b>
Dollar australien	<b>0,9896</b>	0,9901	<b>(0,1) %</b>

### 5.3. REVENUS PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Le tableau qui suit présente la variation de nos revenus sur douze mois, dans l'ensemble et selon les secteurs opérationnels, en isolant l'incidence de la variation des taux de change entre le quatrième trimestre de l'exercice 2017 et le trimestre correspondant de l'exercice 2016. Les revenus par secteur opérationnel pour le quatrième trimestre de l'exercice 2016 ont été établis à l'aide des taux de change moyens réels de cette période. La variation des taux de change correspond à la différence entre les résultats réels de la période considérée et les résultats de la période considérée convertis selon les taux de change moyens de la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour les périodes de trois mois closes les 30 septembre	2017	2016	Variation	
			\$	%
<i>En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages</i>				
<b>Total des revenus de CGI</b>	<b>2 608 099</b>	2 582 429	<b>25 670</b>	<b>1,0 %</b>
Variation, compte non tenu de l'incidence des taux de change	2,5 %			
Incidence des taux de change	(1,5) %			
<b>Variation par rapport à la période précédente</b>	<b>1,0 %</b>			
<b>É.-U.</b>				
Revenus, compte non tenu de l'incidence des taux de change	787 947	721 492	66 455	9,2 %
Incidence des taux de change	(32 521)			
<b>Revenus attribuables au secteur opérationnel É.-U.</b>	<b>755 426</b>	721 492	<b>33 934</b>	<b>4,7 %</b>
<b>Pays nordiques européens</b>				
Revenus, compte non tenu de l'incidence des taux de change	346 405	358 580	(12 175)	(3,4) %
Incidence des taux de change	2 370			
<b>Revenus attribuables au secteur opérationnel pays nordiques européens</b>	<b>348 775</b>	358 580	<b>(9 805)</b>	<b>(2,7) %</b>
<b>Canada</b>				
Revenus, compte non tenu de l'incidence des taux de change	397 540	387 044	10 496	2,7 %
Incidence des taux de change	(223)			
<b>Revenus attribuables au secteur opérationnel Canada</b>	<b>397 317</b>	387 044	<b>10 273</b>	<b>2,7 %</b>
<b>France</b>				
Revenus, compte non tenu de l'incidence des taux de change	366 494	341 672	24 822	7,3 %
Incidence des taux de change	2 978			
<b>Revenus attribuables au secteur opérationnel France</b>	<b>369 472</b>	341 672	<b>27 800</b>	<b>8,1 %</b>
<b>R.-U.</b>				
Revenus, compte non tenu de l'incidence des taux de change	307 244	343 087	(35 843)	(10,4) %
Incidence des taux de change	(13 069)			
<b>Revenus attribuables au secteur opérationnel R.-U.</b>	<b>294 175</b>	343 087	<b>(48 912)</b>	<b>(14,3) %</b>
<b>ECS</b>				
Revenus, compte non tenu de l'incidence des taux de change	290 479	288 387	2 092	0,7 %
Incidence des taux de change	3 239			
<b>Revenus attribuables au secteur opérationnel ECS</b>	<b>293 718</b>	288 387	<b>5 331</b>	<b>1,8 %</b>
<b>Asie-Pacifique</b>				
Revenus, compte non tenu de l'incidence des taux de change	151 119	142 167	8 952	6,3 %
Incidence des taux de change	(1 903)			
<b>Revenus attribuables au secteur opérationnel Asie-Pacifique</b>	<b>149 216</b>	142 167	<b>7 049</b>	<b>5,0 %</b>

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2017, les revenus se sont établis à 2 608,1 millions \$, soit une hausse de 25,7 millions \$ comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice 2016. En devises constantes, les revenus ont augmenté de 64,8 millions \$, ou 2,5 %. Les variations des taux de change ont eu une incidence défavorable sur nos revenus de 39,1 millions \$, ou 1,5 %. L'augmentation des revenus est principalement attribuable aux récentes acquisitions d'entreprises aux États-Unis et à la hausse du volume des services rendus aux États-Unis et en France.

### 5.3.1. É.-U.

Pour le quatrième trimestre de 2017, les revenus du secteur opérationnel É.-U. se sont établis à 755,4 millions \$, soit une hausse de 33,9 millions \$, ou 4,7 %, comparativement à ceux de la période correspondante de 2016. En devises constantes, les revenus ont augmenté de 66,5 millions \$, ou 9,2 %. Cette augmentation s'explique par les revenus provenant de récentes acquisitions d'entreprises et de la croissance au sein du marché fédéral et du marché commercial américain, en partie contrebalancés par une baisse du volume des services rendus dans les marchés gouvernementaux d'État et locaux.

Selon l'emplacement géographique des clients, les deux secteurs cibles les plus importants du secteur opérationnel É.-U. ont été le secteur gouvernements et le secteur services financiers, lesquels ont généré des revenus d'environ 585 millions \$ pour le trimestre considéré.

### 5.3.2. Pays nordiques européens

Pour le quatrième trimestre de 2017, les revenus du secteur opérationnel pays nordiques européens se sont établis à 348,8 millions \$, soit une baisse de 9,8 millions \$, ou 2,7 %, comparativement à ceux de la période correspondante de 2016. En devises constantes, les revenus ont diminué de 12,2 millions \$, ou 3,4 %. La diminution s'explique par l'expiration de certains contrats d'impartition en infrastructure et par la baisse du volume des services rendus au Danemark et en Suède, en partie contrebalancées par le volume des services rendus et l'obtention de nouveaux contrats en Finlande, plus particulièrement dans le secteur cible services financiers.

Selon l'emplacement géographique des clients, les deux secteurs cibles les plus importants du secteur opérationnel pays nordiques européens ont été le secteur manufacturier, distribution et détail et le secteur gouvernements, lesquels ont généré des revenus d'environ 232 millions \$ pour le trimestre considéré.

### 5.3.3. Canada

Pour le quatrième trimestre de 2017, les revenus du secteur opérationnel Canada se sont établis à 397,3 millions \$, soit une hausse de 10,3 millions \$, ou 2,7 %, comparativement à ceux de la période correspondante de 2016. L'augmentation des revenus est attribuable principalement à l'obtention de nouveaux contrats et à une hausse du volume des services rendus dans les secteurs cibles services financiers et gouvernements. Le tout a été en partie contrebalancé par l'expiration de certains contrats d'impartition en infrastructure et l'utilisation accrue de nos centres mondiaux de prestation de services en Asie-Pacifique.

Selon l'emplacement géographique des clients, les deux secteurs cibles les plus importants du secteur opérationnel Canada ont été le secteur services financiers et le secteur communications et services publics, lesquels ont généré des revenus d'environ 273 millions \$ pour le trimestre considéré.

#### 5.3.4. France

Pour le quatrième trimestre de 2017, les revenus du secteur opérationnel France se sont établis à 369,5 millions \$, soit une hausse de 27,8 millions \$, ou 8,1 %, comparativement à ceux de la période correspondante de 2016. En devises constantes, les revenus ont augmenté de 24,8 millions \$, ou 7,3 %. Cette augmentation des revenus s'explique principalement par une hausse du volume des services rendus et du nombre de nouveaux contrats obtenus dans le secteur cible manufacturier, distribution et détail et par une hausse du volume des services rendus dans les secteurs cibles gouvernements et services financiers.

Selon l'emplacement géographique des clients, les deux secteurs cibles les plus importants du secteur opérationnel France ont été le secteur manufacturier, distribution et détail et le secteur services financiers, lesquels ont généré des revenus d'environ 248 millions \$ pour le trimestre considéré.

#### 5.3.5. R.-U.

Pour le quatrième trimestre de 2017, les revenus du secteur opérationnel R.-U. se sont établis à 294,2 millions \$, soit une diminution de 48,9 millions \$, ou 14,3 %, comparativement à ceux de la période correspondante de 2016. En devises constantes, les revenus ont diminué de 35,8 millions \$, ou 10,4 %. Cette diminution des revenus est principalement attribuable à l'achèvement de projets au cours de l'exercice 2017 et aux répercussions positives de la vente d'équipements supplémentaires au quatrième trimestre de 2016. Le tout a été contrebalancé en partie par la croissance dans les secteurs cibles gouvernements et communications et services publics.

Selon l'emplacement géographique des clients, les deux secteurs cibles les plus importants du secteur opérationnel R.-U. ont été le secteur gouvernements et le secteur communications et services publics, lesquels ont généré des revenus d'environ 227 millions \$ pour le trimestre considéré.

#### 5.3.6. ECS

Pour le quatrième trimestre de 2017, les revenus du secteur opérationnel ECS se sont établis à 293,7 millions \$, soit une hausse de 5,3 millions \$, ou 1,8 %, comparativement à ceux de la période correspondante de 2016. En devises constantes, les revenus ont augmenté de 2,1 millions \$, ou 0,7 %. Cette augmentation des revenus est attribuable en grande partie à la hausse du volume des services rendus dans l'ensemble des régions géographiques, à l'exception des Pays-Bas.

Selon l'emplacement géographique des clients, les deux secteurs cibles les plus importants du secteur opérationnel ECS ont été le secteur manufacturier, distribution et détail et le secteur communications et services publics, lesquels ont généré des revenus d'environ 182 millions \$ pour le trimestre considéré.

#### 5.3.7. Asie-Pacifique

Pour le quatrième trimestre de 2017, les revenus du secteur opérationnel Asie-Pacifique se sont établis à 149,2 millions \$, soit une hausse de 7,0 millions \$, ou 5,0 %, comparativement à ceux de la période correspondante de 2016. En devises constantes, les revenus ont augmenté de 9,0 millions \$, ou 6,3 %. Cette hausse des revenus s'explique par l'utilisation accrue de nos centres mondiaux de prestation de services en Asie-Pacifique.

Selon l'emplacement géographique des clients, les deux secteurs cibles les plus importants du secteur opérationnel Asie-Pacifique ont été le secteur communications et services publics et le secteur manufacturier, distribution et détail, lesquels ont généré des revenus d'environ 20 millions \$ pour le trimestre considéré.

## 5.4. BAI AJUSTÉ PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Pour les périodes de trois mois closes les 30 septembre		2017	2016	Variation	
				\$	%
<i>En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages</i>					
<b>É.-U.</b>		<b>111 010</b>	128 494	<b>(17 484)</b>	<b>(13,6) %</b>
	<i>En pourcentage des revenus du secteur opérationnel É.-U.</i>	<b>14,7 %</b>	17,8 %		
<b>Pays nordiques européens</b>		<b>40 795</b>	43 784	<b>(2 989)</b>	<b>(6,8) %</b>
	<i>En pourcentage des revenus du secteur opérationnel pays nordiques européens</i>	<b>11,7 %</b>	12,2 %		
<b>Canada</b>		<b>99 243</b>	94 136	<b>5 107</b>	<b>5,4 %</b>
	<i>En pourcentage des revenus du secteur opérationnel Canada</i>	<b>25,0 %</b>	24,3 %		
<b>France</b>		<b>42 465</b>	43 067	<b>(602)</b>	<b>(1,4) %</b>
	<i>En pourcentage des revenus du secteur opérationnel France</i>	<b>11,5 %</b>	12,6 %		
<b>R.-U.</b>		<b>38 572</b>	28 698	<b>9 874</b>	<b>34,4 %</b>
	<i>En pourcentage des revenus du secteur opérationnel R.-U.</i>	<b>13,1 %</b>	8,4 %		
<b>ECS</b>		<b>27 386</b>	30 302	<b>(2 916)</b>	<b>(9,6) %</b>
	<i>En pourcentage des revenus du secteur opérationnel ECS</i>	<b>9,3 %</b>	10,5 %		
<b>Asie-Pacifique</b>		<b>36 362</b>	26 598	<b>9 764</b>	<b>36,7 %</b>
	<i>En pourcentage des revenus du secteur opérationnel Asie-Pacifique</i>	<b>24,4 %</b>	18,7 %		
<b>BAll ajusté</b>		<b>395 833</b>	395 079	<b>754</b>	<b>0,2 %</b>
	<b>Marge du BAll ajusté</b>	<b>15,2 %</b>	15,3 %		

Pour le trimestre considéré, le BAll ajusté a atteint 395,8 millions \$, soit une hausse de 0,8 million \$, ou 0,2 %, comparativement au quatrième trimestre de 2016, alors que la marge est demeurée relativement stable à 15,2 %.

## 5.4.1. É.-U.

Pour le quatrième trimestre de 2017, le BAll ajusté du secteur opérationnel É.-U. a atteint 111,0 millions \$, soit une baisse de 17,5 millions \$ sur douze mois. La marge du BAll ajusté est passée de 17,8 % à 14,7 %. Cette diminution découle principalement de l'incidence favorable des crédits d'impôt pour la recherche et le développement supplémentaires au quatrième trimestre de 2016 et de l'ajustement de la rémunération liée au rendement au quatrième trimestre de 2017. Cette diminution a été en partie contrebalancée par une amélioration du taux d'utilisation.

## 5.4.2. Pays nordiques européens

Pour le quatrième trimestre de 2017, le BAll ajusté du secteur opérationnel pays nordiques européens a atteint 40,8 millions \$, soit une baisse de 3,0 millions \$ sur douze mois. La marge du BAll ajusté est passée de 12,2 % à 11,7 %. Cette baisse s'explique principalement par des problèmes sur certains projets au Danemark et par le décalage de la réduction progressive des coûts fixes résiduels découlant de l'expiration de plusieurs contrats d'impartition en infrastructure. Le tout a été en partie contrebalancé par une diminution de l'amortissement des relations clients.

## 5.4.3. Canada

Pour le quatrième trimestre de 2017, le BAll ajusté du secteur opérationnel Canada a atteint 99,2 millions \$, soit une hausse de 5,1 millions \$ sur douze mois. La marge du BAll ajusté, quant à elle, a augmenté, passant de 24,3 % à 25,0 %. Cette hausse de la marge du BAll ajusté s'explique surtout par l'amélioration du taux d'utilisation et une meilleure répartition de revenus profitables, en partie contrebalancée par le décalage de la réduction progressive des coûts fixes résiduels découlant de l'expiration de certains contrats d'impartition en infrastructure combinés aux coûts liés à la croissance progressive des nouveaux contrats d'impartition.

#### 5.4.4. France

Pour le quatrième trimestre de 2017, le BAII ajusté du secteur opérationnel France a atteint 42,5 millions \$, soit une baisse de 0,6 million \$ sur douze mois. La marge du BAII ajusté, quant à elle, a diminué, passant de 12,6 % à 11,5 %. Cette diminution découle principalement d'un jour facturable en moins.

#### 5.4.5. R.-U.

Pour le quatrième trimestre de 2017, le BAII ajusté du secteur opérationnel R.-U. a atteint 38,6 millions \$, soit une hausse de 9,9 millions \$ sur douze mois. La marge du BAII ajusté a augmenté, passant de 8,4 % à 13,1 %. Cette augmentation de la marge du BAII ajusté découle principalement de la provision liée à un contrat avec un client enregistrée au quatrième trimestre de 2016 et de l'amélioration de la structure des coûts.

#### 5.4.6. ECS

Pour le quatrième trimestre de 2017, le BAII ajusté du secteur opérationnel ECS a atteint 27,4 millions \$, soit une baisse de 2,9 millions \$ sur douze mois. La marge du BAII ajusté, quant à elle, a diminué, passant de 10,5 % à 9,3 %. Cette diminution de la marge s'explique en grande partie par la baisse du volume des services rendus et par l'achèvement de projets aux Pays-Bas, ce qui a eu une incidence sur le taux d'utilisation.

#### 5.4.7. Asie-Pacifique

Pour le quatrième trimestre de 2017, le BAII ajusté pour le secteur opérationnel Asie-Pacifique s'est établi à 36,4 millions \$, soit une hausse de 9,8 millions \$ sur douze mois. La marge sur le BAII ajusté, quant à elle, a augmenté, passant de 18,7 % à 24,4 %. Cette hausse s'explique principalement par une diminution de la rémunération liée au rendement au quatrième trimestre de 2017 et, dans une moindre mesure, par une amélioration des taux d'utilisation et de la structure des coûts en Australie.

## 5.5. BÉNÉFICE NET ET BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau ci-dessous présente les renseignements sous-jacents au calcul du bénéfice par action :

Pour les périodes de trois mois closes les 30 septembre	2017	2016	Variation	
			\$	%
<i>En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les données par action</i>				
BAll ajusté	395 833	395 079	754	0,2 %
<i>Moins les éléments suivants :</i>				
Frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration	2 980	—	2 980	— %
Coûts de restructuration	88 628	—	88 628	— %
Charges financières nettes	16 575	17 623	(1 048)	(5,9) %
<b>Bénéfice avant impôt sur les bénéfices</b>	<b>287 650</b>	<b>377 456</b>	<b>(89 806)</b>	<b>(23,8) %</b>
Charge d'impôt sur les bénéfices	79 188	103 021	(23 833)	(23,1) %
<i>Taux d'imposition effectif</i>	<i>27,5 %</i>	<i>27,3 %</i>		
<b>Bénéfice net</b>	<b>208 462</b>	<b>274 435</b>	<b>(65 973)</b>	<b>(24,0) %</b>
<b>Marge</b>	<b>8,0 %</b>	<b>10,6 %</b>		
<b>Nombre moyen pondéré d'actions</b>				
Actions subalternes classe A avec droit de vote et actions classe B à vote multiple (de base)	292 708 617	303 203 548		(3,5) %
Actions subalternes classe A avec droit de vote et actions classe B à vote multiple (après dilution)	297 581 974	309 569 738		(3,9) %
<b>Bénéfice par action (en dollars)</b>				
De base	0,71	0,91	(0,20)	(22,0) %
Après dilution	0,70	0,89	(0,19)	(21,3) %

Pour le trimestre considéré, la diminution du bénéfice avant impôt sur les bénéfices s'explique en grande partie par des coûts de restructuration de 88,6 millions \$ engagés au cours du quatrième trimestre de 2017.

Pour le quatrième trimestre de 2017, la charge d'impôt sur les bénéfices s'est établie à 79,2 millions \$, soit une baisse de 23,8 millions \$, comparativement à 103,0 millions \$ pour le quatrième trimestre de 2016. Notre taux d'imposition effectif, quant à lui, est passé de 27,3 % à 27,5 %. Compte non tenu de l'incidence fiscale découlant des frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration, le taux d'imposition aurait été de 27,3 % au quatrième trimestre de 2017, comme il est présenté dans le tableau de la section 5.5.1.

Au cours du trimestre considéré, 8 965 568 actions subalternes classe A avec droit de vote ont été rachetées aux fins d'annulation, alors que 216 383 options sur actions ont été exercées.

### 5.5.1. Bénéfice net et bénéfice par action excluant les éléments spécifiques

Le tableau ci-dessous présente les comparaisons sur douze mois excluant les éléments spécifiques, notamment les frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration et les coûts de restructuration :

Pour les périodes de trois mois closes les 30 septembre	2017	2016	Variation	
			\$	%
<i>En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les données par action</i>				
Bénéfice avant impôt sur les bénéfices	287 650	377 456	(89 806)	(23,8) %
<i>Rajouter :</i>				
Frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration	2 980	—	2 980	— %
Coûts de restructuration	88 628	—	88 628	— %
<b>Bénéfice avant impôt sur les bénéfices excluant les éléments spécifiques</b>	<b>379 258</b>	<b>377 456</b>	<b>1 802</b>	<b>0,5 %</b>
Charge d'impôt sur les bénéfices	79 188	103 021	(23 833)	(23,1) %
<i>Rajouter :</i>				
Impôt déductible sur les frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration	1 057	—	1 057	— %
Impôt déductible sur les coûts de restructuration	23 292	—	23 292	— %
<b>Charge d'impôt sur les bénéfices excluant les éléments spécifiques</b>	<b>103 537</b>	<b>103 021</b>	<b>516</b>	<b>0,5 %</b>
<i>Taux d'imposition effectif excluant les éléments spécifiques</i>	<i>27,3 %</i>	<i>27,3 %</i>		
<b>Bénéfice net excluant les éléments spécifiques</b>	<b>275 721</b>	<b>274 435</b>	<b>1 286</b>	<b>0,5 %</b>
<i>Marge du bénéfice net excluant les éléments spécifiques</i>	<i>10,6 %</i>	<i>10,6 %</i>		
<b>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation</b>				
Actions subalternes classe A avec droit de vote et actions classe B à vote multiple (de base)	292 708 617	303 203 548		(3,5) %
Actions subalternes classe A avec droit de vote et actions classe B à vote multiple (après dilution)	297 581 974	309 569 738		(3,9) %
<b>Bénéfice par action excluant les éléments spécifiques (en dollars)</b>				
De base	0,94	0,91	0,03	3,3 %
Après dilution	0,93	0,89	0,04	4,5 %

## 5.6. ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Au 30 septembre 2017, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 165,9 millions \$. Le tableau qui suit présente un sommaire de la provenance et de l'affectation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les trimestres clos les 30 septembre 2017 et 2016.

Pour les périodes de trois mois closes les 30 septembre	2017	2016	Variation
<i>En milliers de dollars canadiens</i>			
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	352 077	401 806	(49 729)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(98 121)	(101 300)	3 179
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement	(373 896)	(1 473)	(372 423)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(17 125)	13 815	(30 940)
<b>(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(137 065)</b>	<b>312 848</b>	<b>(449 913)</b>

### 5.6.1. Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles

Pour le quatrième trimestre de 2017, les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles se sont élevés à 352,1 millions \$, comparativement à 401,8 millions \$ au quatrième trimestre de 2016, soit 13,5 % des revenus par rapport à 15,6 % pour l'exercice précédent.

Le tableau qui suit présente un sommaire de la provenance et de l'affectation des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles.

Pour les périodes de trois mois closes les 30 septembre	2017	2016	Variation
<i>En milliers de dollars canadiens</i>			
Bénéfice net	208 462	274 435	(65 973)
Amortissement	100 210	98 385	1 825
Autres ajustements <sup>1</sup>	12 910	41 896	(28 986)
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant la variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement</b>	<b>321 582</b>	<b>414 716</b>	<b>(93 134)</b>
<i>Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement :</i>			
Créances clients, travaux en cours et revenus différés	19 879	49 524	(29 645)
Fournisseurs et autres créditeurs, rémunération à payer, provisions et passifs non courants	(9 282)	(118 621)	109 339
Autres <sup>2</sup>	19 898	56 187	(36 289)
<b>Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement</b>	<b>30 495</b>	<b>(12 910)</b>	<b>43 405</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>	<b>352 077</b>	<b>401 806</b>	<b>(49 729)</b>

<sup>1</sup> Les autres ajustements comprennent la charge d'impôt différé, le gain de change et la charge au titre des paiements fondés sur des actions.

<sup>2</sup> Comprennent les charges payées d'avance et autres actifs, les actifs financiers non courants, les obligations au titre des prestations de retraite, les instruments financiers dérivés et l'impôt sur les bénéfices.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2017, la variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 30,5 millions \$ est principalement attribuable à la diminution nette des charges payées d'avance et autres actifs découlant en grande partie du calendrier des paiements pour des services de maintenance.

Le moment des rentrées et des sorties du fonds de roulement aura toujours une incidence sur les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles.

### 5.6.2. Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Pour le quatrième trimestre de 2017, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont élevés à 98,1 millions \$, comparativement à 101,3 millions \$ pour l'exercice précédent.

Le tableau qui suit présente un sommaire de la provenance et de l'affectation des flux de trésorerie des activités d'investissement.

Pour les périodes de trois mois closes les 30 septembre	2017	2016	Variation
<i>En milliers de dollars canadiens</i>			
Acquisitions d'entreprises	(32 799)	—	(32 799)
Produit tiré de la vente d'immobilisations corporelles	—	980	(980)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(29 219)	(41 578)	12 359
Ajouts de coûts liés à des contrats	(22 509)	(29 327)	6 818
Ajouts d'immobilisations incorporelles	(22 969)	(28 802)	5 833
Produit (achat) net tiré de la vente de placements non courants	9 375	(2 573)	11 948
<b>Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement</b>	<b>(98 121)</b>	<b>(101 300)</b>	<b>3 179</b>

La diminution de 3,2 millions \$ au titre des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement au cours du quatrième trimestre de 2017 est principalement attribuable à un ralentissement des investissements dans les acquisitions d'immobilisations corporelles, plus particulièrement en ce qui concerne le matériel utilisé dans le stockage de données sur serveurs, la réseautique et le matériel informatique dans nos centres mondiaux de prestation de services, ainsi qu'au produit net tiré de la vente de placements non courants. Il y a eu également une diminution des coûts liés à des contrats et des investissements dans les immobilisations incorporelles, le tout en partie contrebalancé par les acquisitions d'entreprises aux États-Unis au quatrième trimestre de 2017.

## 5.6.3. Flux de trésorerie affectés aux activités de financement

Pour les périodes de trois mois closes les 30 septembre	2017	2016	Variation
<i>En milliers de dollars canadiens</i>			
Variation nette de la facilité de crédit renouvelable non garantie	200 000	—	200 000
Variation nette de la dette à long terme	(14 171)	(16 718)	2 547
	185 829	(16 718)	202 547
Remboursement de la dette prise en charge dans le cadre de l'acquisition d'entreprises	(222)	—	(222)
Rachat et annulation d'actions subalternes classe A avec droit de vote	(563 574)	—	(563 574)
Émission d'actions subalternes classe A avec droit de vote	4 071	15 245	(11 174)
<b>Flux de trésorerie affectés aux activités de financement</b>	<b>(373 896)</b>	<b>(1 473)</b>	<b>(372 423)</b>

Au cours du quatrième trimestre de 2017, un montant de 200,0 millions \$ a été prélevé sur la facilité de crédit renouvelable non garantie de la Société en vue de racheter des actions aux fins d'annulation dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Un montant de 14,2 millions \$ a également servi à réduire l'encours de notre dette à long terme, comparativement à un montant de 16,7 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour le quatrième trimestre de 2017, nous avons affecté 563,6 millions \$ pour racheter aux fins d'annulation des actions subalternes classe A avec droit de vote dans le cadre de l'actuelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Pour la période correspondante de l'exercice précédent, nous n'avons racheté aux fins d'annulation aucune action subalterne classe A avec droit de vote aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Au cours du quatrième trimestre de 2017, nous avons reçu un produit de 4,1 millions \$ à la suite de l'exercice d'options sur actions, comparativement à un produit de 15,2 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

## 6. Sommaire des huit derniers trimestres (non audité)

Aux dates indiquées et pour les périodes de trois mois closes à ces dates	30 sept. 2017	30 juin 2017	31 mars 2017	31 déc. 2016	30 sept. 2016	30 juin 2016	31 mars 2016	31 déc. 2015
<i>En millions de dollars canadiens, sauf indication contraire</i>								
<b>Croissance</b>								
Revenus	2 608,1	2 836,8	2 724,4	2 675,7	2 582,4	2 667,1	2 750,0	2 683,7
Croissance des revenus sur douze mois	1,0 %	6,4 %	(0,9) %	(0,3) %	(0,1) %	4,2 %	5,7 %	5,6 %
Croissance des revenus sur douze mois en devises constantes	2,5 %	5,2 %	5,6 %	3,7 %	2,8 %	0,6 %	(1,0) %	(1,8) %
Carnet de commandes	20 813	20 800	20 968	20 975	20 893	20 614	20 705	21 505
Nouveaux contrats	2 913	2 675	2 735	2 962	2 858	2 940	2 734	3 199
Ratio nouveaux contrats/facturation	111,7 %	94,3 %	100,4 %	110,7 %	110,7 %	110,2 %	99,4 %	119,2 %
Ratio nouveaux contrats/facturation des douze derniers mois	104,1 %	103,8 %	107,9 %	107,7 %	109,8 %	109,8 %	104,1 %	101,0 %
<b>Rentabilité</b>								
BAll ajusté	395,8	399,1	395,1	396,7	395,1	390,5	390,6	384,1
<i>Marge du BAll ajusté</i>	15,2 %	14,1 %	14,5 %	14,8 %	15,3 %	14,6 %	14,2 %	14,3 %
Bénéfice net	208,5	276,6	274,4	275,7	274,4	273,8	282,7	237,7
<i>Marge du bénéfice net</i>	8,0 %	9,8 %	10,1 %	10,3 %	10,6 %	10,3 %	10,3 %	8,9 %
Bénéfice par action après dilution (en dollars)	0,70	0,92	0,90	0,89	0,89	0,89	0,90	0,75
Bénéfice net excluant les éléments spécifiques	275,7	278,5	275,2	277,6	274,4	273,8	268,3	264,9
<i>Marge du bénéfice net excluant les éléments spécifiques</i>	10,6 %	9,8 %	10,1 %	10,4 %	10,6 %	10,3 %	9,8 %	9,9 %
Bénéfice par action après dilution excluant les éléments spécifiques (en dollars)	0,93	0,93	0,91	0,90	0,89	0,89	0,86	0,84
<b>Situation de trésorerie</b>								
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	352,1	290,6	366,2	349,7	401,8	351,7	251,4	328,2
<i>En pourcentage des revenus</i>	13,5 %	10,2 %	13,4 %	13,1 %	15,6 %	13,2 %	9,1 %	12,2 %
Délai moyen de recouvrement des créances (en jours)	47	45	42	44	44	45	41	44
<b>Structure du capital</b>								
Dettes nettes	1 749,4	1 449,8	1 493,7	1 491,7	1 333,3	1 648,7	1 926,7	1 573,7
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette	21,5 %	17,2 %	18,2 %	18,2 %	15,8 %	20,5 %	23,8 %	18,3 %
Rendement des capitaux propres	16,1 %	17,2 %	17,5 %	17,7 %	17,2 %	16,9 %	16,9 %	16,9 %
Rendement du capital investi	13,7 %	14,6 %	14,7 %	14,6 %	14,2 %	13,8 %	13,8 %	13,8 %
<b>Bilan</b>								
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements courants	165,9	302,9	282,0	313,9	596,5	283,7	168,9	552,4
Total de l'actif	11 396,2	11 832,6	11 526,0	11 535,9	11 693,3	11 434,0	11 417,9	12 130,3
Passifs financiers non courants	1 821,9	1 725,3	1 747,0	1 760,9	1 765,4	1 764,5	1 928,5	1 822,1

Certains facteurs entraînent des variations trimestrielles qui ne sont pas forcément représentatives des résultats futurs de la Société. Premièrement, les projets d'intégration de systèmes et de services-conseils ont un caractère saisonnier, et les résultats trimestriels de ces activités sont touchés par certains éléments comme les vacances et le nombre de jours fériés au cours d'un trimestre donné. Les variations saisonnières se font moins sentir dans le cas des contrats d'impartition, y compris les contrats de gestion des processus d'affaires. Deuxièmement, le volume de travail émanant de certains clients peut varier d'un trimestre à l'autre en fonction de leur cycle économique et du caractère saisonnier de leurs propres activités. Troisièmement, les économies que nous réalisons pour un client dans le cadre d'un contrat d'impartition peuvent réduire temporairement nos revenus, car ces économies ne sont pas nécessairement compensées sur-le-champ par une augmentation des travaux réalisés pour ce client.

En règle générale, les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles sont susceptibles de fluctuer considérablement d'un trimestre à l'autre en fonction du moment où d'importants clients effectuent leurs paiements mensuels, des besoins de liquidités associés aux grandes acquisitions, aux contrats et projets d'impartition, ainsi que du moment de remboursement de divers crédits d'impôt, de versement des primes de participation aux bénéficiaires attribuées aux membres et de paiement des frais de réorganisation.

Les mouvements des taux de change peuvent également occasionner des écarts trimestriels à mesure que le pourcentage de la croissance de nos activités dans d'autres pays évolue. L'incidence de ces écarts touche principalement nos revenus et, dans une moindre mesure, notre marge nette étant donné que nous tirons parti, autant que possible, de couvertures naturelles.

## 7. Modifications de normes comptables

---

Les états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 30 septembre 2017 comprennent tous les ajustements que la direction de CGI juge nécessaires à une présentation fidèle de la situation financière, des résultats des activités et des flux de trésorerie de la Société.

### MODIFICATIONS FUTURES DE NORMES COMPTABLES

Les normes suivantes ont été publiées, mais ne sont pas encore en vigueur. Les analyses préliminaires réalisées par la Société sont susceptibles de changer, puisque la Société évalue actuellement l'incidence de ces normes sur ses états financiers consolidés.

#### IAS 7 – Tableau des flux de trésorerie

En janvier 2016, l'IASB a modifié l'IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*, qui exige la présentation d'information additionnelle concernant les variations des passifs découlant des activités de financement, y compris les variations des flux de trésorerie liés aux activités de financement, les variations découlant de l'obtention ou de la perte de contrôle dans des filiales ou d'autres entreprises, l'incidence des variations des taux de change et les variations de la juste valeur. Les modifications apportées à l'IAS 7 entreront en vigueur pour la Société le 1<sup>er</sup> octobre 2017 et des informations additionnelles seront présentées dans ses états financiers consolidés pour l'exercice clos le 30 septembre 2018.

#### IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, qui précise la méthode et le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires, et exige la présentation d'informations plus détaillées et pertinentes. La norme annule et remplace l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IAS 11, *Contrats de construction*, et d'autres interprétations relatives aux produits des activités ordinaires.

La norme entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2018 pour la Société. Par conséquent, l'IFRS 15 sera appliquée dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société pour la période de trois mois close le 31 décembre 2018. La norme peut être appliquée au moyen de l'une des deux méthodes suivantes: i) de façon rétrospective à chaque période antérieure pour laquelle la Société présente de l'information financière; ii) de façon rétrospective en comptabilisant l'effet cumulé de l'application initiale de la norme à la date de première application. La Société n'a pas encore choisi de méthode de transition.

Afin de se préparer à la conversion à l'IFRS 15, la Société a élaboré un plan de conversion détaillé en quatre étapes: 1) familiarisation, 2) évaluation détaillée de l'incidence, 3) conception, 4) mise en œuvre. Dans le cadre de la première étape, la Société a mis en place un Comité directeur qui est responsable de faire le suivi des progrès et d'approuver les recommandations de l'équipe de projet. Les membres du Comité directeur se rencontrent régulièrement et transmettent des mises à jour trimestrielles au Comité d'audit et de gestion des risques.

La Société a terminé l'étape de la familiarisation, qui comportait un examen sommaire des différences entre les exigences actuelles et celles de l'IFRS 15. La Société réalise actuellement la deuxième étape du plan de conversion qui porte sur l'évaluation détaillée des incidences des différences relevées. Dans l'ensemble, la Société s'attend à ce que les revenus tirés des contrats d'impartition, des services en gestion des processus d'affaires, des accords d'intégration de systèmes et de services-conseils continuent d'être comptabilisés à mesure que les services sont fournis conformément aux méthodes comptables actuellement appliquées. La Société évalue actuellement l'incidence de la norme sur la comptabilisation des revenus tirés de licences d'utilisation de logiciels et des exigences à l'égard des informations supplémentaires à fournir.

Les deux étapes restantes, portant sur la conception et la mise en œuvre, sont réalisées parallèlement jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la norme. L'incidence du plan de conversion de la Société sur les autres éléments clés tels que les changements qui touchent les TI, les exigences en matière d'éducation et de formation, les contrôles internes à l'égard de l'information financière et les répercussions sur les activités commerciales, sera évaluée au cours de ces deux étapes.

### **IFRS 9 – Instruments financiers**

En juillet 2014, l'IASB a modifié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La norme entrera en vigueur pour la Société le 1<sup>er</sup> octobre 2018 et requiert l'application rétrospective. Par conséquent, l'IFRS 9 sera appliquée dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour la période de trois mois close le 31 décembre 2018.

La norme simplifie le classement des actifs financiers, tout en reprenant la plupart des exigences de l'IAS 39. La norme introduit un nouveau modèle de dépréciation qui permet l'utilisation d'une méthode simplifiée et un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui s'aligne mieux avec les activités de gestion des risques. La Société a effectué un examen sommaire des différences entre l'IAS 39 et l'IFRS 9. D'après l'analyse préliminaire réalisée jusqu'à maintenant, la Société ne prévoit aucune incidence importante sur ses états financiers consolidés.

### **Interprétation IFRIC 22 – Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée**

En décembre 2016, l'IASB a publié l'Interprétation 22 de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC), *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée*, qui clarifie la date de la transaction aux fins de la détermination du cours de change devant être appliqué lors de la comptabilisation initiale des transactions connexes lorsque la Société a reçu ou payé une contrepartie de façon anticipée en monnaie étrangère. Cette interprétation entrera en vigueur pour la Société le 1<sup>er</sup> octobre 2018 et l'application anticipée est permise. D'après l'analyse préliminaire réalisée jusqu'à maintenant, la Société ne prévoit aucune incidence importante sur ses états financiers consolidés.

### **IFRS 16 – Contrats de location**

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui établit les principes de comptabilisation, d'évaluation et de présentation des contrats de location, ainsi que les informations à fournir à leur sujet, pour les deux parties au contrat de location. La norme annule et remplace l'IAS 17, *Contrats de location*, et d'autres interprétations relatives aux contrats de location, élimine le classement des contrats de location à titre de contrats de location simple ou de contrats de location-financement et introduit un modèle unique de comptabilisation par le preneur. La norme entrera en vigueur pour la Société le 1<sup>er</sup> octobre 2019 et l'application anticipée est permise. Dans les cas où la Société est le preneur, l'application de l'IFRS 16 devrait entraîner la comptabilisation au bilan de la plupart de ses contrats de location qui sont actuellement considérés comme des contrats de location simple et qui visent principalement la location de locaux. La Société s'attend également à une diminution de ses coûts immobiliers et à une augmentation de ses charges financières et de l'amortissement découlant de la modification apportée à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des charges locatives.

## 8. Principales estimations comptables

Les principales méthodes comptables de la Société sont décrites à la note 3 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 30 septembre 2017. Certaines de ces normes comptables, présentées ci-après, exigent que la direction fasse des estimations et pose un jugement qui ont une incidence sur le montant des actifs, des passifs et des capitaux propres et sur les informations fournies à la date des états financiers consolidés audités ainsi que sur les montants des revenus et des charges comptabilisés au cours de la période de présentation de l'information financière. Ces estimations comptables sont considérées comme principales, car, pour les faire, la direction doit formuler des jugements subjectifs ou complexes fondés sur des renseignements intrinsèquement incertains, et parce qu'elles pourraient avoir une incidence importante sur notre situation financière, sur l'évolution de notre situation financière ou sur nos résultats opérationnels.

Éléments sur lesquels les estimations ont une incidence	Bilans consolidés	États consolidés du résultat		
		Revenus	Coûts des services et frais de vente et d'administration	Charge d'impôt sur les bénéfices
Comptabilisation des revenus <sup>1</sup>	✓	✓	✓	
Pertes estimatives sur des contrats générateurs de revenus	✓		✓	
Dépréciation du goodwill	✓		✓	
Regroupement d'entreprises	✓	✓	✓	✓
Charge d'impôt sur les bénéfices	✓			✓
Litiges et réclamations	✓	✓	✓	

<sup>1</sup> A une incidence sur le bilan par les créances clients, travaux en cours et revenus différés.

### Comptabilisation des revenus

#### *Accords comprenant des éléments multiples*

Lorsqu'un accord vise la prestation d'éléments multiples, la valeur totale de l'accord est répartie séparément entre chaque élément identifiable en fonction de son prix de vente relatif au moment de la conclusion du contrat. La Société passe en revue au moins tous les ans sa meilleure estimation du prix de vente, laquelle est établie au moyen d'une fourchette de prix raisonnables pour les différents services et produits offerts par la Société d'après l'information disponible sur le marché local. L'information utilisée pour établir la fourchette repose principalement sur les derniers contrats conclus et la conjoncture économique. Tout changement dans la fourchette pourrait avoir une incidence importante sur la répartition de la valeur totale de l'accord ainsi que sur le montant des revenus comptabilisés et le moment de leur comptabilisation.

#### *Accords d'intégration de systèmes et de services-conseils dans le cadre d'accords à prix fixe*

Les revenus tirés des accords d'intégration de systèmes et de services-conseils dans le cadre d'accords à prix fixe dont le résultat peut être estimé de façon fiable sont comptabilisés selon la méthode du pourcentage d'avancement au cours des périodes où les services sont fournis. La Société utilise surtout le nombre d'heures de travail ou les coûts de la main-d'œuvre pour mesurer le pourcentage d'avancement des travaux. Les gestionnaires de projet font le suivi et réévaluent une fois par mois les prévisions relativement aux projets. Les prévisions sont revues pour tenir compte de facteurs comme les modifications apportées à l'étendue des contrats, les jalons qui ne sont pas atteints selon l'échéancier et des complications imprévues dans l'exécution des travaux. Les prévisions dépendent également des risques du marché, comme la disponibilité et le maintien en poste de professionnels de TI qualifiés ou de la capacité des sous-traitants à remplir leurs obligations conformément aux budgets et aux calendriers convenus. Par suite de la revue des coûts à

engager pour achever les projets, les ajustements des revenus sont pris en compte dans la période au cours de laquelle les faits entraînant la revue sont connus, dans la mesure où le nombre d'heures de travail ou les coûts de la main-d'œuvre réels diffèrent des estimations. Lorsqu'il est prévu que le total des coûts sera supérieur au total des revenus, les pertes estimatives sur des contrats générateurs de revenus sont comptabilisées comme il est décrit ci-après.

#### Pertes estimatives sur des contrats générateurs de revenus

Des pertes estimatives sur des contrats générateurs de revenus peuvent survenir en raison de coûts additionnels qui n'avaient pas été prévus au moment de la conclusion du contrat. Les gestionnaires de projets font le suivi des projets et services mensuellement. Ils passent notamment en revue les indicateurs suivants : les résultats financiers réels, les jalons qui ne sont pas atteints selon l'échéancier et des complications imprévues dans l'exécution des travaux, et les livrables et coûts estimatifs de tiers.

De plus, l'équipe des services d'évaluation des ententes de CGI effectue une évaluation mensuelle en bonne et due forme du portefeuille de projets de CGI pour tous les contrats ayant une valeur supérieure à un seuil établi. Les examens reposent sur un ensemble défini de risques et de catégories d'évaluation permettant la production de rapports détaillés sur l'état réel de la prestation et de la situation financière, lesquels sont passés en revue avec la haute direction. En raison de la variabilité des indicateurs passés en revue et du fait que les estimations reposent sur un grand nombre de variables, les pertes estimatives sur des contrats générateurs de revenus peuvent changer.

#### Dépréciation du goodwill

La valeur comptable du goodwill fait l'objet d'un test de dépréciation annuel au 30 septembre ou avant si des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable a pu se déprécier. Pour déterminer si un test de dépréciation du goodwill est nécessaire, la direction passe en revue chaque trimestre différents facteurs, comme l'évolution de l'environnement technologique ou du marché, les modifications apportées aux hypothèses utilisées pour établir le coût moyen pondéré du capital et la performance réelle par rapport à la performance financière prévue.

La valeur recouvrable de chaque secteur a été établie conformément à la valeur d'utilité calculée qui comprend des estimations de sa performance financière future fondée sur les flux de trésorerie approuvés par la direction. Cependant, des facteurs comme notre capacité de développer et d'élargir notre gamme de services pour suivre l'évolution de la demande et les tendances technologiques, un cycle de vente prolongé et notre capacité d'embaucher et de fidéliser des professionnels de TI qualifiés ont une incidence sur les flux de trésorerie futurs, et les résultats réels peuvent différer des flux de trésorerie futurs utilisés dans le cadre d'un test de dépréciation du goodwill. Les hypothèses clés utilisées dans le calcul des tests de dépréciation du goodwill sont présentées à la note 11 des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 30 septembre 2017. À ce jour, le goodwill n'a pas été ajusté pour dépréciation. Au 30 septembre 2017, la juste valeur de chacun des secteurs représentait entre 185 % et 345 % de sa valeur comptable.

#### Regroupement d'entreprises

Pour déterminer la juste valeur à la date d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles identifiables acquises et des passifs pris en charge, la direction pose des hypothèses fondées sur des estimations, telles que la prévision des flux de trésorerie futurs et des taux d'actualisation ainsi que la durée d'utilité des actifs acquis.

La direction doit également faire preuve de jugement pour déterminer si une immobilisation incorporelle est identifiable et devrait être comptabilisée séparément du goodwill.

Toute modification apportée à ces hypothèses, estimations et jugements pourrait avoir des répercussions sur la juste valeur à la date d'acquisition et, par conséquent, avoir une incidence importante sur nos états financiers consolidés audités. Ces modifications sont comptabilisées dans la répartition du prix d'acquisition, ce qui se traduit par un ajustement du goodwill, lorsque les modifications sont apportées pendant la période d'évaluation, qui ne doit pas dépasser un an. Toute autre modification ultérieure est comptabilisée dans nos états consolidés du résultat audités.

### Charge d'impôt sur les bénéfices

Des actifs d'impôt différés sont comptabilisés au titre des pertes fiscales non utilisées et des différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables. La Société tient compte de l'analyse des prévisions et des stratégies de planification fiscale futures. Les estimations de bénéfices imposables sont fondées sur les prévisions par territoire qui sont alignées sur les hypothèses relatives au test de dépréciation du goodwill, sur une base non actualisée. De plus, la direction tient compte de facteurs comme les taux d'imposition quasi adoptés, l'historique d'un bénéfice imposable et la disponibilité des stratégies fiscales. En raison du caractère incertain et variable des facteurs susmentionnés, les actifs d'impôt différé peuvent changer. La direction passe en revue ses hypothèses chaque trimestre et ajuste les actifs d'impôt différé, le cas échéant.

La Société est assujettie à l'impôt dans de nombreux territoires. La détermination définitive de l'impôt applicable à bon nombre d'opérations et de calculs est incertaine, lorsque le sens de la loi ou l'application de celle-ci dans le cadre d'une opération sont incertains. Dans ces situations, la Société pourrait passer en revue ses pratiques administratives ou consulter les autorités fiscales ou des fiscalistes pour connaître l'interprétation des lois fiscales. Lorsqu'une position fiscale est incertaine, la Société comptabilise un avantage d'impôt ou réduit un passif d'impôt seulement lorsqu'il est probable que l'avantage d'impôt se matérialisera à l'avenir ou que le passif d'impôt n'est plus probable. La provision pour une position fiscale incertaine est constituée à l'aide des meilleures estimations quant au montant à payer prévu en se fondant sur les évaluations qualitatives de tous les facteurs pertinents et peut changer. L'examen des hypothèses est réalisé trimestriellement.

### Litiges et réclamations

Des provisions sont comptabilisées si la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les provisions pour litiges et réclamations sont calculées selon les précédents historiques, les tendances courantes et d'autres hypothèses qui semblent raisonnables dans les circonstances. Les estimations tiennent compte de la période durant laquelle les événements sous-jacents à la procédure se sont produits et du degré de probabilité d'une issue défavorable. La direction passe en revue les hypothèses et les faits relatifs aux litiges et aux réclamations en cours tous les trimestres, fait appel aux services d'un conseiller juridique externe, au besoin, et ajuste la provision en conséquence. La Société doit se conformer aux lois applicables de nombreux territoires, ce qui accroît la complexité de la provision adéquate à établir à la suite de l'examen de litiges. Du fait que l'issue des litiges et réclamations est impossible à prédire avec certitude, ces provisions peuvent varier. Les ajustements faits aux provisions des litiges et réclamations sont présentés dans la période au cours de laquelle les faits entraînant un ajustement sont connus.

## 9. Intégrité de la présentation des résultats

---

Il incombe à la direction de maintenir des systèmes d'information, des procédures et des mécanismes de contrôle appropriés, garantissant que les renseignements diffusés à l'intérieur et à l'extérieur de la Société sont complets et fiables.

La politique d'entreprise de CGI en matière de communication de l'information, document que la Société a officiellement entériné, vise à sensibiliser les membres du conseil d'administration, la haute direction et les employés à l'égard de l'approche de CGI en matière de communication de l'information.

Il incombe au conseil d'administration, en vertu de sa charte et des lois sur les valeurs mobilières qui régissent les obligations d'information continue de CGI, de veiller à ce que CGI se conforme à son obligation d'information continue en temps opportun ainsi qu'à l'intégrité des systèmes de contrôle interne et de gestion de l'information de la Société. Le conseil d'administration s'acquitte de cette tâche principalement par l'entremise du Comité d'audit et de gestion des risques.

Le Comité d'audit et de gestion des risques de CGI se compose entièrement d'administrateurs indépendants respectant les exigences du Règlement 52-110 adopté par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières et celles de la Bourse de New York et de la Securities and Exchange Commission des États-Unis en matière d'indépendance et d'expérience. Le Comité assume notamment les rôles et les responsabilités suivants : a) l'examen de tous les documents d'information au public contenant de l'information financière audité ou non audité concernant CGI; b) l'identification et l'examen des risques financiers et opérationnels auxquels la Société est exposée, l'examen des diverses politiques et pratiques de la Société prévues pour la gestion de ces risques et la présentation de façon régulière au conseil d'administration de l'information concernant la gestion des risques; c) l'examen et l'évaluation de l'efficacité des conventions et méthodes comptables portant sur l'information financière de CGI; d) l'examen et la surveillance des procédures, programmes et politiques de contrôle interne de CGI, ainsi que l'évaluation du caractère adéquat et de l'efficacité de ceux-ci; e) l'examen et le caractère suffisant des ressources d'audit interne de CGI, y compris le mandat et les objectifs de l'auditeur interne; f) la recommandation au conseil d'administration à l'égard de la nomination de l'auditeur externe, l'affirmation de son indépendance, l'examen des modalités de son mandat, la réalisation d'une évaluation annuelle de son rendement et le maintien de discussions continues avec celui-ci; g) l'examen de toutes les opérations avec une personne reliée conformément aux règles de la Bourse de New York et autres lois et règlements applicables; h) l'examen des procédures d'audit, y compris l'étendue proposée des audits menés par l'auditeur externe; et i) l'exécution de toute autre fonction telle qu'elle est habituellement attribuée à un comité d'audit ou conférée par le conseil d'administration. Pour formuler des recommandations au conseil d'administration relativement à la nomination annuelle de l'auditeur externe, le Comité d'audit et de gestion des risques du conseil d'administration réalise une évaluation annuelle du rendement de l'auditeur externe, conformément aux recommandations de Comptables professionnels agréés du Canada. L'évaluation officielle est réalisée avant l'assemblée générale annuelle des actionnaires et est réalisée en collaboration avec des membres clés du personnel de CGI.

La Société a évalué, en date du 30 septembre 2017, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière, en fonction du cadre établi dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le *Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission* (cadre de 2013 du COSO), sous la supervision et avec la participation du chef de la direction et du chef de la direction financière. Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information et que les contrôles internes à l'égard de l'information financière étaient appropriés et efficaces, et qu'ils procurent un degré raisonnable d'assurance que les renseignements importants sur la Société et ses filiales consolidées leur seraient communiqués par d'autres personnes au sein de ces entités.

## 10. Environnement du risque

---

### 10.1. RISQUES ET INCERTITUDES

Nous envisageons les perspectives d'avenir à long terme de la Société avec confiance. Néanmoins, il faut tenir compte des risques et incertitudes décrits ci-dessous, qui pourraient avoir une incidence sur notre capacité de réaliser notre vision stratégique et nos objectifs de croissance. Les facteurs suivants devraient être pris en considération lors de l'évaluation du potentiel de la Société à titre de placement.

#### 10.1.1. Risques de marché

##### Risque économique

L'intensité des activités de nos clients, qui est tributaire de la conjoncture économique, a une incidence sur nos résultats opérationnels. Nous ne pouvons toutefois prédire ni les répercussions de la conjoncture économique sur nos revenus futurs ni le moment où une reprise marquée surviendra. Durant les périodes de récession, nos clients et nos clients éventuels peuvent annuler, réduire ou reporter des contrats en cours, ou encore retarder l'octroi de nouveaux mandats. Nos clients pourraient réduire l'ampleur des projets informatiques qu'ils entreprennent durant les périodes de difficultés économiques, ce qui se traduirait par une réduction du nombre d'implantations technologiques et de l'importance des mandats. En raison du nombre potentiellement restreint de mandats durant un ralentissement, la concurrence peut s'intensifier. Il pourrait alors arriver que les prix diminuent si certains concurrents réduisent leurs tarifs pour maintenir ou accroître leur part du marché. De telles circonstances pourraient déclencher des ajustements de prix visant à respecter les dispositions de nos contrats relatives à l'étalonnage. Ces facteurs pourraient entraîner une baisse de nos revenus et de notre rentabilité.

#### 10.1.2. Risques liés à notre secteur d'activité

##### Concurrence pour l'obtention des contrats

CGI évolue dans un marché mondial où la concurrence entre les fournisseurs de services en TI est vive. Certains de nos concurrents ont de plus grandes ressources financières, de mise en marché et de vente ou une plus grande portée dans certaines régions, ce qui leur permet de mieux livrer concurrence pour les nouveaux contrats. Dans certains marchés spécialisés, régionaux ou métropolitains, nos concurrents sont des petites entreprises qui possèdent des capacités spécialisées et qui peuvent fournir des services plus abordables sur le plan financier. Certains de nos concurrents ont une plus grande présence que nous dans des pays où les coûts sont moins élevés, ce qui peut leur permettre d'offrir des services dans le monde entier à des conditions plus favorables. L'intensification de la concurrence parmi les entreprises de services en TI se traduit souvent par une pression sur les prix. Rien ne garantit que nous réussissons à fournir suffisamment de services de qualité à prix concurrentiel pour nous permettre de maintenir ou d'accroître notre part de marché.

Nous dégageons des revenus considérables de contrats octroyés à la suite d'appels d'offres qui limitent la capacité de la Société à négocier certaines modalités contractuelles. Les risques liés aux processus d'appels d'offres comprennent également les coûts importants engagés ainsi que les heures de gestion consacrées et les efforts déployés par la Société pour préparer les soumissions et les offres de service relativement à des contrats qui pourraient ou non lui être octroyés. Des charges supplémentaires et des retards pourraient également survenir si les concurrents de la Société contesteraient ou remettraient en question les contrats qui lui auraient été octroyés par suite d'appels d'offres.

##### Disponibilité et conservation de professionnels de TI qualifiés

Le personnel qualifié fait l'objet d'une forte demande au sein du secteur des TI. De ce fait, le recrutement et la conservation d'un nombre suffisant de personnes possédant les connaissances et les habiletés souhaitées peuvent

s'avérer difficiles. Par conséquent, nous devons continuer d'attirer et de fidéliser des professionnels hautement compétents et d'établir un plan de relève efficace. Si nos programmes complets visant le recrutement et la conservation de professionnels qualifiés et dévoués ne nous permettent pas d'avoir un nombre suffisant d'employés bien formés, qualifiés et détenant les cotes de sécurité gouvernementales appropriées nécessaires pour servir les besoins de nos clients, nous pourrions devoir nous tourner vers des services de sous-traitance ou effectuer des mutations pour combler l'écart. Si notre plan de relève ne nous permet pas d'identifier des personnes ayant du potentiel ou de permettre à notre personnel clé de se perfectionner, nous pourrions ne pas être en mesure de remplacer ceux qui prennent leur retraite ou quittent la Société, et nous serions dans l'obligation de recruter et de former de nouveaux employés, ce qui pourrait entraîner une perte de revenus ou une hausse des coûts et exercerait une pression sur notre bénéfice net.

Capacité de l'entreprise de développer et d'élargir sa gamme de services pour suivre l'évolution de la demande et les tendances technologiques

En raison de l'évolution rapide du secteur des TI et de la baisse constante des coûts d'acquisition et de maintien d'une infrastructure de TI, nous devons anticiper la transformation des besoins de nos clients. Pour ce faire, nous devons adapter nos services et nos solutions de manière à conserver et à améliorer notre avantage concurrentiel et à préserver notre capacité à fournir des services et solutions rentables. La concurrence est féroce sur les marchés dans lesquels nous exerçons nos activités, et rien ne garantit que nous réussirons à croître et à adapter nos activités en temps opportun. Si nous tirons de l'arrière, notre capacité à garder nos clients et à en attirer de nouveaux pourrait en souffrir, ce qui pourrait exercer des pressions sur nos revenus, notre bénéfice net et les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles connexes.

Risque d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui

Malgré nos efforts, les mesures que nous mettons en place pour nous assurer que nos services et nos offres ne portent pas atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui pourraient ne pas être efficaces, et, par conséquent, il pourrait arriver que des poursuites alléguant une violation de ces droits soient intentées contre nous ou nos clients. Nous établissons des contrats de licence visant le droit d'utiliser la propriété intellectuelle et pouvons par ailleurs consentir des indemnités à l'égard de la responsabilité et des dommages-intérêts résultant des réclamations de tiers touchant des manquements relativement aux brevets, droits d'auteur, marques de commerce ou secrets commerciaux concernant notre propriété intellectuelle, nos logiciels ou d'autres solutions mises au point pour nos clients. Dans certaines circonstances, le montant de ces demandes d'indemnisation pourrait être plus élevé que les revenus provenant du client (voir la rubrique « Risque associé aux garanties »). Les réclamations et les poursuites visant la propriété intellectuelle pourraient entraîner des coûts élevés et des pertes de temps importantes, ternir notre réputation, nous obliger à conclure des ententes supplémentaires en matière de redevances et de licences, ou nous empêcher d'offrir certaines solutions ou certains services. Si nous étions empêchés de vendre ou d'utiliser des solutions ou des services incorporant un logiciel ou une technologie faisant l'objet d'un litige, cela pourrait nous faire perdre des revenus ou nous obliger à assumer des charges supplémentaires afin de modifier ces solutions avant de les intégrer à de nouveaux projets.

Risques liés à la protection de nos droits de propriété intellectuelle

Notre réussite est tributaire, entre autres, de notre capacité de protéger nos méthodes, processus, savoir-faire, outils et techniques exclusifs, ainsi que toute autre propriété intellectuelle dont nous nous servons pour fournir nos services. Bien que CGI prenne des mesures raisonnables (par exemple, protection des droits d'auteur et, dans quelques cas, brevet) pour protéger et faire valoir ses droits de propriété intellectuelle, rien ne garantit que ces mesures seront adéquates ou qu'il sera possible de les faire respecter. Le coût lié au respect de nos droits pourrait être considérable et, dans certains cas, ne pas s'avérer viable sur le plan économique. En outre, il pourrait arriver que les lois de certains pays où nous exerçons nos activités ne protègent pas entièrement nos droits de propriété intellectuelle. Malgré nos efforts, les mesures que nous prenons pour protéger nos droits de propriété intellectuelle pourraient s'avérer insuffisantes pour prévenir ou décourager l'atteinte à ces droits ou empêcher l'appropriation illicite de notre propriété intellectuelle. Il se pourrait aussi

que nous ne détectons pas l'utilisation non autorisée de notre propriété intellectuelle ou que nous ne prenons pas les mesures appropriées pour assurer le respect de nos droits de propriété intellectuelle.

#### Clauses d'étalonnage dans certains contrats

Certains contrats d'impartition permettent aux clients d'utiliser, pour certains services précisés dans le contrat, des mécanismes d'établissement des prix fondés sur l'étalonnage des prix exigés, pour des services similaires, par d'autres fournisseurs formant un groupe de comparaison. Ces mécanismes tiennent compte des caractéristiques uniques de l'environnement de chaque client, et, si les résultats indiqueraient la présence d'un écart supérieur au seuil de tolérance convenu, nous pourrions être tenus de travailler avec le client afin d'établir une nouvelle grille de prix pour les services. Rien ne garantit que l'utilisation de ces mécanismes dégagerait des données exactes et fiables, y compris des données sur l'établissement des prix, ce qui pourrait exercer des pressions sur nos revenus, notre bénéfice net et nos flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles.

### **10.1.3. Risques liés à notre entreprise**

#### Risques associés à notre stratégie de croissance

La stratégie de croissance et d'acquisition de CGI se définit en fonction de quatre piliers de croissance : premièrement, la croissance interne grâce à l'obtention de nouveaux contrats, aux prolongations et aux renouvellements dans les secteurs de l'impartition et de l'intégration de systèmes; deuxièmement, l'obtention de contrats d'impartition transformationnels de grande envergure; troisièmement, les acquisitions d'entreprises de plus petite taille ou servant des créneaux particuliers; et quatrièmement, les acquisitions transformationnelles.

Notre capacité de prospérer grâce à notre croissance interne est soumise à un certain nombre de facteurs qui échappent à notre contrôle, notamment l'allongement de notre cycle de ventes pour d'importants contrats d'impartition.

Notre capacité de prospérer grâce aux acquisitions d'entreprises servant des créneaux particuliers et aux acquisitions transformationnelles dépend de notre capacité d'identifier des cibles d'acquisition appropriées et d'évaluer correctement le potentiel de ces transactions à la lumière de nos objectifs financiers et opérationnels. Nous ne pouvons toutefois pas garantir que nous continuerons d'identifier des cibles d'acquisition appropriées, que nous réaliserons de nouvelles acquisitions qui satisfont à nos critères économiques ni que les sociétés que nous acquerrons s'intégreront harmonieusement à CGI et augmenteront tangiblement la valeur de l'entreprise conformément aux attentes.

Si nous ne pouvons pas mettre en œuvre notre stratégie de croissance et d'acquisition, nous ne pourrions probablement pas conserver nos taux de croissance historiques ou prévus.

#### Variabilité des résultats financiers

Notre capacité de maintenir et d'accroître nos revenus dépend non seulement de la mise en œuvre de notre stratégie de croissance et d'acquisition, mais aussi d'un certain nombre d'autres facteurs, qui pourraient faire fluctuer les résultats financiers de la Société. Ces facteurs comprennent : i) notre capacité d'introduire et de livrer de nouveaux services et de nouvelles solutions d'affaires; ii) le risque possible lié à un cycle de vente prolongé; iii) la nature cyclique des achats de nos services et de nos produits informatiques; iv) la nature des activités de nos clients (par exemple, si un client rencontre des difficultés financières, il pourrait être forcé d'annuler, de réduire ou de reporter des contrats en cours avec notre Société); et v) la structure de nos contrats avec nos clients (par exemple, certaines clauses figurant dans les contrats de CGI permettent aux clients d'utiliser des mécanismes d'établissement des prix fondés sur l'étalonnage des prix exigés, pour des services similaires à ceux offerts par CGI, par d'autres fournisseurs). Ces facteurs, et bien d'autres, rendent difficile la prévision des résultats financiers pour une période donnée.

#### Fluctuations liées aux secteurs d'activité

Nos acquisitions et autres transactions pourraient faire fluctuer la proportion de nos revenus provenant de projets de plus courte durée (les projets d'intégration de systèmes et de services-conseils) par opposition à ceux provenant de contrats de

plus longue durée (les mandats d'impartition). Si le poids relatif des projets d'intégration de systèmes et de services-conseils augmentait, il pourrait en résulter une variation plus prononcée des revenus d'un trimestre à l'autre, puisque les projets d'intégration de systèmes et de services-conseils ne génèrent pas de revenus stables à long terme.

#### Risque financier et risque opérationnel associés aux marchés internationaux

Nous gérons des activités dans de nombreux pays du monde, y compris des centres mondiaux de prestation de services. L'envergure de nos activités (y compris nos centres mondiaux de prestation de services) nous rend tributaires de facteurs qui pourraient avoir une incidence négative sur nos résultats, notamment : les fluctuations des taux de change (voir la rubrique « Risque de change »); le fardeau résultant de l'obligation d'observer un grand nombre de lois nationales et locales différentes (voir la rubrique « Risque associé à la réglementation »); les incertitudes liées à la diversité des cultures et des pratiques commerciales dans les différentes régions du monde; l'instabilité politique, sociale et économique, y compris les menaces liées au terrorisme, au désordre civil, à la guerre, aux catastrophes naturelles et aux pandémies. N'importe lequel des risques auxquels nos activités internationales nous exposent ou l'ensemble de ces risques pourraient avoir un impact sur nos activités commerciales mondiales et provoquer une baisse de notre rentabilité.

#### Défis organisationnels associés à notre envergure

Nous devons transmettre notre culture, nos normes, nos valeurs de base, nos contrôles internes et nos politiques à l'échelle des entreprises que nous acquérons et les maintenir dans nos activités existantes. Toutefois, communiquer et gérer ces normes dans une vaste organisation mondiale comporte de nombreux défis et s'avère un long processus. Les entreprises acquises pourraient se montrer réfractaires au changement et tenir à leurs anciennes méthodes, normes et pratiques, ce qui pourrait nuire à notre capacité d'agir sur certaines occasions d'affaires. Il faut également tenir compte des différences culturelles des certains pays qui pourraient faire obstacle à l'introduction de nouvelles idées ou à l'adoption de notre vision stratégique. Si nous ne réussissons pas à tisser des liens étroits à l'échelle de la Société, nous pourrions ne pas être en mesure d'atteindre nos objectifs de croissance et de rentabilité.

#### Impôts et taxes et programmes de crédits d'impôt

En estimant notre impôt sur les bénéfices à payer, la direction utilise des principes comptables pour déterminer les positions fiscales qui sont susceptibles d'être soutenues par les autorités fiscales applicables. Nous ne pouvons cependant pas affirmer avec certitude que nos avantages fiscaux futurs ou nos passifs d'impôt futurs ne différeront pas de manière importante de nos estimations ou de nos attentes. La législation, la réglementation et les interprétations fiscales qui s'appliquent à nos activités changent sans cesse. De plus, les avantages fiscaux futurs et les passifs d'impôt futur dépendent de facteurs qui sont essentiellement incertains et susceptibles de changer, notamment les bénéfices futurs, les taux d'imposition futurs et la répartition prévue des secteurs d'activité dans les différents pays où nous menons nos activités. De plus, nos déclarations d'impôt font continuellement l'objet de révisions par les autorités fiscales applicables, qui déterminent le montant réel de l'impôt à payer ou à recevoir, le montant de tous les avantages fiscaux futurs ou passifs d'impôt futur, ainsi que le montant de toute charge d'impôt sur les bénéfices que nous pourrions comptabiliser à la longue. Les montants déterminés par les autorités fiscales peuvent devenir définitifs et obligatoires pour la Société. L'un ou l'autre des facteurs mentionnés ci-dessus pourrait avoir une incidence négative importante sur notre bénéfice net ou sur nos flux de trésorerie nets en nuisant à nos activités et à notre rentabilité, à la disponibilité des crédits d'impôt, au coût des services que nous offrons et à la disponibilité des déductions pour pertes opérationnelles dans le cadre du développement de notre infrastructure mondiale de prestation de services.

#### Avantages tirés des programmes parrainés par le gouvernement

Nous tirons profit des programmes parrainés par le gouvernement qui soutiennent la recherche et le développement ainsi que la croissance de l'économie et de la main-d'œuvre dans les territoires où nous exerçons nos activités. Les programmes gouvernementaux reflètent la politique du gouvernement et reposent sur divers facteurs politiques et économiques. Rien ne garantit toutefois que ces programmes demeureront disponible pour la Société à l'avenir, ou qu'ils ne seront pas réduits, modifiés ou annulés. Toute réduction ou annulation des programmes gouvernementaux ou toute

autre modification apportée aux modalités des programmes de crédits d'impôt pourrait accroître les charges opérationnelles ou les dépenses en immobilisations engagées par la Société et entraîner une incidence négative sur le bénéfice net ou les flux de trésorerie.

#### Risque de crédit associé aux créances clients et travaux en cours

La facturation et le recouvrement d'une manière efficace et en temps opportun des montants qui nous sont dus nous permettent de maintenir notre bénéfice net et nos flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles. Les provisions que nous constituons à l'égard du manque à gagner prévu sont fondées sur des estimations faites par la direction et sur notre évaluation de la solvabilité de nos clients, facteurs qui pourraient s'avérer inadéquats à la lumière des résultats réels. Si nous ne fournissons pas nos services conformément aux modalités de nos contrats et selon les attentes raisonnables des clients, et si nous ne facturons pas nos services ou ne recouvrons pas les montants qui sont dus à la Société de manière efficace et en temps opportun, nos recouvrements pourraient en souffrir, ce qui pourrait grandement nuire à nos revenus, à notre bénéfice net et à nos flux de trésorerie. En outre, un ralentissement économique prolongé pourrait pousser bon nombre de nos clients à suspendre ou à reporter leurs projets, freiner leur capacité à payer pour les services déjà rendus et, éventuellement, entraîner un manquement à leurs obligations en vertu des contrats existants, chacune de ces éventualités pouvant donner lieu à une baisse des revenus et nuire à nos perspectives d'avenir.

#### Changements importants touchant nos principaux clients commerciaux, résultant par exemple de l'évolution de leur situation financière, de fusions ou d'acquisitions

Le regroupement de nos clients résultant de fusions et d'acquisitions pourrait entraîner une perte ou une baisse de nos activités dans le cas où la Société résultante confierait ses besoins en TI à un autre fournisseur de services ou déciderait d'internaliser ces fonctions. Si les besoins en TI d'un client s'accroissent en raison d'acquisitions ou d'activités, nous pourrions ne plus avoir la portée géographique ou la masse critique pour servir le client efficacement, ce qui se traduirait par la perte du client et nuirait à nos perspectives d'avenir. Rien ne garantit que nous serons en mesure d'atteindre nos objectifs de croissance visant à maintenir et à accroître notre portée géographique et notre masse critique dans les marchés que nous ciblons.

#### Risque de résiliation anticipée des contrats

Si nous n'exécutons pas nos mandats conformément aux ententes contractuelles conclues avec nos clients, certains pourraient décider de résilier leurs contrats avant la date d'échéance prévue, ce qui aurait pour effet de réduire notre bénéfice ainsi que nos flux de trésorerie et pourrait avoir une incidence sur la valeur de notre carnet de commandes ou des commandes. En outre, certains de nos contrats d'impartition comportent des dispositions permettant aux clients de les résilier pour des raisons de commodité, en cas de changement d'intention de leur part ou en cas de changement de contrôle de CGI. La résiliation anticipée de contrats peut également découler de l'exercice d'un droit légal ou de circonstances qui échappent à notre volonté ou à celle de nos clients et qui empêchent la poursuite du contrat. En cas de résiliation anticipée, nous pourrions ne pas être en mesure de recouvrer les coûts liés au contrat incorporés à l'actif ni d'éliminer les coûts récurrents engagés dans le cadre du contrat.

#### Risques liés à l'estimation des coûts

Pour que nous puissions dégager des marges acceptables, il faut que nous sachions établir les prix de nos services en nous fondant sur une estimation exacte des coûts et des heures de travail nécessaires pour réaliser les projets ou exécuter les contrats d'impartition à long terme, selon les spécifications propres à l'appel d'offres du client et, parfois, avant que la portée et la conception finale du contrat ne soient déterminées. De plus, une partie substantielle de nos contrats visant la réalisation de projets est exécutée en contrepartie de prix fixes. Dans ces cas, la facturation des travaux s'effectue selon les modalités du contrat signé avec le client, et les revenus sont constatés en fonction du pourcentage de l'effort engagé par rapport à l'ensemble des efforts estimé pour la durée du contrat. Nos estimations se fondent sur notre appréciation de l'efficacité avec laquelle nous pourrions déployer nos méthodes et nos professionnels pour réaliser le contrat considéré, conformément au Cadre de gestion du partenariat client (le Cadre) de CGI, un ensemble structuré qui

comporte des normes élevées de gestion des contrats devant être appliquées à l'échelle de la Société. Si nous n'appliquons pas le Cadre adéquatement, si nous ne réussissons pas à estimer correctement le temps ou les ressources nécessaires pour remplir nos obligations au titre d'un contrat, ou si des facteurs imprévus surviendraient, y compris certains facteurs indépendants de notre volonté, il pourrait y avoir des répercussions sur les coûts ou les calendriers de réalisation, ce qui entraînerait une incidence négative importante sur le bénéfice net prévu.

### Risques liés aux ententes de collaboration et aux contrats de sous-traitance

Nous dégageons des revenus de contrats que nous concluons en collaboration avec d'autres fournisseurs. Dans le cadre de certaines ententes de collaboration, nous sommes le principal fournisseur, tandis que dans d'autres, le sous-traitant. Dans les deux cas, nous comptons sur les relations que nous avons établies avec d'autres fournisseurs pour créer des possibilités d'affaires, et nous envisageons de continuer dans cette voie. Lorsque nous sommes le principal fournisseur, nous devons maintenir de bonnes relations avec d'autres fournisseurs, à défaut de quoi nous pourrions éprouver du mal à attirer des collaborateurs compétents. Parallèlement, si nous sommes le sous-traitant et que nos relations sont compromises, d'autres fournisseurs pourraient réduire le volume de travail qu'ils nous accordent, l'accorder à un concurrent ou offrir les services directement au client pour nous faire concurrence. Dans tous les cas, à défaut de maintenir de bonnes relations avec ces fournisseurs ou si nos relations avec ces fournisseurs étaient compromises de quelque manière que ce soit, notre entreprise, nos perspectives d'avenir, notre situation financière et nos résultats des activités pourraient en souffrir considérablement.

### Capacité de nos partenaires de respecter leurs engagements

En raison de l'envergure et de la complexité croissante des contrats, il se peut que nous devions nous appuyer sur des sous-traitants externes, y compris des fournisseurs de logiciels et de matériel, pour remplir nos engagements. Le cas échéant, notre réussite dépend de la capacité de ces tiers à remplir leurs obligations conformément aux budgets et aux échéances convenues. Dans le cas où nos partenaires ne s'acquitteraient pas de leurs obligations, notre aptitude à exécuter un contrat pourrait être compromise, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur notre rentabilité.

### Risque associé aux garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des ententes qui peuvent comporter des engagements d'indemnisation ou des garanties lors de transactions telles que la prestation de services-conseils ou de services d'impartition, la cessation d'activités commerciales, les contrats de location ou la constitution d'engagements financiers. Ces engagements d'indemnisation ou garanties pourraient nous obliger à dédommager nos cocontractants des coûts ou des pertes résultant de diverses circonstances, telles que le défaut de respecter des engagements, la violation d'une garantie, l'atteinte aux droits de propriété intellectuelle, les réclamations qui pourraient survenir dans le cadre de la prestation de services, ou les poursuites qui pourraient être entamées contre les cocontractants.

### Risque associé aux taux d'utilisation des ressources humaines

Si nous voulons maintenir notre bénéfice net, nous devons gérer, dans chacune des régions géographiques, la charge de travail de nos professionnels, qui doivent avoir un taux d'utilisation élevé, tout en étant assez disponibles pour nous permettre d'affecter des employés additionnels aux nouveaux contrats. Pour maintenir un taux d'utilisation efficace, nous devons prévoir la charge de travail de nos professionnels, tout en gérant adéquatement les programmes de recrutement, de formation et de restructuration, et les taux de départs naturels. Si nous échouons à cette tâche ou si nous sommes limités en ce sens par les lois et les règlements en vigueur, nos taux d'utilisation pourraient diminuer, ce qui aurait une incidence sur nos revenus et notre rentabilité. Inversement, un manque de ressources entraverait nos occasions d'affaires et notre capacité d'accroître nos revenus.

### Risque associé à la concentration de la clientèle

Nous dégageons une tranche considérable de nos revenus des services que nous fournissons à différents ministères et organismes gouvernementaux fédéraux des États-Unis. Nous comptons continuer dans cette voie. Toutefois, rien ne

garantit que dans l'avenir ces ministères et organismes gouvernementaux fédéraux des États-Unis continueront d'utiliser nos services dans la même mesure, ni même qu'ils continueront à le faire. Si un important ministère ou organisme gouvernemental fédéral des États-Unis limitait, réduisait ou éliminait le travail qu'il nous accorde, nous pourrions être dans l'incapacité de récupérer les revenus perdus par du travail attribué par d'autres ministères gouvernementaux ou agences publiques fédérales des États-Unis ou clients, ce qui pourrait nuire de manière marquée à notre entreprise, à nos perspectives d'avenir, à notre situation financière et à nos résultats des activités. Même si, selon les IFRS, un gouvernement national et ses ministères et organismes gouvernementaux ne représentent qu'un seul client, notre clientèle du secteur gouvernemental des États-Unis est très diversifiée, puisque nous avons des contrats en vigueur avec de nombreux ministères et organismes gouvernementaux différents.

#### Risque associé aux affaires émanant des autorités publiques

Les réorientations des politiques de dépenses publiques ou des priorités budgétaires des gouvernements pourraient avoir une incidence directe sur nos résultats financiers. Plusieurs facteurs sont susceptibles de réduire l'ampleur de nos activités auprès des autorités publiques, notamment : la réduction des contrats accordés par les gouvernements à des firmes de services-conseils et de services en TI; une diminution substantielle des dépenses touchant l'ensemble des gouvernements ou certains ministères ou organismes gouvernementaux en particulier; l'adoption de nouvelles lois/mesures visant les sociétés qui fournissent des services aux gouvernements; les délais d'acquittement de nos factures par le gouvernement; la conjoncture économique et politique en général. Ces facteurs et d'autres pourraient avoir pour effet de diminuer nos revenus futurs en incitant les ministères et organismes gouvernementaux à diminuer leurs contrats d'achat, à exercer leur droit de mettre fin à des contrats, à émettre des ordres de suspension temporaire des travaux ou à s'abstenir d'exercer leur droit de renouveler des contrats. En cas de réduction des dépenses des gouvernements ou de compressions budgétaires au sein de ces ministères et organismes, il pourrait arriver que la rentabilité continue de ces contrats ou la possibilité d'obtenir des contrats supplémentaires des mêmes sources soient compromises.

#### Risque associé à la réglementation

Nos activités internationales nous obligent à être conformes aux lois de nombreux territoires, notamment les lois sur la corruption, les restrictions commerciales, l'immigration, les impôts, les valeurs mobilières, l'antitrust, la confidentialité des données et les relations de travail. L'obligation d'observer ces différentes exigences à l'échelle mondiale représente un défi et mobilise d'importantes ressources. Le caractère parfois contradictoire des lois et règlements, l'absence, dans certains territoires de lois efficaces pour protéger nos droits de propriété intellectuelle, les restrictions sur la circulation de trésorerie et d'autres actifs, les restrictions touchant l'importation ou l'exportation de certaines technologies, ou les restrictions visant le rapatriement des bénéficiaires, ce qui aurait pour effet de réduire nos bénéficiaires, pourraient nous exposer à des amendes pour non-respect et nuire à notre réputation.

Nos activités auprès du gouvernement fédéral des États-Unis et de ses organismes gouvernementaux doivent être conformes aux lois et règlements complexes liés aux contrats conclus avec des autorités publiques. Ces lois, notamment, s'assurent du respect de l'intégrité du processus d'approvisionnement, imposent des exigences à l'égard de l'information à fournir et régissent les questions relatives à la sécurité nationale. Par exemple, nous faisons régulièrement l'objet de vérifications par des organismes gouvernementaux des États-Unis relativement à l'observation de ces règles. Si nous ne sommes pas conformes aux exigences, nous pourrions nous voir imposer des pénalités et des sanctions, y compris la résiliation du contrat, la suspension des paiements, la suspension ou l'interdiction de faire affaire avec le gouvernement fédéral et des amendes.

#### Poursuites liées à nos travaux

Nous créons, déployons et entretenons des solutions en TI qui sont souvent essentielles aux activités commerciales de nos clients. Il peut arriver que des retards imprévus, des renégociations, de nouvelles exigences des clients ou des retards dans la réalisation des projets nous empêchent de réaliser de grands projets de la manière prévue. En outre, les solutions que nous créons peuvent comporter des défauts qui nuisent à leur performance, ne pas répondre aux besoins de nos

clients ou ne pas offrir un service acceptable. De tels problèmes pourraient donner lieu à des poursuites qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos activités commerciales, sur nos résultats opérationnels, sur notre situation financière et sur notre réputation professionnelle. Nous veillons à inclure de manière raisonnable dans nos contrats des dispositions limitant le risque de poursuites liées à nos services et aux solutions que nous développons. Nous pourrions ne pas toujours être en mesure d'inclure de telles dispositions et, lorsque nous réussissons à le faire, il se pourrait que ces dispositions ne nous protègent pas adéquatement ou ne soient pas applicables dans certaines circonstances ou en vertu des lois applicables dans certains territoires.

### Risques associés à la protection des données et à l'infrastructure

Dans le cadre de nos activités, les applications et les renseignements de nos clients, y compris les renseignements exclusifs et les renseignements personnels qu'ils gèrent, doivent souvent être traités et sauvegardés sur nos réseaux et nos systèmes, ainsi que dans des centres de traitement des données que nous gérons. Nous traitons et sauvegardons également des renseignements exclusifs relatifs à nos activités ainsi que des renseignements personnels relatifs à nos membres. La Société fait face à des risques inhérents pour protéger la sécurité de données personnelles. La perte, le vol ou la destruction des renseignements numériques et de matériel connexe, de même que la défaillance du matériel ou des systèmes, peuvent entraîner l'interruption temporaire de nos services. Les causes de ces défaillances peuvent découler de l'erreur humaine dans un cadre de fonctionnement normal (y compris des actes commis volontairement ou involontairement ou l'inaction de nos membres), d'entretien ou de mise à niveau, d'actes de piratage, de vandalisme (y compris les attaques par déni de service et les virus), de vol et d'accès non autorisé, ainsi que de pannes de courant et surtensions, inondations, incendies, catastrophes naturelles ou de nombreuses autres causes. Les mesures que nous prenons pour nous protéger contre tous les risques associés à l'infrastructure informatique, y compris les contrôles physiques et logiques d'accès aux locaux et aux renseignements, pourraient ne pas prévenir la divulgation indue, la perte, le vol, le détournement, la destruction des renseignements sur nos clients ou l'accès non autorisé à ceux-ci ni les interruptions de service. Ces événements pourraient entraîner une perte financière découlant des coûts liés aux mesures de réparation, des litiges (y compris en vertu des lois en matière de protection des renseignements personnels), des réclamations et des dommages, exposer la Société à des sanctions gouvernementales, et ternir notre marque et notre réputation.

### Risques associés à la sécurité et à la cybersécurité

Dans le contexte actuel, les risques associés à la sécurité, en particulier les menaces à la sécurité informatique, sont nombreux et en constante évolution, notamment les pirates informatiques, les cyberactivistes, les organisations parrainées par l'État, l'espionnage industriel, l'inconduite d'un employé, et l'erreur humaine ou technologique. Les menaces physiques et de sécurité informatique pourraient avoir une incidence négative sur nos activités et nuire à nos ventes futures et à notre situation financière ou accroître nos coûts et nos dépenses. Ces risques associés à la sécurité pour la Société, qui sont gérés par le chef de la sécurité de la Société, comprennent toute attaque éventuelle non seulement de nos produits, services et systèmes, mais également ceux de nos clients, fournisseurs, partenaires et autres tiers. Nous nous efforçons de détecter tous les incidents liés à la sécurité et de mener enquête, le cas échéant, et visons à prévenir qu'ils ne surviennent ou ne se répètent. Pour ce faire, nous investissons dans des systèmes de contrôles à l'égard de la confidentialité des données, dans la protection contre les menaces, ainsi que dans nos politiques, procédures et contrôles en matière de détection et d'atténuation. Nous travaillons également de concert avec l'industrie et le gouvernement pour contrer les menaces à la sécurité informatique. Toutefois, en raison de la nature évolutive et de la complexité de ces menaces, rien ne garantit que nous puissions toutes les détecter ou les prévenir. À mesure que le portrait de la cybersécurité évolue, la Société pourrait également juger nécessaire d'investir davantage pour protéger les données et l'infrastructure. Toute menace à la sécurité susmentionnée pourrait exposer la Société, ses clients ou autres tiers à une responsabilité éventuelle, à un litige ou à des mesures de réglementation ainsi qu'à la perte de confiance des clients, à la perte de clients existants ou éventuels, à la perte de contrats gouvernementaux à caractère sensible, à la détérioration de notre marque et de notre réputation, et à d'autres pertes financières.

Risque d'atteinte à notre réputation

Notre capacité à livrer concurrence efficacement dans le marché des services en TI dépend de la réputation de CGI à titre de fournisseur de services et de partenaire à long terme compétent et digne de confiance. La nature de nos activités nous expose au potentiel de perte et de destruction des renseignements de nos clients, d'accès non autorisé à ceux-ci ou d'interruptions temporaires de service. Selon la nature des renseignements ou des services en question, ces événements peuvent nuire à la perception de la Société sur le marché. Le cas échéant, notre capacité d'attirer de nouveaux clients et de conserver les clients existants pourrait s'en ressentir, ce qui aurait une incidence sur nos revenus et notre bénéfice net.

Risques associés à l'intégration de nouvelles activités

La direction doit consacrer beaucoup de temps et d'attention à l'intégration des nouvelles activités découlant de notre stratégie d'acquisition ou d'importants contrats d'impartition. Le temps que consacrent les membres de la direction aux activités d'intégration peut nuire à leurs tâches habituelles, ce qui pourrait exercer une pression sur les revenus et les bénéfices tirés de nos activités existantes. De plus, la tâche que la direction est appelée à accomplir afin d'instaurer des normes, des mécanismes de contrôle, des procédures et des politiques uniformes dans toutes les nouvelles activités en les harmonisant avec nos unités opérationnelles existantes est fort complexe et potentiellement accaparante. Les activités d'intégration peuvent occasionner des difficultés opérationnelles, des charges et des obligations inattendues. Si nous ne réussissons pas à exécuter notre stratégie d'intégration en temps opportun et de manière efficace sur le plan des coûts, nous aurons de la difficulté à atteindre nos objectifs de croissance et de rentabilité.

Risques liés au contrôle interne

En raison des limites qui lui sont inhérentes, y compris le contournement des contrôles ou la fraude, le contrôle interne ne peut fournir à la Société qu'une assurance raisonnable quant à la détection et à la prévention des anomalies. Si la Société n'est pas en mesure de concevoir, de mettre en œuvre, de faire le suivi et de maintenir des contrôles internes efficaces pour l'ensemble de ses environnements d'affaires, l'efficacité de ses activités pourrait diminuer, ce qui se traduirait par une baisse des revenus et de la rentabilité, et l'exactitude de son information financière pourrait être compromise.

Risques de liquidité et de financement

La croissance future de la Société dépend du succès de sa stratégie d'entreprise, laquelle dépend, quant à elle, de la capacité de la Société de stimuler la croissance organique et la croissance au moyen de l'acquisition d'entreprises. Dans l'éventualité où nous devrions obtenir du financement additionnel sous forme de capitaux propres ou d'emprunts pour financer toute acquisition future et toute autre possibilité de croissance actuellement non identifiée ou non planifiée, rien ne garantit que nous obtiendrons le financement suffisant nécessaire et à des conditions acceptables pour nous. L'obtention du financement nécessaire dépend de la capacité des marchés financiers à satisfaire nos besoins en matière de financement par capitaux propres ou par emprunts en temps opportun, en fonction de taux d'intérêt et de cours raisonnables qui s'inscrivent dans le cadre de nos objectifs commerciaux. La hausse des taux d'intérêt, la volatilité du cours de nos actions et la capacité de nos prêteurs actuels à satisfaire nos besoins en liquidités additionnels sont autant de facteurs qui pourraient avoir des répercussions négatives importantes sur les activités d'acquisition ou de croissance que nous pourrions identifier ou planifier dans l'avenir. Si nous ne sommes pas en mesure d'obtenir le financement nécessaire, nous pourrions ne pas atteindre nos objectifs de croissance.

Risque de change

La plupart de nos revenus et de nos frais sont libellés en devises autres que le dollar canadien. Les variations des taux de change ont une incidence sur les résultats de nos activités étant donné qu'ils sont présentés en dollars canadiens. Ce risque est réduit en partie par une couverture naturelle de rapprochement des charges et des revenus libellés dans la même devise et l'utilisation de dérivés dans notre stratégie de couverture mondiale. Ces couvertures naturelles pourraient toutefois diminuer à mesure que nous continuons notre croissance internationale. Aussi, en raison de l'utilisation de contrats de couverture, nous courons le risque que les institutions financières ne s'acquittent pas de leurs obligations aux termes de nos instruments financiers. D'autre part, rien ne garantit que notre stratégie et nos ententes de couverture

permettront de compenser l'incidence de la fluctuation des taux de change, ce qui pourrait grandement nuire à nos revenus, nos résultats opérationnels, notre situation financière et nos perspectives. À l'exception des produits financiers utilisés dans le cadre de notre stratégie de couverture, nous ne participons pas au marché des instruments financiers dérivés.

Le dollar canadien est à la fois notre monnaie fonctionnelle et notre monnaie de présentation. Par conséquent, nos placements, nos activités et nos actifs américains, européens et asiatiques sont exposés à la variation nette des taux de change. La volatilité des taux de change peut avoir une incidence négative sur nos activités, notre situation financière et nos résultats opérationnels.

## 10.2. POURSUITES JUDICIAIRES

La Société fait l'objet d'un certain nombre de poursuites, d'audits, de réclamations et de litiges dans le cours normal de ses activités. Certaines de ces procédures pourraient entraîner des coûts importants. Même si l'issue de ces questions est difficile à prédire avec certitude, la Société n'a aucune raison de croire que le règlement d'une de ces questions pourrait avoir une incidence importante sur sa situation financière, sur les résultats de ses activités ou sur sa capacité à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales.

### Agent des transferts

Services aux investisseurs Computershare inc.  
(800) 564-6253

### Relations avec les investisseurs

Lorne Gorber  
Vice-président exécutif, Communications et relations avec les investisseurs  
Téléphone : (514) 841-3355  
[lorne.gorber@cgi.com](mailto:lorne.gorber@cgi.com)

1350, boulevard René-Lévesque Ouest  
25<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec)  
H3G 1T4  
Canada

## Rapports de la direction et des auditeurs

### DÉCLARATION CONCERNANT LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE LA COMMUNICATION D'INFORMATION FINANCIÈRE

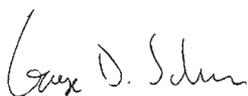
La direction du Groupe CGI inc. (la Société) est responsable de la préparation des états financiers consolidés et du rapport de gestion ainsi que de leur intégrité. Les états financiers consolidés sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financière et comportent nécessairement des montants fondés sur les meilleures estimations et sur le jugement de la direction. L'information financière et opérationnelle présentée ailleurs dans le rapport de gestion est conforme aux états financiers consolidés connexes.

Afin de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en matière de fiabilité de l'information financière et de protection des actifs de la Société, la direction s'est dotée de systèmes de contrôle interne soutenus par des règles écrites d'éthique et de conduite professionnelle. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière et les états financiers consolidés de la Société sont soumis à un audit par les auditeurs indépendants, Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., dont les rapports sont présentés ci-après. Les auditeurs indépendants ont été nommés par les actionnaires de la Société afin de réaliser un audit intégré des états financiers consolidés de la Société et du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société. De plus, le Comité d'audit et de gestion des risques du conseil d'administration passe en revue les obligations d'information financière et supervise le fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information financière de la Société.

Les membres du Comité d'audit et de gestion des risques du conseil d'administration, qui siègent tous à titre d'administrateurs indépendants de la Société, rencontrent régulièrement les auditeurs indépendants ainsi que la direction pour discuter des contrôles internes dans le processus d'information financière et des questions relatives à l'audit et à l'information financière, et formulent des recommandations appropriées au conseil d'administration. Les auditeurs indépendants peuvent communiquer librement et en tout temps avec le Comité d'audit et de gestion des risques. Le conseil d'administration a examiné les états financiers consolidés ainsi que le rapport de gestion et les a approuvés.

Le président et chef de la direction,

Le vice-président exécutif et chef de la direction financière,



**George D. Schindler**

Le 7 novembre 2017



**François Boulanger**

## Rapports de la direction et des auditeurs

### RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Il incombe à la direction de la Société d'établir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière et d'en maintenir l'efficacité. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société consiste en un processus conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers consolidés de la Société aux fins de publication, conformément aux Normes internationales d'information financière, telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société comprend des politiques et des procédures qui :

- ont trait à la tenue de dossiers décrivant avec exactitude et fidélité, et de manière raisonnablement détaillée, les opérations et les cessions d'actifs de la Société;
- fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées de manière appropriée pour permettre l'établissement des états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board, et que les encaissements et les décaissements de la Société sont effectués selon les autorisations de la direction et des administrateurs de la Société;
- fournissent l'assurance raisonnable que des mesures sont prises pour prévenir et déceler en temps opportun l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisée d'actifs de la Société qui pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

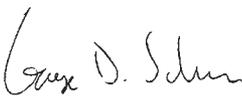
Tous les contrôles internes comportent des limites intrinsèques. Par conséquent, même lorsque le contrôle interne à l'égard de l'information financière a été jugé efficace, il ne peut fournir qu'une assurance raisonnable. Les projections de toute évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière pour des périodes ultérieures sont assujetties au risque que les contrôles internes deviennent inadéquats en raison de l'évolution des conditions, ou que le niveau de conformité aux politiques ou aux procédures diminue.

À la fin de l'exercice 2017 de la Société, la direction a évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société en fonction du cadre établi dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (cadre 2013 du COSO). Sur la base de cette évaluation, la direction a déterminé qu'au 30 septembre 2017, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société était efficace.

L'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 30 septembre 2017 a été audité par les auditeurs indépendants de la Société, comme il est énoncé dans leur rapport figurant à la page 69.

Le président et chef de la direction,

Le vice-président exécutif et chef de la direction financière,



George D. Schindler

Le 7 novembre 2017



François Boulanger

## Rapports de la direction et des auditeurs

### RAPPORT DU CABINET D'EXPERTS-COMPTABLES INSCRIT INDÉPENDANT SUR LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au conseil d'administration et aux actionnaires du Groupe CGI inc.

Nous avons effectué l'audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière du Groupe CGI inc. (la Société) en date du 30 septembre 2017 en fonction des critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (cadre 2013 du COSO) (les critères du COSO). Il incombe à la direction de la Société de maintenir l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière et de procéder à l'évaluation de l'efficacité de celui-ci, tel qu'il est inclus dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société en nous fondant sur notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes du Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis. Ces normes exigent que l'audit soit planifié et exécuté de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière a été maintenue à tous les égards importants. Notre audit a consisté à acquérir une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, à évaluer le risque qu'une faiblesse importante existe, à tester et à évaluer l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne basé sur l'évaluation du risque, et à mettre en œuvre d'autres procédures que nous avons jugées nécessaires selon les circonstances. Nous estimons que notre audit constitue un fondement raisonnable à l'expression de notre opinion.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société consiste en un processus conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins de publication, conformément aux principes comptables généralement reconnus. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société comprend les conventions et les procédures qui : 1) ont trait à la tenue de dossiers décrivant avec exactitude et fidélité, et de manière raisonnablement détaillée, les opérations et les cessions d'actifs de la société; 2) fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées de manière appropriée pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et les décaissements de la société sont effectués selon les autorisations de la direction et des administrateurs de la société; 3) fournissent l'assurance raisonnable que des mesures sont prises pour prévenir et déceler en temps opportun l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisée d'actifs de la société qui pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers.

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines inexactitudes. Les projections de toute évaluation de l'efficacité pour des périodes ultérieures sont également assujetties au risque que les contrôles internes deviennent inadéquats en raison de l'évolution des conditions, ou que le niveau de conformité aux conventions ou aux procédures diminue.

À notre avis, la Société maintenait, à tous les égards importants, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière en date du 30 septembre 2017, selon les critères du COSO.

Nous avons également effectué l'audit, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada et aux normes du Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis, des états financiers consolidés de la société au 30 septembre 2017 et pour l'exercice clos à cette date. Notre rapport, daté du 7 novembre 2017, exprime une opinion sans réserve sur ces états financiers.

*Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.<sup>1</sup>*

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.

Montréal, Canada  
Le 7 novembre 2017

1. CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A113209

## Rapports de la direction et des auditeurs

### RAPPORT DU CABINET D'EXPERTS-COMPTABLES INSCRIT INDÉPENDANT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

Au conseil d'administration et aux actionnaires du Groupe CGI inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints du Groupe CGI inc. (la Société), qui comprennent les bilans consolidés aux 30 septembre 2017 et 2016, et les états consolidés du résultat, du résultat global, des variations des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

#### Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada et les normes du Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances. Un audit comprend également des tests des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers consolidés et l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Groupe CGI inc. aux 30 septembre 2017 et 2016, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016 conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board.

#### Autres points

Nous avons également effectué l'audit, conformément aux normes du Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis, du contrôle interne à l'égard de l'information financière du Groupe CGI inc. en date du 30 septembre 2017, fondé sur les critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (cadre 2013 du COSO), et notre rapport daté du 7 novembre 2017 exprime une opinion sans réserve sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

*Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.*<sup>1</sup>

Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Montréal, Canada

Le 7 novembre 2017

1. CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A113209

## États consolidés du résultat

Pour les exercices clos les 30 septembre

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

	2017	2016
	\$	\$
<b>Revenus</b>	<b>10 845 066</b>	10 683 264
Charges opérationnelles		
Coûts des services et frais de vente et d'administration (note 22)	9 257 659	9 120 929
Frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration (note 26 b)	10 306	—
Coûts de restructuration (note 24)	88 628	29 100
Charges financières nettes (note 25)	69 792	78 426
Perte de change	784	2 024
	<b>9 427 169</b>	9 230 479
Bénéfice avant impôt sur les bénéfices	1 417 897	1 452 785
Charge d'impôt sur les bénéfices (note 15)	382 702	384 069
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 035 195</b>	1 068 716
<b>Bénéfice par action (note 20)</b>		
Bénéfice de base par action	3,48	3,51
Bénéfice par action après dilution	3,41	3,42

Se reporter aux notes des états financiers consolidés.

## États consolidés du résultat global

Pour les exercices clos les 30 septembre  
(en milliers de dollars canadiens)

	2017	2016
	\$	\$
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 035 195</b>	<b>1 068 716</b>
Éléments qui seront reclassés ultérieurement dans le bénéfice net (déduction faite de l'impôt sur les bénéfices) :		
Pertes nettes non réalisées découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	<b>(141 465)</b>	(274 283)
Gains nets sur les instruments financiers dérivés ainsi que découlant de la conversion de la dette à long terme désignés comme couvertures des investissements nets dans des établissements à l'étranger	<b>13 109</b>	18 446
Pertes nettes non réalisées sur les couvertures de flux de trésorerie	<b>(12 261)</b>	(18 297)
(Pertes nettes) gains nets non réalisé(e)s sur les placements disponibles à la vente	<b>(3 509)</b>	229
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le bénéfice net (déduction faite de l'impôt sur les bénéfices):		
Pertes de réévaluation nettes sur les régimes à prestations définies	<b>(611)</b>	(20 193)
Autres éléments du résultat global	<b>(144 737)</b>	(294 098)
<b>Résultat global</b>	<b>890 458</b>	<b>774 618</b>

Se reporter aux notes des états financiers consolidés.

## Bilans consolidés

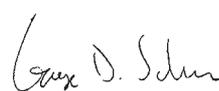
Aux 30 septembre

(en milliers de dollars canadiens)

	2017	2016
	\$	\$
<b>Actif</b>		
<b>Actifs courants</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (notes 27 d et 31)	165 872	596 529
Créances clients (note 4)	1 285 880	1 101 606
Travaux en cours	922 620	935 496
Instruments financiers dérivés courants (note 31)	8 152	22 226
Charges payées d'avance et autres actifs courants	160 402	170 393
Impôt sur les bénéfiques	6 541	7 876
<b>Total des actifs courants avant les fonds détenus pour des clients</b>	<b>2 549 467</b>	<b>2 834 126</b>
Fonds détenus pour des clients (note 5)	313 552	369 530
<b>Total des actifs courants</b>	<b>2 863 019</b>	<b>3 203 656</b>
Immobilisations corporelles (note 6)	396 613	439 293
Coûts liés à des contrats (note 7)	243 056	211 018
Immobilisations incorporelles (note 8)	490 426	509 781
Autres actifs non courants (note 9)	85 159	86 970
Actifs financiers non courants (note 10)	111 307	129 383
Actifs d'impôt différé (note 15)	146 602	179 898
Goodwill (note 11)	7 060 030	6 933 333
	<b>11 396 212</b>	<b>11 693 332</b>
<b>Passif</b>		
<b>Passifs courants</b>		
Fournisseurs et autres créditeurs	1 004 307	1 107 863
Rémunération à payer	578 886	523 553
Instruments financiers dérivés courants (note 31)	12 069	4 517
Revenus différés	409 332	390 367
Impôt sur les bénéfiques	174 102	159 410
Provisions (note 12)	86 154	34 924
Tranche courante de la dette à long terme (note 13)	122 467	192 036
<b>Total des passifs courants avant les obligations liées aux fonds des clients</b>	<b>2 387 317</b>	<b>2 412 670</b>
Obligations liées aux fonds des clients	314 233	365 994
<b>Total des passifs courants</b>	<b>2 701 550</b>	<b>2 778 664</b>
Provisions non courantes (note 12)	40 892	40 454
Dette à long terme (note 13)	1 739 536	1 718 939
Autres passifs non courants (note 14)	213 436	244 307
Instruments financiers dérivés non courants (note 31)	82 365	46 473
Passifs d'impôt différé (note 15)	213 515	183 579
Obligations au titre des prestations de retraite (note 16)	202 292	216 308
	<b>5 193 586</b>	<b>5 228 724</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Bénéfices non distribués	3 794 439	3 778 848
Cumul des autres éléments du résultat global (note 17)	159 391	304 128
Capital-actions (note 18)	2 054 725	2 194 731
Surplus d'apport	194 071	186 901
	<b>6 202 626</b>	<b>6 464 608</b>
	<b>11 396 212</b>	<b>11 693 332</b>

Se reporter aux notes des états financiers consolidés.

Approuvé par le conseil



George D. Schindler  
Administrateur



Serge Godin  
Administrateur

## États consolidés des variations des capitaux propres

Pour les exercices clos les 30 septembre  
(en milliers de dollars canadiens)

	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Capital- actions	Surplus d'apport	Total des capitaux propres
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 30 septembre 2016	3 778 848	304 128	2 194 731	186 901	6 464 608
Bénéfice net	1 035 195	—	—	—	1 035 195
Autres éléments du résultat global	—	(144 737)	—	—	(144 737)
Résultat global	1 035 195	(144 737)	—	—	890 458
Charges au titre des paiements fondés sur des actions	—	—	—	34 443	34 443
Incidence de l'impôt liée aux options sur actions	—	—	—	5 961	5 961
Exercice d'options sur actions (note 18)	—	—	60 943	(11 169)	49 774
Exercice d'unités d'actions liées au rendement (UAR) (note 18)	—	—	23 666	(23 666)	—
Rachat d'actions subalternes classe A aux fins d'annulation (note 18)	(1 019 604)	—	(227 060)	—	(1 246 664)
Revente d'actions subalternes classe A détenues en fiducie (note 18)	—	—	2 445	1 601	4 046
<b>Solde au 30 septembre 2017</b>	<b>3 794 439</b>	<b>159 391</b>	<b>2 054 725</b>	<b>194 071</b>	<b>6 202 626</b>

	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Capital- actions	Surplus d'apport	Total des capitaux propres
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 30 septembre 2015	3 057 578	598 226	2 254 245	172 120	6 082 169
Bénéfice net	1 068 716	—	—	—	1 068 716
Autres éléments du résultat global	—	(294 098)	—	—	(294 098)
Résultat global	1 068 716	(294 098)	—	—	774 618
Charges au titre des paiements fondés sur des actions	—	—	—	38 299	38 299
Incidence de l'impôt liée aux options sur actions	—	—	—	19 704	19 704
Exercice d'options sur actions (note 18)	—	—	111 405	(21 972)	89 433
Exercice d'UAR (note 18)	—	—	21 250	(21 250)	—
Rachat d'actions subalternes classe A aux fins d'annulation (note 18)	(347 446)	—	(170 374)	—	(517 820)
Achat d'actions subalternes classe A détenues en fiducie (note 18)	—	—	(21 795)	—	(21 795)
Solde au 30 septembre 2016	3 778 848	304 128	2 194 731	186 901	6 464 608

Se reporter aux notes des états financiers consolidés.

## États consolidés des flux de trésorerie

Pour les exercices clos les 30 septembre  
(en milliers de dollars canadiens)

	2017	2016
	\$	\$
<b>Activités opérationnelles</b>		
Bénéfice net	1 035 195	1 068 716
Ajustements pour :		
Amortissement (note 23)	377 204	400 060
Charge d'impôt différé (note 15)	60 897	96 490
Gain de change	(3 102)	(2 618)
Charges au titre des paiements fondés sur des actions	34 443	38 299
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 27 a)	(146 085)	(267 873)
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>	<b>1 358 552</b>	<b>1 333 074</b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisitions d'entreprises (déduction faite de la trésorerie acquise) (note 26 a)	(283 061)	(38 442)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(112 667)	(165 516)
Produit tiré de la vente d'immobilisations corporelles	3 317	10 254
Ajouts de coûts liés à des contrats	(95 676)	(103 156)
Ajouts d'immobilisations incorporelles	(106 267)	(100 963)
Acquisition de placements non courants	(5 150)	(14 701)
Produit tiré de la vente de placements non courants	7 248	29 629
Paievements provenant des montants à recevoir à long terme	—	164
<b>Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement</b>	<b>(592 256)</b>	<b>(382 731)</b>
<b>Activités de financement</b>		
Variation nette de la facilité de crédit renouvelable non garantie (note 13)	200 000	—
Augmentation de la dette à long terme	18 921	40 508
Remboursement de la dette à long terme	(199 841)	(223 159)
Remboursement de la dette prise en charge dans le cadre d'acquisitions d'entreprises	(9 119)	—
Règlement d'instruments financiers dérivés (note 31)	—	(24 057)
Achat d'actions subalternes classe A détenues en fiducie (note 18)	—	(21 795)
Revente d'actions subalternes classe A détenues en fiducie (note 18)	4 046	—
Rachat et annulation d'actions subalternes classe A (note 18)	(1 246 664)	(527 286)
Émission d'actions subalternes classe A	49 671	89 485
<b>Flux de trésorerie affectés aux activités de financement</b>	<b>(1 182 986)</b>	<b>(666 304)</b>
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(13 967)	7 228
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(430 657)	291 267
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	596 529	305 262
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b>	<b>165 872</b>	<b>596 529</b>

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 27)

Se reporter aux notes des états financiers consolidés.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 1. Description des activités

Le Groupe CGI inc. (la Société), directement ou par l'intermédiaire de ses filiales, gère des services en technologies de l'information (TI), ainsi que des services en gestion des processus d'affaires, afin d'aider ses clients à réaliser leurs stratégies de façon efficace tout en créant de la valeur ajoutée. Les services de la Société comprennent la gestion des TI et des fonctions d'affaires (impartition), l'intégration de systèmes, des services-conseils, ainsi que la vente de solutions d'affaires. La Société a été constituée en vertu de la partie IA de la *Loi sur les compagnies* (Québec), qui a été remplacée par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec), sanctionnée le 14 février 2011, et ses actions sont négociées sur le marché. Le siège social et les bureaux de la direction de la Société sont situés au 1350, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal (Québec) H3G 1T4, Canada.

### 2. Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Les méthodes comptables ont été appliquées de manière uniforme pour toutes les périodes présentées.

Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016 ont été autorisés pour publication par le conseil d'administration le 7 novembre 2017.

### 3. Sommaire des principales méthodes comptables

#### PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales. Tous les soldes et toutes les opérations intersociétés ont été éliminés au moment de la consolidation.

Les filiales sont des entités contrôlées par la Société. La Société contrôle une entité quand elle est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. Les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date d'acquisition et elles le demeurent jusqu'à la date de perte de contrôle sur les filiales.

#### BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les états financiers consolidés ont été préparés sur la base du coût historique, sauf en ce qui a trait à certains actifs et passifs financiers, qui ont été évalués à la juste valeur comme il est décrit ci-après.

#### UTILISATION DE JUGEMENTS ET D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers consolidés exige que la direction pose des jugements et fasse des estimations qui ont une incidence sur le montant des actifs, des passifs et des capitaux propres, sur les informations fournies à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants des revenus et des charges comptabilisés au cours de la période de présentation de l'information financière. Étant donné que la présentation de l'information financière suppose l'utilisation de jugements et d'estimations, les résultats réels pourraient différer.

Les jugements et estimations importants concernant l'avenir et d'autres sources majeures d'incertitude relative aux estimations à la fin de la période de présentation de l'information financière pourraient présenter un risque important d'ajustements significatifs de la valeur comptable des éléments suivants au cours du prochain exercice : les actifs d'impôt différé, la comptabilisation des revenus, les pertes estimatives sur des contrats générateurs de revenus, la dépréciation du goodwill, les regroupements d'entreprises, les provisions pour les positions fiscales incertaines, et les litiges et réclamations.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

#### UTILISATION DE JUGEMENTS ET D'ESTIMATIONS (SUITE)

Les jugements posés par la direction, à l'exclusion de ceux qui impliquent des estimations, qui ont le plus d'impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont les suivants :

##### Comptabilisation des revenus tirés des accords comprenant des éléments multiples

Afin d'évaluer si les livrables aux termes d'un accord sont des éléments identifiables séparément, la direction doit exercer son jugement. Un élément est considéré comme étant identifiable séparément s'il a une valeur en soi pour le client. En premier lieu, la Société examine les clauses du contrat afin de déterminer si le livrable est accepté séparément par le client. Puis, la Société évalue si le livrable aurait pu être fourni par un autre fournisseur et s'il aurait été possible pour le client de décider de ne pas faire l'acquisition du livrable.

##### Actifs d'impôt différé

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés au titre des pertes fiscales non utilisées dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables contre lesquels les pertes pourront être imputées. La direction doit exercer son jugement en ce qui concerne la présence d'incertitudes relativement au calendrier des bénéfices imposables futurs requis pour comptabiliser un actif d'impôt différé. La Société comptabilise un avantage d'impôt seulement lorsqu'il est probable que l'avantage d'impôt se matérialisera à l'avenir. En établissant ce jugement, la Société tient compte des prévisions et des stratégies de planification fiscale futures disponibles.

Une description des estimations figure dans les rubriques respectives des notes des états financiers consolidés.

#### COMPTABILISATION DES REVENUS, TRAVAUX EN COURS ET REVENUS DIFFÉRÉS

La Société génère des revenus essentiellement au moyen de la prestation de services en TI et en gestion des processus d'affaires, tel qu'il est indiqué à la note 1.

La Société fournit des services et des biens dans le cadre d'accords comportant divers mécanismes d'établissement des prix. La Société comptabilise les revenus lorsque les conditions suivantes sont satisfaites : il y a des preuves claires de l'existence d'un accord; il est possible d'évaluer de façon fiable le montant des revenus et des charges connexes; il est probable que des avantages économiques futurs iront à la Société; le degré d'avancement des travaux peut être mesuré de façon fiable lorsque des services sont fournis et les risques et avantages importants inhérents à la propriété, dont notamment le contrôle effectif, sont transférés aux clients lorsque des biens sont vendus. Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite des remises, rabais pour quantités et taxes de vente connexes.

Certains accords de la Société peuvent comprendre des clauses d'acceptation par le client. Chaque clause est étudiée pour déterminer si le processus de génération des bénéfices est terminé lorsque le service est rendu. Il n'est pas toujours nécessaire d'obtenir une acceptation formelle du client pour comptabiliser les revenus à condition que la Société fasse la démonstration objective que les critères stipulés dans les clauses d'acceptation sont remplis. Parmi les critères revus, notons les accords semblables signés par le passé, si ces clauses sont uniques au client ou si elles s'appliquent à tous les accords, la durée des modalités d'acceptation et les antécédents spécifiques au client.

Les revenus tirés de la vente de biens de tiers fournisseurs, comme les licences d'utilisation de logiciels, le matériel informatique ou les services, sont comptabilisés sur la base du montant brut si la Société agit pour son propre compte dans le cadre de la transaction et sont comptabilisés sur la base du montant net si la Société agit à titre d'agent entre le client et le tiers fournisseur. Les facteurs généralement considérés pour déterminer si la Société agit pour son propre compte ou à titre d'agent sont les suivants : si la Société est la principale responsable de la fourniture des biens ou de la prestation des services, si elle ajoute une valeur significative au bien ou au service du fournisseur, si le choix du fournisseur est à sa discrétion et si elle assume un risque de crédit.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

#### COMPTABILISATION DES REVENUS, TRAVAUX EN COURS ET REVENUS DIFFÉRÉS (SUITE)

##### Prix de vente relatif

Les accords de la Société comprennent souvent la prestation de plusieurs services et biens, qui sont décrits ci-après. Lorsqu'un accord vise la prestation d'éléments multiples, la valeur totale de l'accord est répartie entre chaque élément identifiable séparément en fonction de son prix de vente relatif. Lorsqu'elle fait l'estimation du prix de vente de chaque élément, la Société privilégie l'utilisation de prix observables qui sont établis au moyen des prix obtenus par la Société pour les mêmes éléments ou pour des éléments semblables. Si les prix observables ne peuvent être obtenus, le prix de vente correspond à la meilleure estimation de ce prix par la Société. La meilleure estimation du prix de vente est le prix auquel la Société s'attend normalement à fournir des services ou des biens et tient compte d'un certain nombre de facteurs internes et externes y compris, sans s'y limiter, les régions géographiques, les politiques de prix de la Société, les coûts internes et les marges. La méthode de comptabilisation des revenus appropriée est appliquée à chaque élément identifiable séparément, comme il est mentionné ci-après.

##### Impartition

Les revenus tirés des accords d'impartition et de gestion des processus d'affaires sont en général comptabilisés au prix contractuel à mesure que les services sont fournis, sauf s'il existe une meilleure façon de mesurer la performance ou la prestation de services.

##### Intégration de systèmes et services-conseils

Les revenus tirés des accords d'intégration de systèmes et de services-conseils fondés sur le temps et les ressources sont comptabilisés à mesure que les services sont fournis, tandis que ceux qui sont fondés sur les coûts sont comptabilisés à mesure que les coûts remboursables sont engagés.

Les revenus tirés des accords d'intégration de systèmes et de services-conseils dans le cadre d'accords à prix fixe dont le résultat peut être estimé de façon fiable sont comptabilisés selon la méthode du pourcentage d'avancement au cours de la période où les services sont fournis. La Société utilise principalement les coûts de la main-d'œuvre ou le nombre d'heures de travail pour mesurer le pourcentage d'avancement des travaux. Cette méthode se fonde sur des estimations du total des coûts de la main-d'œuvre ou du nombre total d'heures de travail prévu pour fournir le service, qui sont comparées aux coûts de la main-d'œuvre ou aux heures déjà engagées pour évaluer le pourcentage des revenus gagnés. La direction révisé régulièrement les estimations sous-jacentes du total des coûts de la main-d'œuvre ou du nombre total d'heures de travail prévu. Lorsque le résultat d'un accord ne peut être estimé de façon fiable, les revenus ne sont comptabilisés qu'à hauteur des coûts engagés s'il est probable que ces coûts seront recouverts.

Les revenus tirés d'accords liant la rémunération aux gains réalisés par le client sont comptabilisés uniquement dans la mesure où il est probable que les bénéfices résultant de ces accords généreront la valeur sur laquelle la comptabilisation des revenus repose.

##### Licences d'utilisation de logiciels

La plupart des accords visant la vente de licences d'utilisation de logiciels comprennent d'autres services, comme l'implantation, la personnalisation et l'entretien. Dans le cas de ces accords, les revenus tirés de licences d'utilisation de logiciels sont comptabilisés à la livraison s'il a été déterminé que le logiciel est un élément identifiable séparément. Dans le cas contraire, il est combiné aux services d'implantation et de personnalisation et est comptabilisé comme il est indiqué à la rubrique Intégration de systèmes et services-conseils ci-dessus. Les revenus tirés des services d'entretien des licences vendues et implantées sont comptabilisés de façon proportionnelle sur la durée de la période d'entretien.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

#### COMPTABILISATION DES REVENUS, TRAVAUX EN COURS ET REVENUS DIFFÉRÉS (SUITE)

##### Travaux en cours et revenus différés

L'excédent des montants comptabilisés à titre de revenus sur les montants facturés est classé dans les travaux en cours. Les montants perçus avant la prestation des services ou la livraison des biens sont classés dans les revenus différés.

##### Pertes estimatives sur des contrats générateurs de revenus

Des pertes estimatives sur des contrats générateurs de revenus peuvent survenir en raison de coûts additionnels qui n'avaient pas été prévus au moment de la conclusion du contrat. Les pertes relatives à un contrat correspondent à l'excédent des coûts prévus sur le total des revenus estimatifs du contrat. Les pertes estimatives sur des contrats générateurs de revenus sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle il est établi qu'une perte est probable. La perte prévue est appliquée initialement en réduction des coûts liés au contrat capitalisés, et l'excédent est comptabilisé dans les fournisseurs et autres créditeurs et dans les autres passifs non courants. La direction passe régulièrement en revue la rentabilité des accords et les estimations sous-jacentes.

#### TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent principalement l'encaisse non affectée et les placements courants dont l'échéance initiale est d'au plus trois mois.

#### FONDS DÉTENUS POUR DES CLIENTS ET OBLIGATIONS LIÉES AUX FONDS DES CLIENTS

Dans le cadre des services de paie, de production de déclarations fiscales et de services de règlement, la Société recueille les fonds aux fins du versement des salaires, des impôts et des règlements; conserve temporairement ces fonds jusqu'au moment du paiement; verse les fonds aux employés des clients, aux administrations fiscales compétentes et aux porteurs des demandes de règlement; produit les déclarations fiscales destinées au gouvernement fédéral et aux gouvernements locaux; et prend en charge la correspondance et les révisions réglementaires en découlant. Les fonds détenus pour des clients comprennent des obligations non courantes et de la trésorerie. La Société présente séparément les fonds détenus pour des clients des obligations relatives à ces fonds. Les fonds détenus pour des clients sont classés comme actifs courants puisque, selon les intentions de la direction, ils sont détenus seulement dans le but de respecter les obligations liées aux fonds des clients, lesquels seront remboursés dans un délai d'un an à partir de la date du bilan consolidé. Les fluctuations du marché ont une incidence sur la juste valeur des obligations non courantes. En raison de ces fluctuations, les fonds détenus pour des clients pourraient ne pas équivaloir aux obligations liées aux fonds des clients.

Les revenus d'intérêts gagnés et les gains et pertes réalisés lors de la cession des obligations non courantes sont comptabilisés dans les revenus de la période au cours de laquelle ils sont gagnés, puisque le recouvrement, la garde et le versement de ces fonds sont des facteurs décisifs dans la prestation de ces services.

#### IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles, y compris celles visées par des contrats de location-financement, sont comptabilisées au coût et amorties sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire.

Immeubles	10 à 40 ans
Améliorations locatives	Durée d'utilité ou durée du contrat de location, selon la moindre des deux
Mobilier, agencements et matériel	3 à 20 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

#### CONTRATS DE LOCATION

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement lorsque les modalités du contrat transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété. Tous les autres contrats de location sont classés en tant que contrats de location simple.

Les actifs détenus en vertu de contrats de location-financement sont initialement comptabilisés dans les immobilisations corporelles à un montant égal à la juste valeur des actifs loués ou, si elle est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux à payer au titre de la location au commencement du contrat de location, puis sont amortis sur la durée d'utilité économique de l'actif ou, si elle est inférieure, sur la durée du contrat de location. La portion en capital des paiements futurs au titre de la location est comprise dans la dette à long terme aux bilans consolidés. L'intérêt est passé en charges dans les états consolidés du résultat de manière à obtenir un taux d'intérêt constant sur le solde du passif.

Les paiements au titre des contrats de location simple sont passés en charges dans les états consolidés du résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location. Les incitatifs dans les contrats de location simple, visant généralement les locaux, sont comptabilisés en diminution de la charge locative sur la durée du contrat de location.

#### COÛTS LIÉS À DES CONTRATS

Les coûts liés à des contrats sont principalement engagés dans le cadre de l'acquisition et de la mise en œuvre de contrats d'impartition à long terme. Les coûts liés à des contrats comprennent principalement des coûts de transition et des incitatifs.

##### Coûts de transition

Les coûts de transition comprennent principalement les coûts liés à l'installation des systèmes et des processus ainsi qu'à la conversion des applications du client sur les plates-formes de la Société engagés après l'obtention des contrats d'impartition et de services en gestion des processus d'affaires. Les coûts de transition se composent essentiellement du coût de la main-d'œuvre, qui comprend la rémunération et les avantages connexes du personnel, de même que les frais de sous-traitance.

##### Incitatifs

Des incitatifs sont occasionnellement accordés aux clients lors de la signature de contrats d'impartition. Ces incitatifs sont accordés sous la forme de paiements en trésorerie.

##### Coûts préalables aux contrats

Les coûts liés à l'acquisition ou à la mise en œuvre de contrats d'impartition à long terme qui sont engagés préalablement à l'obtention des contrats concernés sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés, sauf dans les cas où il est pratiquement certain que les contrats seront octroyés et que les coûts sont directement liés à l'acquisition du contrat. En ce qui concerne les contrats d'impartition, la Société est pratiquement certaine qu'un contrat sera octroyé si la Société est choisie par le client, mais avant la signature du contrat.

##### Amortissement des coûts liés à des contrats

Les coûts liés à des contrats sont amortis selon le mode linéaire au cours de la période où les services sont fournis. L'amortissement des coûts de transition et l'amortissement des coûts préalables aux contrats, s'il y a lieu, sont inclus dans les coûts des services et frais de vente et d'administration, et l'amortissement des incitatifs est comptabilisé en réduction des revenus.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

#### COÛTS LIÉS À DES CONTRATS (SUITE)

##### Perte de valeur des coûts liés à des contrats

Lorsqu'il est prévu qu'un contrat ne sera pas rentable, la perte prévue est appliquée initialement en réduction des coûts liés au contrat capitalisés. L'excédent de la perte prévue sur les coûts liés au contrat capitalisés est comptabilisé à titre de pertes estimatives sur des contrats générateurs de revenus dans les fournisseurs et autres créiteurs et dans les autres passifs non courants. Si le contrat redevient rentable à une date ultérieure, la perte de valeur préalablement comptabilisée doit être reprise. Tout d'abord, les pertes estimatives sur des contrats générateurs de revenus doivent être reprises, et s'il reste encore une rentabilité prévue supplémentaire, alors toute perte de valeur préalablement appliquée aux coûts liés au contrat capitalisés doit être reprise. La reprise de la perte de valeur est limitée afin que la valeur comptable des coûts liés à un contrat ne soit supérieure ni à leur valeur recouvrable ni à leur valeur comptable qui aurait été déterminée, déduction faite de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée à leur égard au cours d'exercices antérieurs.

#### IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles se composent principalement de logiciels pour utilisation interne, de solutions d'affaires, de licences d'utilisation de logiciels et de relations clients. Les logiciels pour utilisation interne, les solutions d'affaires et les licences d'utilisation de logiciels sont comptabilisés au coût. Les logiciels pour utilisation interne développés en interne sont capitalisés s'ils répondent aux critères spécifiques de capitalisation relatifs à la faisabilité technique et financière et si la Société démontre sa capacité et son intention de les utiliser. Les solutions d'affaires développées en interne et offertes sur le marché sont capitalisées si elles répondent aux critères spécifiques de capitalisation relatifs à la faisabilité technique, commerciale et financière. Les logiciels pour utilisation interne, les solutions d'affaires, les licences d'utilisation de logiciels et les relations clients acquis lors de regroupements d'entreprises sont comptabilisés initialement à leur juste valeur fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus, ce qui implique l'établissement d'estimations à propos des flux de trésorerie futurs et de taux d'actualisation.

##### Amortissement des immobilisations incorporelles

La Société amortit les immobilisations incorporelles selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimative.

Logiciels pour utilisation interne	2 à 7 ans
Solutions d'affaires	2 à 10 ans
Licences d'utilisation de logiciels	3 à 8 ans
Relations clients et autres	2 à 10 ans

#### DÉPRÉCIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES, DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET DU GOODWILL

##### Échéancier des tests de dépréciation

La valeur comptable des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles et du goodwill est revue pour dépréciation si des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable a pu se déprécier. La Société évalue, à chaque date de clôture, si de tels événements ou changements de circonstances se sont produits. La valeur comptable des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles qui ne sont pas prêtes à être utilisées et du goodwill font l'objet d'un test de dépréciation annuel au 30 septembre.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

#### DÉPRÉCIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES, DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET DU GOODWILL (SUITE)

##### Tests de dépréciation

S'il existe un indice de dépréciation ou si un actif doit être soumis à un test de dépréciation annuel, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle l'actif appartient pour déterminer le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur d'un actif ou d'une UGT diminuée des coûts de la cession et sa valeur d'utilité pour la Société. La Société a principalement recours à la valeur d'utilité. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimatifs sont actualisés à leur valeur actuelle au moyen d'un taux d'actualisation qui reflète l'appréciation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif ou à l'UGT. Pour déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la cession, les transactions récentes sur le marché sont prises en compte lorsque disponibles. S'il est estimé que la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable doit être réduite à sa valeur recouvrable. Une perte de valeur est immédiatement comptabilisée dans les états consolidés du résultat.

Le goodwill acquis à la suite d'un regroupement d'entreprises est affecté à l'UGT ou au groupe d'UGT qui devrait bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises en question. Le groupe d'UGT qui devrait bénéficier des synergies correspond aux secteurs opérationnels de la Société. Pour les besoins des tests de dépréciation du goodwill, le groupe d'UGT qui représente, au sein de la Société, le niveau le plus bas auquel le goodwill doit faire l'objet d'un suivi par la direction est le niveau du secteur opérationnel.

La valeur recouvrable de chaque secteur opérationnel a été établie conformément au calcul de la valeur d'utilité qui comprend des estimations de sa performance financière future fondée sur les flux de trésorerie approuvés par la direction couvrant une période de cinq ans, puisque la Société génère des revenus principalement au moyen de contrats à long terme. Les hypothèses clés utilisées dans le calcul de la valeur d'utilité sont le taux d'actualisation et le taux de croissance à long terme des flux de trésorerie opérationnels nets. Pour formuler ces hypothèses, la direction a pris en compte la conjoncture économique et son incidence sur les taux de croissance et d'actualisation prévus. Les projections de flux de trésorerie reflètent les attentes de la direction quant au rendement du secteur opérationnel et les perspectives de croissance du marché du secteur opérationnel. Le taux d'actualisation affecté à un secteur opérationnel est le coût moyen pondéré du capital (CMPC). La direction tient compte de facteurs comme la prime de risque pays, le taux sans risque, la prime relative à la taille et le coût de la dette pour calculer le CMPC. Les pertes de valeur comptabilisées se rapportant au goodwill ne peuvent pas être reprises à des périodes ultérieures.

Pour les actifs autres que le goodwill ayant subi une perte de valeur, une évaluation est effectuée, à chaque date de clôture, s'il existe un indice que des pertes de valeur comptabilisées antérieurement sont susceptibles de ne plus exister ou d'avoir diminué. S'il existe un tel indice, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise seulement s'il y a eu un changement dans les hypothèses utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. La reprise est limitée de façon à ce que la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable, ni la valeur comptable qui aurait été déterminée, déduction faite de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours d'exercices antérieurs. Le montant de la reprise est comptabilisé dans les états consolidés du résultat.

#### ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Les placements non courants, lesquels sont présentés dans les actifs financiers non courants, sont composés d'obligations qui sont classées comme étant non courantes selon les intentions de la direction.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

#### REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

La Société comptabilise ses regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, la contrepartie transférée est évaluée à la juste valeur. Les frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration découlant de regroupements d'entreprises sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. La Société comptabilise le goodwill comme étant l'excédent du coût d'acquisition sur les immobilisations corporelles et incorporelles identifiables acquises net des passifs pris en charge à leur juste valeur à la date d'acquisition. Le goodwill comptabilisé comprend la valeur économique future liée à la main-d'œuvre acquise et les synergies avec les activités de la Société qui découlent principalement de la réduction des coûts et de nouvelles occasions d'affaires. Pour déterminer la juste valeur à la date d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles identifiables acquises et des passifs pris en charge, la direction pose des hypothèses fondées sur des estimations telles que la prévision des flux de trésorerie futurs, des taux d'actualisation et de la durée d'utilité des actifs acquis. Les variations ultérieures de la juste valeur sont portées au coût d'acquisition si elles constituent des ajustements au cours de la période d'évaluation. La période d'évaluation, qui ne doit pas dépasser 12 mois, correspond à la période entre la date d'acquisition et la date à laquelle toute l'information importante nécessaire à l'établissement des justes valeurs est disponible. Toute autre variation ultérieure est comptabilisée dans les états consolidés du résultat.

#### BÉNÉFICE PAR ACTION

Le bénéfice de base par action est établi en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Le bénéfice par action après dilution est calculé selon la méthode du rachat d'actions afin d'évaluer l'effet dilutif des options sur actions et des UAR.

#### FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LOGICIELS

Les frais de recherche, déduction faite des crédits d'impôt connexes, sont passés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont engagés. Les frais de développement de logiciels liés aux logiciels pour utilisation interne et aux solutions d'affaires, déduction faite des crédits d'impôt connexes, sont passés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont engagés, à moins qu'ils ne répondent aux critères de capitalisation spécifiques relatifs à la faisabilité technique, commerciale et financière, comme il a été mentionné ci-dessus à la rubrique Immobilisations incorporelles.

#### CRÉDITS D'IMPÔT

Pour la comptabilisation des crédits d'impôt pour la recherche et le développement (R et D) et d'autres crédits d'impôt, la Société utilise l'approche par le résultat, selon laquelle les crédits d'impôt à l'investissement sont comptabilisés dans la mesure où il existe une assurance raisonnable que la subvention sera reçue et que la Société se conformera à l'ensemble des conditions rattachées à la subvention. Selon cette méthode, les crédits d'impôt liés aux charges opérationnelles sont comptabilisés en diminution des charges connexes dans la période au cours de laquelle ces charges sont engagées. Les crédits d'impôt relatifs aux dépenses en immobilisations sont comptabilisés en diminution du coût des actifs connexes. Les crédits d'impôt sont comptabilisés selon les meilleures estimations de la direction des montants qu'elle s'attend à recevoir et font l'objet d'une vérification par les administrations fiscales.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

#### IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

L'impôt sur les bénéfices est comptabilisé d'après la méthode axée sur le bilan.

L'impôt sur les bénéfices exigible est comptabilisé relativement aux montants prévus à payer ou à recouvrer selon les taux d'imposition et les réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date des bilans.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont établis en fonction des différences temporelles déductibles ou imposables entre la valeur comptable dans les états financiers consolidés et la valeur fiscale des actifs et des passifs selon des taux d'imposition adoptés ou quasi adoptés qui entreront en vigueur pendant l'exercice au cours duquel la Société s'attend à recouvrer ou à régler les différences. Les actifs et passifs d'impôt différé sont comptabilisés à l'état du résultat, dans les autres éléments du résultat global ou dans les capitaux propres selon le classement de l'élément auquel ils se rattachent.

Les actifs d'impôt différé provenant des pertes fiscales non utilisées sont comptabilisées dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables contre lesquels les pertes peuvent être imputées. Une fois cette évaluation réalisée, la Société tient compte de l'analyse des prévisions et des stratégies de planification fiscale futures. Les estimations de bénéfices imposables sont fondées sur les prévisions par administration fiscale sur une base non actualisée. De plus, la direction tient compte de facteurs comme les taux d'imposition quasi adoptés, l'historique des bénéfices imposables et la disponibilité des stratégies fiscales.

La Société est assujettie à l'impôt dans de nombreuses administrations fiscales, et il existe des transactions et des calculs pour lesquels le montant d'impôt définitif est incertain. Lorsqu'une position fiscale est incertaine, la Société comptabilise un actif d'impôt ou réduit un passif d'impôt seulement lorsqu'il est probable que l'actif d'impôt se matérialisera à l'avenir ou que le passif d'impôt n'est plus probable. La provision pour positions fiscales incertaines est constituée en ayant recours à la meilleure estimation du montant qui devrait être payé en se fondant sur l'évaluation qualitative de tous les facteurs pertinents, tels que l'expérience tirée de vérifications fiscales antérieures ou l'interprétation des règlements fiscaux.

#### PROVISIONS

Des provisions sont comptabilisées si la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle résultant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les provisions de la Société constituent des passifs correspondant aux contrats de location visant des locaux libérés, aux provisions pour litiges et réclamations survenant dans le cours normal des activités, et aux passifs relatifs au démantèlement liés à des immeubles de bureaux visés par des contrats de location simple. La Société comptabilise aussi des provisions pour restructuration visant les coûts de cessation d'emploi liés à ses efforts pour améliorer sa productivité et à l'intégration des entreprises qu'elle a acquises.

Le montant comptabilisé à titre de provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire au règlement de l'obligation actuelle à la fin de la période de présentation de l'information financière, compte tenu des risques et incertitudes liés à l'obligation. Les provisions sont actualisées au moyen d'un taux courant avant impôt lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif. L'augmentation des provisions pour refléter le passage du temps est comptabilisée à titre de charges financières.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

#### PROVISIONS (SUITE)

La Société comptabilise les provisions pour les contrats de location déficitaires, lesquelles se composent des coûts estimatifs liés aux locaux inoccupés. Les provisions reflètent la valeur actualisée des paiements de loyer qui excèdent les revenus de sous-location prévus sur la durée restante du contrat de location.

Les provisions pour litiges et réclamations sont calculées selon les précédents historiques, les tendances courantes et d'autres hypothèses qui semblent raisonnables dans les circonstances. Les estimations portent sur la période durant laquelle les événements sous-jacents à la procédure se sont produits et sur le degré de probabilité d'une issue défavorable.

Les passifs relatifs au démantèlement ont trait à des immeubles visés par des contrats de location simple qui contiennent des clauses exigeant la remise des lieux à leur état initial à l'échéance du contrat. La provision est établie en utilisant la valeur actualisée des sorties de trésorerie futures estimatives.

Des provisions pour restructuration sont comptabilisées lorsqu'un plan officiel détaillé mentionne l'activité ou une partie de l'activité concernée, l'emplacement et le nombre d'employés touchés, une estimation détaillée des frais connexes, des calendriers appropriés, et qu'il a été communiqué aux personnes concernées.

#### CONVERSION DES DEVICES

Les états financiers consolidés de la Société sont libellés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la société mère. Chaque entité de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments des états financiers de chaque entité sont évalués au moyen de cette monnaie fonctionnelle. La monnaie fonctionnelle est la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités.

#### Soldes et transactions en devises

Les revenus, les charges, et les actifs et passifs non monétaires libellés en devises sont comptabilisés au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis aux taux de change en vigueur à la date des bilans. Les gains et les pertes de change réalisés et non réalisés sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat.

#### Établissements à l'étranger

Pour les établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle est différente de celle de la Société, les actifs et les passifs libellés en devises sont convertis aux taux de change en vigueur à la date des bilans. Les revenus et les charges sont convertis aux taux de change moyens en vigueur durant la période. Les gains ou les pertes non réalisés découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Pour les établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle est la même que celle de la Société, les actifs et passifs monétaires sont convertis aux taux de change en vigueur à la date des bilans, et les actifs et passifs non monétaires, aux taux de change historiques. Les revenus et charges sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les gains et pertes de change de ces établissements à l'étranger sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

#### PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

##### Régimes d'options réglées en instruments de capitaux propres

La Société maintient des régimes d'options sur actions et d'UAR réglées en instruments de capitaux propres qui sont versées à titre de rémunération à des employés, dirigeants et administrateurs fournissant des services à la Société.

La juste valeur de ces paiements fondés sur des actions est déterminée à la date d'attribution en utilisant le modèle d'évaluation du prix des options Black et Scholes pour les options sur actions, et le cours de clôture des actions subalternes classe A de la Société à la Bourse de Toronto pour les UAR. Le nombre d'options sur actions et d'UAR, dont il est prévu que les droits seront acquis, est estimé à la date d'attribution, puis révisé à chaque date de clôture. Pour établir une estimation de la juste valeur des options sur actions, il faut formuler des hypothèses sur les données les plus appropriées au modèle d'évaluation, notamment la durée de vie prévue des options et la volatilité prévue du cours des actions. La juste valeur, ajustée pour tenir compte des attentes relativement aux conditions liées au rendement et aux taux d'extinction attendus, est comptabilisée en résultat comme une charge au titre des paiements fondés sur des actions, et un montant correspondant est porté au crédit du surplus d'apport, sur la base de l'acquisition graduelle des droits au cours de la période d'acquisition des droits.

Lorsque les options sur actions sont exercées, toute contrepartie payée est portée au crédit du capital-actions, et la juste valeur des options sur actions comptabilisée dans le surplus d'apport est soustraite et portée au crédit du capital-actions. Lorsque les UAR sont exercées, leur juste valeur comptabilisée dans le surplus d'apport est soustraite et portée au crédit du capital-actions.

##### Régime d'achat d'actions

La Société administre un régime d'achat d'actions pour les employés admissibles. Selon ce régime, la Société verse des cotisations correspondant à celles effectuées par les employés jusqu'à un pourcentage maximal du salaire de l'employé. Les cotisations versées par la Société sont comptabilisées au titre des salaires et autres coûts des membres dans les coûts des services et frais de vente et d'administration.

##### Unités d'actions différées réglées en trésorerie

La Société administre un régime d'unités d'actions différées (UAD) pour rémunérer les membres du conseil d'administration. Une charge égale au cours de clôture des actions subalternes classe A de la Société à la Bourse de Toronto à la date d'attribution de chaque UAD est comptabilisée dans les coûts des services et frais de vente et d'administration et un passif correspondant est comptabilisé à titre de rémunération à payer. Après la date d'attribution, le passif au titre des UAD est réévalué pour tenir compte des variations ultérieures de la juste valeur des actions de la Société.

#### INSTRUMENTS FINANCIERS

Tous les instruments financiers sont initialement évalués à leur juste valeur. Par la suite, les actifs financiers classés comme des prêts et créances et les passifs financiers classés comme autres passifs sont évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les actifs et passifs financiers classés à la juste valeur par le biais du bénéfice net et classés comme disponibles à la vente sont par la suite évalués à leur juste valeur.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

#### INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Les instruments financiers peuvent être désignés au moment de la comptabilisation initiale à la juste valeur par le biais du bénéfice net si l'un des critères suivants est respecté : i) l'instrument financier comprend un ou plusieurs dérivés incorporés qui, autrement, auraient été comptabilisés séparément, ii) la désignation élimine ou réduit significativement une incohérence d'évaluation ou de comptabilisation qui surviendrait de l'évaluation de l'actif ou du passif financier ou de la comptabilisation des gains et des pertes sur ceux-ci selon des bases différentes ou iii) l'actif financier et le passif financier font partie d'un groupe d'actifs ou de passifs financiers qui est géré et dont la performance s'apprécie sur la base de la juste valeur, selon une gestion des risques ou une stratégie d'investissement documentée. Les gains et pertes liés aux réévaluations périodiques des actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du bénéfice net sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat.

Les gains et pertes non réalisés, déduction faite de l'impôt sur les bénéfices applicable, sur les actifs disponibles à la vente sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Les revenus d'intérêts gagnés et les gains et pertes réalisés sur la vente des actifs disponibles à la vente sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat.

Les coûts de transaction comprennent essentiellement les frais associés aux services juridiques et comptables et tout autre coût directement attribuable à l'émission des actifs et passifs financiers. Les coûts de transaction sont capitalisés au coût des actifs et des passifs financiers autres que ceux classés dans les instruments désignés à la juste valeur par le biais du bénéfice net.

Les actifs financiers sont décomptabilisés si les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à échéance, ou si l'actif est transféré et que ce transfert remplit les conditions de décomptabilisation. Le transfert remplit les conditions de décomptabilisation si la quasi-totalité des risques et avantages importants inhérents à la propriété a été transférée.

La Société a effectué le classement suivant :

#### Désignés à la juste valeur par le biais du bénéfice net

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les instruments financiers dérivés, sauf s'ils sont admissibles à la comptabilité de couverture. De plus, les actifs au titre du régime de rémunération différée comptabilisés dans les actifs financiers non courants ont été désignés par la direction à la juste valeur par le biais du bénéfice net au moment de leur comptabilisation initiale, étant donné que ce classement reflète la stratégie d'investissement de la direction.

#### Prêts et créances

Les créances clients, la trésorerie comprise dans les fonds détenus pour des clients et les montants à recevoir à long terme comptabilisés dans les actifs financiers non courants.

#### Disponibles à la vente

Les obligations non courantes comprises dans les fonds détenus pour des clients et dans les placements non courants comptabilisés dans les actifs financiers non courants.

#### Autres passifs

Les fournisseurs et autres créanciers, la rémunération à payer, la dette à long terme et les obligations liées aux fonds des clients.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

#### INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

##### Hiérarchie des justes valeurs

Les évaluations à la juste valeur comptabilisées aux bilans sont classées selon les niveaux suivants :

Niveau 1 : un cours (non ajusté) sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : les données autres que les cours visés au niveau 1, mais qui sont observables pour l'actif ou le passif directement ou indirectement;

Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif, qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

#### INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET TRANSACTIONS DE COUVERTURE

La Société a recours à divers instruments financiers dérivés pour gérer le risque lié aux taux d'intérêt et aux taux de change.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés initialement à la juste valeur à la date à laquelle les contrats dérivés sont conclus et sont ultérieurement réévalués à la juste valeur à la date de clôture de présentation de l'information financière. Le gain ou la perte qui en découle est comptabilisé dans les états consolidés du résultat, à moins que le dérivé ne soit désigné comme instrument de couverture et qu'il ne soit jugé efficace, auquel cas le moment de la comptabilisation dans les états consolidés du résultat repose sur la nature de la relation de couverture.

À la mise en place d'une relation de couverture, la Société désigne et documente officiellement la relation de couverture à laquelle elle souhaite appliquer la comptabilité de couverture, ainsi que l'objectif et la stratégie de la gestion des risques qui sous-tendent la couverture. La documentation porte sur l'identification de l'instrument de couverture, la transaction ou l'élément couvert, la nature du risque couvert et la façon dont la Société appréciera l'efficacité de l'instrument de couverture à compenser, par ses variations de juste valeur, l'exposition aux variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert attribuables au risque couvert. Ces couvertures devraient être hautement efficaces pour compenser les variations de juste valeur ou des flux de trésorerie et sont appréciées de manière continue afin d'établir si, dans les faits, elles ont été hautement efficaces au cours des périodes de présentation de l'information financière pour lesquelles elles ont été désignées.

Les flux de trésorerie liés aux transactions de couverture sont classés de la même manière que les flux de trésorerie liés à la position couverte.

Les instruments financiers dérivés utilisés comme éléments de couverture sont comptabilisés à leur juste valeur dans les bilans consolidés à titre d'instruments financiers dérivés courants, d'actifs financiers non courants ou d'instruments financiers dérivés non courants. Pour déterminer la juste valeur des instruments financiers dérivés, la Société utilise des modèles d'évaluation tels que l'analyse des flux de trésorerie actualisés reposant sur des données observables sur le marché.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

#### INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET TRANSACTIONS DE COUVERTURE (SUITE)

##### Couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger

La Société a recours aux swaps de devises et aux dettes à long terme libellées en devises pour couvrir des parties de l'investissement net de la Société dans ses établissements aux États-Unis et en Europe. Les gains ou pertes de change sur les investissements nets et la partie efficace des gains ou des pertes sur les instruments de couverture des investissements nets sont comptabilisés à titre d'autres éléments du résultat global. Dans la mesure où la couverture est inefficace, ces écarts sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat. Lorsque l'investissement net faisant l'objet de la couverture est cédé, le montant qui s'y rattache dans les autres éléments du résultat global est alors transféré dans le bénéfice net, au titre des gains ou des pertes découlant de la cession.

##### Couvertures de flux de trésorerie liées aux revenus futurs et à la dette à long terme

La plupart des coûts de la Société sont libellés en devises autres que le dollar canadien. Le risque que les variations des taux de change aient une incidence sur les résultats est atténué en grande partie par l'appariement des coûts de la Société et des revenus libellés dans la même devise. Dans certains cas où il existe un déséquilibre important dans une monnaie en particulier, la Société conclut des contrats de change à terme pour couvrir la variabilité des taux de change.

La Société a aussi recours à des swaps de taux d'intérêt et de devises pour couvrir soit le risque lié aux flux de trésorerie soit le risque de change de la dette à long terme.

Ces instruments dérivés sont documentés en tant que couvertures de flux de trésorerie, et aucun élément de la juste valeur des contrats dérivés n'est exclu de l'appréciation ou de l'évaluation de l'efficacité des couvertures. La partie efficace de la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés est comptabilisée à titre d'autres éléments du résultat global et la partie inefficace, le cas échéant, dans les états consolidés du résultat. La partie efficace de la variation de la juste valeur des dérivés est reclassée des autres éléments du résultat global aux états consolidés du résultat au moment où l'élément couvert est comptabilisé dans les états consolidés du résultat.

##### Couvertures de juste valeur liées aux billets de premier rang non garantis en devise américaine

La Société a conclu des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque lié à la juste valeur des billets de premier rang non garantis en devise américaine à taux fixe. En vertu du swap de taux d'intérêt, la Société obtient un taux d'intérêt fixe, mais rembourse un taux d'intérêt variable sur le montant notionnel.

Les variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt sont comptabilisées à titre de charges financières dans les états consolidés du résultat. Les variations de la juste valeur des éléments couverts attribuable au risque couvert sont comptabilisées à titre d'ajustement de la valeur comptable des billets de premier rang non garantis en devise américaine, et sont aussi inscrites au titre des charges financières dans les états consolidés du résultat. Si les éléments couverts sont décomptabilisés, la juste valeur non amortie est comptabilisée immédiatement dans les états consolidés du résultat.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

#### AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société administre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et à cotisations définies.

Le coût des régimes à cotisations définies est passé en charges dans les états consolidés du résultat en fonction des cotisations payables par la Société au cours de l'exercice.

En ce qui a trait aux régimes à prestations définies, l'obligation au titre des prestations définies est calculée par des actuaires indépendants au moyen de la méthode des unités de crédit projetées. Les obligations au titre des prestations de retraite dans les bilans consolidés représentent la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies réduite de la juste valeur des actifs au titre du régime. Les actifs au titre des prestations de retraite sont comptabilisés dans la mesure où la Société peut bénéficier de remboursements ou d'une réduction des cotisations futures. Les régimes de retraite qui sont capitalisés à même le paiement des primes d'assurance sont traités comme des régimes à cotisations définies, sauf si la Société a une obligation soit de verser directement les prestations lorsqu'elles deviennent exigibles, soit de verser d'autres montants si les actifs accumulés auprès de l'assureur ne couvrent pas tous les avantages futurs du personnel. Dans ces circonstances, le régime est traité comme un régime à prestations définies.

Les contrats d'assurance sont traités comme des actifs de régime d'un régime à prestations définies si les produits du contrat :

- ne peuvent servir qu'à financer les avantages du personnel;
- sont hors de portée des créanciers de la Société;
- ne peuvent pas être restitués à la Société, sauf si ces produits représentent un surplus d'actifs non nécessaires au respect de l'ensemble des obligations relatives aux avantages du personnel ou constituent un remboursement des avantages du personnel déjà payés par la Société.

Les contrats d'assurance qui ne respectent pas les critères susmentionnés sont traités comme des investissements non courants et sont inscrits à leur juste valeur comme des actifs financiers non courants dans les bilans consolidés.

Pour calculer le coût des régimes à prestations définies et leur valeur actualisée à l'aide d'évaluations actuarielles, il est nécessaire de formuler des hypothèses sur les taux d'actualisation, les augmentations salariales futures et des prestations de retraite, les taux d'inflation et la mortalité. Toute modification apportée à ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations au titre des prestations de retraite. Pour déterminer le taux d'actualisation approprié, la direction tient compte des taux d'intérêt des obligations de sociétés de première qualité libellées dans la devise dans laquelle les prestations seront versées et dont l'échéance se rapproche de celle de l'obligation de retraite concernée.

Le coût des services rendus au cours de la période est comptabilisé dans les coûts des services et frais de vente et d'administration des états consolidés du résultat. L'intérêt net calculé d'après le taux d'actualisation appliqué au passif ou à l'actif net au titre du montant net des prestations définies est comptabilisé comme une charge financière nette ou un revenu financier net. Si les avantages d'un régime sont modifiés ou si un régime fait l'objet d'une compression, la modification des avantages qui en résulte ayant trait à des services passés ou bien les gains ou les pertes liés à la compression sont comptabilisés immédiatement dans l'état consolidé du résultat. Les gains ou les pertes sur le règlement d'un régime à prestations définies sont comptabilisés au moment du règlement.

Les réévaluations des régimes à prestations définies comprennent les gains et les pertes actuariels, les changements dans l'effet du plafonnement de l'actif ainsi que le rendement des actifs des régimes à l'exclusion du montant compris dans l'intérêt net sur le passif ou l'actif net au titre des prestations définies. Les réévaluations sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global au cours de la période où elles sont réalisées.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

#### MODIFICATIONS FUTURES DE NORMES COMPTABLES

Les normes suivantes ont été publiées, mais ne sont pas encore en vigueur. Les analyses préliminaires réalisées par la Société sont susceptibles de changer, puisque la Société évalue actuellement l'incidence de ces normes sur ses états financiers consolidés.

##### IAS 7 – Tableau des flux de trésorerie

En janvier 2016, l'IASB a modifié l'IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*, qui exige la présentation d'information additionnelle concernant les variations des passifs découlant des activités de financement, y compris les variations des flux de trésorerie liés aux activités de financement, les variations découlant de l'obtention ou de la perte de contrôle dans des filiales ou d'autres entreprises, l'incidence des variations des taux de change et les variations de la juste valeur. Les modifications apportées à l'IAS 7 entreront en vigueur pour la Société le 1<sup>er</sup> octobre 2017 et des informations additionnelles seront présentées dans ses états financiers consolidés pour l'exercice clos le 30 septembre 2018.

##### IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, qui précise la méthode et le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires, et exige la présentation d'informations plus détaillées et pertinentes. La norme annule et remplace l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IAS 11, *Contrats de construction*, et d'autres interprétations relatives aux produits des activités ordinaires.

La norme entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2018 pour la Société. Par conséquent, l'IFRS 15 sera appliquée dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société pour la période de trois mois close le 31 décembre 2018. La norme peut être appliquée au moyen de l'une des deux méthodes suivantes: i) de façon rétrospective à chaque période antérieure pour laquelle la Société présente de l'information financière; ii) de façon rétrospective en comptabilisant l'effet cumulé de l'application initiale de la norme à la date de première application. La Société n'a pas encore choisi de méthode de transition.

Afin de se préparer à la conversion à l'IFRS 15, la Société a élaboré un plan de conversion détaillé en quatre étapes: 1) familiarisation, 2) évaluation détaillée de l'incidence, 3) conception, 4) mise en œuvre. Dans le cadre de la première étape, la Société a mis en place un Comité directeur qui est responsable de faire le suivi des progrès et d'approuver les recommandations de l'équipe de projet. Les membres du Comité directeur se rencontrent régulièrement et transmettent des mises à jour trimestrielles au Comité d'audit et de gestion des risques.

La Société a terminé l'étape de la familiarisation, qui comportait un examen sommaire des différences entre les exigences actuelles et celles de l'IFRS 15. La Société réalise actuellement la deuxième étape du plan de conversion qui porte sur l'évaluation détaillée des incidences des différences relevées. Dans l'ensemble, la Société s'attend à ce que les revenus tirés des contrats d'impartition, des services en gestion des processus d'affaires, des accords d'intégration de systèmes et de services-conseils continuent d'être comptabilisés à mesure que les services sont fournis conformément aux méthodes comptables actuellement appliquées. La Société évalue actuellement l'incidence de la norme sur la comptabilisation des revenus tirés de licences d'utilisation de logiciels et des exigences à l'égard des informations supplémentaires à fournir.

Les deux étapes restantes, portant sur la conception et la mise en œuvre, sont réalisées parallèlement jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la norme. L'incidence du plan de conversion de la Société sur les autres éléments clés tels que les changements qui touchent les TI, les exigences en matière d'éducation et de formation, les contrôles internes à l'égard de l'information financière et les répercussions sur les activités commerciales, sera évaluée au cours de ces deux étapes.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

#### MODIFICATIONS FUTURES DE NORMES COMPTABLES (SUITE)

##### IFRS 9 – Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a modifié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La norme entrera en vigueur pour la Société le 1<sup>er</sup> octobre 2018 et requiert l'application rétrospective. Par conséquent, l'IFRS 9 sera appliquée dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour la période de trois mois close le 31 décembre 2018.

La norme simplifie le classement des actifs financiers, tout en reprenant la plupart des exigences de l'IAS 39. La norme introduit un nouveau modèle de dépréciation qui permet l'utilisation d'une méthode simplifiée et un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui s'aligne mieux avec les activités de gestion des risques. La Société a effectué un examen sommaire des différences entre l'IAS 39 et l'IFRS 9. D'après l'analyse préliminaire réalisée jusqu'à maintenant, la Société ne prévoit aucune incidence importante sur ses états financiers consolidés.

##### Interprétation IFRIC 22 – Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée

En décembre 2016, l'IASB a publié l'Interprétation 22 de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC), *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée*, qui clarifie la date de la transaction aux fins de la détermination du cours de change devant être appliqué lors de la comptabilisation initiale des transactions connexes lorsque la Société a reçu ou payé une contrepartie de façon anticipée en monnaie étrangère. Cette interprétation entrera en vigueur pour la Société le 1<sup>er</sup> octobre 2018 et l'application anticipée est permise. D'après l'analyse préliminaire réalisée jusqu'à maintenant, la Société ne prévoit aucune incidence importante sur ses états financiers consolidés.

##### IFRS 16 – Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui établit les principes de comptabilisation, d'évaluation et de présentation des contrats de location, ainsi que les informations à fournir à leur sujet, pour les deux parties au contrat de location. La norme annule et remplace l'IAS 17, *Contrats de location*, et d'autres interprétations relatives aux contrats de location, élimine le classement des contrats de location à titre de contrats de location simple ou de contrats de location-financement et introduit un modèle unique de comptabilisation par le preneur. La norme entrera en vigueur pour la Société le 1<sup>er</sup> octobre 2019 et l'application anticipée est permise. Dans les cas où la Société est le preneur, l'application de l'IFRS 16 devrait entraîner la comptabilisation au bilan de la plupart de ses contrats de location qui sont actuellement considérés comme des contrats de location simple et qui visent principalement la location de locaux. La Société s'attend également à une diminution de ses coûts immobiliers et à une augmentation de ses charges financières et de l'amortissement découlant de la modification apportée à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des charges locatives.

### 4. Créances clients

	Au 30 septembre 2017	Au 30 septembre 2016
	\$	\$
Clients (note 31)	931 530	816 885
Crédits pour la R et D et autres crédits d'impôt <sup>1</sup>	246 616	187 047
Autres	107 734	97 674
	<b>1 285 880</b>	<b>1 101 606</b>

<sup>1</sup> Les crédits pour la R et D et autres crédits d'impôt étaient liés à des programmes gouvernementaux au Canada, aux États-Unis (É.U.), en France, au Royaume-Uni (R.-U.) et dans d'autres pays.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 5. Fonds détenus pour des clients

	Au 30 septembre 2017	Au 30 septembre 2016
	\$	\$
Trésorerie	118 043	173 554
Obligations non courantes (note 31)	195 509	195 976
	<b>313 552</b>	<b>369 530</b>

### 6. Immobilisations corporelles

	Terrains et immeubles \$	Améliorations locatives \$	Mobilier, agencements et matériel \$	Matériel informatique \$	Total \$
<b>Coût</b>					
Au 30 septembre 2016	68 576	206 193	165 807	651 742	1 092 318
Ajouts	2 475	16 438	12 642	89 402	120 957
Ajouts – acquisitions d'entreprises (note 26 a)	—	673	1 206	3 609	5 488
Cessions/mises hors service	(4 076)	(11 141)	(13 696)	(87 158)	(116 071)
Écart de conversion	(1 335)	(1 837)	(1 943)	(12 232)	(17 347)
<b>Au 30 septembre 2017</b>	<b>65 640</b>	<b>210 326</b>	<b>164 016</b>	<b>645 363</b>	<b>1 085 345</b>
<b>Amortissement cumulé</b>					
Au 30 septembre 2016	15 001	146 836	97 574	393 614	653 025
Amortissement (note 23)	2 324	20 687	15 796	114 047	152 854
Dépréciation (notes 23 et 24)	4 985	—	364	558	5 907
Cessions/mises hors service	(1 350)	(10 932)	(13 558)	(87 126)	(112 966)
Écart de conversion	(269)	(1 790)	(1 045)	(6 984)	(10 088)
<b>Au 30 septembre 2017</b>	<b>20 691</b>	<b>154 801</b>	<b>99 131</b>	<b>414 109</b>	<b>688 732</b>
<b>Valeur comptable nette au 30 septembre 2017</b>	<b>44 949</b>	<b>55 525</b>	<b>64 885</b>	<b>231 254</b>	<b>396 613</b>

	Terrains et immeubles \$	Améliorations locatives \$	Mobilier, agencements et matériel \$	Matériel informatique \$	Total \$
<b>Coût</b>					
Au 30 septembre 2015	84 432	209 594	159 947	665 633	1 119 606
Ajouts	650	18 987	19 085	134 322	173 044
Cessions/mises hors service	(12 947)	(16 123)	(9 278)	(114 575)	(152 923)
Écart de conversion	(3 559)	(6 265)	(3 947)	(33 638)	(47 409)
<b>Au 30 septembre 2016</b>	<b>68 576</b>	<b>206 193</b>	<b>165 807</b>	<b>651 742</b>	<b>1 092 318</b>
<b>Amortissement cumulé</b>					
Au 30 septembre 2015	14 589	147 219	89 121	395 568	646 497
Amortissement (note 23)	5 590	19 860	17 187	120 468	163 105
Cessions/mises hors service	(3 673)	(16 123)	(6 522)	(102 245)	(128 563)
Écart de conversion	(1 505)	(4 120)	(2 212)	(20 177)	(28 014)
<b>Au 30 septembre 2016</b>	<b>15 001</b>	<b>146 836</b>	<b>97 574</b>	<b>393 614</b>	<b>653 025</b>
<b>Valeur comptable nette au 30 septembre 2016</b>	<b>53 575</b>	<b>59 357</b>	<b>68 233</b>	<b>258 128</b>	<b>439 293</b>

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 6. Immobilisations corporelles (suite)

Les immobilisations corporelles comprennent les actifs acquis suivants aux termes de contrats de location-financement :

	Au 30 septembre 2017			Au 30 septembre 2016		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Mobilier, agencements et matériel	15 201	6 381	8 820	18 030	9 082	8 948
Matériel informatique	46 514	29 992	16 522	64 484	40 668	23 816
	61 715	36 373	25 342	82 514	49 750	32 764

### 7. Coûts liés à des contrats

	Au 30 septembre 2017			Au 30 septembre 2016		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coûts de transition	420 475	185 461	235 014	392 908	189 381	203 527
Incitatifs	58 978	50 936	8 042	97 140	89 649	7 491
	479 453	236 397	243 056	490 048	279 030	211 018

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 8. Immobilisations incorporelles

	Logiciels pour utilisation interne acquis	Logiciels pour utilisation interne développés en interne	Solutions d'affaires acquises	Solutions d'affaires développées en interne	Licences d'utilisation de logiciels	Relations clients et autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Coût</b>							
Au 30 septembre 2016	92 824	72 332	94 209	382 380	213 777	935 100	1 790 622
Ajouts	11 815	23 201	—	43 934	19 563	—	98 513
Ajouts – acquisitions d'entreprises (note 26 a)	78	—	—	—	255	50 141	50 474
Cessions/mises hors service	(4 750)	(805)	(7 330)	(24 271)	(12 804)	—	(49 960)
Écart de conversion	(920)	60	(2 835)	(14 419)	(2 916)	(19 554)	(40 584)
<b>Au 30 septembre 2017</b>	<b>99 047</b>	<b>94 788</b>	<b>84 044</b>	<b>387 624</b>	<b>217 875</b>	<b>965 687</b>	<b>1 849 065</b>
<b>Amortissement cumulé</b>							
Au 30 septembre 2016	72 368	46 513	81 611	237 953	111 593	730 803	1 280 841
Amortissement (note 23)	7 232	5 102	6 120	32 758	34 640	71 181	157 033
Cessions/mises hors service	(4 750)	(805)	(7 330)	(24 271)	(12 804)	—	(49 960)
Écart de conversion	(564)	32	(2 250)	(9 089)	(1 757)	(15 647)	(29 275)
<b>Au 30 septembre 2017</b>	<b>74 286</b>	<b>50 842</b>	<b>78 151</b>	<b>237 351</b>	<b>131 672</b>	<b>786 337</b>	<b>1 358 639</b>
<b>Valeur comptable nette au 30 septembre 2017</b>	<b>24 761</b>	<b>43 946</b>	<b>5 893</b>	<b>150 273</b>	<b>86 203</b>	<b>179 350</b>	<b>490 426</b>
	Logiciels pour utilisation interne acquis	Logiciels pour utilisation interne développés en interne	Solutions d'affaires acquises	Solutions d'affaires développées en interne	Licences d'utilisation de logiciels	Relations clients et autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Coût</b>							
Au 30 septembre 2015	92 959	55 340	128 370	388 040	174 095	954 667	1 793 471
Ajouts	5 669	17 112	1 943	37 501	68 683	—	130 908
Ajouts – acquisitions d'entreprises	—	—	—	—	—	8 984	8 984
Cessions/mises hors service	(629)	—	(34 190)	(36 062)	(22 795)	—	(93 676)
Écart de conversion	(5 175)	(120)	(1 914)	(7 099)	(6 206)	(28 551)	(49 065)
<b>Au 30 septembre 2016</b>	<b>92 824</b>	<b>72 332</b>	<b>94 209</b>	<b>382 380</b>	<b>213 777</b>	<b>935 100</b>	<b>1 790 622</b>
<b>Amortissement cumulé</b>							
Au 30 septembre 2015	66 481	42 464	110 818	247 518	100 616	656 763	1 224 660
Amortissement (note 23)	9 880	4 066	6 467	30 341	35 583	90 558	176 895
Cessions/mises hors service	(629)	—	(34 190)	(36 062)	(22 196)	—	(93 077)
Écart de conversion	(3 364)	(17)	(1 484)	(3 844)	(2 410)	(16 518)	(27 637)
<b>Au 30 septembre 2016</b>	<b>72 368</b>	<b>46 513</b>	<b>81 611</b>	<b>237 953</b>	<b>111 593</b>	<b>730 803</b>	<b>1 280 841</b>
<b>Valeur comptable nette au 30 septembre 2016</b>	<b>20 456</b>	<b>25 819</b>	<b>12 598</b>	<b>144 427</b>	<b>102 184</b>	<b>204 297</b>	<b>509 781</b>

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 9. Autres actifs non courants

	Au 30 septembre 2017	Au 30 septembre 2016
	\$	\$
Contrats de maintenance non courants	25 561	20 942
Contrats d'assurance souscrits pour capitaliser les régimes de retraite à prestations définies et contrats d'assurance-vie – droit au remboursement (note 16)	23 945	24 435
Actifs au titre des prestations de retraite (note 16)	11 623	8 797
Dépôts	10 843	9 893
Frais de financement différés	3 292	2 882
Autres	9 895	20 021
	<b>85 159</b>	<b>86 970</b>

### 10. Actifs financiers non courants

	Au 30 septembre 2017	Au 30 septembre 2016
	\$	\$
Actifs au titre du régime de rémunération différée (notes 16 et 31)	46 906	42 139
Placements non courants (note 31)	23 047	27 246
Montants à recevoir à long terme	16 415	10 239
Instruments financiers dérivés non courants (note 31)	24 939	49 759
	<b>111 307</b>	<b>129 383</b>

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 11. Goodwill

Les activités de la Société sont gérées selon les sept secteurs opérationnels suivants, soit les unités d'affaires stratégiques de la Société : É.-U.; pays nordiques européens; Canada; France (y compris le Luxembourg et le Maroc) (France); R.-U.; est, centre et sud de l'Europe (principalement les Pays-Bas et l'Allemagne) (ECS); et Asie-Pacifique (y compris l'Australie, l'Inde et les Philippines) (Asie-Pacifique). Les secteurs opérationnels représentent la structure de gestion en vigueur ainsi que la façon dont le principal décideur opérationnel, c'est-à-dire le président et chef de la direction de la Société, évalue les activités.

La Société a terminé le test de dépréciation annuel au 30 septembre 2017 et n'a constaté aucune perte de valeur.

Les variations du goodwill se présentaient comme suit :

	É.-U.	Pays nordiques européens	Canada	France	R.-U.	ECS	Asie- Pacifique	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Au 30 septembre 2016	1 743 020	1 190 615	1 112 146	881 627	839 016	853 311	313 598	6 933 333
Acquisitions d'entreprises	238 322	—	—	—	—	—	—	238 322
Écart de conversion	(95 279)	(709)	—	2 092	(14 751)	4 057	(7 035)	(111 625)
<b>Au 30 septembre 2017</b>	<b>1 886 063</b>	<b>1 189 906</b>	<b>1 112 146</b>	<b>883 719</b>	<b>824 265</b>	<b>857 368</b>	<b>306 563</b>	<b>7 060 030</b>

#### Hypothèses clés relatives au test de dépréciation du goodwill

Les hypothèses clés utilisées pour les UGT sont présentées dans les tableaux suivants :

Au 30 septembre 2017	É.-U.	Pays nordiques européens	Canada	France	R.-U.	ECS	Asie- Pacifique
	%	%	%	%	%	%	%
<b>CMPC avant impôt</b>	<b>11,7</b>	<b>9,2</b>	<b>8,9</b>	<b>9,3</b>	<b>8,1</b>	<b>9,0</b>	<b>17,2</b>
<b>Taux de croissance à long terme des flux de trésorerie des activités opérationnelles nets<sup>1</sup></b>	<b>2,0</b>	<b>1,9</b>	<b>2,0</b>	<b>2,0</b>	<b>1,9</b>	<b>1,9</b>	<b>2,0</b>

Au 30 septembre 2016	É.-U.	Pays nordiques européens	Canada	France	R.-U.	ECS	Asie- Pacifique
	%	%	%	%	%	%	%
CMPC avant impôt	11,8	10,0	9,0	9,2	8,1	9,1	19,2
Taux de croissance à long terme des flux de trésorerie des activités opérationnelles nets <sup>1</sup>	2,0	1,9	2,0	2,0	1,9	1,9	2,0

<sup>1</sup> Le taux de croissance à long terme est établi en fonction des recherches publiées de l'industrie.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 12. Provisions

	Contrats de location déficitaires <sup>1,4</sup>	Litiges et réclamations <sup>2</sup>	Passifs relatifs au démantèlement <sup>3</sup>	Restructuration <sup>4</sup>	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Au 30 septembre 2016	16 246	9 000	36 706	13 426	75 378
Provisions additionnelles	17 326	4 207	1 933	72 633	96 099
Montants utilisés	(7 055)	(3 649)	(1 698)	(23 047)	(35 449)
Renversement de montants non utilisés	(1 417)	(2 859)	(4 480)	—	(8 756)
Ajustement du taux d'actualisation et intérêts théoriques	139	—	291	—	430
Écart de conversion	(278)	(127)	(367)	116	(656)
<b>Au 30 septembre 2017</b>	<b>24 961</b>	<b>6 572</b>	<b>32 385</b>	<b>63 128</b>	<b>127 046</b>
<b>Tranche courante</b>	<b>9 845</b>	<b>6 572</b>	<b>7 867</b>	<b>61 870</b>	<b>86 154</b>
<b>Tranche non courante</b>	<b>15 116</b>	<b>—</b>	<b>24 518</b>	<b>1 258</b>	<b>40 892</b>

	Contrats de location déficitaires <sup>1,4</sup>	Litiges et réclamations <sup>2</sup>	Passifs relatifs au démantèlement <sup>3</sup>	Restructuration <sup>4</sup>	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Au 30 septembre 2015	39 483	24 159	38 753	54 640	157 035
Provisions additionnelles	2 639	2 168	4 891	29 100	38 798
Montants utilisés	(13 492)	(10 553)	(2 278)	(69 724)	(96 047)
Renversement de montants non utilisés	(10 480)	(6 160)	(1 593)	—	(18 233)
Ajustement du taux d'actualisation et intérêts théoriques	184	—	433	—	617
Écart de conversion	(2 088)	(614)	(3 500)	(590)	(6 792)
Au 30 septembre 2016	16 246	9 000	36 706	13 426	75 378
Tranche courante	6 362	9 000	8 582	10 980	34 924
Tranche non courante	9 884	—	28 124	2 446	40 454

<sup>1</sup> Au 30 septembre 2017, l'échéancier des sorties de fonds liées à ces provisions s'échelonnait entre un an et neuf ans (entre un an et sept ans au 30 septembre 2016) et elles étaient actualisées selon un taux moyen pondéré de 0,71 % (0,77 % au 30 septembre 2016). Le renversement de montants non utilisés s'explique principalement par des règlements avantageux.

<sup>2</sup> Au 30 septembre 2017, les litiges et réclamations comprenaient des provisions pour risques fiscaux (autres que ceux attribuables à l'impôt sur les bénéfices), litiges contractuels, réclamations d'employés et autres de respectivement 1 163 000 \$, 5 254 000 \$ et 155 000 \$ (de respectivement néant, 5 289 000 \$ et 3 711 000 \$ au 30 septembre 2016). Le renversement de montants non utilisés s'explique principalement par des règlements avantageux de risques fiscaux et des réclamations d'employés et autres.

<sup>3</sup> Au 30 septembre 2017, les passifs relatifs au démantèlement étaient fondés sur des flux de trésorerie attendus de 33 034 000 \$ (37 472 000 \$ au 30 septembre 2016) et ont été actualisés selon un taux moyen pondéré de 0,90 % (0,98 % au 30 septembre 2016). L'échéancier des paiements de ces obligations s'échelonnait entre un an et dix ans au 30 septembre 2017 (entre un an et onze ans au 30 septembre 2016). Le renversement de montants non utilisés s'explique principalement par des règlements avantageux.

<sup>4</sup> Se reporter à la note 24, Coûts de restructuration et à la note 26, Investissements dans les filiales.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 13. Dette à long terme

	Au 30 septembre 2017	Au 30 septembre 2016
	\$	\$
Billets de premier rang non garantis en devise américaine remboursables en décembre par tranches de 175 126 \$ (140 000 \$ US) en 2018 et de 312 725 \$ (250 000 \$ US) en 2021 <sup>1</sup>	485 401	630 881
Billets de premier rang non garantis remboursables en septembre par tranches de 50 036 \$ (40 000 \$ US) en 2019, 68 800 \$ (55 000 \$ US) en 2021, 375 270 \$ (300 000 \$ US) en 2024, 437 815 \$ (350 000 \$ US) en 7 versements annuels de 50 000 \$ US de 2018 à 2024 et de 125 647 \$ (85 000 €) en 2021 <sup>2</sup>	1 057 027	1 102 155
Facilité de crédit renouvelable non garantie <sup>3</sup>	200 000	—
Obligations remboursables en versements mensuels de capital et intérêts combinés et échéant à différentes dates jusqu'en 2021, portant intérêt au taux moyen pondéré de 2,49 % (2,57 % en 2016)	61 703	111 205
Obligations en vertu de contrats de location-financement remboursables en versements mensuels de capital et intérêts combinés et échéant à différentes dates jusqu'en 2022, portant intérêt au taux moyen pondéré de 2,89 % (3,40 % en 2016)	29 794	42 172
Autre dette à long terme	28 078	24 562
	<b>1 862 003</b>	<b>1 910 975</b>
Tranche courante	122 467	192 036
	<b>1 739 536</b>	<b>1 718 939</b>

<sup>1</sup> Au 30 septembre 2017, un montant de 487 851 000 \$ avait été prélevé, moins les réévaluations à la juste valeur se rapportant à des swaps de taux d'intérêt désignés comme des couvertures de juste valeur de 2 208 000 \$ et les frais de financement de 242 000 \$. En décembre 2016, la Société a remboursé la tranche arrivée à échéance des billets de premier rang non garantis en devise américaine d'un montant total de 113 584 000 \$. À la suite de ce remboursement, le financement par voie de placement privé obtenu auprès d'investisseurs institutionnels américains comprenait deux tranches de billets de premier rang non garantis en devise américaine, d'une échéance moyenne pondérée de 3,1 ans et portant intérêt au taux moyen pondéré de 4,76 % (4,57 % en 2016). Les billets de premier rang non garantis contiennent des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers (note 32). Au 30 septembre 2017, la Société respectait ces clauses restrictives.

<sup>2</sup> Au 30 septembre 2017, un montant de 1 057 568 000 \$ avait été prélevé, moins les frais de financement de 541 000 \$. Le placement privé comprend quatre tranches de billets de premier rang non garantis en devise américaine, et une tranche de billets de premier rang non garantis en euros, avec une échéance moyenne pondérée de 4,9 ans et portant intérêt au taux moyen pondéré de 3,62 % (3,62 % en 2016). Les billets de premier rang non garantis en devise américaine contiennent des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers (note 32). Au 30 septembre 2017, la Société respectait ces clauses restrictives.

<sup>3</sup> La Société dispose d'un montant de 1 500 000 000 \$ en vertu d'une facilité de crédit renouvelable non garantie échéant en décembre 2021. Cette facilité porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux LIBOR ou au taux préférentiel du Canada majoré d'une marge variable établie d'après le ratio du levier financier de la Société. Au 30 septembre 2017, un montant de 200 000 000 \$ avait été prélevé sur cette facilité au taux préférentiel du Canada non majoré et portant intérêt au taux moyen pondéré de 3,20 %. De plus, un montant de 9 631 000 \$ de cette facilité a été donné en garantie de diverses lettres de crédit émises à des clients et à des tiers. Le 7 novembre 2017, cette facilité a été prolongée d'un an jusqu'en décembre 2022 et pourra être prolongée de nouveau. Aucun changement significatif n'a été apporté aux modalités, y compris les taux d'intérêt et les clauses restrictives bancaires. La facilité de crédit renouvelable non garantie contient des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers (note 32). Au 30 septembre 2017, la Société respectait ces clauses restrictives.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 13. Dette à long terme (suite)

Les remboursements de capital sur la dette à long terme pour les prochains exercices, compte non tenu des couvertures de juste valeur, des obligations en vertu de contrats de location-financement et des frais de financement, se répartissent comme suit :

	\$
Moins de un an	109 006
De un an à deux ans	308 678
De deux ans à cinq ans	914 472
Plus de cinq ans	503 044
<b>Total des remboursements de capital sur la dette à long terme</b>	<b>1 835 200</b>

Versements minimaux en vertu des contrats de location-financement :

	Capital	Intérêts	Versement
	\$	\$	\$
Moins de un an	13 408	678	14 086
De un an à deux ans	7 965	376	8 341
De deux ans à cinq ans	8 421	261	8 682
<b>Total des versements minimaux en vertu des contrats de location-financement</b>	<b>29 794</b>	<b>1 315</b>	<b>31 109</b>

### 14. Autres passifs non courants

	Au 30 septembre 2017	Au 30 septembre 2016
	\$	\$
Revenus différés	112 244	151 292
Passifs au titre du régime de rémunération différée (note 16)	48 379	43 844
Loyers différés	39 554	43 118
Autres	13 259	6 053
	<b>213 436</b>	<b>244 307</b>

### 15. Impôt sur les bénéfices

	Exercices clos les 30 septembre	
	2017	2016
	\$	\$
Charge d'impôt exigible		
Charge d'impôt exigible pour l'exercice considéré	337 331	294 992
Ajustements comptabilisés au cours de l'exercice considéré au titre de la charge d'impôt des exercices antérieurs	(15 526)	(7 413)
<b>Total de la charge d'impôt exigible</b>	<b>321 805</b>	<b>287 579</b>
Charge d'impôt différé		
Charge d'impôt différé afférente à l'établissement et à la reprise de différences temporelles	70 641	106 939
Charge d'impôt différé afférente aux changements des taux d'imposition	2 575	7 776
Ajustements comptabilisés au cours de l'exercice considéré au titre de la charge d'impôt différé des exercices antérieurs	2 115	928
Comptabilisation de différences temporelles non comptabilisées auparavant	(14 434)	(19 153)
<b>Total de la charge d'impôt différé</b>	<b>60 897</b>	<b>96 490</b>
<b>Total de la charge d'impôt sur les bénéfices</b>	<b>382 702</b>	<b>384 069</b>

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 15. Impôt sur les bénéfices (suite)

Le taux d'imposition effectif de la Société est différent du taux d'imposition combiné fédéral et provincial prévu par la loi au Canada, et il s'établit comme suit :

	Exercices clos les 30 septembre	
	2017	2016
	%	%
Taux d'imposition de la Société prévu par la loi	26,8	26,9
Effet des écarts des taux d'imposition étrangers	1,3	0,9
Entente finale avec les autorités fiscales et échéance des délais de prescription	(0,9)	(0,4)
Éléments non déductibles et exempts d'impôt	(0,3)	(1,0)
Comptabilisation de différences temporelles non comptabilisées auparavant	(1,0)	(1,3)
Charge d'impôt minimale	0,9	0,8
Incidence de la variation des taux d'imposition sur les actifs et passifs d'impôt différé	0,2	0,5
<b>Taux d'imposition effectif</b>	<b>27,0</b>	<b>26,4</b>

La continuité des soldes d'impôt différé se détaille comme suit :

	Au 30 septembre 2016	Ajouts provenant des acquisitions d'entreprise	Comptabilisé dans le bénéfice	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Comptabilisé dans les capitaux propres	Écart de conversion et autres	Au 30 septembre 2017
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Fournisseurs, autres créanciers et autres passifs non courants	81 092	—	4 339	—	—	(2 734)	82 697
Avantages fiscaux découlant des reports prospectifs de pertes fiscales	134 725	990	(54 545)	—	—	(2 277)	78 893
Rémunération à payer	41 780	—	5 274	—	(4 876)	(1 348)	40 830
Obligations au titre des prestations de retraite	41 265	—	(2 876)	(3 822)	—	(405)	34 162
Provision pour créances douteuses	598	—	(275)	—	—	—	323
Immobilisations corporelles, coûts liés à des contrats, immobilisations incorporelles et autres actifs non courants	(136 663)	(4 116)	4 217	—	—	2 479	(134 083)
Travaux en cours	(79 550)	—	(4 836)	—	—	3 488	(80 898)
Goodwill	(56 050)	—	(7 117)	—	—	2 499	(60 668)
Crédits d'impôt remboursables sur les salaires	(22 216)	—	(7 569)	—	—	—	(29 785)
Couvertures de flux de trésorerie	(9 035)	—	140	6 277	—	263	(2 355)
Autres	373	—	2 351	1 629	—	(382)	3 971
<b>Impôt différé, montant net</b>	<b>(3 681)</b>	<b>(3 126)</b>	<b>(60 897)</b>	<b>4 084</b>	<b>(4 876)</b>	<b>1 583</b>	<b>(66 913)</b>

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 15. Impôt sur les bénéfices (suite)

	Au 30 septembre 2015	Ajouts provenant des acquisitions d'entreprise	Comptabilisé dans le bénéfice	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Comptabilisé dans les capitaux propres	Écart de conversion et autres	Au 30 septembre 2016
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Fournisseurs, autres créiteurs et autres passifs non courants	73 483	—	10 259	—	—	(2 650)	81 092
Avantages fiscaux découlant des reports prospectifs de pertes fiscales	224 397	—	(76 391)	—	—	(13 281)	134 725
Rémunération à payer	57 439	93	(23 819)	—	8 468	(401)	41 780
Obligations au titre des prestations de retraite	32 491	—	3 041	6 565	—	(832)	41 265
Provision pour créances douteuses	4 400	—	(3 698)	—	—	(104)	598
Immobilisations corporelles, coûts liés à des contrats, immobilisations incorporelles et autres actifs non courants	(145 720)	(2 576)	13 632	—	—	(1 999)	(136 663)
Travaux en cours	(68 167)	—	(12 921)	—	—	1 538	(79 550)
Goodwill	(54 807)	—	(2 309)	—	—	1 066	(56 050)
Crédits d'impôt remboursables sur les salaires	(21 131)	—	(1 085)	—	—	—	(22 216)
Couvertures de flux de trésorerie	(14 061)	—	265	3 959	—	802	(9 035)
Autres	2 120	154	(3 464)	1 196	—	367	373
<b>Impôt différé, montant net</b>	<b>90 444</b>	<b>(2 329)</b>	<b>(96 490)</b>	<b>11 720</b>	<b>8 468</b>	<b>(15 494)</b>	<b>(3 681)</b>

Les montants au titre des soldes d'impôt différé sont présentés comme suit dans les bilans consolidés :

	Au 30 septembre 2017	Au 30 septembre 2016
	\$	\$
Actifs d'impôt différé	<b>146 602</b>	179 898
Passifs d'impôt différé	<b>(213 515)</b>	(183 579)
	<b>(66 913)</b>	(3 681)

Au 30 septembre 2017, la Société disposait de reports prospectifs de pertes fiscales opérationnelles totalisant 454 027 000 \$ (744 092 000 \$ au 30 septembre 2016), dont une tranche de 41 205 000 \$ (105 505 000 \$ au 30 septembre 2016) vient à échéance à diverses dates jusqu'en 2037 et une autre de 412 822 000 \$ (638 587 000 \$ au 30 septembre 2016) n'a pas de date d'échéance. La Société a comptabilisé des actifs d'impôt différé de 95 491 000 \$ (170 075 000 \$ au 30 septembre 2016) découlant des reports prospectifs de pertes ainsi qu'une provision pour moins-value de 21 218 000 \$ (39 430 000 \$ au 30 septembre 2016). L'actif d'impôt différé net d'un montant de 74 273 000 \$ (130 645 000 \$ au 30 septembre 2016) représente le montant dont la réalisation est plus probable qu'improbable en raison du renversement du passif d'impôt différé et des bénéfices imposables futurs. Les pertes non comptabilisées s'élevaient à 89 954 000 \$ (143 700 000 \$ au 30 septembre 2016).

Au 30 septembre 2017, la Société disposait de reports prospectifs de pertes fiscales non opérationnelles totalisant 658 734 000 \$ (662 334 000 \$ au 30 septembre 2016) n'ayant pas de date d'échéance. La Société a comptabilisé des actifs d'impôt différé de 110 862 000 \$ (113 125 000 \$ au 30 septembre 2016) découlant des reports prospectifs de pertes ainsi qu'une provision pour moins-value de 106 242 000 \$ (109 045 000 \$ au 30 septembre 2016). L'actif d'impôt différé net d'un montant de 4 620 000 \$ (4 080 000 \$ au 30 septembre 2016) représente le montant dont la réalisation est plus probable qu'improbable en raison du renversement du passif d'impôt différé et des bénéfices imposables futurs. Les pertes non comptabilisées s'élevaient à 640 246 000 \$ (638 300 000 \$ au 30 septembre 2016).

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 15. Impôt sur les bénéfices (suite)

Au 30 septembre 2017, la Société détenait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie détenus par les filiales à l'étranger s'élevant à 126 389 000 \$ (557 800 000 \$ au 30 septembre 2016). Les répercussions fiscales du rapatriement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, qui ne sont pas considérés comme réinvestis indéfiniment, ont été comptabilisées et n'auront pas d'incidence importante sur les liquidités de la Société. De plus, la Société n'avait pas comptabilisé de passifs d'impôt différé sur les bénéfices non distribués de 2 779 924 000 \$ (2 339 815 000 \$ au 30 septembre 2016) tirés de ses filiales à l'étranger car ceux-ci étaient considérés comme étant réinvestis indéfiniment. Si ces bénéfices étaient distribués sous forme de dividendes ou autrement, la Société pourrait être assujettie à des impôts.

### 16. Avantages du personnel

La Société administre divers régimes d'avantages postérieurs à l'emploi notamment des régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies ainsi que d'autres régimes d'avantages du personnel.

#### RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

La Société administre des régimes de retraite à prestations définies principalement au profit de ses employés au Royaume-Uni, en Allemagne et en France ainsi que des régimes moins importants dans d'autres pays. Ces prestations sont fondées sur le salaire donnant droit à pension et sur le nombre d'années de service. Les régimes au Royaume-Uni et en Allemagne sont capitalisés à même les actifs détenus dans des fonds distincts. Le régime en France est non capitalisé.

Les régimes à prestations définies exposent la Société au risque de taux d'intérêt, au risque d'inflation, au risque de longévité, au risque de change et au risque de placement sur le marché.

La description qui suit traite principalement des régimes enregistrés au Royaume-Uni, en Allemagne et en France.

#### Royaume-Uni

Au Royaume-Uni, la Société a trois régimes de retraite à prestations définies distincts : le régime de retraite de CMG, le régime de retraite et d'assurance-vie de Logica et le régime de retraite à prestations définies de Logica.

Le régime de retraite de CMG est fermé aux nouveaux membres et les membres existants n'acquièrent plus de droits. Le régime de retraite et d'assurance-vie de Logica est encore ouvert, mais seulement aux employés qui sont issus de la fonction publique et qui disposent de régimes protégés. Le régime de retraite à prestations définies de Logica a été créé sur le modèle du régime en vigueur dans le secteur de l'électricité et vise les employés qui ont travaillé pour National Grid and Welsh Water dont les avantages étaient protégés.

Le régime de retraite et d'assurance-vie de Logica et le régime de retraite à prestations définies de Logica sont des régimes à cotisations patronales et salariales.

Les fiduciaires sont les dépositaires des régimes de retraite à prestations définies et sont responsables d'administrer ceux-ci, y compris les stratégies de placement. Les fiduciaires passent périodiquement en revue les politiques de placement et de répartition de l'actif. Ainsi, la politique du régime de retraite de CMG vise une répartition de 35 % d'actifs axés sur le rendement, comme des actions, et de 65 % d'une combinaison d'actifs, comme des obligations et des placements axés sur le passif, tels que des fonds de placement; la politique du régime de retraite et d'assurance-vie de Logica est d'investir 20 % des actifs au titre du régime dans des actions et 80 % dans des obligations et la politique du régime de retraite à prestations définies de Logica est d'investir 30 % des actifs au titre du régime dans des actions et 70 % dans des obligations.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 16. Avantages du personnel (suite)

#### RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (SUITE)

##### Royaume-Uni (suite)

En vertu de la *Pensions Act 2004* du Royaume-Uni, des évaluations actuarielles formelles et complètes doivent être réalisées au moins tous les trois ans dans le but de déterminer le montant des cotisations que la Société devrait verser pour que le régime respecte son objectif défini par la loi, compte tenu des actifs déjà détenus. Dans l'intervalle, les fiduciaires doivent obtenir des mises à jour sur la capitalisation estimative sauf si le régime compte moins de 100 membres.

Les évaluations actuarielles les plus récentes aux fins de la capitalisation des trois régimes de retraite à prestations définies susmentionnés ont été réalisées le 30 septembre 2015, et les régimes suivants ont fait état d'un déficit :

- L'évaluation actuarielle aux fins de la capitalisation du régime de retraite de CMG faisait état d'un déficit de 111 390 000 \$. Un nouveau plan de recouvrement a été proposé, entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et requérant des cotisations trimestrielles de 3 731 000 \$ pour couvrir le déficit et de 293 000 \$ pour couvrir les frais d'administration.
- L'évaluation actuarielle aux fins de la capitalisation du régime de retraite à prestations définies de Logica faisait état d'un déficit de 7 882 000 \$. Un nouveau plan de recouvrement a été proposé, entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et requérant des cotisations mensuelles de 154 000 \$ pour couvrir le déficit et de 10 000 \$ pour couvrir les frais d'administration.

##### Allemagne

En Allemagne, la Société a de nombreux régimes de retraite à prestations définies qui sont tous fermés aux nouveaux membres. Dans la majorité des régimes, les prestations sont versées sous forme de rente mensuelle à la retraite des employés. Dans quelques régimes, les employés recevront une prestation sous forme de montant forfaitaire au moment de leur départ à la retraite. Environ le tiers des régimes sont liés par d'anciennes conventions collectives. Il n'existe aucune exigence obligatoire en matière de capitalisation. Les régimes sont capitalisés au moyen des cotisations de la Société. Dans le cas de certains régimes, des polices d'assurance sont souscrites pour capitaliser les régimes de retraite. Celles-ci ne sont pas admissibles à titre d'actifs au titre du régime et sont présentées à titre de droit au remboursement.

##### France

En France, les prestations de retraite sont versées en vertu des dispositions du Code du Travail. Au moment de leur départ à la retraite, les employés recevront une prestation en fonction du salaire et de leur ancienneté au sein de la Société sous la forme d'un montant forfaitaire.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 16. Avantages du personnel (suite)

#### RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (SUITE)

Les tableaux suivants présentent les montants au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi inclus dans les bilans consolidés :

Au 30 septembre 2017	R.-U.	Allemagne	France	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Obligations au titre des prestations définies	(792 216)	(87 995)	(52 546)	(58 933)	(991 690)
Juste valeur des actifs des régimes	763 859	12 088	—	25 074	801 021
	(28 357)	(75 907)	(52 546)	(33 859)	(190 669)
Juste valeur du droit au remboursement	—	22 863	—	1 082	23 945
Passif net comptabilisé dans le bilan	(28 357)	(53 044)	(52 546)	(32 777)	(166 724)

Présenté à titre de :

Autres actifs non courants (note 9)

Contrats d'assurance souscrits pour capitaliser les régimes à prestations définies et contrats d'assurance-vie – droit au remboursement	—	22 863	—	1 082	23 945
Actifs au titre des prestations de retraite	11 316	—	—	307	11 623
Obligations au titre des prestations de retraite	(39 673)	(75 907)	(52 546)	(34 166)	(202 292)
	(28 357)	(53 044)	(52 546)	(32 777)	(166 724)

Au 30 septembre 2016	R.-U.	Allemagne	France	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Obligations au titre des prestations définies	(814 156)	(97 392)	(58 565)	(60 041)	(1 030 154)
Juste valeur des actifs des régimes	792 665	12 403	—	17 575	822 643
	(21 491)	(84 989)	(58 565)	(42 466)	(207 511)
Juste valeur du droit au remboursement	—	23 269	—	1 166	24 435
Passif net comptabilisé dans le bilan	(21 491)	(61 720)	(58 565)	(41 300)	(183 076)

Présenté à titre de :

Autres actifs non courants (note 9)

Contrats d'assurance souscrits pour capitaliser les régimes à prestations définies et contrats d'assurance-vie – droit au remboursement	—	23 269	—	1 166	24 435
Actifs au titre des prestations de retraite	8 797	—	—	—	8 797
Obligations au titre des prestations de retraite	(30 288)	(84 989)	(58 565)	(42 466)	(216 308)
	(21 491)	(61 720)	(58 565)	(41 300)	(183 076)

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## 16. Avantages du personnel (suite)

## RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (SUITE)

Obligations au titre des prestations définies	R.-U.	Allemagne	France	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Au 30 septembre 2016	814 156	97 392	58 565	60 041	1 030 154
Obligations éteintes à la liquidation	—	—	—	(1 029)	(1 029)
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 552	878	4 906	4 735	12 071
Charge d'intérêts	18 147	982	599	2 778	22 506
Gains actuariels attribuables à des variations des hypothèses financières <sup>1</sup>	(22 195)	(9 055)	(8 625)	(1 884)	(41 759)
Gains actuariels attribuables à des variations des hypothèses démographiques <sup>1</sup>	(12 043)	—	(2 395)	(626)	(15 064)
Pertes actuarielles (gains actuariels) lié(e)s à l'expérience <sup>1</sup>	25 041	422	(209)	339	25 593
Cotisations des participants au régime	113	—	—	—	113
Prestations payées dans le cadre du régime	(18 065)	(1 033)	—	(3 377)	(22 475)
Prestations payées directement par l'employeur	—	(1 634)	(305)	(708)	(2 647)
Écart de conversion <sup>1</sup>	(14 490)	43	10	(1 336)	(15 773)
<b>Au 30 septembre 2017</b>	<b>792 216</b>	<b>87 995</b>	<b>52 546</b>	<b>58 933</b>	<b>991 690</b>
Obligations au titre des prestations définies des régimes non capitalisés	—	—	52 546	33 353	85 899
Obligations au titre des prestations définies des régimes capitalisés	792 216	87 995	—	25 580	905 791
<b>Au 30 septembre 2017</b>	<b>792 216</b>	<b>87 995</b>	<b>52 546</b>	<b>58 933</b>	<b>991 690</b>

Obligations au titre des prestations définies	R.-U.	Allemagne	France	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Au 30 septembre 2015	753 583	82 380	49 603	48 727	934 293
Passif pris en charge dans le cadre d'acquisitions d'entreprises	—	—	381	—	381
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 133	808	4 314	5 720	11 975
Charge d'intérêts	26 177	1 911	1 172	2 529	31 789
Pertes actuarielles attribuables à des variations des hypothèses financières <sup>1</sup>	199 229	15 576	8 178	4 849	227 832
(Gains actuariels) pertes actuarielles attribuables à des variations des hypothèses démographiques <sup>1</sup>	(8 853)	—	(3 870)	121	(12 602)
Pertes actuarielles liées à l'expérience <sup>1</sup>	64	257	43	209	573
Coût des services passés	—	—	—	3 552	3 552
Cotisations des participants au régime	181	—	—	22	203
Prestations payées dans le cadre du régime	(21 781)	(225)	—	(2 085)	(24 091)
Prestations payées directement par l'employeur	—	(1 926)	(577)	(1 882)	(4 385)
Écart de conversion <sup>1</sup>	(135 577)	(1 389)	(679)	(1 721)	(139 366)
Au 30 septembre 2016	814 156	97 392	58 565	60 041	1 030 154
Obligations au titre des prestations définies des régimes non capitalisés	—	—	58 565	34 436	93 001
Obligations au titre des prestations définies des régimes capitalisés	814 156	97 392	—	25 605	937 153
Au 30 septembre 2016	814 156	97 392	58 565	60 041	1 030 154

<sup>1</sup> Montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 16. Avantages du personnel (suite)

#### RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (SUITE)

Actifs des régimes et droit au remboursement	R.-U.	Allemagne	France	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Au 30 septembre 2016	792 665	35 672	—	18 741	847 078
Actifs distribués sur liquidation	—	—	—	(449)	(449)
Revenus d'intérêts sur les actifs au titre du régime	17 628	364	—	1 157	19 149
Cotisations patronales	17 651	1 411	305	11 482	30 849
Rendement des actifs compte non tenu des revenus d'intérêts <sup>1</sup>	(29 635)	380	—	532	(28 723)
Cotisations des participants au régime	113	—	—	—	113
Prestations payées dans le cadre du régime	(18 065)	(1 033)	—	(3 377)	(22 475)
Prestations payées directement par l'employeur	—	(1 634)	(305)	(708)	(2 647)
Frais d'administration payés dans le cadre du régime	2 108	—	—	(113)	(2 221)
Écart de conversion <sup>1</sup>	(14 390)	(209)	—	(1 109)	(15 708)
<b>Au 30 septembre 2017</b>	<b>763 859</b>	<b>34 951</b>	<b>—</b>	<b>26 156</b>	<b>824 966</b>
Actifs des régimes	763 859	12 088	—	25 074	801 021
Droit au remboursement	—	22 863	—	1 082	23 945
<b>Au 30 septembre 2017</b>	<b>763 859</b>	<b>34 951</b>	<b>—</b>	<b>26 156</b>	<b>824 966</b>

Actifs des régimes et droit au remboursement	R.-U.	Allemagne	France	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Au 30 septembre 2015	726 224	35 120	—	16 207	777 551
Revenus d'intérêts sur les actifs au titre du régime	25 494	813	—	1 087	27 394
Cotisations patronales	17 896	2 024	577	5 302	25 799
Rendement des actifs compte non tenu des revenus d'intérêts <sup>1</sup>	178 033	437	—	597	179 067
Cotisations des participants au régime	181	—	—	22	203
Prestations payées dans le cadre du régime	(21 781)	(225)	—	(2 085)	(24 091)
Prestations payées directement par l'employeur	—	(1 926)	(577)	(1 882)	(4 385)
Frais d'administration payés dans le cadre du régime	(1 839)	—	—	(3)	(1 842)
Écart de conversion <sup>1</sup>	(131 543)	(571)	—	(504)	(132 618)
Au 30 septembre 2016	792 665	35 672	—	18 741	847 078
Actifs des régimes	792 665	12 403	—	17 575	822 643
Droit au remboursement	—	23 269	—	1 166	24 435
Au 30 septembre 2016	792 665	35 672	—	18 741	847 078

<sup>1</sup> Montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 16. Avantages du personnel (suite)

#### RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (SUITE)

Les actifs des régimes à la fin des exercices se composent de ce qui suit :

Au 30 septembre 2017	R.-U.	Allemagne	France	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Actions cotées	233 871	—	—	—	233 871
Obligations cotées	183 729	—	—	123	183 852
Biens immobiliers	32 353	—	—	—	32 353
Trésorerie	75 044	—	—	51	75 095
Autres <sup>1</sup>	238 862	12 088	—	24 900	275 850
	763 859	12 088	—	25 074	801 021

Au 30 septembre 2016	R.-U.	Allemagne	France	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Actions cotées	200 163	—	—	—	200 163
Obligations cotées	188 674	—	—	162	188 836
Biens immobiliers	30 004	—	—	—	30 004
Trésorerie	62 708	—	—	55	62 763
Autres <sup>1</sup>	311 116	12 403	—	17 358	340 877
	792 665	12 403	—	17 575	822 643

<sup>1</sup> Se composent principalement de divers contrats d'assurance et de fonds de placement cotés qui couvrent des obligations au titre des prestations définies.

Les actifs des régimes ne comprennent pas les actions de la Société, les biens immobiliers occupés par celle-ci ou tout autre actif utilisé par la Société.

Le tableau suivant présente la charge<sup>1</sup> comptabilisée dans les états consolidés du résultat :

	Exercices clos les 30 septembre	
	2017	2016
	\$	\$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	12 071	11 975
Gain à la liquidation	(580)	—
Coût des services passés	—	3 552
Intérêts nets sur les obligations ou les actifs nets au titre des prestations définies	3 357	4 395
Frais d'administration	2 221	1 842
	17 069	21 764

<sup>1</sup> La charge a été comptabilisée à titre de coûts des services et frais de vente et d'administration totalisant 11 491 000 \$ et de charges financières nettes totalisant 5 578 000 \$ (note 25) (respectivement 15 527 000 \$ et 6 237 000 \$ pour l'exercice clos le 30 septembre 2016).

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 16. Avantages du personnel (suite)

#### RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (SUITE)

##### Hypothèses actuarielles

Le tableau suivant présente les principales hypothèses actuarielles (présentées en moyennes pondérées). Les taux d'actualisation, les augmentations salariales et de prestations de retraite futures, les taux d'inflation et les taux de mortalité présumés ont tous une incidence importante sur l'évaluation comptable.

Au 30 septembre 2017	R.-U.	Allemagne	France	Autres
	%	%	%	%
Taux d'actualisation	2,69	1,75	1,75	4,50
Augmentations salariales futures	3,48	2,50	2,86	1,96
Augmentations des prestations de retraite futures	3,38	1,50	—	—
Taux d'inflation	3,48	2,00	2,00	2,85

Au 30 septembre 2016	R.-U.	Allemagne	France	Autres
	%	%	%	%
Taux d'actualisation	2,31	1,04	1,04	3,86
Augmentations salariales futures	3,15	2,50	2,17	2,07
Augmentations des prestations de retraite futures	3,11	1,50	—	—
Taux d'inflation	3,15	2,00	2,00	3,10

La longévité moyenne après l'âge de 65 ans d'un membre âgé actuellement de 45 ans ou de 65 ans se présente comme suit :

Au 30 septembre 2017	R.-U.	Allemagne
	(en années)	
Longévité prévue des membres actuels âgés de 65 ans		
Hommes	22,1	20,0
Femmes	23,9	24,0
Longévité prévue des membres actuels âgés de 45 ans		
Hommes	23,5	22,0
Femmes	25,4	26,0

Au 30 septembre 2016	R.-U.	Allemagne
	(en années)	
Longévité prévue des membres actuels âgés de 65 ans		
Hommes	22,2	20,0
Femmes	24,2	24,0
Longévité prévue des membres actuels âgés de 45 ans		
Hommes	23,9	22,0
Femmes	26,1	26,0

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 16. Avantages du personnel (suite)

#### RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (SUITE)

##### Hypothèses actuarielles (suite)

Les hypothèses à l'égard des statistiques futures de mortalité sont établies d'après des conseils actuariels qui tiennent compte des statistiques et des résultats techniques publiés dans chaque pays. Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, les hypothèses relatives à la mortalité pour les principaux pays reposent sur les tables de mortalité après le départ à la retraite suivantes : 1) au Royaume-Uni, 100 % selon le S2PxA (année de naissance), plus les projections du modèle CMI\_2016 avec un taux d'amélioration annuel à long terme d'au moins 1,25 %; 2) en Allemagne, selon le Heubeck RT2005G et 3) en France selon l'INSEE TVTD 2010-2012.

Les tableaux suivants présentent la sensibilité des obligations au titre des prestations définies aux changements dans les principales hypothèses actuarielles :

Au 30 septembre 2017	R.-U.	Allemagne	France
	\$	\$	\$
Augmentation de 0,25 % du taux d'actualisation	(34 430)	(2 922)	(2 065)
Diminution de 0,25 % du taux d'actualisation	36 668	3 081	2 174
Augmentation salariale de 0,25 %	582	56	2 208
Diminution salariale de 0,25 %	(575)	(55)	(2 105)
Augmentation de 0,25 % des prestations de retraite	17 169	1 338	—
Diminution de 0,25 % des prestations de retraite	(16 347)	(1 282)	—
Augmentation de 0,25 % du taux d'inflation	27 484	1 338	2 208
Diminution de 0,25 % du taux d'inflation	(26 022)	(1 282)	(2 105)
Augmentation de un an de l'espérance de vie	22 051	2 442	378
Diminution de un an de l'espérance de vie	(21 965)	(2 186)	(407)

Au 30 septembre 2016	R.-U.	Allemagne	France
	\$	\$	\$
Augmentation de 0,25 % du taux d'actualisation	(36 935)	(3 556)	(2 476)
Diminution de 0,25 % du taux d'actualisation	39 406	3 762	2 612
Augmentation salariale de 0,25 %	724	80	2 588
Diminution salariale de 0,25 %	(714)	(78)	(2 466)
Augmentation de 0,25 % des prestations de retraite	17 860	1 802	—
Diminution de 0,25 % des prestations de retraite	(16 963)	(1 721)	—
Augmentation de 0,25 % du taux d'inflation	28 843	1 802	2 588
Diminution de 0,25 % du taux d'inflation	(27 303)	(1 721)	(2 466)
Augmentation de un an de l'espérance de vie	24 093	2 918	444
Diminution de un an de l'espérance de vie	(23 900)	(2 601)	(485)

L'analyse de sensibilité qui précède repose sur une méthode qui extrapole l'incidence de modifications raisonnables apportées aux principales hypothèses à la fin de l'exercice sur les obligations au titre des prestations définies.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 16. Avantages du personnel (suite)

#### RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (SUITE)

##### Hypothèses actuarielles (suite)

La durée moyenne pondérée des obligations au titre des prestations définies se présente comme suit :

	Exercices clos les 30 septembre	
	2017	2016
	(en années)	
Royaume-Uni	19	20
Allemagne	14	15
France	16	18
Autres	11	13

La Société s'attend à cotiser 23 798 000 \$ aux régimes à prestations définies au cours du prochain exercice, dont 19 753 000 \$ aux régimes du Royaume-Uni et 4 045 000 \$ à d'autres régimes. Les cotisations tiendront compte des nouvelles prestations constituées et des paiements de recouvrement du déficit.

#### RÉGIMES À COTISATIONS DÉFINIES

La Société administre également des régimes de retraite à cotisations définies. Dans certains pays, les cotisations sont versées dans les régimes de retraite gouvernementaux. Le coût des régimes de retraite à cotisations définies s'est élevé à 234 122 000 \$ en 2017 (236 678 000 \$ en 2016).

De plus, en Suède, la Société cotise au régime multiemployeurs, le régime de retraite d'Alecta SE (Alecta), lequel est un régime de retraite à prestations définies. Ce régime de retraite est classé à titre de régime à cotisations définies, étant donné qu'il n'existe pas d'informations suffisantes pour le comptabiliser à titre de régime à prestations définies. Alecta est dans l'incapacité d'établir exactement la répartition des actifs et des provisions pour chaque employeur. La quote-part de la Société du total des cotisations s'élevait à 0,81 % et ses adhérents représentent 0,55 % du nombre total des adhérents actifs au régime.

Alecta utilise un ratio de capitalisation collectif pour déterminer l'excédent ou le déficit du régime de retraite. Tout excédent ou déficit du régime touchera le montant des cotisations futures à payer. La capitalisation collective représente l'écart entre les actifs d'Alecta et les engagements envers les titulaires de polices et les personnes assurées. La solvabilité collective peut généralement varier entre 125 % et 155 % avec une cible de 140 %. Au 30 septembre 2017, le ratio de capitalisation collectif d'Alecta s'établissait à 158 % (142 % en 2016). La charge au titre du régime s'est élevée à 34 208 000 \$ en 2017 (34 528 000 \$ en 2016). La Société s'attend à cotiser 27 590 000 \$ au régime au cours du prochain exercice.

#### AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société maintient des régimes de rémunération différée pour certains membres de la direction aux États-Unis et en Allemagne. Certains régimes comprennent des actifs qui seront utilisés pour financer les passifs. Au 30 septembre 2017, le passif au titre de la rémunération différée totalisait 48 379 000 \$ (43 844 000 \$ au 30 septembre 2016) (note 14) et les actifs au titre de la rémunération différée totalisaient 46 906 000 \$ (42 139 000 \$ au 30 septembre 2016) (note 10).

Pour le régime de rémunération différée aux États-Unis, une fiducie a été établie afin que les actifs au titre du régime soient distincts; cependant, dans le cas d'une faillite, les actifs sont sous réserve des droits des créanciers ordinaires de la Société. Ces actifs, composés de placements, changent de valeur selon les cotisations des employés et les variations de valeur des placements. Le changement de la valeur des passifs liés au régime est égal au changement de la valeur des actifs. Les actifs de la fiducie ainsi que les passifs connexes totalisaient 46 480 000 \$ au 30 septembre 2017 (41 423 000 \$ au 30 septembre 2016).

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 17. Cumul des autres éléments du résultat global

	Au 30 septembre 2017	Au 30 septembre 2016
	\$	\$
Éléments qui seront reclassés ultérieurement dans le bénéfice net :		
Gains nets non réalisés découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger, déduction faite d'une charge d'impôt sur les bénéfices cumulée de 65 850 \$ au 30 septembre 2017 (69 777 \$ au 30 septembre 2016)	695 591	837 056
Pertes nettes sur les instruments financiers dérivés ainsi que découlant de la conversion de la dette à long terme désignés comme couvertures des investissements nets dans des établissements à l'étranger, déduction faite d'un recouvrement d'impôt sur les bénéfices cumulé de 69 296 \$ au 30 septembre 2017 (72 490 \$ au 30 septembre 2016)	(453 690)	(466 799)
Gains nets non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie, déduction faite d'une charge d'impôt sur les bénéfices cumulée de 2 332 \$ au 30 septembre 2017 (8 876 \$ au 30 septembre 2016)	1 670	13 931
(Pertes nettes) gains nets non réalisé(e)s sur les placements disponibles à la vente, déduction faite d'un recouvrement d'impôt sur les bénéfices cumulé de 178 \$ au 30 septembre 2017 (déduction faite d'une charge d'impôt sur les bénéfices cumulée de 965 \$ au 30 septembre 2016)	(562)	2 947
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le bénéfice net :		
Pertes de réévaluation nettes sur les régimes à prestations définies, déduction faite d'un recouvrement d'impôt sur les bénéfices cumulé de 20 933 \$ au 30 septembre 2017 (25 160 \$ au 30 septembre 2016)	(83 618)	(83 007)
	<b>159 391</b>	<b>304 128</b>

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, des gains nets non réalisés de 15 425 000 \$, auparavant classés dans les autres éléments du résultat global, déduction faite d'une charge d'impôt sur les bénéfices de 9 534 000 \$, ont été reclassés au bénéfice net au titre des instruments financiers dérivés qui ont été désignés comme couvertures de flux de trésorerie (gains nets non réalisés de 11 834 000 \$, déduction faite d'une charge d'impôt sur les bénéfices de 6 725 000 \$, pour l'exercice clos le 30 septembre 2016).

### 18. Capital-actions

Autorisé, nombre illimité d'actions sans valeur nominale :

Actions privilégiées de premier rang, comportant un droit de vote par action, ayant priorité de rang quant au versement de dividendes sur les actions privilégiées de second rang, sur les actions subalternes classe A et sur les actions classe B;

Actions privilégiées de second rang, sans droit de vote, ayant priorité de rang quant au versement de dividendes sur les actions subalternes classe A et les actions classe B;

Actions subalternes classe A, comportant un droit de vote par action, de même rang que les actions classe B quant au versement de dividendes et convertibles en actions classe B, sous réserve de certaines conditions, dans l'éventualité où certaines offres d'achat visant les actions classe B se concrétisent;

Actions classe B, comportant dix droits de vote par action, de même rang que les actions subalternes classe A quant au versement de dividendes et convertibles en tout temps au gré du détenteur en actions subalternes classe A.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 18. Capital-actions (suite)

Au cours des exercices 2017 et 2016, les actions subalternes classe A et les actions classe B ont évolué comme suit :

	Actions subalternes classe A		Actions classe B		Total	
	Nombre	Valeur comptable	Nombre	Valeur comptable	Nombre	Valeur comptable
		\$		\$		\$
Au 30 septembre 2015	275 773 284	2 207 826	33 272 767	46 419	309 046 051	2 254 245
Émises par suite de l'exercice d'options sur actions <sup>1</sup>	5 283 485	111 405	—	—	5 283 485	111 405
UAR exercées <sup>2</sup>	—	21 250	—	—	—	21 250
Rachetées et annulées <sup>3</sup>	(9 519 875)	(170 374)	—	—	(9 519 875)	(170 374)
Achetées et détenues en fiducie <sup>4</sup>	—	(21 795)	—	—	—	(21 795)
Conversion d'actions <sup>5</sup>	420 019	586	(420 019)	(586)	—	—
Au 30 septembre 2016	271 956 913	2 148 898	32 852 748	45 833	304 809 661	2 194 731
Émises par suite de l'exercice d'options sur actions <sup>1</sup>	2 079 150	60 943	—	—	2 079 150	60 943
UAR exercées <sup>2</sup>	—	23 666	—	—	—	23 666
Rachetées et annulées <sup>3</sup>	(19 929 268)	(227 060)	—	—	(19 929 268)	(227 060)
Revendues et détenues en fiducie <sup>4</sup>	—	2 445	—	—	—	2 445
<b>Au 30 septembre 2017</b>	<b>254 106 795</b>	<b>2 008 892</b>	<b>32 852 748</b>	<b>45 833</b>	<b>286 959 543</b>	<b>2 054 725</b>

<sup>1</sup> La valeur comptable des actions subalternes classe A comprend un montant de 11 169 000 \$ (21 972 000 \$ au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2016) qui correspond à une réduction du surplus d'apport et qui représente la valeur du coût de rémunération cumulé lié aux options sur actions exercées au cours de l'exercice.

<sup>2</sup> Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2017, 659 640 UAR ont été exercées (969 241 au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2016), dont la valeur comptabilisée de 23 666 000 \$ (21 250 000 \$ au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2016) a été retirée du surplus d'apport. Au 30 septembre 2017, 468 668 actions subalternes classe A étaient détenues en fiducie en vertu du régime d'UAR (1 192 308 au 30 septembre 2016) (note 19 b).

<sup>3</sup> Le 1<sup>er</sup> février 2017, le conseil d'administration de la Société a approuvé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société permettant à celle-ci de racheter sur le marché libre, aux fins d'annulation, jusqu'à 21 190 564 actions subalternes classe A par l'entremise de la Bourse de Toronto. Les actions subalternes classe A peuvent être rachetées dès le 6 février 2017 jusqu'au 5 février 2018 au plus tard, ou plus tôt si la Société complétait le rachat ou décidait de mettre fin à l'offre publique de rachat avant son échéance.

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, la Société a racheté 15 074 900 actions subalternes classe A aux fins d'annulation (2 207 500 au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2016) dans le cadre de la précédente et de l'actuelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités, pour une contrepartie en trésorerie de 946 664 000 \$ (117 820 000 \$ au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2016) et l'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable, de l'ordre de 823 450 000 \$ (99 553 000 \$ au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2016), a été imputé aux bénéfices non distribués. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2016, la Société a payé et annulé 200 000 actions subalternes classe A d'une valeur comptable de 1 631 000 \$ et d'une valeur d'achat de 9 466 000 \$ qui étaient détenues dans la période précédente.

De plus, pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, la Société a racheté 4 854 368 actions subalternes classe A aux fins d'annulation (7 112 375 au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2016) détenues par la Caisse de dépôt et placement du Québec, pour une contrepartie en trésorerie de 300 000 000 \$ (400 000 000 \$ au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2016). L'excédent du prix de rachat sur la valeur comptable, de l'ordre de 196 154 000 \$ (247 893 000 \$ au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2016), a été imputé aux bénéfices non distribués. Conformément aux exigences de la Bourse de Toronto, les actions rachetées sont prises en compte dans la limite globale annuelle que la Société peut racheter dans le cadre de l'actuelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

<sup>4</sup> Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, le fiduciaire a revendu 64 000 actions subalternes classe A qui étaient détenues en fiducie sur le marché libre conformément aux modalités du régime d'UAR (néant pour l'exercice clos le 30 septembre 2016). L'excédent du produit sur la valeur comptable des actions subalternes classe A, de l'ordre de 1 601 000 \$, s'est traduit par une augmentation du surplus d'apport. Pour l'exercice clos le 30 septembre 2016, le fiduciaire, conformément aux modalités du régime d'UAR et d'un contrat de fiducie, a acheté sur le marché libre 441 722 actions subalternes classe A de la Société, pour une contrepartie en trésorerie de 21 795 000 \$.

<sup>5</sup> Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2016, un actionnaire a converti 420 019 actions classe B en 420 019 actions subalternes classe A.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 19. Paiements fondés sur des actions

#### a) Options sur actions

En vertu du régime d'options sur actions de la Société, le conseil d'administration peut, à son gré, attribuer à certains employés, dirigeants et administrateurs de la Société et de ses filiales, des options sur actions leur permettant d'acquérir des actions subalternes classe A de la Société. Le prix d'exercice est déterminé par le conseil d'administration et est égal au cours de clôture des actions subalternes classe A à la Bourse de Toronto le jour précédant la date d'attribution. Les droits rattachés aux options sur actions deviennent généralement acquis sur une période de quatre ans après la date d'attribution, sous réserve de l'atteinte d'objectifs, et les options sur actions doivent être exercées dans un délai de dix ans, sauf en cas de départ à la retraite, de cessation d'emploi ou de décès. Au 30 septembre 2017, un total de 30 561 122 actions subalternes classe A étaient réservées pour émission en vertu du régime d'options sur actions.

Le tableau suivant présente des renseignements relatifs à toutes les options sur actions en cours attribuées par la Société :

	2017		2016	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré par action	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré par action
		\$		\$
En cours au début de l'exercice	16 623 619	39,40	20 629 392	29,23
Attribuées	2 961 866	63,22	3 882 977	62,53
Exercées	(2 079 150)	23,94	(5 283 485)	16,93
Éteintes	(2 267 952)	49,12	(2 558 272)	39,39
Échues	(500)	7,72	(46 993)	14,22
En cours à la fin de l'exercice	15 237 883	44,70	16 623 619	39,40
Pouvant être exercées à la fin de l'exercice	7 527 054	28,77	7 798 604	24,10

Le prix moyen pondéré des actions à la date d'exercice des options sur actions exercées en 2017 s'établissait à 64,49 \$ (58,65 \$ en 2016).

Le tableau suivant résume l'information sur les options sur actions en cours attribuées par la Société au 30 septembre 2017 :

	Options en cours			Options pouvant être exercées		
	Fourchette des prix d'exercice	Nombre d'options	Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
	\$			\$		\$
	9,31 à 9,41	235 229	1,00	9,31	235 229	9,31
	11,39 à 13,26	524 425	2,00	12,59	524 425	12,59
	14,48 à 15,96	1 136 174	3,00	15,48	1 136 174	15,48
	19,28 à 21,31	283 523	4,00	19,75	283 523	19,75
	23,65 à 30,79	1 965 317	5,21	23,89	1 965 317	23,89
	34,68 à 38,79	1 886 662	6,35	37,22	1 752 804	37,17
	39,47 à 47,36	1 042 738	7,13	39,67	757 139	39,70
	47,81 à 56,69	1 725 490	7,99	48,46	866 563	48,50
	57,21 à 63,72	6 438 325	9,43	63,21	5 880	57,21
		15 237 883	7,22	44,70	7 527 054	28,77

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 19. Paiements fondés sur des actions (suite)

#### a) Options sur actions (suite)

La juste valeur des options sur actions attribuées au cours de l'exercice et les hypothèses moyennes pondérées utilisées aux fins du calcul de leur juste valeur à la date d'attribution en utilisant le modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes sont comme suit :

	Exercices clos les 30 septembre	
	2017	2016
Juste valeur à la date d'attribution (\$)	13,03	13,11
Rendement du dividende (%)	0,00	0,00
Volatilité prévue (%) <sup>1</sup>	22,52	25,41
Taux d'intérêt sans risque (%)	1,66	0,56
Durée prévue (en années)	4,00	4,00
Prix d'exercice (\$)	63,22	62,53
Cours de l'action (\$)	63,22	62,53

<sup>1</sup> La volatilité prévue a été établie selon les formules statistiques et l'historique hebdomadaire moyen des prix de clôture quotidiens sur la période de la durée de vie prévue de l'option.

#### b) Unités d'actions liées au rendement

En vertu du régime d'UAR, le conseil d'administration peut attribuer aux cadres supérieurs et à d'autres employés clés (participants) des UAR qui leur donnent droit à une action subalterne classe A pour chaque UAR. Les conditions liées à l'acquisition des droits et au rendement sont établies par le conseil d'administration à la date d'attribution. Les UAR expirent le jour ouvrable précédant le 31 décembre de la troisième année civile suivant la fin de l'exercice au cours duquel l'attribution a été effectuée, sauf en cas de départ à la retraite, de cessation d'emploi ou de décès. Les droits rattachés aux UAR attribuées s'acquerraient annuellement sur une période de quatre ans à partir de la date d'attribution, sous réserve de l'atteinte d'objectifs.

Les actions subalternes classe A achetées dans le cadre du régime d'UAR sont détenues en fiducie à l'intention des participants. La fiducie, considérée comme une entité structurée, est consolidée dans les états financiers consolidés de la Société, et le coût des actions achetées est comptabilisé en réduction du capital-actions (note 18).

Le tableau suivant présente des renseignements relatifs au nombre d'UAR en cours attribuées par la Société :

En cours au 30 septembre 2015	1 719 827
Attribuées <sup>1</sup>	570 000
Exercées	(969 241)
Éteintes	(128 278)
En cours au 30 septembre 2016	1 192 308
Attribuées <sup>1</sup>	221 000
Exercées	(659 640)
Éteintes	(285 000)
<b>En cours au 30 septembre 2017</b>	<b>468 668</b>

<sup>1</sup> Les UAR attribuées en 2017 étaient assorties d'une juste valeur à la date d'attribution de 62,49 \$ par unité (48,35 \$ par unité en 2016).

Le 26 septembre 2017, la Société a adopté un nouveau régime d'UAR ayant des modalités semblables à celles du régime d'UAR existant. Aucune UAR n'a été attribuée en vertu du nouveau régime pour l'exercice clos le 30 septembre 2017.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 19. Paiements fondés sur des actions (suite)

#### c) Régime d'achat d'actions

En vertu du régime d'achat d'actions, la Société verse un montant correspondant à un pourcentage des cotisations de base des employés, jusqu'à concurrence de 3,50 %. Un employé peut verser des cotisations additionnelles en excédent des cotisations de base; toutefois, la Société ne verse pas des cotisations d'un montant égal si l'employé verse des cotisations additionnelles. Les cotisations de l'employé et celles de la Société sont versées à un administrateur indépendant du régime qui achète des actions subalternes classe A sur le marché libre au nom de l'employé par l'entremise de la Bourse de Toronto ou de la Bourse de New York.

#### d) Régime d'unités d'actions différées

Les membres externes du conseil d'administration (participants) peuvent recevoir une partie ou la totalité de leurs jetons de présence en UAD. Les droits rattachés aux UAD sont acquis immédiatement et doivent être exercés au plus tard le 15 décembre de l'année civile qui suit immédiatement l'année civile au cours de laquelle le participant cesse d'agir à titre d'administrateur. Chaque UAD donne le droit au porteur de recevoir un paiement en trésorerie égal au cours de clôture des actions subalternes classe A à la Bourse de Toronto à la date de paiement. Au 30 septembre 2017, il y avait 136 246 UAD en cours (107 856 UAD au 30 septembre 2016).

#### e) Charges au titre des paiements fondés sur des actions

La charge au titre des paiements fondés sur des actions comptabilisée dans les coûts des services et frais de vente et d'administration est la suivante :

	Exercices clos les 30 septembre	
	2017	2016
	\$	\$
Options sur actions	<b>25 133</b>	17 720
UAR	<b>9 310</b>	20 579
Régime d'achat d'actions	<b>97 729</b>	87 683
UAD	<b>2 075</b>	2 916
	<b>134 247</b>	128 898

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 20. Bénéfice par action

Le tableau suivant présente le calcul du bénéfice de base par action et du bénéfice par action après dilution pour les exercices clos les 30 septembre :

	2017			2016		
	Bénéfice net	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation <sup>1</sup>	Bénéfice par action	Bénéfice net	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation <sup>1</sup>	Bénéfice par action
	\$		\$	\$		\$
De base	1 035 195	297 516 970	3,48	1 068 716	304 808 130	3,51
Incidence nette des options sur actions et UAR dilutives <sup>2</sup>		5 776 515			7 965 026	
	1 035 195	303 293 485	3,41	1 068 716	312 773 156	3,42

<sup>1</sup> Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2017, les 19 929 268 actions subalternes classe A achetées et les 468 668 actions subalternes classe A détenues en fiducie (respectivement 9 519 875 et 1 192 308 au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2016) ont été exclues du calcul du nombre moyen pondéré d'actions en circulation à compter de la date de la transaction.

<sup>2</sup> Le calcul du résultat par action après dilution exclut 6 419 566 options sur actions pour l'exercice clos le 30 septembre 2017 (3 842 800 pour l'exercice clos le 30 septembre 2016) puisqu'elles étaient antidilutives.

### 21. Contrats de construction en cours

Les revenus tirés des accords d'intégration de systèmes et de services-conseils dans le cadre d'accords à prix fixe dont le résultat peut être estimé de façon fiable sont comptabilisés selon la méthode du pourcentage d'avancement au cours de la période où les services sont fournis. La Société utilise principalement les coûts de la main-d'œuvre ou le nombre d'heures de travail pour mesurer le pourcentage d'avancement des travaux. Lorsque le résultat d'un accord ne peut être estimé de façon fiable, les revenus ne doivent être comptabilisés qu'à hauteur des coûts engagés qui sont susceptibles d'être recouvrables.

L'excédent des montants comptabilisés à titre de revenus sur les montants facturés est classé dans les travaux en cours. Les montants perçus avant la prestation des services ou la livraison des biens sont classés dans les revenus différés.

Le statut des contrats de construction en cours de la Société à la fin de la période de présentation de l'information financière était le suivant :

	Au 30 septembre 2017	Au 30 septembre 2016
	\$	\$
Comptabilisés à titre de :		
Revenus de l'exercice	1 527 904	1 443 169
Comptabilisés à titre de :		
Montants à recevoir des clients aux termes de contrats de construction <sup>1</sup>	278 792	414 427
Montants à payer aux clients aux termes de contrats de construction	(56 068)	(105 187)

<sup>1</sup> Au 30 septembre 2017, les montants retenus par les clients pour les contrats de construction en cours s'élevaient à 11 971 000 \$ (72 277 000 \$ au 30 septembre 2016).

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 22. Coûts des services et frais de vente et d'administration

	Exercices clos les 30 septembre	
	2017	2016
	\$	\$
Salaires et autres coûts liés aux membres <sup>1</sup>	6 412 607	6 254 917
Honoraires professionnels et autres coûts liés à la main-d'œuvre contractuelle	1 273 944	1 243 143
Coûts liés au matériel informatique, aux logiciels et aux centres de traitement des données	814 274	795 347
Coûts immobiliers	349 881	399 682
Amortissement (note 23)	366 377	394 054
Autres charges opérationnelles	40 576	33 786
	<b>9 257 659</b>	<b>9 120 929</b>

<sup>1</sup> Déduction faite des crédits d'impôt pour la R et D et d'autres crédits d'impôt de 182 951 000 \$ en 2017 (174 199 000 \$ en 2016).

### 23. Amortissement

	Exercices clos les 30 septembre	
	2017	2016
	\$	\$
Amortissement des immobilisations corporelles <sup>1</sup> (note 6)	152 854	163 105
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 8)	157 033	176 895
Amortissement des coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition	56 490	54 054
Inclus dans les coûts des services et frais de vente et d'administration (note 22)	366 377	394 054
Amortissement des coûts liés à des contrats relativement aux incitatifs (présenté à titre de réduction des revenus)	2 336	3 221
Amortissement des frais de financement différés (présenté dans les charges financières)	1 090	1 154
Amortissement des primes et escomptes sur les placements liés aux fonds détenus pour des clients (présenté sur la base du montant net à titre de réduction des revenus)	1 494	1 631
Dépréciation des immobilisations corporelles (présentée dans les coûts de restructuration) (notes 6 et 24)	5 907	—
	<b>377 204</b>	<b>400 060</b>

<sup>1</sup> L'amortissement des immobilisations corporelles acquises aux termes de contrats de location-financement s'est élevé à 11 623 000 \$ en 2017 (14 471 000 \$ en 2016).

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 24. Coûts de restructuration

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2017, la Société a annoncé qu'elle engagera des coûts de restructuration d'environ 165 000 000 \$ au cours du prochain exercice afin de réduire le délai pour mettre en œuvre certains éléments de sa stratégie de croissance rentable et a engagé des coûts de 88 628 000 \$ liés au programme annoncé. Ce montant comprend des coûts de restructuration liés à la cessation d'emploi de 67 426 000 \$, comptabilisés au titre de la provision pour restructuration, des coûts liés à des contrats de location visant des locaux libérés de 14 550 000 \$, comptabilisés au titre de la provision pour contrats de location déficitaires, une charge de 5 907 000 \$ au titre de la dépréciation des immobilisations corporelles (notes 6 et 23) et d'autres coûts de restructuration de 745 000 \$. L'initiative devrait générer des bénéfices tout au long de l'exercice 2018.

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2016, la Société a achevé la mise en œuvre du programme de restructuration annoncé précédemment à l'égard des mesures d'amélioration de la productivité et a engagé un montant de 29 100 000 \$ au titre des coûts de restructuration liés à la cessation d'emploi, soit une charge totale de 65 000 000 \$ pour l'ensemble du programme.

### 25. Charges financières nettes

	Exercices clos les 30 septembre	
	2017	2016
	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme	62 022	70 257
Charges financières nettes liées aux obligations et aux actifs nets au titre des prestations définies (note 16)	5 578	6 237
Autres charges financières	5 911	3 542
Charges financières	73 511	80 036
Revenus financiers	(3 719)	(1 610)
	69 792	78 426

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 26. Investissements dans les filiales

#### a) Acquisitions

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2017, la Société a fait les acquisitions suivantes :

- Le 3 novembre 2016, la Société a acquis la totalité des unités de Collaborative Consulting, LLC, société de services-conseils stratégiques en TI, spécialisée dans les secteurs des services financiers, des sciences de la vie et des services publics, établie à Boston, au Massachusetts.
- Le 19 avril 2017, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de Computer Technology Solutions, Inc., société de services-conseils stratégiques en TI, orientée vers les marchés commerciaux, spécialisée dans l'informatique en nuage, l'analyse de données et la transformation numérique, établie à Birmingham, en Alabama.
- Le 12 mai 2017, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de eCommerce Systems, Inc., société de services-conseils stratégiques en TI, orientée vers les marchés commerciaux, spécialisée dans l'informatique en nuage, l'analyse de données et la transformation numérique, établie à Denver, au Colorado.
- Le 22 août 2017, la Société a acquis la totalité des actions en circulation de Summa Technologies, Inc. (Summa), société de services-conseils stratégiques en TI, dotée d'une expertise dans l'expérience numérique et le développement de logiciels agiles, établie à Pittsburgh, en Pennsylvanie.

Le tableau suivant présente la répartition du prix d'acquisition à l'égard des acquisitions ci-dessus en fonction de la juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles identifiables acquises et des passifs pris en charge à la date d'acquisition. La répartition du prix d'acquisition de Summa est préliminaire.

	2017
	\$
Actifs courants	40 705
Immobilisations corporelles	5 488
Immobilisations incorporelles	50 474
Goodwill <sup>1</sup>	238 322
Passifs courants	(29 953)
Passif d'impôt différé	(3 126)
Dette	(9 648)
	292 262
Trésorerie acquise	14 814
Actifs nets acquis	307 076
	297 875
Contrepartie payée	9 201
Contrepartie à payer <sup>2</sup>	

<sup>1</sup> Le goodwill découlant des acquisitions représente principalement la valeur économique future liée à la main-d'œuvre acquise et les synergies avec les activités de la Société. L'ensemble du goodwill est inclus dans le secteur opérationnel É.-U. et un montant de 191 231 000 \$ est déductible aux fins de l'impôt.

<sup>2</sup> Remboursable en versements annuels jusqu'en 2021 et portant intérêt au taux de 2,04 %.

De plus, le 6 octobre 2017, la Société a acquis 94,79 % des actions en circulation d'Affecto Plc (Affecto), un fournisseur de premier plan de services et de solutions d'intelligence d'affaires et de gestion de l'information d'entreprise établi à Helsinki, en Finlande, pour une contrepartie en trésorerie totalisant 137 436 000 \$. Le 10 octobre 2017, la Société a déposé une demande pour entamer des procédures d'acquisition forcée en vertu des dispositions légales applicables pour acquérir les actions restantes d'Affecto. À la date d'approbation des états financiers consolidés de la Société, la comptabilisation initiale de l'acquisition d'Affecto n'était pas terminée.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 26. Investissements dans les filiales (suite)

#### a) Acquisitions (suite)

Ces acquisitions sont alignées au modèle de proximité client de la Société et solidifieront davantage ses capacités à l'échelle mondiale dans plusieurs secteurs à forte demande pour la transformation numérique.

#### b) Frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration

Dans le cadre de ces acquisitions, la Société a passé en charges 10 306 000 \$ au titre des frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2017. Ce montant comprend des frais connexes aux acquisitions de 1 661 000 \$ et des coûts d'intégration de 8 645 000 \$. Les frais connexes aux acquisitions se composent principalement des honoraires engagés dans le cadre des acquisitions. Les coûts d'intégration englobent principalement des coûts liés à la cessation d'emploi de 5 207 000 \$, comptabilisés au titre de la provision pour restructuration, des contrats de location visant des locaux libérés de 1 382 000 \$, comptabilisés au titre de la provision pour contrats de location déficitaires, et d'autres coûts d'intégration de 2 056 000 \$.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 27. Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie

a) La variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement s'établit comme suit pour les exercices clos les 30 septembre :

	2017	2016
	\$	\$
Créances clients	(164 452)	(35 829)
Travaux en cours	(8 056)	(102 354)
Charges payées d'avance et autres actifs	16 403	(18 573)
Actifs financiers non courants	(13 338)	(4 802)
Fournisseurs et autres créditeurs	(92 873)	16 764
Rémunération à payer	44 837	(43 528)
Revenus différés	(12 993)	3 551
Provisions	50 777	(77 192)
Passifs non courants	8 612	(11 897)
Obligations au titre des prestations de retraite	(12 395)	(1 150)
Instruments financiers dérivés	3 229	(2 256)
Impôt sur les bénéfices	34 164	9 393
	<b>(146 085)</b>	<b>(267 873)</b>

b) Les activités opérationnelles, d'investissement et de financement hors trésorerie liées aux activités s'établissent comme suit pour les exercices clos les 30 septembre :

	2017	2016
	\$	\$
Activités opérationnelles		
Créances clients	(118)	(15)
Fournisseurs et autres créditeurs	34 522	36 139
Provisions	1 571	1 074
	<b>35 975</b>	<b>37 198</b>
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(16 365)	(15 427)
Ajouts d'immobilisations incorporelles	(23 236)	(32 608)
	<b>(39 601)</b>	<b>(48 035)</b>
Activités de financement		
Augmentation des obligations en vertu de contrats de location-financement	3 508	9 238
Augmentation des obligations autres qu'en vertu de contrats de location-financement	—	1 584
Émission d'actions	118	15
	<b>3 626</b>	<b>10 837</b>

c) Les intérêts payés et reçus et l'impôt sur les bénéfices payé sont classés dans les activités opérationnelles et s'établissent comme suit pour les exercices clos les 30 septembre :

	2017	2016
	\$	\$
Intérêts payés	78 227	82 369
Intérêts reçus	3 680	1 455
Impôt sur les bénéfices payé	244 227	246 134

d) La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient entièrement composés d'encaisse non affectée aux 30 septembre 2017 et 2016.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 28. Information sectorielle

Les tableaux ci-après présentent de l'information sur les activités de la Société en fonction de sa structure de gestion actuelle selon sept secteurs opérationnels. Les résultats sectoriels sont présentés en fonction de l'endroit où sont exécutés les travaux selon le modèle de prestation de services par emplacement géographique (note 11).

Exercice clos le 30 septembre 2017								
	É.-U.	Pays nordiques européens	Canada	France	R.-U.	ECS	Asie- Pacifique	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus sectoriels	3 028 355	1 577 883	1 605 500	1 559 869	1 286 700	1 194 409	592 350	10 845 066
Bénéfice avant les frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration, les coûts de restructuration, les charges financières nettes et la charge d'impôt sur les bénéfices <sup>1</sup>	495 774	179 989	343 856	193 075	152 185	98 981	122 763	1 586 623
Frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration (note 26 b)								(10 306)
Coûts de restructuration (note 24)								(88 628)
Charges financières nettes (note 25)								(69 792)
<b>Bénéfice avant impôt sur les bénéfices</b>								<b>1 417 897</b>

<sup>1</sup> Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, l'amortissement total de 370 207 000 \$ inclus dans les secteurs opérationnels É.-U., pays nordiques européens, Canada, France, R.-U., ECS et Asie-Pacifique était de respectivement 98 163 000 \$, 47 907 000 \$, 62 050 000 \$, 32 377 000 \$, 69 506 000 \$, 37 480 000 \$ et 22 724 000 \$.

Exercice clos le 30 septembre 2016								
	É.-U.	Pays nordiques européens	Canada	France	R.-U.	ECS	Asie- Pacifique	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus sectoriels	2 878 661	1 651 322	1 536 331	1 444 966	1 431 739	1 198 854	541 391	10 683 264
Bénéfice avant les coûts de restructuration, les charges financières nettes et la charge d'impôt sur les bénéfices <sup>1</sup>	486 295	186 742	345 483	174 685	154 262	114 256	98 588	1 560 311
Coûts de restructuration (note 24)								(29 100)
Charges financières nettes (note 25)								(78 426)
<b>Bénéfice avant impôt sur les bénéfices</b>								<b>1 452 785</b>

<sup>1</sup> Pour l'exercice clos le 30 septembre 2016, l'amortissement total de 398 906 000 \$ inclus dans les secteurs opérationnels É.-U., pays nordiques européens, Canada, France, R.-U., ECS et Asie-Pacifique était de respectivement 94 744 000 \$, 69 385 000 \$, 58 695 000 \$, 34 542 000 \$, 79 342 000 \$, 40 427 000 \$ et 21 771 000 \$.

Les méthodes comptables de chaque secteur opérationnel sont identiques à celles décrites à la rubrique Sommaire des principales méthodes comptables (note 3). Les revenus intersectoriels sont évalués de la même manière que si ces revenus provenaient de tiers.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 28. Information sectorielle (suite)

#### INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

Le tableau suivant présente les revenus provenant de tiers selon l'emplacement géographique du client, ce qui diffère des revenus présentés selon les secteurs opérationnels en raison des revenus intersectoriels :

	2017	2016
	\$	\$
<b>É.-U.</b>	<b>3 118 044</b>	2 969 506
<b>Pays nordiques européens</b>		
Suède	775 093	829 080
Finlande	654 155	648 981
Ailleurs	239 658	248 826
	<b>1 668 906</b>	1 726 887
<b>Canada</b>	<b>1 746 438</b>	1 643 680
<b>France</b>		
France	1 555 721	1 433 354
Ailleurs	38 445	38 690
	<b>1 594 166</b>	1 472 044
<b>R.-U.</b>	<b>1 419 419</b>	1 568 323
<b>ECS</b>		
Allemagne	415 104	397 059
Pays-Bas	421 673	449 031
Ailleurs	332 401	318 991
	<b>1 169 178</b>	1 165 081
<b>Asie-Pacifique</b>		
Ailleurs	128 915	137 743
	<b>128 915</b>	137 743
	<b>10 845 066</b>	10 683 264

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 28. Information sectorielle (suite)

#### INFORMATION GÉOGRAPHIQUE (suite)

Le tableau suivant fournit des renseignements sur les immobilisations corporelles, les coûts liés à des contrats et les immobilisations incorporelles selon leur emplacement géographique :

	Au 30 septembre 2017	Au 30 septembre 2016
	\$	\$
É.-U.	312 909	290 303
Canada	311 667	283 121
R.-U.	183 213	234 743
France	66 416	76 654
Suède	66 953	72 795
Finlande	35 363	34 745
Allemagne	38 310	46 825
Pays-Bas	25 300	30 487
Reste du monde	89 964	90 419
	<b>1 130 095</b>	<b>1 160 092</b>

#### INFORMATION RELATIVE AUX SERVICES

Le tableau suivant présente les revenus en fonction des services fournis par la Société :

	2017	2016
	\$	\$
Impartition		
Technologies de l'information	4 640 892	4 680 329
Gestion des processus d'affaires	1 128 258	1 099 342
Intégration de systèmes et services-conseils	5 075 916	4 903 593
	<b>10 845 066</b>	<b>10 683 264</b>

#### RENSEIGNEMENTS SUR LES PRINCIPAUX CLIENTS

Les contrats conclus avec le gouvernement fédéral américain et ses diverses agences, inclus dans le secteur opérationnel É.-U., représentaient 1 521 821 000 \$ et 14,00 % des revenus pour l'exercice clos le 30 septembre 2017 (1 405 955 000 \$ et 13,20 % pour l'exercice clos le 30 septembre 2016).

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 29. Transactions avec les parties liées

#### a) Transactions avec des filiales

Les soldes et les transactions entre la Société et ses filiales ont été éliminés au moment de la consolidation. La Société détient la totalité des titres de participation de ses principales filiales.

Les principales filiales de la Société, dont les revenus représentent plus de 3 % des revenus consolidés, selon le modèle de prestation de services par emplacement géographique, sont les suivantes :

Nom de la filiale	Pays de constitution en société
CGI Technologies and Solutions Inc.	États-Unis
CGI Federal Inc.	États-Unis
CGI Suomi Oy	Finlande
CGI Sverige AB	Suède
Conseillers en gestion et informatique CGI Inc.	Canada
CGI Information Systems and Management Consultants Inc.	Canada
CGI France SAS	France
CGI IT UK Limited	Royaume-Uni
CGI Nederland BV	Pays-Bas
CGI Deutschland Ltd & Co KG	Allemagne
CGI Information Systems and Management Consultants Private Limited	Inde

#### b) Rémunération des dirigeants clés

La rémunération des dirigeants clés, soit le président et chef de la direction, le vice-président exécutif et chef de la direction financière, et les membres du conseil d'administration, était comme suit :

	2017	2016 <sup>1</sup>
	\$	\$
Avantages du personnel à court terme	8 990	6 224
Paiements fondés sur des actions	15 537	23 803

<sup>1</sup> Comprend le chef des opérations.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 30. Engagements, éventualités et garanties

#### a) Engagements

Au 30 septembre 2017, les engagements de la Société, en vertu de contrats de location simple venant à échéance à diverses dates jusqu'en 2028 et visant principalement la location de locaux et de matériel informatique utilisé dans des contrats d'impartition, totalisaient environ 656 775 000 \$, compte non tenu des coûts des services et des taxes.

Les paiements minimaux futurs exigibles au titre de la location en vertu de contrats de location simple non résiliables sont dus comme suit :

	\$
Moins de un an	174 835
De un an à deux ans	127 411
De deux ans à cinq ans	241 387
Plus de cinq ans	113 142

La majorité des contrats de location sont renouvelables à l'échéance de la période de location aux taux du marché. Les coûts de location passés en charges au cours de l'exercice ont été de 200 424 000 \$ (223 289 000 \$ en 2016), déduction faite des revenus de sous-location de 14 653 000 \$ (19 220 000 \$ en 2016). Au 30 septembre 2017, le total des paiements minimaux futurs au titre de la sous-location que la Société s'attend à recevoir dans le cadre de contrats de sous-location non résiliables était de 12 868 000 \$ (25 801 000 \$ au 30 septembre 2016).

La Société a conclu des ententes de service à long terme et d'autres ententes représentant un engagement total de 238 931 000 \$. Les paiements minimaux exigibles en vertu de ces ententes sont dus comme suit :

	\$
Moins de un an	109 495
De un an à deux ans	70 073
De deux ans à cinq ans	59 363

#### b) Éventualités

De temps à autre, la Société fait l'objet d'un certain nombre de poursuites, de vérifications, de litiges et réclamation, liés essentiellement à des risques fiscaux, à des litiges contractuels et à des réclamations d'employés, dans le cours normal de ses activités. Certaines de ces questions pourraient entraîner des coûts importants qui demeureront incertains jusqu'à ce qu'un ou plusieurs événements se réalisent ou non. Même si l'issue est difficile à prédire avec certitude, la Société n'a aucune raison de croire que le règlement de l'une ou l'autre de ces questions pourrait avoir une incidence importante sur la situation financière de la Société, sur ses résultats opérationnels ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales. Les réclamations dont l'issue sera probablement défavorable sont comptabilisées dans les provisions (note 12).

De plus, la Société s'est engagée à fournir des services dans le cadre de contrats avec le gouvernement des États-Unis. Ces contrats sont soumis à des exigences juridiques et réglementaires étendues, et, de temps à autre, des agences du gouvernement américain enquêtent afin de s'assurer que la Société mène ses activités conformément à ces exigences. Généralement, le gouvernement peut modifier la portée de ces contrats ou y mettre fin à sa convenance. L'annulation ou la réduction de la portée d'un grand projet avec le gouvernement pourrait avoir une incidence significative sur les résultats opérationnels et sur la situation financière de la Société.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 30. Engagements, éventualités et garanties (suite)

#### c) Garanties

##### Vente d'actifs et cession d'entreprises

Dans le cadre de la vente d'actifs et de la cession d'entreprises, la Société pourrait devoir dédommager des contreparties par suite, entre autres, de violations d'obligations contractuelles, de déclarations ou de garanties, d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle ou de poursuites intentées contre des contreparties. Bien que certaines ententes précisent une limite de responsabilité globale d'environ 10 865 000 \$, d'autres ne stipulent aucun plafond ni durée limitée. Il est impossible de faire une évaluation raisonnable du montant maximal qui pourrait être versé en vertu de telles garanties. Le versement de ces montants dépend de la réalisation éventuelle d'événements dont la nature et la probabilité ne peuvent pas être déterminées à ce moment-ci. Au 30 septembre 2017, aucun montant n'avait été comptabilisé dans les bilans consolidés pour ces engagements d'indemnisation. La Société estime que l'obligation qui pourrait être engagée en relation avec ces garanties n'aurait pas une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

##### Autres transactions

Dans le cours normal de ses activités, la Société peut fournir à certains clients, principalement à des entités gouvernementales, des cautionnements de soumission et des garanties de bonne exécution. En règle générale, la Société ne serait responsable des cautionnements de soumission que si elle refusait d'effectuer le travail une fois l'offre de soumission attribuée. La Société serait également responsable des garanties de bonne exécution en cas de défaut de l'exécution de ses engagements. Au 30 septembre 2017, la Société avait engagé un montant total de 30 297 000 \$ dans ces types de cautionnement. À sa connaissance, la Société se conforme à toutes ces garanties, et ce, pour tous les contrats de service pour lesquels il existe de telles garanties, et l'obligation totale, le cas échéant, qui pourrait être assumée en relation avec ces garanties n'aurait pas une incidence significative sur les résultats opérationnels consolidés ou la situation financière de la Société.

De plus, la Société a émis des lettres de crédit totalisant 86 813 000 \$ en plus des lettres de crédit couvertes par la facilité de crédit renouvelable non garantie (note 13). Ces garanties sont nécessaires dans certains des contrats de la Société avec les clients.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 31. Instruments financiers

#### ÉVALUATIONS À LA JUSTE VALEUR

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Le tableau suivant présente les passifs financiers, compris dans la dette à long terme (note 13), évalués au coût amorti. Les passifs financiers sont classés selon la hiérarchie des justes valeurs.

	Niveau	Au 30 septembre 2017		Au 30 septembre 2016	
		Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
		\$	\$	\$	\$
<b>Passifs financiers dont la juste valeur est présentée</b>					
<b>Autres passifs</b>					
Billets de premier rang non garantis en devise américaine et en euros	Niveau 2	1 542 428	1 638 980	1 733 036	1 855 143
Facilité de crédit renouvelable non garantie	Niveau 2	200 000	200 000	—	—
Obligations autres qu'en vertu de contrats de location-financement	Niveau 2	61 703	60 847	111 205	109 966
Obligations en vertu de contrats de location-financement	Niveau 2	29 794	29 667	42 172	41 753
Autre dette à long terme	Niveau 2	28 078	27 348	24 562	22 843
		<b>1 862 003</b>	<b>1 956 842</b>	<b>1 910 975</b>	<b>2 029 705</b>

Les actifs et les passifs financiers évalués à la juste valeur classés selon la hiérarchie des justes valeurs sont présentés dans le tableau ci-après :

	Niveau	Au 30 septembre 2017		Au 30 septembre 2016	
			\$		\$
<b>Actifs financiers</b>					
<b>Actifs financiers à la juste valeur par le biais du bénéfice net</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 2		165 872		596 529
Actifs au titre du régime de rémunération différée (note 10)	Niveau 1		46 906		42 139
			<b>212 778</b>		<b>638 668</b>
<b>Instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture</b>					
Instruments financiers dérivés courants	Niveau 2		8 152		22 226
Instruments financiers dérivés non courants (note 10)	Niveau 2		24 939		49 759
			<b>33 091</b>		<b>71 985</b>
<b>Disponibles à la vente</b>					
Obligations non courantes comprises dans les fonds détenus pour des clients (note 5)	Niveau 2		195 509		195 976
Placements non courants (note 10)	Niveau 2		23 047		27 246
			<b>218 556</b>		<b>223 222</b>
<b>Passifs financiers</b>					
<b>Instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture</b>					
Instruments financiers dérivés courants	Niveau 2		12 069		4 517
Instruments financiers dérivés non courants	Niveau 2		82 365		46 473
			<b>94 434</b>		<b>50 990</b>

Au cours des exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016, aucun transfert n'a été effectué entre le niveau 1 et le niveau 2.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 31. Instruments financiers (suite)

#### ÉVALUATIONS À LA JUSTE VALEUR (SUITE)

Le tableau suivant résume la juste valeur des instruments financiers dérivés en cours :

	Comptabilisés dans les instruments financiers dérivés	Au 30 septembre 2017 \$	Au 30 septembre 2016 \$
<b>Couvertures des investissements nets dans des établissements à l'étranger</b>			
Swaps de devises de 831 400 \$ en euros désignés comme instrument de couverture de l'investissement net de la Société dans ses établissements en Europe (831 400 \$ au 30 septembre 2016)	Actifs courants Actifs non courants	2 907 14 539	— 31 603
<b>Couvertures de flux de trésorerie liées aux revenus futurs</b>			
Contrats de change à terme de 65 691 \$ US entre le dollar américain et la roupie indienne (31 033 \$ US au 30 septembre 2016)	Actifs courants	37	3 358
	Actifs non courants	162	—
	Passifs courants	330	58
	Passifs non courants	427	—
Contrats de change à terme de 146 881 \$ entre le dollar canadien et la roupie indienne (116 700 \$ au 30 septembre 2016)	Actifs courants	4 644	11 935
	Actifs non courants	7 429	7 429
	Passifs courants	554	—
	Passifs non courants	969	—
Contrats de change à terme de 21 483 € entre l'euro et la roupie indienne (8 900 € au 30 septembre 2016)	Actifs courants	—	376
	Passifs courants	275	—
	Passifs non courants	366	—
Contrats de change à terme de 29 034 £ entre la livre sterling et la roupie indienne (15 200 £ au 30 septembre 2016)	Actifs courants	24	5 094
	Passifs courants	771	—
	Passifs non courants	895	—
Contrats de change à terme de 75 374 € entre l'euro et la livre sterling (52 700 € au 30 septembre 2016)	Actifs courants	33	—
	Actifs non courants	70	—
	Passifs courants	1 477	3 626
	Passifs non courants	1 987	350
Contrats de change à terme de 53 527 € entre l'euro et le dirham marocain (8 300 € au 30 septembre 2016)	Actifs non courants	2 669	—
	Passifs courants	1 681	710
	Passifs non courants	5 427	—
Autres contrats de change à terme	Actifs courants	507	1 463
	Actifs non courants	70	—
	Passifs courants	231	123
	Passifs non courants	345	—
<b>Couvertures de flux de trésorerie sur les billets de premier rang non garantis en devise américaine</b>			
Swaps de devises de 600 000 \$ US en dollars canadiens (600 000 \$ US au 30 septembre 2016)	Passifs courants	6 750	—
	Passifs non courants	69 540	46 123
<b>Couvertures de juste valeur liées aux billets de premier rang non garantis en devise américaine</b>			
Swaps de taux d'intérêt fixe contre taux variable de 250 000 \$ US (250 000 \$ US au 30 septembre 2016)	Actifs non courants	—	10 727
	Passifs non courants	2 409	—

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 31. Instruments financiers (suite)

#### ÉVALUATIONS À LA JUSTE VALEUR (SUITE)

Les techniques d'évaluation utilisées pour évaluer les instruments financiers sont les suivantes :

- La juste valeur des billets de premier rang non garantis en devise américaine et en euros, de la facilité de crédit renouvelable non garantie et des autres dettes à long terme est évaluée en actualisant les flux de trésorerie attendus aux taux actuellement offerts à la Société pour des dettes ayant les mêmes échéances et conditions;
- La juste valeur des obligations non courantes comprises dans les fonds détenus pour des clients et des placements non courants est calculée en actualisant les flux de trésorerie futurs au moyen des données de marché observables, comme les courbes de taux d'intérêt ou les écarts de crédit, ou en fonction de transactions similaires dans des conditions de concurrence normale;
- La juste valeur des contrats de change à terme est établie au moyen des taux de change à terme à la fin de la période de présentation de l'information financière;
- La juste valeur des swaps de devises et des swaps de taux d'intérêt est établie d'après les données du marché (principalement les courbes de taux d'intérêt, des taux de change et des taux d'intérêt) pour calculer la valeur actualisée de tous les flux de trésorerie estimés;
- La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est établie au moyen des cours observables;
- La juste valeur des actifs au titre du régime de rémunération différée comptabilisés dans les actifs financiers non courants se fonde sur des cours observables à la date de clôture.

Au 30 septembre 2017, aucun changement n'avait été apporté aux techniques d'évaluation.

La Société estime qu'une tranche d'environ 7 286 000 \$ du gain net cumulé non réalisé sur les instruments financiers dérivés qui ont été désignés comme couvertures de flux de trésorerie au 30 septembre 2017 sera reclassée dans les états consolidés du résultat au cours des 12 prochains mois.

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2017, les relations de couverture de la Société ont été efficaces.

#### RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché englobe plusieurs catégories de risques. La variation des facteurs de risque, tels que le risque de taux d'intérêt et le risque de change, a une incidence sur la juste valeur des actifs et passifs financiers.

##### Risque de taux d'intérêt

La Société a des swaps de taux d'intérêt selon lesquels elle obtient un taux d'intérêt fixe et verse un taux d'intérêt variable sur le montant notionnel d'une tranche de ses billets de premier rang non garantis en devise américaine. Ces swaps servent à couvrir le risque de variation de la juste valeur de la dette.

La Société court également un risque de taux d'intérêt sur sa facilité de crédit renouvelable non garantie.

La Société analyse régulièrement son exposition au risque de taux d'intérêt en utilisant divers scénarios afin de simuler le refinancement ou le renouvellement de positions existantes. D'après ces scénarios, une variation de 1 % du taux d'intérêt n'aurait pas eu une incidence importante sur le bénéfice net et le résultat global.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 31. Instruments financiers (suite)

#### RISQUE DE MARCHÉ (SUITE)

##### Risque de change

La Société exerce ses activités à l'échelle internationale et est soumise aux risques liés à la fluctuation des taux de change. La Société réduit ce risque principalement grâce à la dette libellée en devises et aux instruments financiers dérivés, y compris des contrats de change à terme et des swaps de devises.

La Société couvre une partie de la conversion en dollars canadiens de ses investissements nets dans ses établissements aux États-Unis et en Europe grâce aux billets de premier rang non garantis en devise américaine et en euros. La Société couvre également une partie de la conversion de ses investissements nets dans ses établissements en Europe avec des swaps de devises.

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2016, la Société a également conclu des swaps de devises de dollars canadiens en euros, dont le montant nominal était de 831 400 000 \$, désignés comme un instrument de couverture de l'investissement net de la Société dans ses établissements en Europe.

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2016, la Société a réglé des swaps de devises dont le montant nominal était de 109 730 000 \$ pour un montant net de 24 057 000 \$. La perte sur règlements a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et sera transférée au bénéfice net au moment de la cession de l'investissement net.

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2016, la Société a conclu des swaps de devises d'un montant nominal de 600 000 000 \$ US ayant trait aux billets de premier rang non garantis en devise américaine. Les swaps de devises sont désignés comme des couvertures de flux de trésorerie afin de couvrir la variabilité du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien.

La Société conclut des contrats de change à terme pour couvrir la variabilité des divers taux de change relativement aux revenus futurs. Les relations de couverture sont désignées et documentées à leur mise en place, et leur efficacité fait l'objet d'appréciations trimestrielles au cours de l'exercice.

La Société est soumise principalement aux risques liés à la fluctuation de la couronne suédoise, du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling. Le tableau qui suit présente la sensibilité du bénéfice net et du résultat global de la Société à une appréciation de 10 % de la couronne suédoise, du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling par rapport au dollar canadien. L'analyse de sensibilité sur le bénéfice net présente l'incidence des instruments financiers libellés en devises et tient compte d'un ajustement de conversion, à la fin de la période, en fonction d'une appréciation de 10 % des taux de change. L'analyse de sensibilité sur les autres éléments du résultat global présente l'incidence d'une appréciation de 10 % des taux de change sur la juste valeur des contrats de change à terme désignés comme couvertures de flux de trésorerie et sur les couvertures des investissements nets.

	2017				2016			
	Incidence de la couronne suédoise	Incidence du dollar américain	Incidence de l'euro	Incidence de la livre sterling	Incidence de la couronne suédoise	Incidence du dollar américain	Incidence de l'euro	Incidence de la livre sterling
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
(Diminution) augmentation du bénéfice net	(860)	(1 174)	2 383	(539)	(913)	(1 581)	2 964	(450)
Diminution des autres éléments du résultat global	(1 839)	(74 974)	(93 866)	(4 788)	(847)	(85 380)	(92 264)	(2 581)

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 31. Instruments financiers (suite)

#### RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure d'acquitter ses passifs financiers à leur échéance ou ne puisse le faire qu'à des coûts excessifs. La Société finance ses activités en combinant les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, en faisant des prélèvements sur sa facilité de crédit ainsi qu'en émettant des titres de créance et des actions. L'un des objectifs principaux de la direction est de maintenir un niveau optimal de liquidité grâce à une gestion active des actifs, des passifs et des flux de trésorerie.

Les tableaux suivants présentent la valeur comptable et les échéances contractuelles des portions du capital et des intérêts des passifs financiers. Tous les montants libellés en devises aux termes d'un contrat sont présentés sous la forme de montants équivalents en dollars canadiens selon le taux de change au comptant de la fin de la période.

Au 30 septembre 2017	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins de un an	De un an à deux ans	De deux ans à cinq ans	Plus de cinq ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Passifs financiers non dérivés						
Fournisseurs et autres créiteurs	<b>1 004 307</b>	1 004 307	1 004 307	—	—	—
Rémunération à payer	<b>578 886</b>	578 886	578 886	—	—	—
Billets de premier rang non garantis en devise américaine et en euros	<b>1 542 428</b>	1 823 352	124 201	343 207	818 095	537 849
Facilité de crédit renouvelable non garantie	<b>200 000</b>	226 810	6 400	6 400	214 010	—
Obligations autres qu'en vertu de contrats de location-financement	<b>61 703</b>	63 454	33 850	18 623	10 981	—
Obligations en vertu de contrats de location- financement	<b>29 794</b>	31 109	14 086	8 341	8 682	—
Autre dette à long terme	<b>28 078</b>	28 787	13 986	2 988	9 130	2 683
Obligations liées aux fonds des clients	<b>314 233</b>	314 233	314 233	—	—	—
Passifs financiers dérivés						
Couvertures de flux de trésorerie liées aux revenus futurs	<b>90</b>					
Sorties de fonds		17 036	5 486	6 530	5 020	—
(Entrées de fonds)		(16 989)	(5 417)	(5 083)	(6 489)	—
Swaps de devises	<b>58 844</b>					
Sorties de fonds		849 762	83 877	317 085	291 798	157 002
(Entrées de fonds)		(846 228)	(91 446)	(310 451)	(291 936)	(152 395)
Swaps de taux d'intérêt	<b>2 409</b>					
Sorties de fonds		63 248	14 055	14 055	35 138	—
(Entrées de fonds)		(70 222)	(15 605)	(15 605)	(39 012)	—
	<b>3 820 772</b>	4 067 545	2 080 899	386 090	1 055 417	545 139

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 31. Instruments financiers (suite)

#### RISQUE DE LIQUIDITÉ (SUITE)

Au 30 septembre 2016	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins de un an	De un an à deux ans	De deux ans à cinq ans	Plus de cinq ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Passifs financiers non dérivés</b>						
Fournisseurs et autres crédeurs	1 107 863	1 107 863	1 107 863	—	—	—
Rémunération à payer	523 553	523 553	523 553	—	—	—
Billets de premier rang non garantis en devise américaine et en euros	1 733 036	2 083 673	178 105	130 140	786 108	989 320
Obligations autres qu'en vertu de contrats de location-financement	111 205	115 362	48 860	35 668	30 834	—
Obligations en vertu de contrats de location-financement	42 172	44 205	19 716	11 789	11 932	768
Autre dette à long terme	24 562	24 687	15 404	1 187	3 797	4 299
Obligations liées aux fonds des clients	365 994	365 994	365 994	—	—	—
<b>(Actifs) passifs financiers dérivés</b>						
Couvertures de flux de trésorerie liées aux revenus futurs	(24 788)					
Sorties de fonds		4 813	4 454	359	—	—
(Entrées de fonds)		(31 221)	(22 510)	(3 945)	(4 766)	—
Swaps de devises	14 520					
Sorties de fonds		865 655	17 906	83 678	536 888	227 183
(Entrées de fonds)		(917 944)	(30 315)	(95 920)	(558 094)	(233 615)
Swaps de taux d'intérêt	(10 727)					
Sorties de fonds		68 273	12 413	12 413	37 240	6 207
(Entrées de fonds)		(90 025)	(16 368)	(16 368)	(49 105)	(8 184)
	3 887 390	4 164 888	2 225 075	159 001	794 834	985 978

Au 30 septembre 2017, la Société détenait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements non courants totalisant 188 919 000 \$ (623 775 000 \$ au 30 septembre 2016). Elle disposait également d'un montant de 1 290 369 000 \$ en vertu d'une facilité de crédit renouvelable non garantie (1 466 086 000 \$ au 30 septembre 2016). Au 30 septembre 2017, les créances clients totalisaient 931 530 000 \$ (816 885 000 \$ au 30 septembre 2016). Compte tenu des liquidités dont la Société dispose, en relation avec le calendrier de paiement des obligations, la direction estime que le risque de liquidité auquel la Société est exposée est faible.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 31. Instruments financiers (suite)

#### RISQUE DE CRÉDIT

La Société est exposée au risque de crédit, c'est-à-dire le risque qu'une contrepartie ne puisse pas régler intégralement les montants à payer à la Société à leur échéance. Les instruments financiers qui pourraient exposer la Société à une concentration du risque de crédit sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les créances clients et les placements non courants. Le risque de crédit maximal correspond en général à la valeur comptable de ces éléments présentée aux bilans consolidés.

La Société court un risque de crédit lié aux placements non courants en raison de l'incapacité éventuelle des emprunteurs à respecter les modalités rattachées à leurs obligations. La Société atténue ce risque en investissant principalement dans des obligations d'État et de sociétés de première qualité notées A ou plus.

La Société a des créances clients issues de diverses industries, dont des agences gouvernementales, le secteur financier, les télécommunications, le secteur manufacturier et les services publics, qui ne sont pas concentrées dans un secteur géographique en particulier. Ces industries peuvent être touchées par des facteurs économiques pouvant avoir une incidence sur les créances clients. Toutefois, la direction ne croit pas que la Société soit assujettie à un risque de crédit important compte tenu de son bassin vaste et diversifié de clients. Dans l'ensemble, la direction ne croit pas qu'une industrie ou une région géographique en soi représente un risque de crédit important pour la Société.

Le tableau ci-dessous présente l'âge des créances clients en souffrance :

	2017	2016
	\$	\$
En règle	<b>806 041</b>	684 454
En souffrance de 1 jour à 30 jours	<b>79 016</b>	76 339
En souffrance de 31 à 60 jours	<b>25 262</b>	19 415
En souffrance de 61 à 90 jours	<b>8 999</b>	10 749
En souffrance depuis plus de 90 jours	<b>16 969</b>	31 241
	<b>936 287</b>	822 198
Provision pour créances douteuses	<b>(4 757)</b>	(5 313)
	<b>931 530</b>	816 885

La valeur comptable des créances clients est réduite par une provision et le montant de la perte est comptabilisé dans les états consolidés du résultat à titre de coûts des services et frais de vente et d'administration. Lorsque le solde d'une créance est considéré comme irrécouvrable, il est porté en réduction de la provision pour créances douteuses. Les recouvrements ultérieurs de montants antérieurement radiés sont portés en réduction des coûts des services et frais de vente et d'administration dans les états consolidés du résultat.

## Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2017 et 2016

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

### 32. Gestion du risque de capital

La Société est exposée à des risques d'importance variée qui pourraient avoir une incidence sur sa capacité d'atteindre ses objectifs stratégiques de croissance. Les objectifs principaux du processus de gestion des risques de la Société visent à s'assurer que les risques sont correctement identifiés et que le capital est suffisant, compte tenu des risques présents.

La Société gère son capital de manière à assurer que les ressources en capital sont adéquates tout en maximisant le rendement pour les actionnaires en optimisant l'équilibre entre la dette et les capitaux propres. Au 30 septembre 2017, le total du capital géré<sup>1</sup> s'élevait à 8 253 548 000 \$ (8 999 358 000 \$ au 30 septembre 2016). Le capital géré de la Société se compose de dette à long terme, incluant la tranche courante (note 13), de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, de placements non courants (note 10) et de capitaux propres. La Société structure son capital en fonction de la croissance prévue des affaires et de l'évolution de l'environnement économique. Lorsque des besoins en capitaux sont spécifiés, la direction de la Société propose des transactions en capital au Comité d'audit et de gestion des risques et au conseil d'administration de la Société afin d'obtenir leur approbation. La politique de gestion du risque de capital est identique à celle des périodes précédentes.

La Société fait un suivi du capital en révisant diverses mesures financières, incluant les suivantes :

- Dette nette<sup>1</sup>/capitalisation<sup>1</sup>
- Dette/BAIIA<sup>1</sup>

La dette nette, la capitalisation et le BAIIA sont des mesures additionnelles. La dette nette représente la dette (incluant la tranche courante et la juste valeur des instruments financiers dérivés) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les placements non courants. La capitalisation est définie par les capitaux propres plus la dette. Le BAIIA est la somme du bénéfice tiré des activités poursuivies avant les charges financières, l'impôt sur les bénéfices, l'amortissement, les coûts de restructuration, et les frais connexes aux acquisitions et coûts d'intégration. La Société croit que les résultats des ratios internes actuels correspondent aux objectifs de la direction en matière de capital.

La Société est assujettie à des clauses restrictives imposées par des tiers touchant ses billets de premier rang non garantis en devise américaine et en euros et sa facilité de crédit renouvelable non garantie. Les ratios sont les suivants :

- Un ratio de levier financier<sup>1</sup>, qui est le ratio de la dette totale sur le BAIIA pour les quatre derniers trimestres<sup>2</sup>.
- Un ratio de couverture des intérêts et des loyers<sup>1</sup>, qui est le ratio de BAIIAL<sup>1</sup> pour les quatre derniers trimestres sur le total des charges financières et des loyers et charges locatives opérationnels pour la même période. Le BAIIAL correspond au BAIIA avant les charges locatives<sup>2</sup>.
- En ce qui concerne les billets de premier rang non garantis en devise américaine et en euros, une valeur nette minimale est exigée, selon laquelle les capitaux propres, déduction faite des écarts de conversion inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global, ne doivent pas être inférieurs à un seuil spécifié.

Ces ratios sont calculés sur une base consolidée.

La Société se conforme à ces clauses restrictives et fait un suivi continu de celles-ci. Les ratios sont aussi revus par le Comité d'audit et de gestion des risques sur une base trimestrielle. La Société n'est soumise à aucune autre exigence imposée par des tiers en matière de capital.

<sup>1</sup> Mesure non conforme aux PCGR.

<sup>2</sup> Dans l'éventualité d'une acquisition, l'information financière historique disponible de la société acquise sera utilisée dans le calcul des ratios.

# Renseignements à l'intention des actionnaires

## Inscription boursière

Introduction en bourse : 1986

Bourse de Toronto, avril 1992 : GIB.A

Bourse de New York, octobre 1998 : GIB

Nombre d'actions en circulation au 30 septembre 2017 :

254 106 795 actions subalternes classe A comportant droit de vote

32 852 748 actions classe B

Haut/bas du cours de l'action du 1<sup>er</sup> octobre 2016

au 30 septembre 2017 :

	BOURSE DE TORONTO (\$ CA)	BOURSE DE NEW YORK (\$ US)
Haut :	69,22	53,65
Bas :	60,61	45,73

Les attestations requises en vertu de l'Instrument National 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs dans le cadre desquelles le chef de la direction et le chef de la direction financière de CGI attestent de l'exactitude de l'information divulguée dans la notice annuelle, les états financiers consolidés audités annuels et le rapport de gestion annuel de CGI sont disponibles sur le site internet des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Des attestations similaires requises en vertu de la Règle 13a-14(a) de la *Securities Exchange Act of 1934* et de l'article 302 de la *Sarbanes-Oxley Act of 2002* figurent également en annexe de notre rapport annuel sur formulaire 40-F qui est disponible sur EDGAR, à l'adresse [www.sec.gov](http://www.sec.gov). L'attestation requise en vertu du paragraphe 303A.12(c) du *NYSE Listed Company Manual* est également déposée annuellement auprès de la New York Stock Exchange. Les pratiques de CGI en matière de gouvernance sont conformes à celles suivies par les sociétés locales américaines aux termes des conditions d'inscription à la cote de la New York Stock Exchange. Un sommaire de ces pratiques se trouve dans le rapport du Comité de régie d'entreprise figurant dans la circulaire de sollicitation de procurations de la direction de CGI qui est disponible sur le site internet des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com), sur EDGAR, à l'adresse [www.edgar.com](http://www.edgar.com), et sur le site internet de CGI, à l'adresse [www.cgi.com](http://www.cgi.com).

## Vérificateurs

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.

## Agent des transferts et agent comptable des registres

Services aux investisseurs Computershare

100 University Avenue, 8<sup>e</sup> étage

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-564-6253

[www.centredesinvestisseurs.com/service](http://www.centredesinvestisseurs.com/service)

## Relations avec les investisseurs

Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'entreprise, des exemplaires de ce rapport ou toute autre information financière, veuillez communiquer avec nous :

Groupe CGI inc.

Relations avec les investisseurs

Courriel : [ir@cgi.com](mailto:ir@cgi.com)

Web : [cgi.com/investisseurs](http://cgi.com/investisseurs)

1350, boulevard René-Lévesque Ouest,

15<sup>e</sup> étage

Montréal (Québec) H3G 1T4

Canada

Tél. : 514-841-3200

## Assemblée générale annuelle des actionnaires

Le mercredi 31 janvier 2018 à 11 heures

Le Ritz-Carlton Montréal

Salon Ovale

1228, rue Sherbrooke Ouest

Montréal (Québec) H3G 1H6

Canada

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de CGI sera diffusée en direct sur [cgi.com/investisseurs](http://cgi.com/investisseurs). Les directives détaillées pour la visionner seront disponibles sur le site de CGI. Les actionnaires désirant voter par téléphone ou sur Internet pourront le faire en suivant les directives contenues dans la circulaire de sollicitation de procurations de la direction de CGI.

Une version électronique du rapport annuel 2017 de CGI est disponible sur [cgi.com/investisseurs](http://cgi.com/investisseurs).

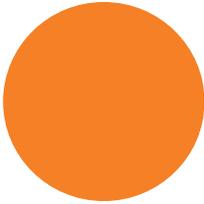
*CGI's 2017 Annual Report is also available in English at [cgi.com/investors](http://cgi.com/investors).*



Fondée en 1976, CGI est l'une des plus importantes entreprises de services-conseils en technologie de l'information (TI) et en management au monde. Offrant des services à partir de centaines d'emplacements à l'échelle mondiale, les professionnels de CGI aident les entreprises et gouvernements à atteindre leurs objectifs, notamment à devenir des organisations numériques axées sur le client. Nous offrons un portefeuille complet de capacités, comprenant des services-conseils stratégiques en TI et en management, des services d'intégration de systèmes et d'impartition ainsi que des solutions de propriété intellectuelle qui aident nos clients à accélérer l'obtention de résultats.

CGI travaille avec des clients dans le monde entier et met à profit une approche unique de proximité client, conjuguée à un réseau mondial de centres d'excellence en prestation de services, afin d'aider ses clients à produire des résultats plus rapidement, à transformer leur organisation et à générer un avantage concurrentiel.

[cgi.com](http://cgi.com)



# CGI

La force de l'engagement<sup>MD</sup>